



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LX^e Année

Tome II N^{os} 1-2 - Juillet-Août 1985

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 Le nouveau mode de fixation des taux officiels de la Banque.
- 29 Changements apportés au chapitre II « Emploi et chômage » et au chapitre I « Population, comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture » de la partie « Statistiques » du Bulletin.
- 35 Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale. Résultats des mois de juin et juillet 1985.
- 1 Statistiques.
- 169 Législation économique.
- 183 Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique.

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

LE NOUVEAU MODE DE FIXATION DES TAUX OFFICIELS DE LA BANQUE

Dans les pays dont l'appareil financier avait atteint, avant la première guerre mondiale déjà, le stade moderne, s'était organisé un marché monétaire efficace sur lequel se négociaient des fonds à court terme. L'organisation institutionnelle, née des pratiques spécifiques à chaque place, variait évidemment suivant les pays ; mais partout, on constatait qu'une partie plus ou moins importante de l'offre et de la demande de ces fonds à court terme émanait des banques elles-mêmes. Les titres de créances qui étaient négociés à cette époque sur ce marché monétaire, étaient les effets de commerce et les prêts interbancaires. Par ces transactions, des banques cédaient des ressources dont elles n'avaient pas d'autres usages immédiats, à d'autres banques dont les trésoreries devaient momentanément être renforcées.

Au centre de ce marché, se trouvaient ces institutions que les législateurs avaient généralement chargées de l'émission des billets de banque et, explicitement ou implicitement, de veiller à éviter les accidents bancaires associés à ces crises de liquidité qui pouvaient survenir lorsque les banques, dans leur ensemble, perdaient beaucoup de dépôts.

Ces pertes de dépôts pouvaient avoir pour origine une recrudescence soudaine et importante de la préférence du public pour les encaisses en billets ; la bonne gestion des banques prévoyait cette éventualité et leurs actifs se composaient, dans une proportion suffisante, de créances qu'elles pouvaient revendre à l'institut d'émission — essentiellement des effets de commerce éligibles au réescompte — ou dont elles pouvaient se servir pour constituer des nantissements d'avances obtenues auprès dudit institut. Ces pertes de dépôts pouvaient aussi avoir pour origine une recrudescence soudaine et importante de la préférence du public pour les encaisses en pièces métalliques légales, d'or ou d'argent ; en consacrant le principe de la convertibilité interne des billets, les législateurs avaient imposé des règles strictes de gestion aux instituts d'émission qu'ils avaient obligés à détenir des « éléments de couverture » suffisants : des réserves métalliques devaient former, dans des proportions variant suivant les pays, la contrepartie de l'émission de billets ; le processus « retrait de dépôts, puis conversion en pièces des billets obtenus » pouvait donc s'opérer, dans des circonstances normales, sans provoquer d'accidents majeurs : les banques faisaient face à la demande tempo-

raire de billets, en réescomptant des effets à l'institut d'émission et celui-ci, à son tour, assurait le remboursement de ces billets grâce à ses réserves. Par ailleurs, celles-ci étaient utilisées également, de façon moins exceptionnelle, à l'occasion de règlements internationaux, lorsque la masse des paiements de nature commerciale ou financière que les résidents du pays considéré devaient faire à l'étranger excédait celle des recettes que les résidents recevaient de l'étranger; dans ce cas, toutes autres choses étant égales, se produisaient, dans l'ordre, une contraction des dépôts bancaires des résidents (les clients des banques leur achetaient plus de devises qu'ils ne leur en cédaient), un resserrement des trésoreries bancaires, une diminution des réserves métalliques de l'institut d'émission, et enfin, dans la mesure où les banques reconstituaient leurs trésoreries, une augmentation des crédits intérieurs de cet institut; finalement et au total, le portefeuille d'effets de commerce de l'institut d'émission s'était accru, tandis que les réserves métalliques avaient diminué.

Ces processus, et particulièrement le dernier, le plus préoccupant parce qu'il était le reflet d'un déficit extérieur, étaient remarquablement analysés dans la littérature économique de l'époque dont les auteurs avaient, en outre, systématisé la description des techniques de politique monétaire auxquelles les instituts d'émission, oeuvrant pragmatiquement, avaient recours pour atténuer les perturbations du marché des changes.

Les mutations énormes que l'économie mondiale a subies depuis lors et surtout les transformations profondes qui se sont opérées dans l'organisation financière des divers pays, ont modifié substantiellement les modalités du fonctionnement des marchés monétaires, même si les mécanismes fondamentaux ont peu changé, dans leur principe.

Sans doute, la disparition de la convertibilité interne a mis fin à un des processus de la raréfaction de l'offre de fonds sur le marché monétaire. Mais la convertibilité externe a subsisté dans les pays qui ont maintenu un régime de change fixe, de droit ou de fait, même si, à certaines périodes et dans certains pays, elle a été plus ou moins limitée par des restrictions de change. Que les réserves métalliques aient été complétées, puis relayées par d'autres instruments de paiements internationaux, n'a pas modifié substantiellement les relations entre marché des changes et marché monétaire. Lorsque le régime de change oblige la banque centrale — appellation moderne de l'institut d'émission — à régulariser les cours de l'unité monétaire nationale par rapport aux devises étrangères, la mécanique accoutumée se déclenche. En cas d'excédent de la demande sur l'offre de devises, il se produit toujours une destruction d'encaisses monétaires intérieures, avec en contrepartie, une diminution des trésoreries bancaires, les banques étant amenées à payer à la banque centrale les instruments de paiements internationaux que celle-ci prélève sur ses réserves pour compléter l'offre sur le marché des changes; le plus souvent, ensuite, les banques s'efforcent de reconstituer leurs trésoreries en faisant appel, d'une manière ou d'une autre, aux crédits de la banque centrale; c'est une des occasions où celle-ci a pu subordonner l'octroi de son concours à certaines conditions. La probabilité de cette « fuite en devises » — il faut entendre par là cette contraction des ressources apportées par les banques au marché monétaire provoquée par des achats nets de devises — dépend de multiples facteurs; un d'entre eux est de nature structurelle, à savoir

le degré d'ouverture sur le monde extérieur de l'économie nationale. Il va de soi que l'éventualité inverse peut se produire : un afflux net de devises aboutit à la fois, en régime de cours de change fixe, à un renforcement des réserves de moyens de paiements internationaux de la banque centrale et à un élargissement de l'offre sur le marché monétaire.

Une transformation importante de l'organisation financière des divers pays vient du développement de l'usage de la monnaie de dépôt. Dans la majorité des pays, les billets ont, progressivement, perdu de leur importance relative dans le stock global de monnaie — instrument de paiement ; l'observation est encore plus pertinente lorsque l'on admet une définition plus large de la notion de monnaie en y incluant les avoirs en dépôts à très court terme. Le schéma de la création de monnaie — émission de billets par la banque centrale, puis reflux des billets vers les dépôts dans les banques, entraînant pour celles-ci la constitution des trésoreries à partir desquelles elles pouvaient accorder des crédits — a peut être été partiellement véridique autrefois. Aujourd'hui, ce schéma ne décrit pratiquement plus la réalité. Presque toujours, la monnaie naît tout d'abord sous la forme de dépôt ; les billets apparaissent ensuite lorsque les habitudes de paiement amènent les détenteurs de dépôts à les retirer en billets ; ainsi en est-il des trésoriers d'entreprises lorsqu'ils doivent préparer la paie des membres du personnel qui demandent à recevoir leur rémunération en billets. Cette transformation de dépôts en billets constitue toujours une fuite hors du marché monétaire : devant se procurer, auprès de la banque centrale, les billets demandés et les payer, les banques doivent amputer leurs trésoreries en prélevant sur leur avoir en compte à la banque centrale ou bien elles doivent recourir, d'une manière ou d'une autre, au crédit de la banque centrale. Comme la précédente, la « fuite en devises », cette « fuite en billets » active la fonction de prêteur en dernier ressort de la banque centrale ; la seconde « fuite » agit de façon plus permanente que la précédente ; elle renforce par conséquent l'autorité fonctionnelle de la banque centrale. Mais, dans les temps contemporains, dans de plus en plus de pays, et pour beaucoup de raisons, la propension des agents économiques à détenir des billets s'est affaiblie. Les pouvoirs de fait de la banque centrale se sont atténués en conséquence. En même temps, son rôle d'intermédiaire financier et donc de donneur de crédit s'est étrié, puisque l'expansion de ses ressources, à savoir l'augmentation des billets qui constituent ses passifs, s'est ralentie. Dans de nombreux pays, l'érosion du rôle fonctionnel de la banque centrale que provoquait la désaffection du public pour le billet de banque a pu être palliée, en tout ou en partie, parce que le législateur avait confié ou a confié à la banque centrale des pouvoirs réglementaires dont le plus classique et le plus généralisé est l'imposition permanente d'un coefficient de trésorerie obligatoire ; celle-ci oblige les intermédiaires financiers à maintenir en compte, auprès de la banque centrale, des avoirs dans certaines proportions, d'ailleurs variables, de leurs diverses catégories de ressources ; les passifs de la banque centrale, et donc ses ressources, s'en trouvent renforcés.

Un autre changement encore s'est opéré, avec une intensité croissante, dans les conditions de fonctionnement des marchés monétaires et il est très important par ses conséquences. Il s'agit de la substitution progressive, aux effets de commerce, d'effets publics à court terme comme « papier »-type négocié sur le

marché monétaire par les intermédiaires financiers qui participent à ce marché. Cette substitution s'est observée presque partout ; elle ne s'est cependant produite ni de façon linéaire — il y a eu des périodes de recul — ni avec la même rapidité et la même intensité dans tous les pays. Le changement résulte d'un faisceau complexe de facteurs ; parmi ceux-ci on peut citer, d'une part, la croissance des budgets de l'Etat par rapport au Produit National, dont les déficits entraînaient un gonflement des titres d'endettement public et d'autre part, la désaffection relative des emprunteurs vis-à-vis du crédit d'escompte. Ainsi, progressivement, les titres de la dette publique à court terme ont pris le relais du papier commercial comme véhicule des mouvements de fonds sur le marché monétaire. En même temps, la doctrine qui inspire la réglementation des banques centrales s'est substantiellement modifiée ; jadis, cette doctrine considérait comme suspecte la présence de titres des dettes publiques dans les actifs des banques centrales ; aujourd'hui, dans presque tous les pays, les statuts légaux de ces mêmes banques centrales permettent la détention de ce type de créances ; pour celles-là, celui-ci est devenu assez généralement, à côté des réserves de moyens de paiements internationaux, la catégorie d'actifs la plus importante. Quant aux intermédiaires financiers, ils ont adapté aux nouvelles données le stock de leurs actifs liquides ; dans les pays où l'émission de bons du trésor, certificats de trésorerie et autres « treasury bills » s'est faite abondante, les intermédiaires financiers ont pu se constituer de larges portefeuilles de ces effets à court terme ; un échelonnement judicieux des échéanciers leur permet, en cas de besoin, de se constituer des trésoreries ou de reconstituer celles qu'ils ont perdues ; il leur suffit de ne pas renouveler les effets publics échus, obligeant ainsi le Trésor à des remboursements qui peuvent être massifs ; dès lors, dans les pays, périodes ou circonstances où le Trésor est confronté à une diminution importante de son endettement envers le marché monétaire, il devra se tourner vers son ultime banquier : ou bien il activera des avoirs en compte créditeur qu'il détenait auprès de la banque centrale, ou bien il empruntera auprès de celle-ci cette monnaie que l'on dit « de base » parce qu'elle apporte des trésoreries aux organismes dont les crédits font naître les dépôts, ou bien il empruntera des fonds à l'étranger en devises qu'il peut céder à la banque centrale ou sur le marché des changes. Quel qu'en soit le processus de financement, les remboursements que le Trésor doit opérer abritent les trésoreries des intermédiaires financiers des conséquences des facteurs de resserrement. Le cas le plus typique, le plus préoccupant d'ailleurs pour la banque centrale, est celui où ce facteur de resserrement serait un déséquilibre sur le marché des changes par excès de la demande de devises. A l'époque où le recours des banques au prêteur en dernier ressort s'opérait par la cession d'effets de commerce, la banque centrale pouvait froncer les sourcils, durcir les conditions d'éligibilité au réescompte ou manier des limitations quantitatives, des plafonds. Dans la mesure où ils ont pu se constituer des stocks importants d'actifs qui peuvent être transformés en moyens de trésorerie à charge du Trésor, les intermédiaires financiers qui opèrent sur le marché monétaire se sont, en quelque sorte, émancipés dans une certaine mesure d'une dépendance fonctionnelle où ils se trouvaient vis-à-vis de la banque centrale. Ce changement est particulièrement agissant dans les pays où le déficit accumulé de l'Etat a créé une dette flottante importante et où la banque centrale ne dispose guère de moyens réglementaires qui lui permettent de réagir sur les quantités, atteignant en même temps un

objectif de prix, en l'occurrence les taux. C'est le cas en Belgique ; la banque centrale est forcée d'être accommodante ; il lui est impossible de refuser d'aider le Trésor à faire face à des remboursements contractuels, puisque, dans la réalité très concrète, la puissance publique ne peut se trouver en état de cessation de paiement. Si une banque centrale ne peut se soustraire à la nécessité d'être accommodante, c'est-à-dire de reconstituer, fût-ce à contretemps, les ressources en trésoreries des organismes du marché monétaire, elle doit, à tout le moins, choisir le canal par lequel elle consentira son soutien obligé, et modifier le prix de celui-ci, en l'occurrence manoeuvrer par les taux et plus spécifiquement par les taux à court terme qui sont le plus immédiatement à sa portée.

Il convient, dès lors, que cette banque centrale ait toute latitude de modifier avec souplesse ses taux et de les adapter aux altérations en cours sur le marché monétaire, qui sont souvent en rapport avec celles du marché des changes, dans les économies largement ouvertes et dominées. Or, la liberté de manoeuvre nécessaire à la banque centrale pour procéder rapidement à ces adaptations tactiques ne serait plus entière si ces mouvements de taux étaient gênés par l'importance excessive, au regard de la réalité, qu'on leur attribuerait. Entourés de commentaires que semblaient inspirer des réminiscences d'une épopée passée et étrangère, les mouvements des taux officiels risquaient de se voir finalement entourés de l'aura d'un symbole mythique. Cette sacralisation aurait gêné, singulièrement en Belgique, le fonctionnement essentiellement opérationnel d'un des multiples instruments de la politique économique, celui dont la portée se limite à agir sur le loyer de l'argent. Il était opportun de revenir à plus de pragmatisme et, en même temps, de consacrer des pratiques actuelles car, en fait, comme on le verra ci-après, l'action de la Banque sur les taux à court terme s'exerce davantage aujourd'hui par les variations des taux des effets publics que par celles de ses taux d'escompte et d'avance ; le rôle de ceux-ci s'est modifié dans les faits et le nouveau mode de leur fixation en tient compte.

C'est ainsi que le taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique est désormais, selon les termes du communiqué publié le 8 mai 1985, « fixé chaque mercredi par le Conseil de régence, sur la base du taux du certificat de trésorerie à trois mois en vigueur la veille. Le Conseil fixe en même temps, sur la même base, les limites inférieure et supérieure entre lesquelles le Comité de direction peut faire varier le taux d'escompte si l'évolution des marchés nécessite une adaptation de celui-ci avant la réunion suivante du Conseil. Le taux des avances sur nantissement est fixé de manière à le rendre très proche du coût effectif du réescompte ».

Les préoccupations qui ont présidé à la réforme du 8 mai ne sont pas spécifiques à la Belgique. Dans d'autres pays aussi, la banque centrale a été amenée, au fil du temps, à assouplir, voire à abandonner le maniement de ses taux officiels. L'expérience de trois d'entre eux, — le Canada, le Royaume-Uni et la France — a paru particulièrement intéressante à relater, de manière synthétique. Ce sera l'objet d'un prochain article dans le *Bulletin*.

*
**

On a rappelé que les banques centrales s'étaient trouvées dotées d'une certaine emprise sur le système financier par le fait que l'expansion de leurs passifs — billets et réserve monétaire essentiellement — contraignait les intermédiaires financiers à recourir à elles aux conditions qu'elles fixaient.

En Belgique, les intermédiaires financiers ne sont pas obligés de constituer de manière permanente des réserves auprès de la banque centrale : l'instrument des réserves monétaires ne peut être mis en place que pour de courtes périodes et il a été utilisé uniquement à des fins conjoncturelles de 1972 à 1975. De la sorte, c'est l'expansion des billets émis par la Banque qui fixe l'enveloppe globale de l'accroissement de ses actifs.

Jusqu'au milieu des années 1970, les actifs nouveaux que la Banque acquérait consistaient essentiellement en réserves de change ; cette augmentation résultait de l'excédent des transactions courantes avec l'étranger. Les intermédiaires financiers étaient en mesure de faire face à la « fuite en billets » au moyen d'un « apport en devises ».

Il devint évident ensuite que l'évolution de la balance des paiements ne permettrait plus le développement des réserves de change en contrepartie de l'augmentation des billets en circulation. C'est pourquoi la Banque a prévu, lors de la réforme du système des plafonds de réescompte, intervenue en 1977 ⁽¹⁾, que le recours des intermédiaires financiers sous la forme du réescompte pourrait acquérir un caractère structurel : au travers de ses fluctuations, l'encours des effets réescomptés aurait, pensait-on, tendance à croître parce que l'accroissement des billets mis en circulation serait nettement supérieur à celui, limité, des avances de la Banque à l'Etat et que l'on ne pourrait plus compter sur l'accumulation de réserves de change pour compenser ou même surcompenser cet écart.

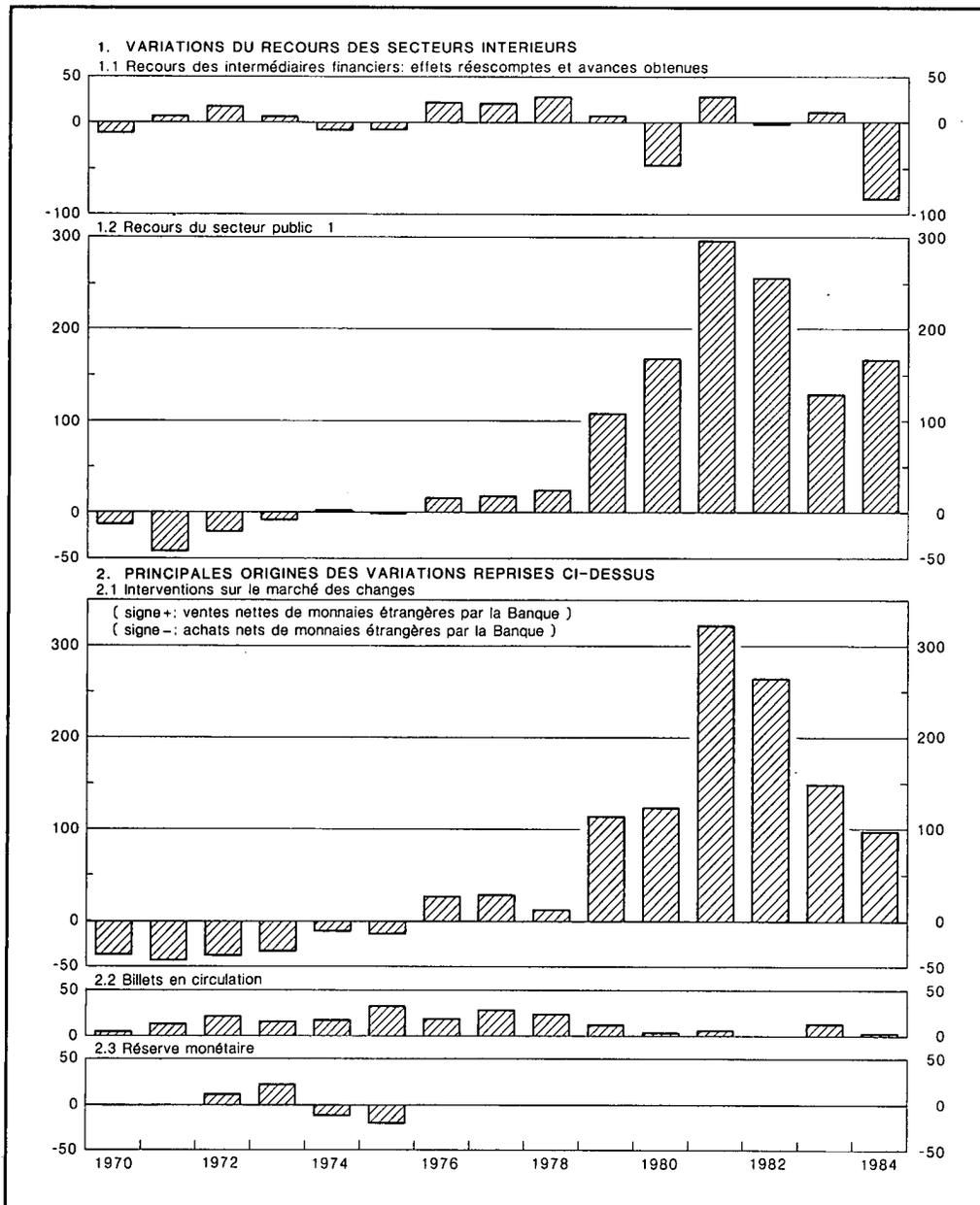
Les plafonds de réescompte ont dès lors été calculés, pour chaque intermédiaire financier, en appliquant divers pourcentages aux ressources à court terme libellées en francs belges et détenues par la clientèle, aux marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers et aux encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers. On estimait qu'ils seraient utilisés non seulement pour faire face à des besoins de trésorerie saisonniers ou accidentels mais aussi afin de financer structurellement une partie des crédits octroyés par les intermédiaires financiers.

Dans la seconde moitié des années 1970, on observa effectivement, comme le montre le graphique 1, un développement concomitant du recours des intermédiaires financiers et du recours du secteur public à la Banque. La nécessité où se trouvaient les intermédiaires financiers de recourir à la Banque en raison de la « fuite en billets » constituait encore un point d'appui de la politique monétaire. En particulier, par la fixation de ses barèmes officiels, la Banque pouvait influencer le coût des moyens d'action des intermédiaires financiers et l'évolution de l'ensemble des taux d'intérêt à court terme.

⁽¹⁾ Cf. « Réforme du système des plafonds de réescompte », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977.

**VARIATIONS DU RECOURS DES SECTEURS INTERIEURS
A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ET LEURS ORIGINES**

(milliards de francs)



¹ Certificats de trésorerie cédés à la Banque, certificats cédés au Fonds des Rentes et financés par des avances spéciales de la Banque (appelées « concours spécial » à partir de 1977), monnaies étrangères empruntées par le secteur public et cédées à la Banque (+) ou cédées par la Banque au secteur public en vue du remboursement d'emprunts (-).

Depuis lors, la croissance de la demande de billets s'est nettement ralentie, comme l'indique encore le graphique 1. Toutefois, la Banque a été amenée à procéder à d'importantes ventes nettes de devises sur le marché des changes. La « fuite en devises » s'est donc substituée à la « fuite en billets » comme facteur primordial de contraction du marché monétaire, provoquant un recours massif des secteurs intérieurs à la Banque.

On aurait pu s'attendre dans un tel contexte à ce que les concours que la Banque apporte aux intermédiaires financiers sous la forme du réescompte et des avances continuent à s'accroître. Or tel n'a pas été le cas, et ce sont les concours au secteur public — en ce compris les cessions, par ce secteur à la Banque, de monnaies étrangères empruntées — qui ont constitué la contrepartie des interventions sur le marché des changes.

Cette évolution résulte pour une part d'un choix des autorités qui ont jugé que le mode le plus approprié du financement des interventions sur le marché des changes auxquelles la Banque se trouvait contrainte, était constitué par les emprunts en devises du secteur public. Il y a lieu cependant de s'interroger sur les mécanismes qui ont conduit les intermédiaires financiers à limiter leurs recours à la Banque.

Ainsi, comme le montre le graphique 2, de 1980 à 1985, la tendance de l'encours des effets commerciaux réescomptés n'a pas été à la hausse : dans la dernière période d'utilisation intense des plafonds, c'est-à-dire en mars 1984, cet encours dépassait certes de quelque 21 milliards (en moyenne des données journalières) celui de janvier 1980, autre période de forte utilisation des plafonds, mais entretemps ces derniers avaient été relevés de 36 milliards ; dans les périodes de faible utilisation des plafonds, par ailleurs, l'encours des effets réescomptés est tombé de plus en plus bas, et il est demeuré inférieur à 20 milliards depuis novembre 1984.

Un facteur qui serait apparemment susceptible d'expliquer l'amenuisement progressif de l'utilisation des facultés de réescompte est le déclin relatif de l'escompte et de l'acceptation comme formes de crédit. Ce déclin n'est pas récent ainsi qu'en témoignent les évolutions suivantes relatives aux banques belges :

CREDITS D'ESCOMPTE ET D'ACCEPTATION

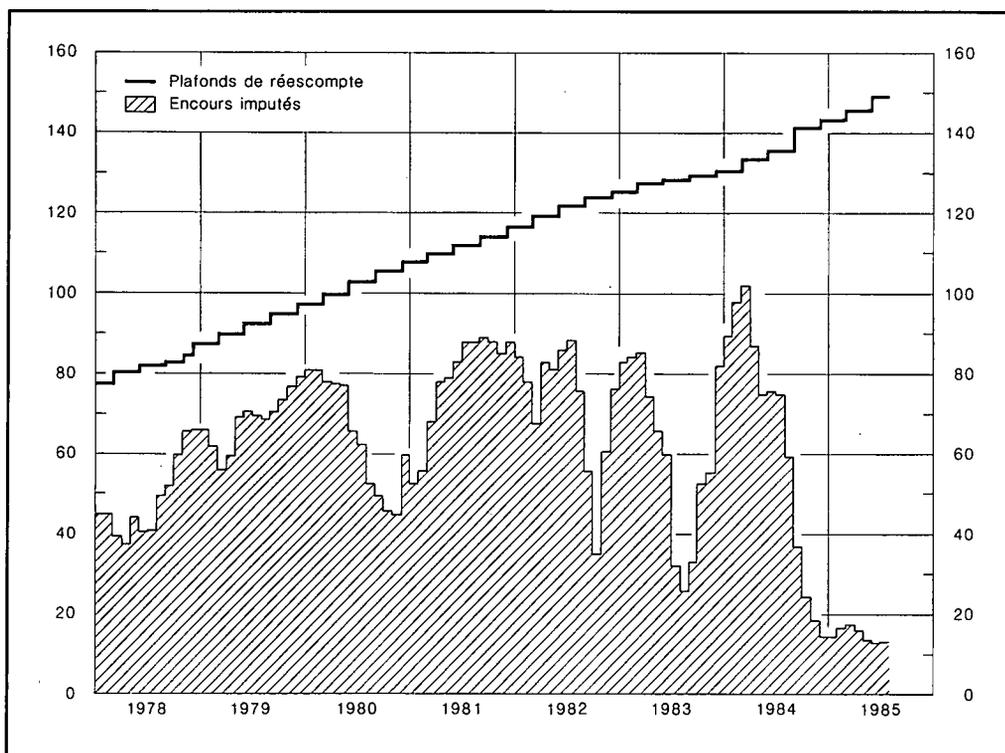
(fin d'année)

	en p.c. du total des crédits accordés à l'origine par les banques à des sociétés et particuliers	en p.c. des crédits accordés à l'origine par les banques à des sociétés et particuliers, autres que les crédits de caisse à l'étranger
1964	60,6	62,5
1969	54,7	58,8
1974	39,6	47,8
1979	29,7	37,0
1984	18,3	31,1

Même si l'on ne tient pas compte, dans le terme de comparaison, des crédits de caisse à l'étranger, dont l'expansion très marquée reflète l'internationalisation

**PLAFONDS DE REESCOMPTE DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS
ET ENCOURS IMPUTES SUR CES PLAFONDS ¹**

(moyennes, par mois, des données journalières, en milliards de francs)



¹ Dans les périodes où les plafonds de réescompte ont été scindés en sous-plafonds A et B (du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979 et du 29 juin 1979 au 25 juin 1980), les plafonds de réescompte et les encours imputés sont obtenus respectivement par l'addition des sous-plafonds et des encours imputés sur ces sous-plafonds.

croissante de l'activité bancaire, la part des crédits d'escompte et d'acceptation s'est réduite de moitié en vingt ans. Au cours des cinq dernières années, ces crédits n'ont augmenté que de 8 p.c. ⁽¹⁾ alors que l'encours global des crédits accordés à l'origine par les banques belges aux sociétés et particuliers s'est accru de 76 p.c. (29 p.c. si on exclut les crédits de caisse à l'étranger). Dans le même temps, les plafonds de réescompte ont augmenté de 43 p.c. De ce fait, l'encours des effets (acceptations commerciales et bancaires) escomptés à l'origine par les banques belges et réescomptables — c'est-à-dire réunissant les conditions qualitatives imposées par la Banque et n'ayant pas plus de 120 jours à courir, abstraction faite de toute limite quantitative — est devenu inférieur à celui des plafonds de réescompte attribués à ces banques :

EFFETS REESCOMPTABLES ET PLAFONDS DE REESCOMPTE, DES BANQUES BELGES

(encours à fin d'année en milliards de francs)

	1979	1984
Effets réescomptés	72	13
Autres effets réescomptables logés dans les banques	44	82
Total	116	95
Plafonds de réescompte	80	114

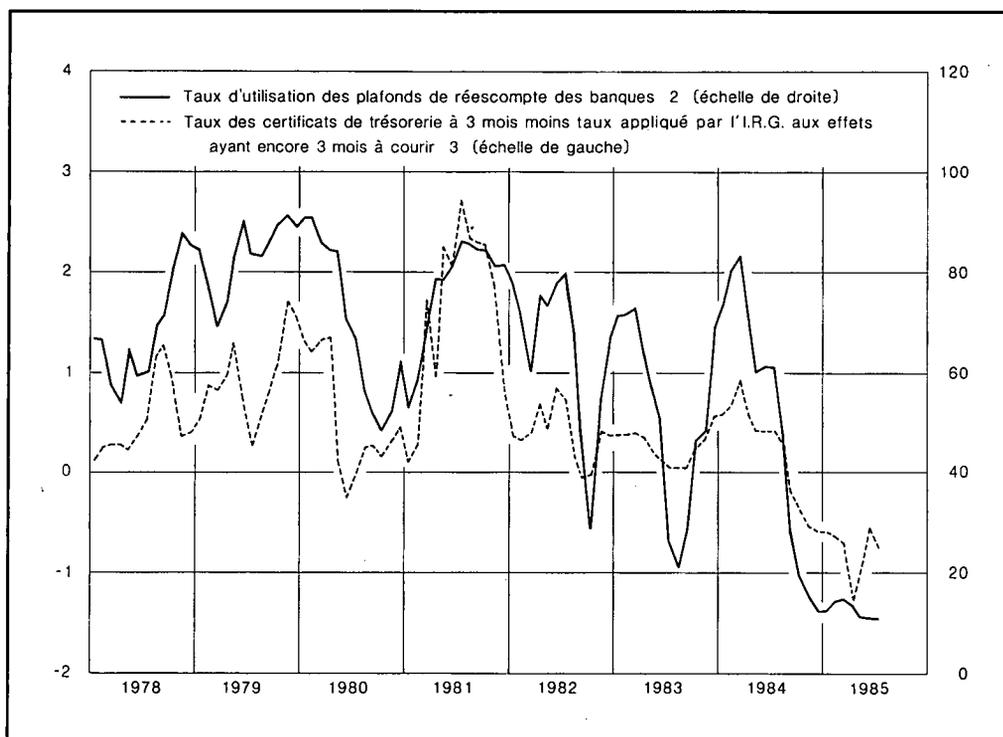
La fraction du montant global des plafonds rendue inutilisable par insuffisance d'effets réescomptables est plus élevée encore que les chiffres ci-dessus le laissent paraître, si l'on tient compte des situations individuelles : à côté de banques qui disposent de tels effets au-delà de leurs facultés de réescompte, d'autres banques existent qui ne pourraient utiliser entièrement leur plafond faute d'effets. Pour l'ensemble des intermédiaires financiers, cette fraction pratiquement inutilisable était estimée à un quart environ à la fin de 1984.

Le déclin relatif des crédits d'escompte et d'acceptation comme formes de crédit peut constituer un élément d'explication de la tendance à la baisse des taux « maxima » d'utilisation des plafonds de réescompte. Il ne peut cependant expliquer que l'encours des effets réescomptés soit tombé si bas depuis la fin de 1984. Les chiffres cités ci-avant indiquent que, manifestement, les banques belges, comme les autres intermédiaires financiers, ont choisi de ne pas réescompter la majeure partie du papier réescomptable dont elles disposent — ce qui pourrait d'ailleurs les avoir incitées à « produire » moins de ce type de papier. On notera, d'autre part, que depuis 1980, les intermédiaires financiers dont le portefeuille d'effets réescomptables est inférieur au montant de leur plafond de réescompte ont la possibilité de convertir cette différence, en tout ou en partie, en un quota supplémentaire d'avances. Très peu d'organismes ont fait usage de cette possibilité jusqu'à présent, et c'est l'ensemble du recours des intermédiaires financiers à la Banque sous la forme de réescompte et d'avances qui s'est sensiblement réduit et demeure très faible depuis la fin de 1984.

⁽¹⁾ Il faut remarquer en outre que cette augmentation est exclusivement due à celle des promesses financées par le pool Creditexport, qui font partie de cette catégorie de crédits.

**TAUX D'UTILISATION DES PLAFONDS DE REESCOMPTE DES BANQUES
ET ECART ENTRE LE RENDEMENT DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET LE COUT DU REESCOMPTE ¹**

(pour cent)



¹ Moyennes, par mois, des données journalières.

² Dans les périodes où les plafonds de réescompte ont été scindés en sous-plafonds A et B (du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979 et du 29 juin 1979 au 25 juin 1980), les plafonds de réescompte et les encours imputés sont obtenus respectivement par l'addition des sous-plafonds et des encours imputés sur ces sous-plafonds.

³ Le taux des certificats de trésorerie et le taux de l'I.R.G. ont été calculés sur la base de 365 jours au lieu de 360 jours; le second a en outre été converti en taux d'intérêt à terme échu. Du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979 et du 29 juin 1979 au 25 juin 1980, le taux appliqué par l'I.R.G. se rapporte aux effets imputés sur le sous-plafond B.

L'explication de cette évolution réside dans le choix — il en a été fait mention au début de cet article — que peuvent faire les intermédiaires financiers, lorsqu'ils sont confrontés à un resserrement de leur trésorerie, entre le recours précité et l'encaissement de certificats de trésorerie; de même, lorsque leurs trésoreries s'accroissent, ils peuvent soit diminuer leur recours au réescompte ou aux avances, soit acquérir davantage de certificats de trésorerie. Ces arbitrages s'opèrent en fonction d'une analyse des coûts et bénéfices de l'une et l'autre solution. Le graphique 3 montre qu'en effet, le recours des banques belges au réescompte varie, surtout depuis 1980, en fonction de l'écart entre son coût et le rendement des certificats de trésorerie. Le second étant devenu inférieur au premier à partir de septembre 1984, les banques ont réduit très sensiblement leur recours au réescompte.

Même si des ventes de monnaies étrangères par la Banque sur le marché des changes provoquaient une pénurie de fonds, les intermédiaires financiers n'accroîtraient probablement pas leur recours au réescompte et aux avances tant que le coût de ce recours dépasse le rendement des certificats de trésorerie, car ils jugeraient plus avantageux de liquider une partie de leur portefeuille de certificats. Ils seraient en mesure de le faire ⁽¹⁾ étant donné l'ampleur et la diversité de l'échéancier de ce portefeuille. .

En effet, la croissance du portefeuille des intermédiaires financiers en certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes en francs belges à un an au plus a été particulièrement explosive à partir de 1980 : ce portefeuille a été multiplié par plus de six entre la fin de 1979 et la fin de 1984, malgré les opérations de consolidation intervenues en 1983 et 1984 ⁽²⁾.

Cette évolution n'est pas sans rapport avec la part croissante prise par les pouvoirs publics dans les besoins bruts de fonds. En ce qui concerne les banques belges, leurs crédits en francs belges aux sociétés et particuliers résidents n'ont augmenté que de 10 p.c. pendant la période considérée, alors que leurs créances en francs sur les pouvoirs publics belges (y compris les créances sur les entreprises publiques garanties par l'Etat) ont augmenté de 78 p.c. Etant donné que le ralentissement de la demande de crédit du secteur privé a porté sur les crédits à court terme en francs belges (crédits d'escompte et d'acceptation à un an au plus et crédits de caisse), qui n'ont crû que de 7 p.c., les banques ont été incitées à prêter davantage à court terme à l'Etat. A cette incitation s'est ajoutée parfois, comme en 1981, une préférence accrue pour le court terme (voir tableau 1), probablement liée à l'existence d'une structure inversée de la hiérarchie des taux d'intérêt à un moment où les prêteurs ne s'attendaient pas à une baisse prochaine des taux sur les emprunts à long terme. Sur l'ensemble de la période, toutefois,

⁽¹⁾ Pour autant que la réduction de leur portefeuille de certificats ne soit pas entravée par des mesures de politique monétaire comme celles qui étaient d'application de juillet 1972 à avril 1975, de mars à juin et de juillet à novembre 1976, d'octobre à décembre 1978 et d'avril à juin 1981.

⁽²⁾ Les opérations de consolidation intervenues le 3 mai 1983 et le 8 mai 1984 ont transformé des certificats de trésorerie à un an au plus en titres de créance à plus d'un an à concurrence de 27 milliards et de 78 milliards respectivement.

**CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DU FONDS DES RENTES A UN AN AU PLUS
DETENUS PAR LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS**

(encours à fin d'année, en milliards de francs)

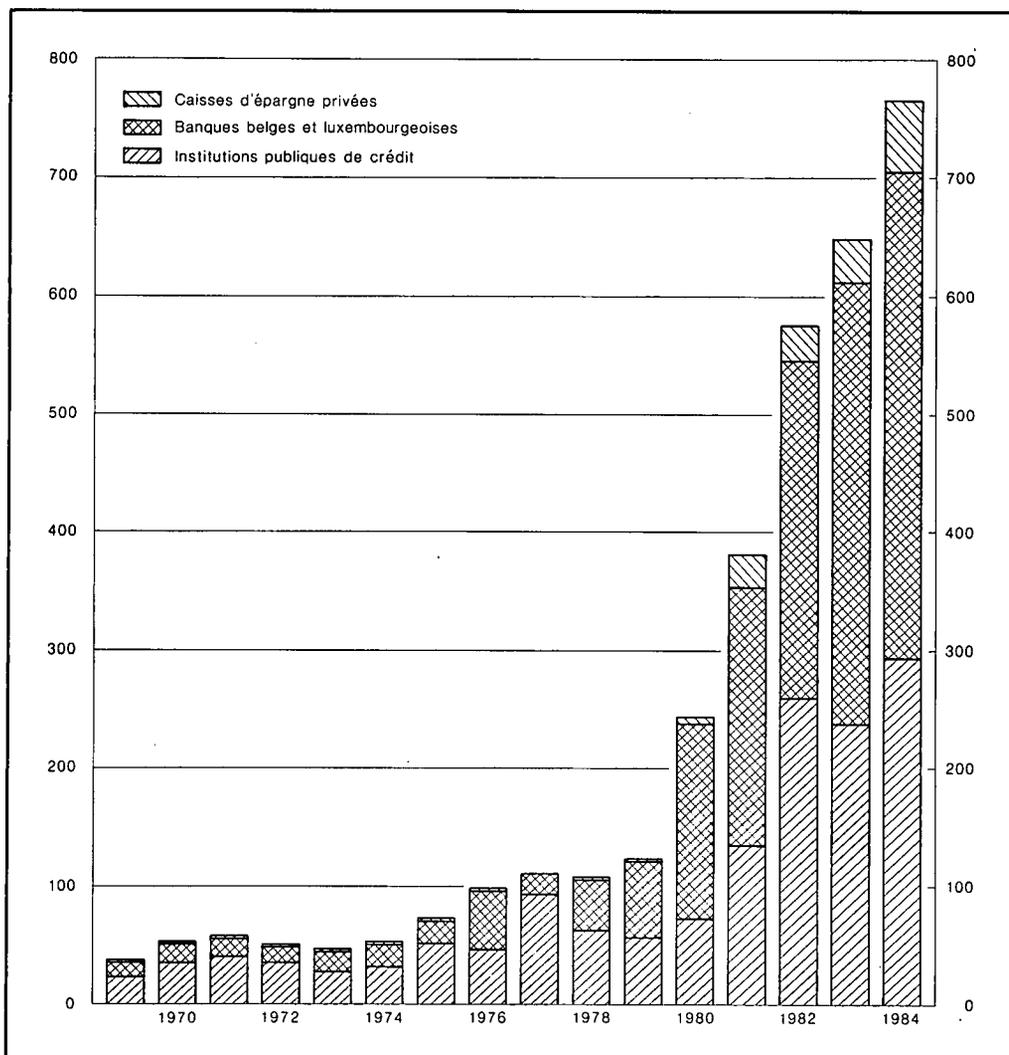


Tableau 1

**CREDITS AUX SOCIETES ET PARTICULIERS ET PORTEFEUILLE D'EFFETS
ET FONDS PUBLICS, EN FRANCS BELGES, DES BANQUES BELGES ¹**

(en p.c. du total à fin de période)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
<i>1. Crédits aux sociétés et particuliers</i>						
1.1 A court terme	38,6	36,8	37,4	35,1	32,1	29,9
1.2 A long terme	22,2	23,4	23,0	23,2	20,7	21,0
1.3 Total (1.1 + 1.2)	60,8	60,2	60,4	58,3	52,8	50,9
dont : crédits aux sociétés et particu- liers résidents	(53,3)	(52,1)	(50,9)	(48,7)	(44,8)	(42,5)
<i>2. Portefeuille d'effets et fonds publics</i>						
2.1 A court terme ²	2,2	4,6	6,5	7,6	10,0 ³	10,3 ³
2.2 A long terme	37,0	35,2	33,1	34,1	37,2 ³	38,8 ³
2.3 Total (2.1 + 2.2)	39,2	39,8	39,6	41,7	47,2	49,1
dont : effets et fonds publics belges	(38,4)	(39,1)	(39,0)	(41,1)	(46,0)	(47,8)
<i>3. Total</i>						
3.1 A court terme (1.1 + 2.1)	40,8	41,4	43,9	42,7	42,1	40,2
3.2 A long terme (1.2 + 2.2)	59,2	58,6	56,1	57,3	57,9	59,8
3.3 Total (3.1 + 3.2 = 1.3 + 2.3) ...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<i>p.m. Ressources à long terme en francs belges récoltées auprès de la clientèle</i>	12,1	13,9	15,4	17,7	19,3	19,9

¹ Y compris les crédits à l'étranger et les effets et fonds publics étrangers, libellés en francs belges.

² Certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes à un an au plus.

³ Ces pourcentages sont légèrement influencés par les opérations de consolidation de certificats de trésorerie en effets à plus d'un an de mai 1983 (27 milliards) et de mai 1984 (78 milliards).

les banques ont légèrement accru la part du long terme dans leurs emplois en francs belges ; il est vrai que l'augmentation des ressources à long terme qu'elles ont récoltées auprès du public a été considérable.

Le portefeuille d'effets publics à court terme des intermédiaires financiers est composé pour l'essentiel de certificats à très court terme (1, 2 et 3 mois), émis « au robinet », et de certificats spéciaux dont la durée est convenue entre le Trésor et les souscripteurs et qui sont utilisés comme un placement temporaire dans l'attente de paiements prévus. A titre d'exemple, il se composait comme suit à la fin de 1984 (en p.c. du total) :

Certificats de trésorerie à 1 mois	19
Certificats de trésorerie à 2 mois	7
Certificats de trésorerie à 3 mois	33
Certificats de trésorerie à 6 mois	2
Certificats de trésorerie à 9 mois	1
Certificats de trésorerie à 1 an ⁽¹⁾	4
Certificats de trésorerie spéciaux	28
Certificats du Fonds des Rentes à 4 mois	6
Total	<u>100</u>

Les effets publics à court terme constituent donc une forme de placement particulièrement liquide. On peut même considérer que, tout autant que les effets réescomptables, ils permettent aux intermédiaires financiers de recourir à la Banque en cas de pénurie de fonds due à la « fuite en billets » — laquelle, hors fluctuations saisonnières, est devenue quasi insignifiante — ou à la « fuite en devises ». En effet, comme on l'a rappelé au début de cet article, l'encaissement de certificats de trésorerie reporte la pénurie de fonds sur le Trésor, lequel est en mesure de faire procéder à une création de liquidités par la Banque, soit en vendant à celle-ci, contre francs belges, le produit d'emprunts en monnaies étrangères, soit en plaçant des certificats de trésorerie auprès du Fonds des Rentes et en provoquant une augmentation des avances de la Banque à ce dernier. On observera que dès 1972, le fait qu'une contraction des crédits à l'Etat aurait pu forcer la Banque à créer des liquidités avait justifié l'adoption d'une mesure nouvelle de politique monétaire, le maintien obligatoire des structures en effets et fonds publics.

Comme le montre le tableau 2, le portefeuille d'effets publics à court terme des intermédiaires financiers dépasse actuellement de loin cet autre élément de leur liquidité que constituent les marges disponibles sur les plafonds de réescompte, alors même que le taux d'utilisation de ces plafonds est tombé très bas ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Il s'agit en l'occurrence de certificats spéciaux à un an émis en vue de remplacer des certificats à moins d'un an dans le cadre de l'opération de consolidation du 8 mai 1984, et non de certificats émis par voie d'adjudication.

⁽²⁾ Rappelons que, de plus, les marges disponibles reprises dans la colonne (d) du tableau 2 sont théoriques : plusieurs intermédiaires financiers bénéficiant d'une faculté de réescompte ne disposent pas d'effets réescomptables en quantité suffisante pour pouvoir l'utiliser pleinement sans accorder de nouveaux crédits d'escompte et d'acceptation.

Tableau 2

PRINCIPAUX ELEMENTS DE LA LIQUIDITE DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS

(milliards de francs)

Fin de période	Certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes en francs belges à un an au plus (a)	Plafonds de réescompte auprès de la Banque Nationale de Belgique				Total des éléments de la liquidité recensés (f) = (a) + (d)
		Total (b)	Effets réescomptés (c)	Marges disponibles (d) = (b) - (c)	p. m. Taux d'utilisation (e) = (c)/(b) (p.c.)	
1. INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT						
1969	24	—	—	—	(—)	24
1974	32*	3	1	2	(40)	34
1979	57	12	5	7	(42)	64
1980	73	13	2	11	(15)	84
1981	135	14	4	10	(29)	145
1982	260	14	4	10	(29)	270
1983	238	15	4	11	(27)	249
1984	294	19	...	19	(...)	313
1985 juillet	327	20	...	20	(...)	347
2. BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES						
1969	13	44	34	10	(77)	23
1974	19*	31	26	5	(84)	24
1979	65	80	72	8	(90)	73
1980	165	89	51	38	(57)	203
1981	218	96	77	19	(80)	237
1982	286	104	73	31	(70)	317
1983	374	107	80	27	(75)	401
1984	412	114	13	101	(12)	513
1985 juillet	505	119	13	106	(11)	611
3. CAISSES D'EPARGNE PRIVEES						
1969	1	—	—	—	(—)	1
1974	2*	—	—	—	(—)	2
1979	2	6	3	3	(50)	5
1980	6	6	2	4	(33)	10
1981	28	7	5	2	(71)	30
1982	30	8	5	3	(63)	33
1983	37	8	4	4	(50)	41
1984	60	10	...	10	(...)	70
1985 juillet	66	10	...	10	(...)	76
4. TOTAL						
1969	38	44	34	10	(77)	48
1974	53*	34	27	7	(80)	60
1979	124	98	80	18	(82)	142
1980	244	108	55	53	(51)	297
1981	381	117	86	31	(74)	412
1982	576	126	82	44	(65)	620
1983	649	130	88	42	(68)	691
1984	766	143	13	130	(9)	896
1985 juillet	898	149	13	136	(9)	1.034

* En partie bloqués par l'obligation du maintien des structures en effets et fonds publics.

Une telle situation ne prive pas la politique monétaire de l'arme des taux, mais les barèmes officiels de la Banque ont perdu de leur importance au profit des taux des effets publics. En effet, c'est essentiellement grâce au rôle qui lui est attribué dans la fixation des taux des certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes à un an au plus que la Banque est en mesure d'influencer l'ensemble des taux d'intérêt à court terme.

Depuis la réforme du marché monétaire de 1957 ⁽¹⁾, l'émission des certificats de trésorerie à très court terme s'opère par le truchement de la Banque, qui en fixe les taux. Quant aux taux des certificats du Fonds des Rentes (à 4 mois) et des certificats de trésorerie à 6, 9 et 12 mois soumis au régime de l'adjudication, ils sont décidés de commun accord entre la Banque et le Trésor. Enfin, la Banque n'intervient pas dans la détermination des taux des certificats spéciaux, qui font l'objet de conventions bilatérales entre le Trésor et les intermédiaires financiers, mais l'expérience montre que ces taux ne diffèrent guère de ceux des certificats de trésorerie à très court terme.

En fixant les taux des certificats de trésorerie à très court terme, la Banque peut influencer de manière déterminante ceux du marché interbancaire. En effet, la souscription de certificats de trésorerie et le prêt interbancaire peuvent se substituer l'un à l'autre, de même que la liquidation de certificats et l'emprunt interbancaire. Ainsi, en période d'excédent de fonds sur les marchés intérieurs, la baisse du taux des dépôts interbancaires n'excédera jamais sensiblement celle du taux des certificats de trésorerie, sinon la demande de fonds sur le marché interbancaire s'élargirait et l'offre s'y contracterait au profit des placements sous forme de certificats de trésorerie ; en période de pénurie de fonds — par exemple lorsque la Banque est amenée à vendre des monnaies étrangères sur le marché des changes — le taux des dépôts interbancaires ne dépassera pas sensiblement celui des certificats de trésorerie, sinon les emprunteurs potentiels préféreraient liquider une partie de leur portefeuille de certificats.

Le graphique 5 montre qu'en effet, à quelques exceptions près, le taux des dépôts interbancaires à trois mois a toujours été fort proche du taux des certificats de trésorerie de même durée ⁽²⁾. La fixation des taux des certificats de trésorerie à très court terme permet donc à la Banque d'encourager ou de limiter les évolutions de taux du marché monétaire qui résultent spontanément des excédents et pénuries de fonds.

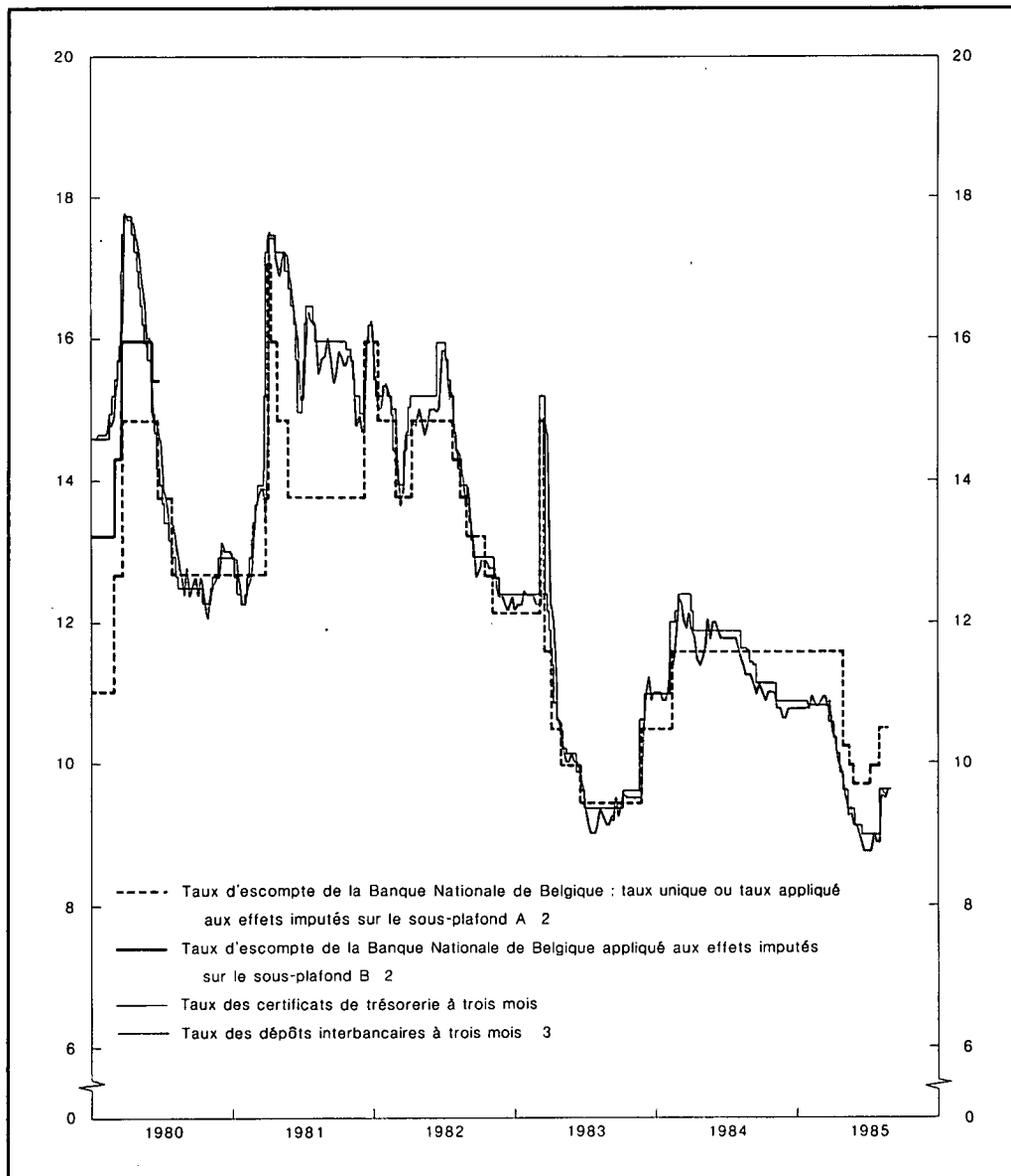
Les taux du marché monétaire, et en particulier le taux des certificats de trésorerie et celui des dépôts interbancaires qui lui est lié, influencent à leur tour l'ensemble des taux créditeurs et débiteurs à court terme.

⁽¹⁾ Cf. « La réforme du marché monétaire », *Bulletin d'Information et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique*, XXXII^e année, volume II, n^o 5, novembre 1957.

⁽²⁾ Dans les graphiques 5 à 8, le taux des certificats de trésorerie à trois mois et le taux d'escompte de la Banque ont été calculés sur la base de 365 jours au lieu de 360 jours ; le second a en outre été converti en taux à terme échu pour des effets ayant encore trois mois à courir. Ces taux sont de la sorte comparables à d'autres établis sur la même base, tel le taux des dépôts interbancaires à trois mois.

**TAUX D'ESCOMPTE, TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET TAUX DU MARCHÉ INTERBANCAIRE**

(pour cent l'an)¹



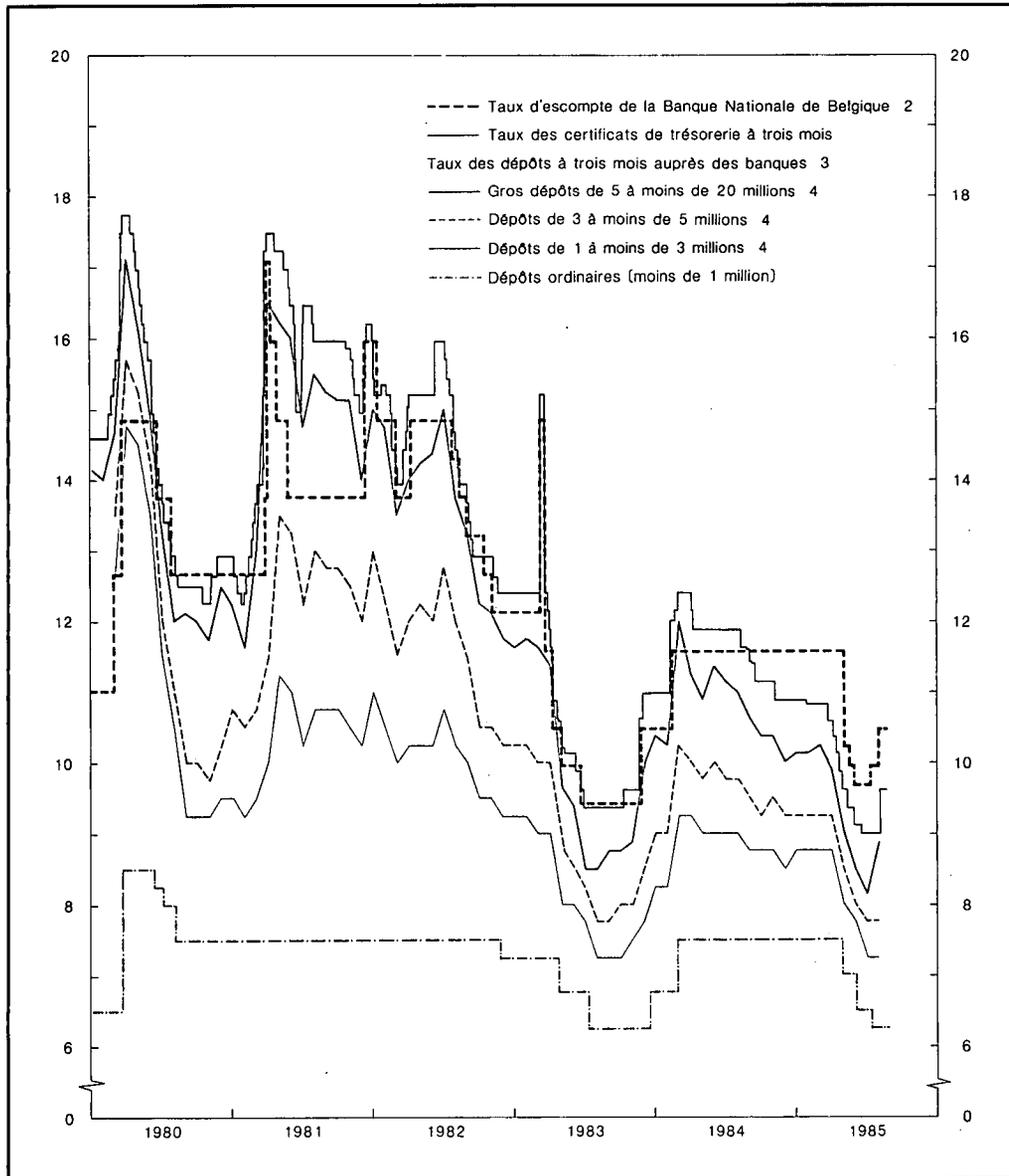
¹ Taux calculés sur la base de 365 jours.

² Taux converti en taux d'intérêt à terme échu pour des effets ayant encore trois mois à courir.

³ Fin de semaine.

**TAUX D'ESCOMPTE, TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET TAUX CREDITEURS DES BANQUES**

(pour cent l'an)¹



¹ Taux calculés sur la base de 365 jours.

² Taux unique ou taux appliqué aux effets imputés sur le sous-plafond A, converti en taux d'intérêt à terme échu pour des effets ayant encore trois mois à courir.

³ Taux appliqués par les principales banques.

⁴ Fin de mois.

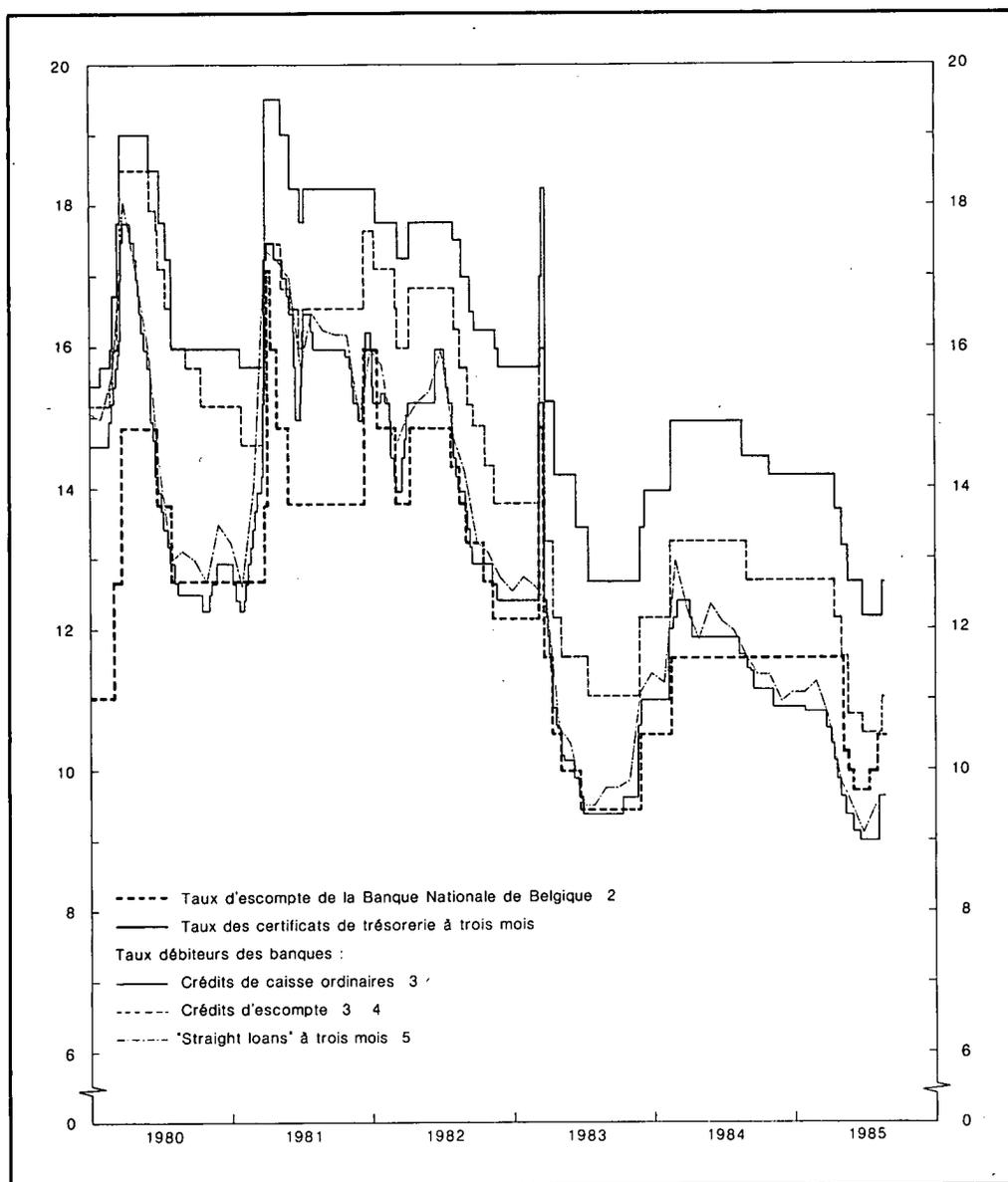
A titre d'exemple, les graphiques 6 et 7 reprennent les taux appliqués par les principales banques belges à diverses catégories de dépôts et de crédits. Les taux du marché monétaire influencent ceux d'une fraction de plus en plus grande des ressources et des emplois des banques. Du côté des premières, les taux des gros dépôts (de 5 millions et plus) suivent de très près ceux des dépôts interbancaires et donc ceux des certificats de trésorerie. S'il n'en était pas ainsi, les banques étrangères attireraient des gros dépôts et replaceraient les francs belges ainsi obtenus auprès des intermédiaires financiers résidents, en bénéficiant du taux des dépôts interbancaires. Le taux des gros dépôts à trois mois évolue donc relativement indépendamment du taux d'escompte de la Banque : par exemple, il était supérieur à celui-ci au début de 1980 et pendant la majeure partie de 1981, alors qu'il lui est devenu nettement inférieur à partir du second semestre de 1984. Quant aux dépôts de 1 à moins de 5 millions, la pression de la concurrence étrangère a conduit les banques belges à leur allouer, depuis février 1980, une rémunération qui fluctue en fonction des taux pratiqués sur le marché monétaire. Les taux des autres types de dépôts sont caractérisés par une plus grande rigidité.

Du côté des emplois, les taux des avances à terme fixe, communément appelées « straight loans », sont directement liés à ceux du marché interbancaire. La part de ce type de crédit est passée de 13 p.c. des crédits à court terme en francs belges aux entreprises et particuliers à la fin de 1979, à 31 p.c. à la fin de 1984. Quant aux taux de base des crédits de caisse ordinaires et des crédits d'escompte ⁽¹⁾, ils ne sont plus liés, depuis la fin de 1973, aux barèmes officiels de la Banque par une relation fixe, mais ils sont arrêtés par les banques, généralement entre les limites établies par un groupe d'entre elles, le « Comité d'Examen des Conditions débitrices ». Parmi les facteurs influençant les décisions des banques figurent non seulement les modifications des taux officiels de la Banque mais aussi les autres mesures de politique monétaire et les mouvements de taux observés sur le marché monétaire. L'importance des ressources des banques rémunérées aux taux de ce marché — les dépôts à terme de 5 millions et plus constituaient 15 p.c. de leurs ressources en francs belges à la fin de 1984 et les emprunts nets sur le marché interbancaire, 11 p.c. —, le coût d'opportunité que représente pour les banques le taux des effets publics, et la concurrence des « straight loans » sont de nature à rendre le coût des crédits de caisse ordinaires et des crédits d'escompte sensible à l'évolution des taux du marché monétaire. Celle-ci, généralement suivie plus rapidement en période de hausse des taux, a exercé une influence particulièrement manifeste en deux occasions : la remontée du taux des certificats de trésorerie au début de juillet 1981 a mis fin à la baisse des taux débiteurs des banques, qui sont demeurés, au cours des mois suivants, à une distance relativement élevée des barèmes officiels de la Banque ; au second semestre de 1984 et au début de 1985, les taux débiteurs des banques ont suivi le repli des taux du marché monétaire alors que le taux d'escompte de la Banque n'a été abaissé que le 8 mai 1985.

⁽¹⁾ Le taux de base est « celui à partir duquel les banques calculent les taux effectivement appliqués à leurs clients en ajoutant des marges individuelles exprimant la qualité de chacun d'eux » (Association belge des Banques, *Les taux des crédits bancaires*, Aspects et documents, n° 34, janvier 1985).

TAUX D'ESCOMPTE, TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET TAUX DEBITEURS DES BANQUES

(pour cent l'an)¹



Sources : Taux des crédits de caisse ordinaires et des crédits d'escompté : Association Belge des Banques. Taux des « straight loans » : taux des dépôts interbancaires plus 0,35 p.c. Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

¹ Taux calculés sur la base de 365 jours.

² Taux unique ou taux appliqué aux effets imputés sur le sous-plafond A, converti en taux d'intérêt à terme échu pour des effets ayant encore trois mois à courir.

³ Taux de base des principales banques.

⁴ Taux converti en taux d'intérêt à terme échu pour des effets ayant encore trois mois à courir.

⁵ Taux indicatif. Fin de mois.

La période précédant immédiatement la réforme du 8 mai 1985 offre donc une illustration frappante du rôle des taux des effets publics, dont la baisse a entraîné une diminution de l'ensemble des taux d'intérêt à court terme. Cette évolution s'est produite dans un contexte d'abondance des fonds sur le marché monétaire. Si, par contre, des sorties nettes de capitaux privés obligeaient la Banque à intervenir sur le marché des changes et provoquaient de la sorte une pénurie de fonds sur les marchés intérieurs, cette pénurie se reporterait sur le Trésor, dont le placement de certificats de trésorerie serait entravé ; en avalisant la hausse des taux de ces certificats qui en résulterait, la Banque orienterait à la hausse l'ensemble des taux d'intérêt à court terme, ce qui aurait pour effet de freiner les sorties nettes de capitaux privés.

L'action de la Banque pourrait cependant être gênée par la rigidité de ses barèmes officiels.

Certes, le maniement des taux des effets publics permet aux autorités monétaires d'atteindre les objectifs souhaités en matière de taux d'intérêt à court terme. Toutefois, l'écart entre les barèmes de la Banque et les taux de ces effets a des conséquences non négligeables. Si, en raison d'anticipations relatives à l'appréciation de certaines monnaies étrangères ou à la suite d'une hausse des taux d'intérêt à l'étranger, le taux des certificats de trésorerie à trois mois était relevé au-dessus du coût effectif du réescompte, les intermédiaires financiers seraient à nouveau incités à recourir au réescompte, comme l'a montré le graphique 3, ce qui aurait pour effet d'accélérer leurs souscriptions ou de ralentir leurs liquidations de certificats de trésorerie. Les taux de ces derniers, qui exercent, comme on l'a vu, une influence prépondérante sur les taux d'intérêt à court terme, n'en seraient pas affectés à condition que la Banque continue à les fixer indépendamment de l'aisance accrue du marché monétaire. Mais « l'injection » de francs belges par la Banque dans ce marché au moyen du réescompte pourrait produire des effets indésirables.

Il est vrai que lorsque le relèvement des taux d'intérêt ne suffit pas à empêcher les sorties nettes de capitaux, la Banque ne peut éviter de compenser, par une création de liquidités en direction du marché intérieur, les ressources en francs belges qui ont été détruites par ses ventes de devises : elle a nécessairement, en termes quantitatifs, une politique monétaire accommodante. En effet, la masse des billets en circulation n'est guère sensible aux ponctions opérées sur le marché monétaire ; l'effet de contraction des actifs extérieurs de la Banque exercé par les interventions sur le marché des changes est donc nécessairement compensé par une évolution en sens inverse d'autres actifs.

Le choix du canal par lequel s'opère la compensation n'est cependant pas indifférent. Lorsqu'il s'agit d'une augmentation des crédits en francs aux secteurs intérieurs, notamment sous la forme du réescompte et des avances, les interventions sur le marché des changes sont financées par un prélèvement sur les réserves de change de la Banque. Par contre, lorsque la Banque achète au Trésor le produit d'emprunts en devises, elle maintient le niveau de ses réserves malgré ses interventions, tout en fournissant au Trésor les francs belges nécessaires au remboursement de certificats de trésorerie.

Il est donc important que la Banque, en tant que responsable, dans un régime de cours stables, de la liquidité extérieure de l'économie et en définitive du niveau des réserves de change, puisse empêcher, lorsque cela lui paraît nécessaire, que l'écart entre ses propres taux et les taux des certificats de trésorerie rende à nouveau avantageux le recours au réescompte.

La rigidité des barèmes officiels de la Banque constituait un danger évident à cet égard. La réforme mise en oeuvre le 8 mai 1985 a précisément pour objectif de conférer à ces barèmes la souplesse dont bénéficient les taux des certificats de trésorerie.

Auparavant, les taux officiels n'étaient généralement modifiés que lors de la réunion hebdomadaire du Conseil de régence. Certes, l'article 63 des statuts de la Banque stipule que « en cas d'urgence, le Comité (de direction) peut modifier le taux d'escompte et des avances, mais avec l'obligation d'en référer au Conseil de régence lors de sa plus prochaine réunion » ; toutefois, la notion d'urgence a traditionnellement été interprétée de manière très restrictive. Mais plus encore que cette tradition, c'était l'importance exagérée que l'on accordait aux taux de la Banque qui gênait leur ajustement aux conditions changeantes du marché monétaire. Polarisant l'attention des commentateurs, ils en venaient à n'être plus relevés qu'en cas de crise de change relativement aiguë et à n'être abaissés qu'avec un certain retard par rapport à l'amélioration du climat sur le marché des changes. En outre, par son poids symbolique, le taux d'escompte de la Banque a pu exercer, à certains moments, une influence sur les taux d'intérêt à long terme : il est possible, par exemple, que son maintien ait contribué à empêcher ceux-ci de baisser au début de 1985 (voir graphique 8). La décision de modifier le taux d'escompte risquait donc de se voir embarrassée de considérations étrangères aux objectifs poursuivis par la Banque.

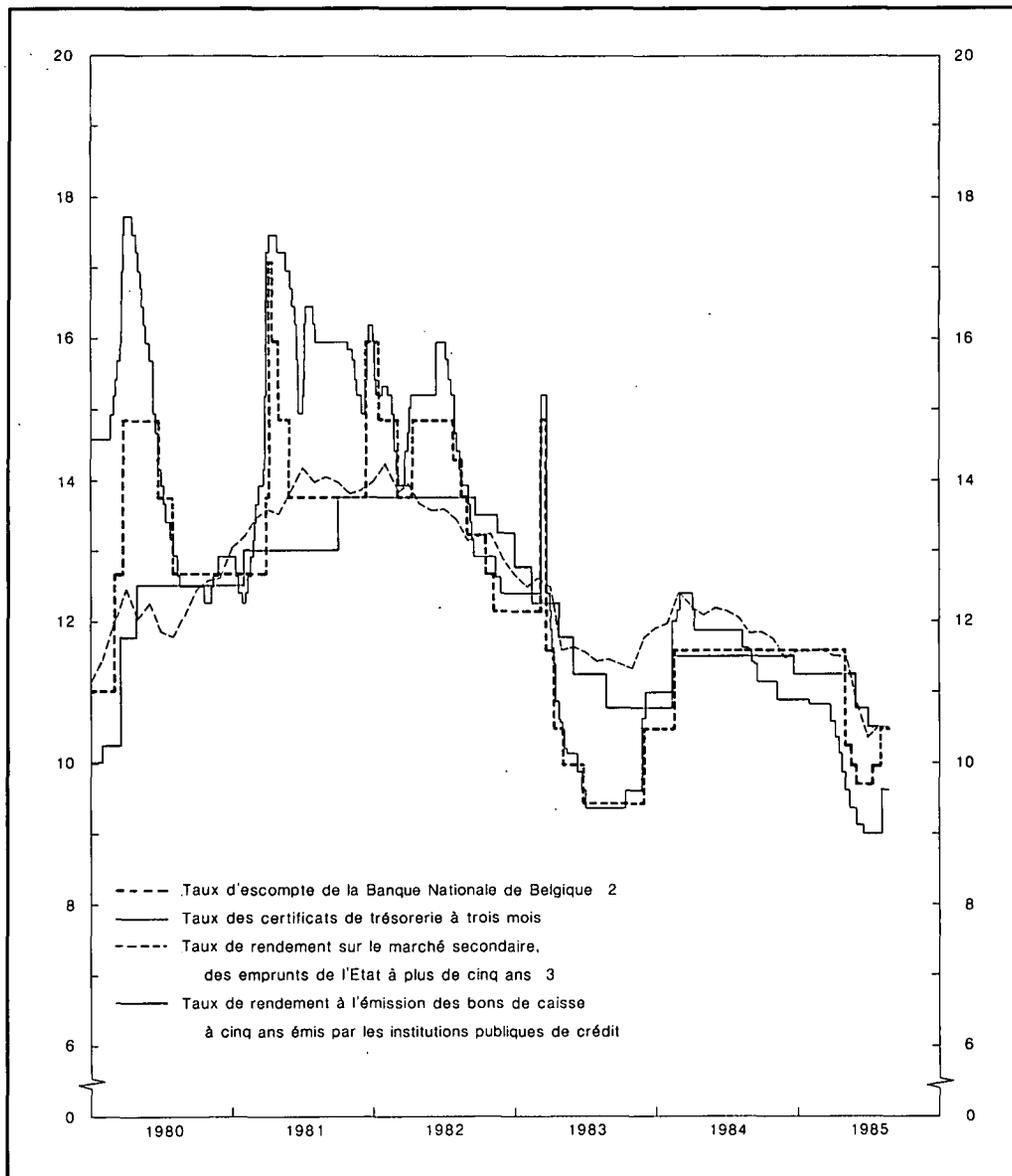
Permettant au Comité de direction de faire varier les barèmes officiels dans certaines limites pendant les jours qui séparent les réunions du Conseil de régence, la réforme du 8 mai 1985 a mis en place un dispositif institutionnel selon lequel le Conseil de régence continue de fixer l'orientation de la politique de taux mais l'application de celle-ci peut s'adapter aux circonstances de manière plus souple. Mettant en évidence le rôle joué par les taux des certificats de trésorerie, elle contribue de plus à une meilleure perception, par le public, de l'importance réelle des taux de la Banque, que des modifications plus fréquentes concourent d'ailleurs sans doute à « désacraliser ».

S'il désire empêcher la réouverture du guichet du réescompte et des avances, le Conseil de régence fixera le taux d'escompte et les limites inférieure et supérieure entre lesquelles le Comité de direction pourra faire varier celui-ci jusqu'à la prochaine réunion du Conseil, de manière telle que le coût du réescompte soit supérieur au rendement des certificats de trésorerie et qu'il le demeure même si ce dernier augmente ⁽¹⁾. Le Conseil de régence peut évidem-

⁽¹⁾ En cas d'urgence, le Comité de direction aura encore la faculté de fixer le taux d'escompte en dehors de ces limites, avec l'obligation d'en référer au Conseil de régence, conformément à l'article 63 des statuts.

**TAUX D'ESCOMPTE, TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET TAUX A LONG TERME**

(pour cent l'an)¹



¹ Taux calculés sur la base de 365 jours.

² Taux unique ou taux appliqué aux effets imputés sur le sous-plafond A, converti en taux d'intérêt à terme échu pour des effets ayant encore trois mois à courir.

³ Fin de mois.

ment décider au contraire, de favoriser le recours au réescompte et aux avances, en fixant suffisamment bas le taux d'escompte et les limites qui lui sont assignées ⁽¹⁾.

De cette manière, la Banque peut favoriser indirectement le financement du Trésor sur le marché monétaire ou l'abriter d'un resserrement qui apparaîtrait sur ce marché, par exemple à la suite d'interventions sur le marché des changes. On remarquera que dans ce dernier cas, ceci implique que la Banque soit prête à financer ces interventions en utilisant ses réserves de change.

Le mécanisme mis en place afin de contrôler plus efficacement le guichet de l'escompte et des avances a semblé préférable à l'utilisation d'instruments de type quantitatif, telle une modification des plafonds de réescompte — qui aurait consisté, dans les circonstances actuelles, en une réduction draconienne de ces plafonds. De la sorte, le réescompte et les avances conservent, sans doute à un taux pénalisateur, un rôle de faculté de recours en dernier ressort en cas de difficultés de trésorerie.

Dès l'introduction de la réforme du mode de fixation des barèmes officiels de la Banque, le taux d'escompte a été abaissé de 11 p.c. à 9,75 p.c. et celui des avances, de 12 p.c. à 10,25 p.c., le taux des certificats de trésorerie à trois mois étant de 9,50 p.c. Jusqu'alors, le taux d'escompte était demeuré au niveau atteint en février 1984, malgré la détente observée sur le marché monétaire. Deux motifs expliquaient la réticence de la Banque à diminuer ses propres taux : d'une part, vu l'influence exercée par ceux-ci sur les taux à long terme, il ne semblait pas opportun de les abaisser dans un contexte caractérisé par d'importantes sorties de capitaux à long terme ; d'autre part, il était prudent de ménager une marge de manoeuvre si l'on désirait éviter qu'un brusque relèvement des taux des certificats de trésorerie ne porte ceux-ci au-dessus des taux de la Banque, ce qui aurait eu pour effet d'accroître sensiblement le recours au réescompte. En « désacralisant » davantage le taux d'escompte, la réforme du 8 mai 1985 était de nature à amoindrir les effets d'une baisse de celui-ci sur les « segments longs » des marchés financiers ; en lui donnant plus de souplesse, elle rendait inutile le maintien d'une marge substantielle par rapport aux taux des certificats de trésorerie.

Dans le courant du mois de mai, deux baisses de 0,25 p.c. du taux des certificats de trésorerie à trois mois ont encore été suivies par des diminutions égales des taux officiels de la Banque. En juin, le taux des certificats de trésorerie à trois mois a été réduit de 0,10 p.c., sans effet sur les taux officiels. Le 9 juillet, le Comité de direction a relevé les taux officiels de la Banque de 0,25 p.c.

⁽¹⁾ On notera que l'écart entre les taux d'affiche du réescompte et des certificats de trésorerie ne représente pas exactement l'écart entre le coût effectif du réescompte et le rendement des certificats. Ainsi, au niveau de 9 p.c., un taux d'escompte officiel identique au taux des certificats de trésorerie à trois mois, signifie que le coût réel du réescompte à l'Institut de Réescompte et de Garantie d'un effet ayant encore trois mois à courir est supérieur de quelque 0,20 p.c. au rendement d'un certificat de trésorerie. Comme dans le graphique 3, le premier est obtenu en convertissant le taux appliqué par l'Institut de Réescompte et de Garantie, qui est légèrement inférieur au taux d'escompte officiel, en taux d'intérêt à terme échu calculé sur la base de 365 jours et le second, en calculant le taux des certificats de trésorerie sur la base de 365 jours au lieu de 360 jours.

alors que le taux des certificats de trésorerie demeurait inchangé. Cette décision, prise à titre conservatoire, était motivée par les hésitations du marché des changes et elle a été interprétée par celui-ci comme un signal d'arrêt dans la baisse des taux à court terme. La résurgence de tensions sur ce marché a conduit le Conseil de régence à hausser, à partir du 1^{er} août, les taux officiels de la Banque de 0,50 p.c. ; la veille, le taux des certificats de trésorerie à trois mois avait été porté de 8,90 à 9,50 p.c.

CHANGEMENTS APPORTES
AU CHAPITRE II « EMPLOI ET CHOMAGE »
ET AU CHAPITRE I
« POPULATION, COMPTES NATIONAUX ET
ENQUETES SUR LA CONJONCTURE »
DE LA PARTIE « STATISTIQUES »
DU BULLETIN

Le chapitre II de la partie « Statistiques » du *Bulletin*, relatif à l'emploi et au chômage contenait jusqu'à présent un tableau et un graphique intitulés respectivement « Demandes et offres d'emploi » et « Demandes d'emploi ». Il se composera désormais de deux tableaux mais ne contiendra plus de graphique.

Le premier de ces deux tableaux, qui porte le n° II-1 et s'intitule « Population, demande et offre d'emplois » regroupe :

- d'une part, des statistiques relatives à la population totale et à la population active qui remplacent celles qui figuraient au chapitre I de la partie « Statistiques » du *Bulletin*, au tableau 1 intitulé « Population ». Ce tableau ne sera donc plus publié ;
- d'autre part, des données relatives à la demande et à l'offre d'emplois, qui n'étaient, jusqu'à présent, publiées que dans le *Rapport* annuel de la Banque Nationale.

Quant au second tableau, qui porte le n° II-2 et s'intitule « Chômage et emplois vacants », il remplace en le modifiant, pour que son contenu corresponde mieux à celui des statistiques publiées par d'autres organismes, l'ancien tableau « Demandes et offres d'emplois » du chapitre II.

Tableau II - 1 : Population, demande et offre d'emplois.

L'objectif de ce tableau est de fournir une image cohérente des évolutions qui se produisent sur le marché de l'emploi. Il comporte deux rubriques.

La première est relative à la population : elle reprend deux séries statistiques qui figuraient jusqu'à présent au tableau 1 « Population » du chapitre I : il s'agit, d'une part, de la population totale dont la situation est donnée à fin d'année et, d'autre part, de la population active dont la situation est donnée à fin juin.

La seconde met en regard les trois grandes évolutions qui caractérisent le marché du travail : celle de la demande d'emplois qui s'identifie à celle de la population active, celle des offres d'emplois, c'est-à-dire de la population effectivement occupée et, par différence, celle du nombre de chômeurs. Elle comporte donc trois sous-rubriques qui correspondent à chacune de ces évolutions ; celles-ci sont exprimées en variations annuelles du 30 juin d'une année au 30 juin de l'année suivante.

1. La demande d'emplois (population active).

Les variations — d'année en année — de la population active, c'est-à-dire de la demande d'emplois, proviennent à la fois de modifications qui interviennent dans la population en âge de travailler [hommes de 15 à 64 ans, femmes de 15 à 59 ans⁽¹⁾] et de celles qui interviennent dans le taux d'activité (rapport entre la population active et la population en âge de travailler). L'importance absolue de chacun de ces deux facteurs peut se calculer de deux façons :

— première façon :

- influence, calculée directement, de la variation de la population en âge de travailler (A) : $A = \text{variation absolue, d'une année à l'autre, de la population en âge de travailler} \times \text{taux d'activité de la première année}$;
- influence, calculée par solde, de la variation du taux d'activité (B) : $B = \text{variation de la population active} - A$.

— deuxième façon :

- influence, calculée directement, de la variation du taux d'activité (B') : $B' = \text{variation, d'une année à l'autre, du taux d'activité} \times \text{population en âge de travailler de la première année}$;

⁽¹⁾ La population en âge de travailler (source : Institut National de Statistique) comprend donc, outre les personnes occupées et les chômeurs (population active), les personnes des groupes d'âge précités qui ne sont pas demandeurs d'emploi.

- influence, calculée par solde, de la variation de la population en âge de travailler (A') : $A' = \text{variation de la population active} - B'$.

En pratique, la différence entre les résultats de ces deux modes de calcul est très faible et les données présentées au tableau II-1 sont estimées sur la base d'une moyenne arithmétique des deux résultats ainsi obtenus chaque année pour chacun des deux facteurs.

2. L'offre d'emplois (emploi).

Font partie de l'emploi⁽¹⁾, les emplois offerts en Belgique par les entreprises et les pouvoirs publics (« services non marchands »). S'y ajoutent les emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, tandis que les emplois offerts en Belgique à des non-résidents en sont déduits.

2.1 Les entreprises.

Elles ont été regroupées en 5 branches d'activité :

- agriculture, sylviculture et pêche ;
- industrie (industrie extractive ; électricité, gaz et eau ; industrie manufacturière) ;
- construction ;
- services marchands sensibles à la conjoncture (services financiers, transports et communications, commerce, assurances, services rendus aux entreprises, à l'exclusion des entreprises de réparation et des services d'hôtellerie, de café et de restauration) ;
- services marchands peu sensibles à la conjoncture [professions médicales, gens de maison, entreprises de réparation, services d'hôtellerie, de café et de restauration, autres services fournis aux particuliers, stagiaires en formation professionnelle⁽²⁾].

Les variations de l'emploi dans les 3 premières branches d'activité précitées peuvent être calculées directement au départ des données publiées par le Ministère de l'Emploi et du Travail. Il n'en va pas de même pour les services marchands sensibles à la conjoncture, car les données précitées englobent les entreprises de réparation et celles du secteur « hôtellerie, cafés, restauration » dans le commerce, c'est-à-dire dans les services sensibles à la conjoncture, tandis qu'au tableau II-1 ces entreprises sont classées dans les services marchands peu sensibles à la

⁽¹⁾ Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

⁽²⁾ A ne pas confondre avec les jeunes qui, en vertu de la loi du 22 décembre 1977, font un stage dans une entreprise ou un service public et qui au tableau II-1, rubrique 2 sont recensés dans la branche d'activité où le stage s'effectue.

conjuncture. Les données du Ministère de l'Emploi et du Travail doivent donc faire l'objet d'un reclassement ; celui-ci est opéré sur la base des données relatives à l'emploi des salariés et appointés dans les branches d'activité reclassées, données publiées par l'Office National de Sécurité Sociale.

2.2 *Les services non marchands.*

Cette branche d'activité comprend l'administration, l'enseignement, les forces armées (miliciens et militaires de carrière) et les programmes spéciaux dits « de mise au travail » (troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire, chômeurs occupés par les pouvoirs publics), à l'exception, toutefois, des stages des jeunes (loi du 22 décembre 1977), du moins dans la mesure où ces stages s'effectuent en dehors des services non marchands⁽¹⁾.

Les variations de l'emploi dans les services non marchands peuvent également être calculées sur la base des données publiées par le Ministère de l'Emploi et du Travail.

3. *Le chômage.*

Les données qui apparaissent sous cette rubrique sont celles que publie l'Office National de l'Emploi. Elles correspondent à la définition standardisée du chômage retenue par l'Office Statistique des Communautés Européennes.

Tableau II - 2 : Chômage et emplois vacants.

Ce tableau fournit :

- d'une part, une situation en fin de période — année, trimestre ou mois — des différentes catégories de chômeurs,
- d'autre part, des séries relatives aux emplois vacants notifiés à l'ONEM.

1. *Le chômage.*

Les chiffres de la colonne (f) de ce tableau « Chômeurs demandeurs d'emploi : total » correspondent aux variations du nombre de chômeurs mentionnés à la rubrique 3 du tableau II - 1. Ils comprennent les chômeurs complets indemnisés [col. (a), (b), (c)] tels qu'ils figuraient déjà dans l'ancien tableau II de ce *Bulletin*. Ils comprennent en outre les « autres chômeurs inscrits obligatoire-

⁽¹⁾ Voir à ce sujet note ⁽²⁾ page 31.

ment » [col. (d)] et les « demandeurs d'emploi libres inoccupés » [col. (e)]. Les différentes catégories de demandeurs d'emploi que l'Office National de l'Emploi regroupe sous l'appellation « autres chômeurs inscrits obligatoirement » ne sont cependant pas toutes reprises à la colonne (d) du tableau II-2 ni, partant, à la colonne (f), total : pour éviter les doubles emplois, on n'a pas inclus les catégories de demandeurs d'emploi qui sont comprises, en principe, dans les chiffres relatifs à l'emploi (rubrique 2 du tableau II-1), à savoir les chômeurs occupés dans un atelier protégé, les chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, les demandeurs d'emploi, occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

Cette façon de recenser le chômage s'aligne, ainsi qu'il a été dit ci-avant, sur les normes standardisées adoptées par l'Office Statistique des Communautés Européennes, en matière de statistiques du chômage. La continuité de la série ainsi calculée est cependant faussée, en ce qui concerne l'année 1985, par des modifications intervenues dans la réglementation du chômage. En effet, en vertu de l'arrêté royal du 29 décembre 1984, les chômeurs de plus de 55 ans et les chômeurs à aptitude réduite de plus de 50 ans peuvent, sous certaines conditions, choisir de ne plus être considérés comme demandeurs d'emploi. Ils conservent, il est vrai, leur indemnité de chômage, mais ne sont plus soumis au contrôle du chômage. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs étaient compris dans les chômeurs complets indemnisés [col. (b) et (c)] et, partant, dans le nombre total de chômeurs demandeurs d'emploi [col. (f)]. Leur élimination, à partir d'avril 1985, des séries précitées, a donc pour effet de rompre la continuité de celles-ci. Pour rétablir cette continuité, du moins en ce qui concerne le total des chômeurs demandeurs d'emploi [col. (f)], on a inséré au tableau II-2 une colonne (h), pour mémoire, dans laquelle figure le nombre de personnes qui, à partir d'avril 1985, ont opté pour le statut prévu par l'arrêté royal du 29 décembre 1984. En ajoutant les chiffres de cette colonne (h) à ceux de la colonne (f), on obtient une série qui est statistiquement comparable à celle des périodes antérieures à avril 1985⁽¹⁾.

Le nombre total de chômeurs demandeurs d'emploi a été exprimé à la colonne (g) en pourcentage de la population active, telle qu'elle est estimée au 30 juin de l'année précédente⁽²⁾. Ce pourcentage, ou taux de chômage, ainsi obtenu, a été dessaisonnalisé à l'aide du modèle mixte additif — multiplicatif de J. Durbin et M. J. Murphy. Il présente évidemment, en ce qui concerne la continuité dans le temps, les mêmes lacunes que celles qui ont été mentionnées ci-avant à propos du nombre total de chômeurs demandeurs d'emploi. On peut tenter d'y remédier en calculant, pour avril 1985 et les périodes ultérieures, sur la base des données figurant au tableau II-2, un taux de chômage — dessaisonnalisé — qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précé-

⁽¹⁾ La comparaison, dans le temps, du nombre total des chômeurs demandeurs d'emploi est cependant encore très légèrement entravée par le fait que le matériel statistique disponible ne permet pas, pour les périodes antérieures à janvier 1985, d'éliminer, des statistiques du chômage, le nombre des jeunes occupés à temps réduit pendant la période d'attente qui précède leur admission aux allocations de chômage.

⁽²⁾ Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

dentes. Il suffit de recalculer les taux de chômage des périodes postérieures à mars 1985 selon la formule :

$$\text{taux de chômage} = \frac{[\text{colonne (f)} + \text{colonne (h)}] \times \text{colonne (g)}}{\text{colonne (f)}};$$

soit par exemple :

$$\text{taux de chômage d'avril 1985} = \frac{(546,2 + 26,6) \times 13,5}{546,2} = 14,2 \text{ p.c.}^{(1)}.$$

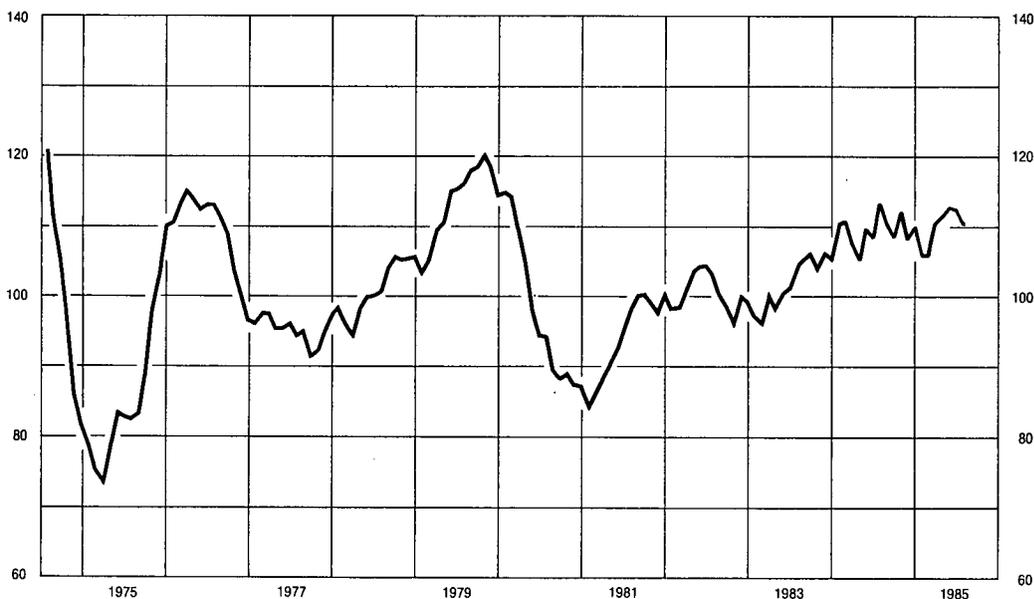
2. *Les emplois vacants notifiés à l'ONEM.*

Cette série — colonnes (i) et (j) du présent tableau — correspond exactement à celle qui était publiée jusqu'à présent dans le tableau II « Demandes et offres d'emploi » sous l'intitulé « Offres d'emploi ». Cet intitulé a été modifié simplement pour éviter toute confusion des données de la présente série avec celles qui figurent au tableau II-1, rubrique 2 sous l'appellation « Offre d'emplois (emploi) ».

⁽¹⁾ Dans ces calculs, le profil saisonnier de la série qui inclut les chômeurs non demandeurs d'emplois [total col. (f) + col. (h)] est supposé être le même que celui de la série qui exclut ces chômeurs [col. (f)]. Cette hypothèse de travail peut ne pas correspondre tout à fait à la réalité.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DES MOIS DE JUIN ET JUILLET 1985
(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



Commentaire de l'évolution du mois de juin 1985 :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique a baissé en juin de 0,75 point ; elle s'est ainsi établie à 112,24 points contre 112,99 points en mai. Ce léger affaiblissement de la conjoncture est localisé essentiellement dans le commerce, où tous les indicateurs se sont inscrits en recul et, dans une moindre mesure, dans la construction. Dans ce dernier secteur, le fléchissement de juin succède à plusieurs mois de hausse. L'amélioration modérée du climat conjoncturel dans l'industrie manufacturière n'a pas été suffisante pour compenser l'incidence, sur la valeur de la courbe synthétique, des évolutions précitées.

Commentaire de l'évolution du mois de juillet 1985 :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique de conjoncture a diminué en juillet de 2,16 points et se situe dès lors à 110,08 points.

Cette baisse doit toutefois être interprétée avec prudence car elle concerne un mois de vacances et pourrait, en outre, avoir été influencée par l'adaptation annuelle des coefficients utilisés pour la correction des mouvements saisonniers. Compte tenu de ces réserves, le climat conjoncturel se serait affaibli dans l'industrie manufacturière et surtout dans la construction, mais par contre l'évolution aurait été moins défavorable pour le commerce.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.		4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production		b) Volume	VIII - 4b
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité		5. Orientation géographique	VIII - 5
3. Affectation du produit national :		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
a) Estimations à prix courants		1-2-3. Balance sur base des transactions :	
b) Estimations aux prix de 1980		— Chiffres annuels	
4. Enquêtes sur la conjoncture :		— Soldes trimestriels	
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques		— Recettes et dépenses trimestrielles	
b) Industrie manufacturière :		4. Balance sur base de caisse	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes		5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme	
— résultats bruts par secteur		6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes		X. — Marché des changes.	
— résultats bruts par région		1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
c) Industrie de la construction :		a) Chiffres annuels	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes		b) Chiffres trimestriels et mensuels	
— résultats bruts par secteur		2. Droit de tirage spécial	
d) Commerce :		3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes		4. Système Monétaire Européen :	
II. — Population, emploi, chômage		a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	
1. Population, demande et offre d'emplois		b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	
2. Chômage et emplois vacants		c) Composition et poids relatifs de l'Ecu ; écarts de divergence	
III. — Agriculture et pêche.		5. Cours de change effectifs	
1. Agriculture		XI. — Finances publiques.	
2. Pêche maritime		1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	
IV. — Industrie.		2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	
1. Production industrielle		3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur		4. Recettes fiscales (par année civile)	
3. Energie		5. Détail des recettes fiscales	
4. Métallurgie		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
5. Construction		1. Encours :	
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.		a) au 31 décembre 1981	
V. — Services.		b) au 31 décembre 1982	
1. Transports :		2. Mouvements en 1982	
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena		3. Encours (totaux sectoriels) :	
b) Navigation maritime		a) au 31 décembre 1981	
c) Navigation intérieure		b) au 31 décembre 1982	
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique		4. Mouvements en 1982 (totaux sectoriels)	
3. Commerce intérieur :		XIII. — Organismes principalement monétaires.	
a) Ventes du commerce de détail		1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	
b) Ventes à tempérament		2. Bilans :	
4. Chambrés de compensation :		a) Banque Nationale de Belgique	
a) Nombre d'opérations		b) Organismes publics monétaires	
b) Montant des opérations		c) Banques de dépôts	
VI. — Revenus.		d) Ensemble des organismes principalement monétaires	
1. Rémunérations des travailleurs		3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie		4. Stock monétaire :	
VII. — Indices de prix.		a) Auprès des organismes principalement monétaires	
1. Matières premières		b) Total	
2. Prix de gros en Belgique		5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	
3. Prix à la consommation en Belgique :		b) Réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque Nationale de Belgique	
Indices 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
a) Ventilation en 4 groupes		— Destination économique apparente	
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes		— Forme et localisation	
Indices 1981 = 100		c) Ventilation en 4 groupes	
d) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes		VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.		1. Tableau général	
1. Tableau général		2. Exportations selon la nature des produits	
2. Exportations selon la nature des produits		3. Importations selon l'usage des produits	
3. Importations selon l'usage des produits			

	Numéros des tableaux
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique . . .	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes . . .	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages . . .	XIV - 5a
b) Bilans de la CGER - Entité I	XIV - 5b
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées . . .	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :	
a) Variations	XV - 3a
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 5a
b) Encours	XV - 5b

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Emissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dette du Trésor :	
a) Situation officielle de la dette publique	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — données I.N.S.	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — données B.N.B.	XVII - 5

	Numéros des tableaux
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient) . . .	XVII - 8a
b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 8b

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Banque Nationale de Belgique :	
a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances	XIX - 1a
b) Taux spéciaux	XIX - 1b
c) Taux moyen pondéré	XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

GRAPHIQUES.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
Production industrielle	IV - 1
Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Prix de gros en Belgique	VII - 2
Prix à la consommation en Belgique	VII-3a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII-13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV-5a
Cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux I-4a, VI-1, IX-2 et 4, X-1b et 5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3 et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique. Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	847,0	930,6	986,7	1.060,6	1.145,0	1.190,3	1.241,7	1.266,6
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	38,7	42,4	46,4	49,9	53,9	55,8	59,0	62,1
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	213,0	236,0	246,5	264,5	286,2	289,8	292,5	326,3
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	356,6	390,9	426,3	464,9	513,4	566,7	606,9	613,6
5. Corrections et compléments	58,0	59,8	64,7	69,3	74,1	79,1	93,6	107,3
Ajustement statistique	12,2	- 3,3	10,8	- 5,2	- 4,3	- 8,5	14,9	55,4
<i>Total ...</i>	<i>1.525,5</i>	<i>1.656,4</i>	<i>1.781,4</i>	<i>1.904,0</i>	<i>2.068,3</i>	<i>2.173,2</i>	<i>2.308,6</i>	<i>2.431,3</i>
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	56,7	44,1	48,2	44,0	45,3	52,9	63,7	65,4
2. Professions libérales ¹	73,1	83,2	92,4	99,3	101,1	105,9	112,4	119,8
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	205,8	218,3	222,8	228,7	228,1	226,9	229,8	246,3
4. Revenu des sociétés de personnes ²	11,4	11,8	13,0	14,3	13,9	13,8	16,3	19,5
Ajustement statistique	2,8	- 0,7	2,2	- 1,1	- 0,8	- 1,6	2,8	10,6
<i>Total ...</i>	<i>349,8</i>	<i>356,7</i>	<i>378,6</i>	<i>385,2</i>	<i>387,6</i>	<i>397,9</i>	<i>425,0</i>	<i>461,6</i>
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	156,8	179,6	196,4	232,3	274,1	317,1	357,1	383,6
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	60,6	66,7	73,7	78,5	85,0	98,9	108,3	123,2
3. Dividendes, tantièmes, dons	57,4	58,5	63,0	61,6	67,0	80,0	103,2	130,9
<i>Total ...</i>	<i>274,8</i>	<i>304,8</i>	<i>333,1</i>	<i>372,4</i>	<i>426,1</i>	<i>496,0</i>	<i>568,6</i>	<i>637,7</i>
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	12,7	11,1	24,6	25,9	21,5	9,9	29,3	42,8
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	72,7	76,4	81,7	91,9	89,7	87,5	112,9	113,9
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	15,8	19,4	22,1	24,6	27,7	30,2	30,3	31,5
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 13,6	- 17,1	- 23,9	- 21,2	- 7,3	1,8	13,9	- 2,7
<i>Total ...</i>	<i>2,2</i>	<i>2,3</i>	<i>- 1,8</i>	<i>3,4</i>	<i>20,4</i>	<i>32,0</i>	<i>44,2</i>	<i>28,8</i>
G. Intérêts de la dette publique	- 97,4	- 116,2	- 136,7	- 164,6	- 211,5	- 289,1	- 367,6	- 397,1
Revenu national net au coût des facteurs	2.140,3	2.291,5	2.460,9	2.618,2	2.802,1	2.907,4	3.121,0	3.319,0
H. Amortissements	231,3	262,3	281,4	302,5	312,2	330,3	362,1	393,2
Revenu national brut au coût des facteurs	2.371,6	2.553,8	2.742,3	2.920,7	3.114,3	3.237,7	3.483,1	3.712,2
I. Impôts indirects	307,7	334,3	363,9	387,7	412,0	435,8	475,6	508,2
J. Subventions	- 36,6	- 40,3	- 46,8	- 55,8	- 50,3	- 55,3	- 53,2	- 66,8
Produit national brut aux prix du marché	2.642,7	2.847,8	3.059,4	3.252,6	3.476,0	3.618,2	3.905,5	4.153,6

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

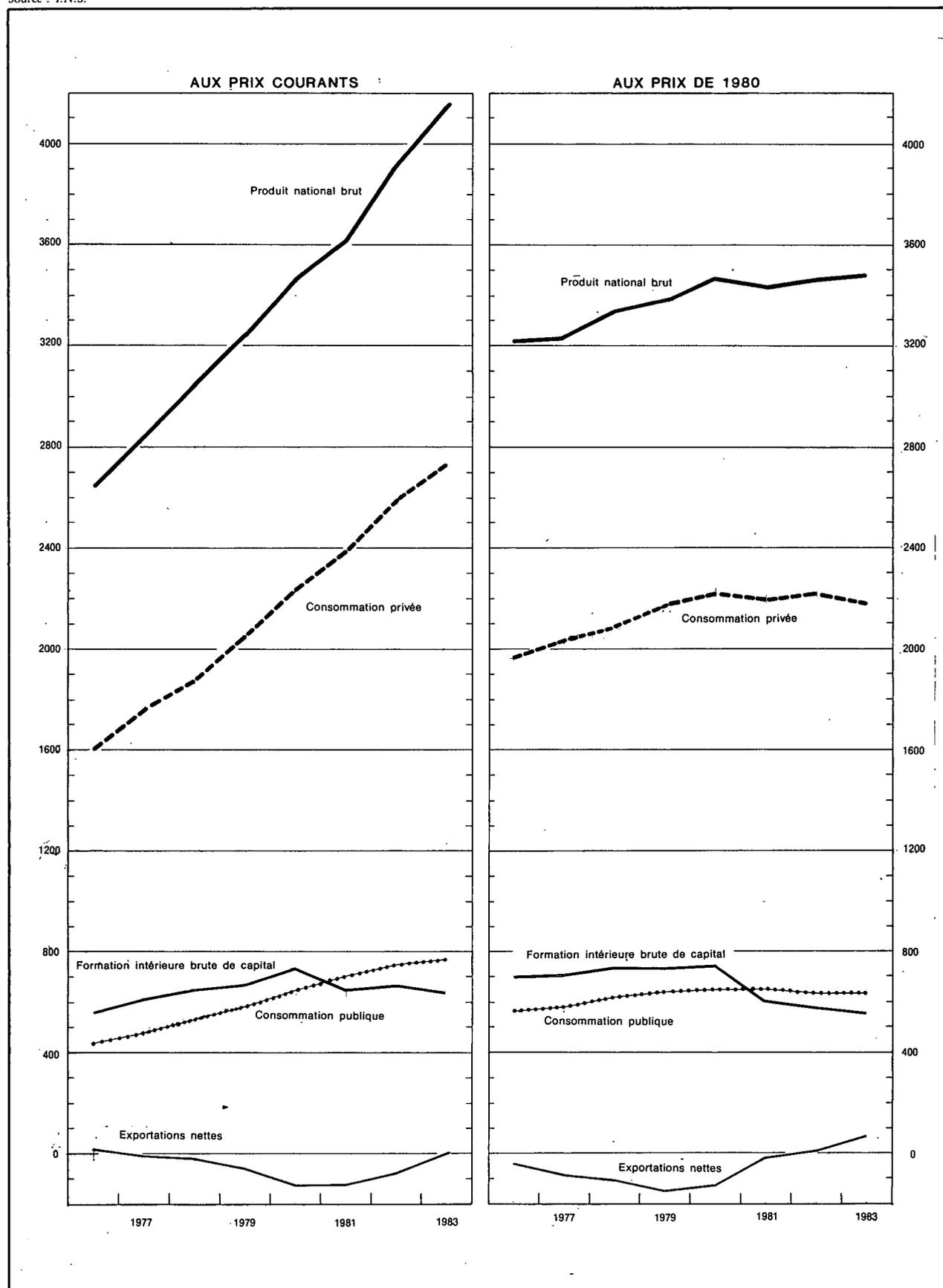
Source : I.N.S.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
1. Agriculture, sylviculture et pêche	76,9	68,3	76,0	73,2	76,0	84,4	97,0	99,8
2. Industries extractives	19,0	18,2	17,2	16,0	18,7	19,6	20,3	20,1
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	131,7	135,5	147,1	151,1	157,4	165,3	188,3	204,1
b) Textiles	38,3	37,5	37,1	37,7	40,6	44,1	46,1	52,3
c) Vêtements et chaussures	25,7	24,1	23,1	23,4	22,7	22,5	24,5	25,5
d) Bois et meubles	34,1	36,6	36,4	37,6	40,3	39,5	41,8	43,8
e) Papier, impression, édition	36,2	39,4	39,9	44,8	45,0	46,7	49,8	50,8
f) Industrie chimique et activités connexes	65,3	74,2	82,6	101,5	99,7	107,6	119,3	126,7
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	33,2	37,7	36,5	36,7	39,1	33,4	35,3	34,7
h) Fer, acier et métaux non ferreux	49,9	41,4	51,4	59,4	54,8	51,4	49,6	48,1
i) Fabrications métalliques et constructions navales	218,8	236,3	243,5	241,3	247,6	246,2	264,9	285,7
j) Industries non dénommées ailleurs ...	86,9	100,6	108,0	116,0	122,5	123,9	133,9	149,2
<i>Total de la rubrique 3 ..</i>	720,1	763,3	805,6	849,5	869,7	880,6	953,5	1020,9
4. Construction	193,3	213,0	228,5	233,7	263,0	229,1	237,3	238,0
5. Electricité, gaz et eau	77,6	86,1	93,5	105,7	110,1	119,5	125,9	148,7
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	502,3	539,1	569,0	609,6	664,8	691,2	765,7	818,0
b) Services financiers et assurances	108,0	119,5	135,2	150,7	160,7	194,5	222,0	234,9
c) Immeubles d'habitation	108,5	122,2	136,1	150,2	168,4	193,3	212,5	234,3
<i>Total de la rubrique 6 ..</i>	718,8	780,8	840,3	910,5	993,9	1.079,0	1.200,2	1.287,2
7. Transports et communications	200,2	215,7	234,7	255,5	279,5	291,2	310,1	321,9
8. Services	680,3	761,4	836,9	901,8	981,0	1.059,6	1.135,8	1.197,0
9. Correction pour investissements par moy- ens propres	4,1	4,1	4,0	4,3	5,0	4,9	5,6	5,1
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers ..	- 35,3	- 39,6	- 45,1	- 48,6	- 45,1	- 53,3	- 61,9	- 59,8
11. T.V.A. déductible sur la formation de capi- tal	- 29,5	- 30,3	- 32,0	- 34,8	- 47,2	- 54,0	- 67,1	- 69,0
Ajustement statistique	- 0,1	- 5,3	- 10,3	- 10,7	- 10,3	- 19,5	- 12,9	- 19,9
Produit intérieur brut aux prix du marché ..	2.625,4	2.835,7	3.049,3	3.256,1	3.494,3	3.641,1	3.943,8	4.190,0
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde ..	17,3	12,1	10,1	- 3,5	- 18,3	- 22,9	- 38,3	- 36,4
Produit national brut aux prix du marché ..	2.642,7	2.847,8	3.059,4	3.252,6	3.476,0	3.618,2	3.905,5	4.153,6

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	335,1	349,2	365,2	379,5	399,0	411,5	471,1	521,5
2. Boissons	75,1	79,4	84,3	89,3	97,6	103,6	114,8	122,9
3. Tabac	28,9	32,1	31,9	34,4	35,4	37,6	45,1	49,2
4. Vêtements et effets personnels	130,5	137,2	143,9	156,1	173,3	174,4	193,0	200,3
5. Loyers, taxes, eau	148,4	167,7	187,2	205,4	228,1	258,8	285,3	313,6
6. Chauffage et éclairage	86,8	91,5	100,4	118,2	138,4	161,3	178,5	183,5
7. Articles ménagers durables	175,3	184,5	186,1	192,2	215,3	218,0	225,0	225,7
8. Entretien de la maison	68,6	75,8	82,1	88,2	94,8	100,3	107,6	115,8
9. Soins personnels et hygiène	160,5	183,5	202,7	215,6	229,7	252,9	280,2	307,6
10. Transports	178,2	194,7	212,1	233,4	254,7	274,4	301,8	331,3
11. Communications : P.T.T.	12,3	14,5	16,2	17,5	18,8	20,2	22,3	24,4
12. Loisirs	136,5	152,2	163,5	177,1	194,8	208,3	230,0	248,0
13. Enseignement et recherches	3,4	3,7	4,0	4,2	4,4	4,9	5,4	6,0
14. Services financiers	55,5	62,2	71,8	81,7	87,1	103,3	118,4	126,2
15. Services divers	13,3	15,3	17,3	19,2	19,3	20,2	21,3	22,2
16. Dépenses personnelles à l'étranger	46,1	56,0	61,8	71,6	78,5	88,2	82,6	88,6
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 35,4	- 44,3	- 43,4	- 50,6	- 55,9	- 69,7	- 87,5	- 109,2
Ajustement statistique	- 11,0	6,8	- 2,0	12,8	11,7	23,4	- 3,9	- 37,2
<i>Total ...</i>	<i>1.608,1</i>	<i>1.762,0</i>	<i>1.885,1</i>	<i>2.045,8</i>	<i>2.225,0</i>	<i>2.391,6</i>	<i>2.591,0</i>	<i>2.740,4</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	323,1	355,3	391,8	426,5	471,3	517,8	550,5	559,6
2. Achats courants de biens et services	93,2	103,9	117,7	123,4	129,2	139,2	144,0	152,3
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	15,8	19,4	22,1	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5
4. Loyer payé	2,5	2,8	3,8	4,1	4,9	4,6	5,2	5,3
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	4,1	5,1	5,7	6,4	7,2	7,8	7,9	8,2
6. Amortissement mobilier et matériel	2,3	2,6	2,8	3,1	3,3	3,5	3,7	4,0
<i>Total ...</i>	<i>441,0</i>	<i>489,1</i>	<i>543,9</i>	<i>588,1</i>	<i>643,6</i>	<i>702,8</i>	<i>741,6</i>	<i>760,9</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	13,5	14,7	17,2	16,0	15,3	14,1	15,2	15,3
2. Industries extractives	1,8	2,0	2,5	3,0	3,0	2,9	3,3	3,1
3. Industries manufacturières	93,5	81,2	79,4	83,6	109,2	100,9	126,7	111,6
4. Construction	11,1	12,7	12,5	13,5	12,2	13,8	11,3	9,1
5. Electricité, gaz et eau	33,7	38,4	39,8	41,9	39,6	39,0	42,3	41,2
6. Commerce, banques, assurances	56,4	61,8	65,3	75,0	77,5	72,3	82,1	91,7
7. Immeubles d'habitation	184,7	202,8	228,0	209,6	224,7	139,0	131,1	133,7
8. Transports et communications	57,6	61,7	73,6	75,2	86,3	101,2	103,1	100,0
9. Pouvoirs publics et enseignement	92,3	98,1	99,6	107,6	122,9	123,2	122,9	114,8
10. Autres services	23,9	29,9	29,0	36,1	37,6	37,7	37,3	39,7
11. Variations de stocks	10,0	7,9	8,4	19,9	- 2,6	- 6,9	- 11,7	- 3,7
Ajustement statistique	- 4,0	2,3	- 0,7	4,3	3,9	6,3	- 1,0	- 8,8
<i>Total ...</i>	<i>574,5</i>	<i>613,5</i>	<i>654,6</i>	<i>685,7</i>	<i>729,6</i>	<i>643,5</i>	<i>662,6</i>	<i>647,7</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	92,5	97,0	114,1	134,4	211,9	349,3	405,2	369,0
2. Exportations de biens et services	1.275,9	1.480,2	1.550,9	1.825,8	2.082,0	2.352,5	2.751,6	2.956,0
Exportations totales ...	1.368,4	1.577,2	1.665,0	1.960,2	2.293,9	2.701,8	3.156,8	3.325,0
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	75,2	84,9	104,0	137,9	230,2	372,2	443,5	405,4
4. Importations de biens et services	1.274,1	1.509,1	1.585,2	1.889,3	2.185,9	2.449,3	2.803,0	2.915,0
Importations totales ...	1.349,3	1.594,0	1.689,2	2.027,2	2.416,1	2.821,5	3.246,5	3.320,5
Exportations nettes ...	19,1	- 16,8	- 24,2	- 67,0	- 122,2	- 119,7	- 89,7	4,6
Produit national brut aux prix du marché	2.642,7	2.847,8	3.059,4	3.252,6	3.476,0	3.618,2	3.905,5	4.153,6

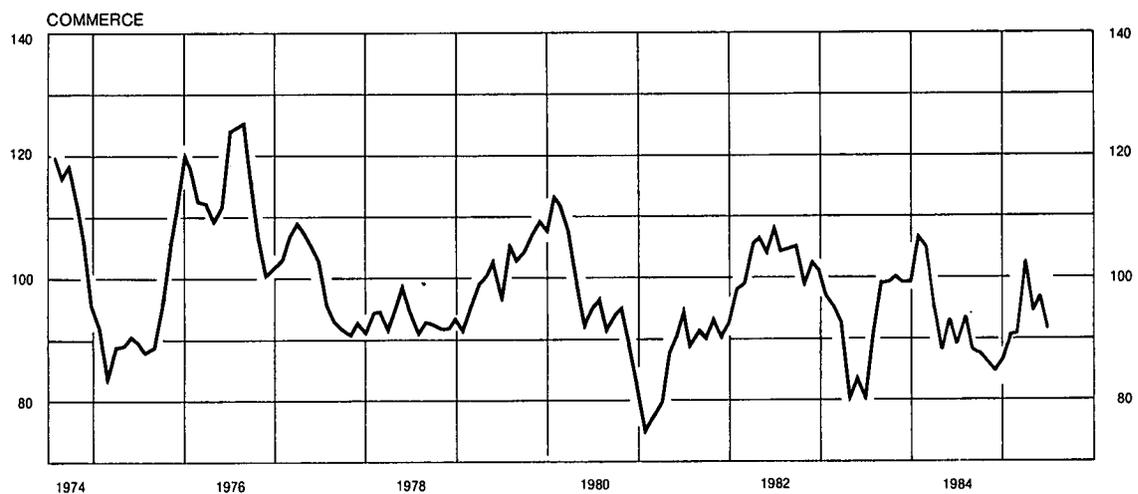
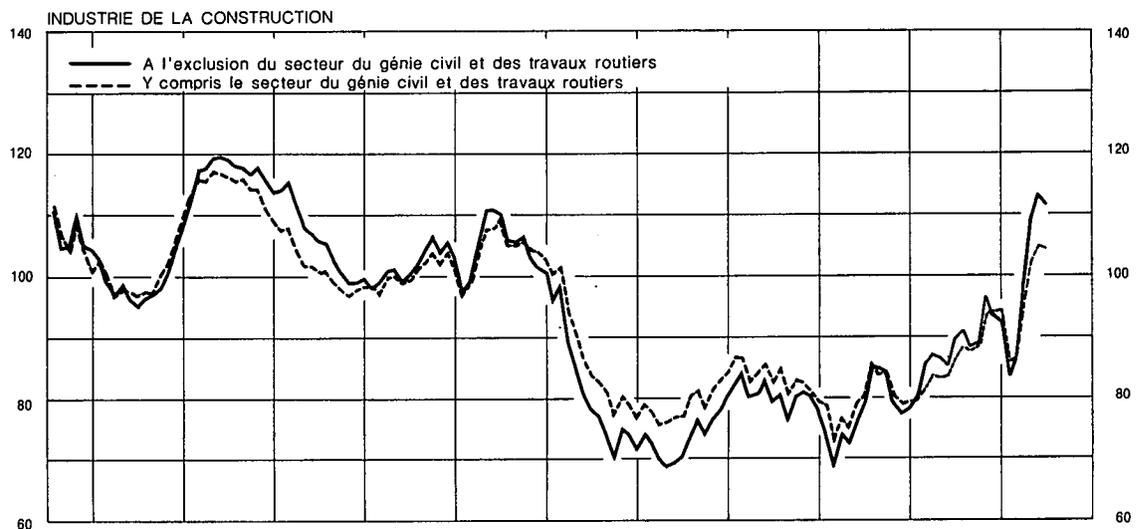
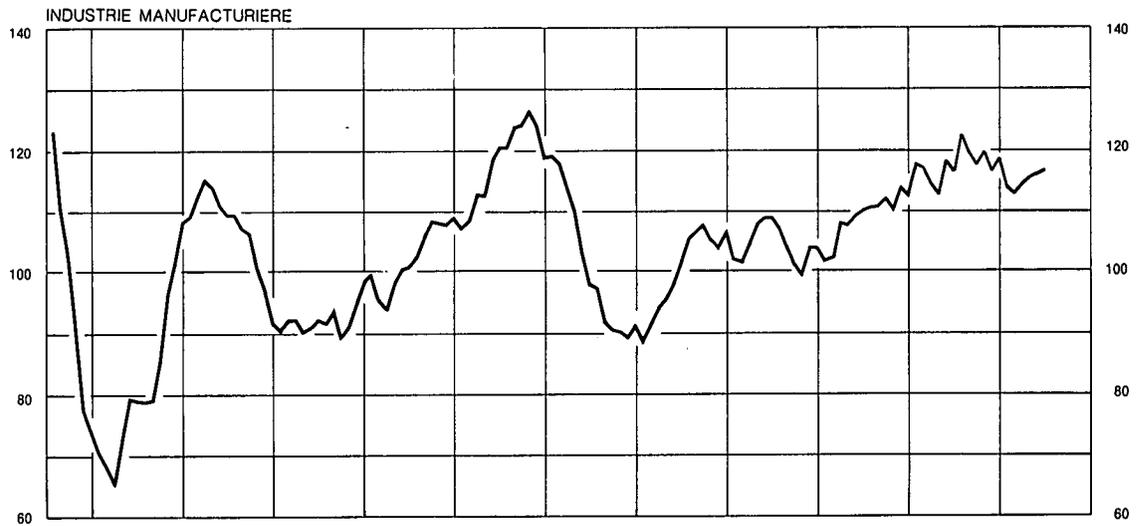
I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations aux prix de 1980 — Indices 1980 = 100)

Source : I.N.S.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	94	93	96	99	100	98	102	103
2. Boissons	89	89	91	94	100	96	98	97
3. Tabac	110	107	96	100	100	98	105	102
4. Vêtements et effets personnels	93	92	90	94	100	97	101	98
5. Loyers, taxes, eau	88	90	93	97	100	104	106	108
6. Chauffage et éclairage	93	93	101	105	100	96	93	91
7. Articles ménagers durables	89	90	89	91	100	98	98	91
8. Entretien de la maison	95	96	97	99	100	100	102	101
9. Soins personnels et hygiène	87	92	96	98	100	104	106	108
10. Transports	91	95	98	102	100	98	99	100
11. Communications : P.T.T.	83	87	89	96	100	107	108	110
12. Loisirs	92	92	91	96	100	101	107	106
13. Enseignement et recherches	92	94	96	98	100	102	104	106
14. Services financiers	74	77	85	94	100	110	115	118
15. Services divers	86	93	99	105	100	98	97	95
16. Dépenses personnelles à l'étranger	77	82	84	95	100	105	93	92
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	83	92	83	94	100	116	139	160
<i>Total ...</i>	89	91	94	98	100	99	100	99
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	89	90	95	98	100	102	101	102
2. Achats courants de biens et services ...	88	94	103	102	100	101	96	96
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	78	85	91	95	100	97	92	89
<i>Total ...</i>	88	91	96	98	100	101	100	100
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	102	105	119	107	100	88	89	85
2. Industries extractives	68	72	86	103	100	93	107	90
3. Industries manufacturières	97	81	77	78	100	90	107	90
4. Construction	102	112	108	113	100	110	84	64
5. Electricité, gaz et eau	102	108	110	110	100	93	94	88
6. Commerce, banques, assurances	87	90	91	100	100	89	94	100
7. Immeubles d'habitation	108	110	117	101	100	59	55	54
8. Transports et communications	76	78	90	90	100	111	104	98
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	95	91	89	92	100	88	80	70
10. Enseignement	92	100	94	95	100	98	90	86
11. Autres services	79	93	85	101	100	94	87	88
<i>Total ...</i>	96	97	99	99	100	83	81	76
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	53	52	58	66	100	157	170	145
2. Exportations de biens et services	76	86	89	96	100	103	107	107
Exportations totales ...	74	82	86	93	100	108	113	110
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	40	42	49	62	100	154	171	147
4. Importations de biens et services	75	86	90	98	100	99	100	97
Importations totales ...	72	82	86	95	100	104	107	102
Produit national brut aux prix du marché	93	93	96	97	100	99	100	100

I - 4. ENQUETES SUR LA CONJONCTURE
Courbes synthétiques par branche d'activité.



I - 4a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Industrie manufacturière	Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers	Commerce ¹	Courbe globale	Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers
Coefficient de pondération	70	15	15	100	p.m.
1982 Juillet	107,55	80,69	104,61	103,08	85,06
Août	104,12	76,68	104,97	100,13	81,13
Septembre	101,39	80,23	105,28	98,80	83,10
Octobre	99,58	81,25	99,34	96,79	82,72
Novembre	103,78	80,31	102,73	100,10	81,45
Décembre	103,70	78,45	101,49	99,58	79,80
1983 Janvier	101,93	74,77	97,32	97,16	78,79
Février	102,32	69,26	95,28	96,30	73,14
Mars	108,35	74,06	92,80	100,87	76,70
Avril	107,92	72,82	80,36	98,52	75,54
Mai	109,52	76,54	83,86	100,72	78,98
Juin	110,60	79,18	80,89	101,43	80,16
Juillet	111,15	85,26	91,32	104,29	85,96
Août	111,20	84,98	99,30	105,48	84,16
Septembre	112,48	84,43	99,58	106,34	84,33
Octobre	110,30	79,46	100,54	104,21	80,40
Novembre	114,08	77,66	99,31	106,40	79,31
Décembre	113,19	78,57	99,56	105,95	79,59
1984 Janvier	118,17	80,16	107,17	110,82	79,84
Février	117,67	85,87	105,15	111,02	81,43
Mars	114,39	87,10	95,08	107,40	83,75
Avril	112,64	86,64	88,20	105,07	83,27
Mai	118,33	85,44	93,14	109,62	83,32
Juin	116,86	89,71	89,05	108,62	86,62
Juillet	122,60	90,66	93,25	113,41	88,53
Août	119,64	88,52	88,27	110,27	87,74
Septembre	117,87	88,99	87,52	108,99	88,32
Octobre	119,92	96,54	90,62	112,02	93,92
Novembre	116,67	93,47	84,64	108,39	94,23
Décembre	118,70	92,32	86,76	109,95	94,46
1985 Janvier	114,16	83,36	90,56	106,00	86,28
Février	113,16	87,51	90,85	105,97	87,52
Mars	114,30	98,74	102,03	110,13	95,34
Avril	115,34	109,87	94,56	111,40	102,29
Mai	116,42	113,12	96,88	112,99	104,76
Juin	116,82	111,50	91,59	112,24	104,13

¹ Synthèse du commerce de gros en appareils électro-ménagers, textile, voitures automobiles, chaussures, alimentation et produits d'entretien.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,5	15,1	14,7	9,8	8,3	18,4	12,2	100
1982 Juillet	107,58	109,18	111,80	108,41	112,78	103,03	102,96	107,55
Août	104,46	110,39	106,81	100,94	105,71	98,76	102,14	104,12
Septembre	103,73	104,74	105,40	106,68	104,52	95,95	90,23	101,39
Octobre	98,44	106,17	102,42	97,69	103,21	96,94	93,14	99,58
Novembre	102,22	113,46	109,36	94,67	111,13	102,42	92,30	103,78
Décembre	98,85	116,24	102,59	104,39	112,75	101,37	94,96	103,70
1983 Janvier	102,35	103,16	101,65	98,50	107,81	102,15	98,47	101,93
Février	100,23	96,39	104,51	104,55	110,39	104,73	99,81	102,32
Mars	104,19	109,04	115,03	107,59	117,04	107,23	103,20	108,35
Avril	102,67	104,03	108,89	110,12	123,45	106,17	111,13	107,92
Mai	103,79	103,53	124,44	114,17	127,75	102,43	103,71	109,52
Juin	105,28	106,83	120,79	113,93	128,37	102,27	110,23	110,60
Juillet	102,88	105,40	123,44	115,98	127,24	105,81	111,29	111,15
Août	104,50	106,30	120,84	115,64	126,81	107,75	108,54	111,20
Septembre	104,45	108,49	118,92	122,24	131,15	105,23	114,29	112,48
Octobre	104,89	103,28	115,72	117,57	125,93	101,96	118,15	110,30
Novembre	104,39	109,78	114,42	127,57	126,67	107,04	127,30	114,08
Décembre	106,27	108,17	112,00	124,96	131,85	106,12	121,61	113,19
1984 Janvier	107,18	109,82	125,61	136,24	138,37	110,09	122,92	118,17
Février	109,07	108,80	120,96	130,41	135,63	109,10	130,36	117,67
Mars	105,91	107,05	120,00	129,15	136,14	105,87	117,93	114,39
Avril	103,05	111,38	112,78	123,66	131,68	104,91	120,87	112,64
Mai	110,09	120,86	125,97	128,67	136,55	104,54	120,79	118,33
Juin	104,04	115,33	115,13	128,58	135,13	115,21	124,14	116,86
Juillet	112,14	116,04	126,11	136,46	145,11	117,38	126,47	122,60
Août	109,61	119,08	118,61	133,37	139,52	113,85	123,51	119,64
Septembre	112,41	115,54	113,49	123,90	137,50	111,18	127,66	117,87
Octobre	109,61	121,26	123,46	127,49	140,35	111,25	125,39	119,92
Novembre	108,38	113,27	114,04	129,20	139,28	110,29	122,92	116,67
Décembre	110,10	115,30	113,88	131,08	137,94	111,12	132,39	118,70
1985 Janvier	103,33	109,63	115,65	132,63	131,66	109,29	117,75	114,16
Février	104,92	111,18	112,47	119,35	134,05	108,89	118,29	113,16
Mars	101,88	120,02	117,08	131,37	134,36	105,19	112,32	114,30
Avril	109,08	120,64	120,21	123,62	139,04	103,48	109,25	115,34
Mai	106,99	116,76	121,50	122,79	131,66	109,18	121,98	116,42
Juin	110,13	119,97	115,42	127,01	133,00	108,88	119,29	116,82

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1984		1985			1984		1985			1984		1985		
	Juin	4 ^e trim.	1 ^e trim.	2 ^e trim.	Juin	Juin	4 ^e trim.	1 ^e trim.	2 ^e trim.	Juin	Juin	4 ^e trim.	1 ^e trim.	2 ^e trim.	Juin
Ensemble des industries	- 23	- 26	- 26	- 25	- 24	- 27	- 25	- 26	- 26	- 27	+ 6	+ 7	+ 12	+ 15	+ 11
I. Biens de consommation	- 27	- 20	- 20	- 23	- 24	- 26	- 17	- 18	- 18	- 20	+ 8	+ 7	+ 18	+ 28	+ 24
II. Biens d'investissement	- 42	- 37	- 38	- 35	- 31	- 39	- 27	- 35	- 35	- 38	+ 19	+ 12	+ 7	+ 5	+ 4
III. Biens intermédiaires	- 9	- 27	- 27	- 28	- 26	- 18	- 31	- 35	- 32	- 32	- 1	+ 5	+ 5	+ 7	+ 4
Industrie textile	- 31	- 24	- 29	- 30	- 33	- 34	- 24	- 36	- 35	- 38	+ 8	+ 8	+ 16	+ 22	+ 26
dont : Laine	- 30	- 31	- 36	- 41	- 56	- 34	- 33	- 29	- 49	- 67	+ 20	+ 16	+ 24	+ 25	+ 28
Coton	- 37	- 34	- 35	- 42	- 39	- 44	- 39	- 49	- 50	- 51	+ 3	+ 8	+ 15	+ 19	+ 20
Bonneterie	- 35	- 28	- 12	+ 2	- 5	- 36	- 19	- 8	- 5	- 3	+ 6	+ 24	+ 14	+ 24	+ 46
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 34	- 18	- 25	- 37	- 37	- 14	- 4	- 21	- 21	- 21	+ 18	- 5	+ 4	+ 9	+ 5
dont : Chaussures	- 51	- 64	- 53	- 44	- 48	- 76	- 80	- 68	- 38	- 40	- 5	- 46	- 15	+ 17	+ 32
Habillement	- 30	- 9	- 20	- 35	- 35	- 9	+ 2	- 16	- 20	- 20	+ 20	+ 4	+ 9	+ 7	- 1
Industrie du bois et du meuble en bois	- 22	- 19	- 50	- 39	- 41	- 40	- 31	- 48	- 46	- 52	+ 25	+ 24	+ 36	+ 31	+ 31
dont : Bois	- 17	- 23	- 40	- 17	- 19	- 30	- 41	- 50	- 30	- 42	+ 6	+ 5	+ 29	+ 15	+ 10
Meubles en bois	- 27	- 17	- 57	- 53	- 56	- 47	- 26	- 46	- 55	- 58	+ 39	+ 38	+ 42	+ 42	+ 46
Papiers et cartons	+ 13	- 23	- 34	- 42	- 26	+ 40	- 25	- 42	- 61	- 33	+ 8	+ 14	+ 3	+ 19	+ 19
dont : Production de papier et carton	+ 28	- 9	- 34	- 58	- 35	+ 57	- 20	- 46	- 72	- 36	- 13	+ 6	+ 5	+ 33	+ 36
Transformation de papier et carton	+ 2	- 35	- 33	- 29	- 19	- 9	- 41	- 33	- 31	- 22	+ 22	+ 20	+ 2	+ 10	+ 7
Industrie du cuir	- 52	- 18	+ 6	- 49	- 67	- 63	- 25	+ 6	- 57	- 81	+ 39	+ 31	+ 31	+ 59	+ 49
Transformation de matières plastiques	+ 47	+ 18	+ 6	- 5	+ 9	+ 75	+ 49	+ 18	- 12	- 12	- 32	- 1	- 4	- 6	- 28
Raffinage de pétrole	- 46	- 57	- 21	- 57	- 19	+ 32	- 56	- 43	- 56	- 60	- 7	- 3	- 14	- 30	- 14
Production et première transformation des métaux	- 12	- 47	- 46	- 40	- 42	- 37	- 48	- 51	- 41	- 39	0	+ 2	- 5	+ 4	0
dont : Métaux ferreux	- 4	- 41	- 45	- 40	- 43	- 33	- 49	- 54	- 45	- 44	- 1	- 2	- 10	- 1	0
Métaux non ferreux	- 56	- 74	- 49	- 39	- 39	- 56	- 47	- 29	- 24	- 13	+ 5	+ 12	+ 7	+ 16	+ 2
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 20	- 20	- 27	- 16	- 18	- 2	+ 8	+ 6	- 4	- 15	+ 11	+ 11	+ 10	+ 13	+ 6
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 24	- 20	- 30	- 17	- 16	+ 3	+ 4	- 1	- 17	- 21	+ 14	+ 15	+ 13	+ 13	+ 2
Industrie chimique	+ 1	+ 4	+ 8	+ 7	+ 6	0	+ 6	+ 10	+ 11	+ 13	- 4	- 1	+ 4	- 3	0
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	+ 19	+ 18	- 13	0	+ 66	- 14	- 14	+ 13	+ 13	- 27	- 18	+ 1	+ 39	+ 40
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 44	- 27	- 12	- 20	- 13	- 24	- 21	- 25	- 18	- 21	+ 17	+ 25	- 3	+ 33	+ 24
Construction de machines et de matériel mécanique	- 27	- 29	- 23	- 21	- 27	- 36	- 23	- 29	- 29	- 42	+ 25	- 2	- 10	- 27	- 24
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 64	- 61	- 49	- 36	- 67	- 63	- 40	- 36	- 34	- 66	- 1	+ 18	+ 20	+ 20	+ 19
Machines-outils	+ 42	+ 100	+ 78	+ 85	+ 78	+ 100	+ 100	+ 18	+ 53	0	+ 100	0	- 50	- 100	- 100
Machines textiles	- 45	- 51	- 51	- 53	- 51	- 52	- 52	- 52	- 58	- 58	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes	- 41	- 38	- 23	- 21	- 20	- 32	- 12	- 8	- 5	- 4	+ 13	- 10	+ 10	- 4	- 16
Construction électrique et électronique	- 70	- 70	- 56	- 56	- 48	- 70	- 60	- 51	- 51	- 46	+ 37	+ 32	+ 26	+ 36	+ 40
dont : Construction électrique d'équipement	- 66	- 61	- 64	- 64	- 54	- 63	- 45	- 67	- 63	- 56	+ 30	+ 26	+ 19	+ 28	+ 34
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 82	- 87	- 28	- 29	- 29	- 81	- 87	- 25	- 25	- 25	+ 100	+ 67	+ 67	+ 100	+ 100
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	- 41	- 13	+ 27	+ 27	0
Construction d'autre matériel de transport	- 67	- 78	- 69	- 74	- 69	- 88	- 90	- 86	- 91	- 88	0	+ 51	+ 27	0	+ 15
dont : Construction navale	- 75	- 83	- 94	- 95	- 94	- 100	- 99	- 99	- 100	- 100	-	-	-	-	-
Construction de cycles et motocycles	0	- 36	0	- 42	- 20	0	- 29	+ 14	- 29	0	0	+ 51	+ 27	0	+ 15

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1984		1985			1984		1985			1984		1985			1984		1985		
Jun	Sept.	Déc.	Mars	Jun	Jun	Sept.	Déc.	Mars	Jun	Jun	Sept.	Déc.	Mars	Jun	Jun	Sept.	Déc.	Mars	Jun	
Ensemble des industries	7	8	7	3	4	75	80	81	82	81	2	2	2	2	4	8	6	6	9	7
I. Biens de consommation	15	13	13	4	6	65	76	78	82	86	2	3	2	2	3	3	3	2	7	1
II. Biens d'investissement	0	6	8	4	7	89	85	83	83	75	3	4	3	3	8	6	6	6	10	14
III. Biens intermédiaires	6	5	4	2	3	73	78	79	77	80	1	1	1	1	1	12	9	8	8	7
Industrie textile	9	14	7	5	9	72	67	74	78	78	3	3	2	3	4	12	12	8	7	5
dont : Laine	22	12	6	8	11	57	55	59	66	72	1	1	3	5	2	18	30	14	9	2
Coton	1	20	10	3	4	86	76	84	87	92	3	1	0	1	1	11	3	2	5	2
Bonneterie	7	2	0	0	1	78	81	78	72	72	4	1	3	7	16	5	7	7	8	7
Industrie des chaussures et de l'habillement	21	10	11	7	11	63	72	64	73	72	6	10	9	7	6	0	1	2	1	1
dont : Chaussures	31	0	1	0	29	60	88	90	91	62	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0
Habillement	19	12	12	9	7	64	68	59	69	75	7	12	11	8	7	0	1	3	1	2
Industrie du bois et du meuble en bois	18	24	23	8	6	67	65	68	77	83	1	0	1	0	1	11	5	5	7	7
dont : Bois	18	27	28	10	5	56	63	55	59	75	0	0	3	0	0	18	9	11	15	16
Meubles en bois	18	22	19	7	7	75	67	78	90	89	1	0	0	0	2	5	2	1	1	1
Papiers et cartons	21	0	0	3	0	43	71	84	83	89	1	8	4	0	1	17	15	8	10	4
dont : Production de papier et carton	28	0	0	6	7	12	58	78	73	84	0	7	0	0	0	26	30	16	21	4
Transformation de papier et carton	17	0	1	2	0	66	81	88	90	93	2	9	6	0	1	10	4	1	2	4
Industrie du cuir	7	16	0	0	29	76	77	93	86	71	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de matières plastiques	0	0	0	0	1	59	65	72	72	87	0	0	0	0	0	41	35	28	28	12
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	1	0	0	0	0	81	87	83	78	79	2	0	0	0	0	4	1	3	3	3
dont : Métaux ferreux	0	0	0	0	0	83	85	82	77	85	2	0	0	0	0	1	1	3	2	1
Métaux non ferreux	8	0	0	0	0	72	100	89	84	48	0	0	0	0	0	20	0	0	5	11
Industrie des produits minéraux non métalliques	0	12	11	3	3	76	73	75	76	75	0	1	1	0	11	22	14	14	21	21
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	0	15	14	0	4	80	77	80	82	74	0	1	1	0	12	17	7	6	17	22
Industrie chimique	0	0	0	0	0	97	95	96	93	96	0	0	0	0	0	1	0	0	1	1
Production de fibres artificielles et synthétiques	2	0	1	0	0	1	19	21	22	3	3	0	0	0	0	97	78	78	78	97
Fabrication d'ouvrages en métaux	7	5	8	6	9	85	80	82	70	67	0	2	1	1	7	3	7	5	20	15
Construction de machines et de matériel mécanique	1	4	5	7	9	89	88	83	78	73	9	6	10	11	13	0	6	6	9	9
dont : Machines et tracteurs agricoles	0	0	10	0	0	99	100	89	100	99	1	0	1	0	1	0	0	0	0	0
Machines-outils	0	0	0	0	0	42	50	50	22	22	58	50	50	78	78	0	50	50	78	78
Machines textiles	0	18	25	18	18	100	75	75	82	82	0	7	0	0	0	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	0	0	0	12	24	100	98	100	77	65	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction électrique et électronique	0	4	4	4	4	100	93	95	92	92	0	2	0	0	0	0	3	1	4	4
dont : Construction électrique d'équipement	1	0	0	1	1	99	95	98	93	93	0	4	0	0	0	0	5	2	6	6
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	0	0	0	0	0	100	100	100	100	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Construction d'automobiles et pièces détachées	37	38	38	0	0	62	62	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	6	0	0	6	6	94	98	100	94	94	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	0	0	0	100	97	100	100	100	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	36	0	0	36	36	64	100	100	64	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1984			1985		1984			1985		1984		1985		
	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juin	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juin
Ensemble des industries	+ 28	+ 30	+ 29	+ 31	+ 31	77,4	77,1	77,4	78,7	79,1	3,35	3,29	3,26	3,45	3,46
I. Biens de consommation	+ 33	+ 25	+ 28	+ 31	+ 37	80,4	80,5	79,7	82,0	81,8	2,53	2,46	2,45	2,56	2,61
II. Biens d'investissement	+ 42	+ 44	+ 41	+ 42	+ 31	69,7	70,8	72,8	73,3	75,5	4,74	4,87	4,76	5,10	5,06
III. Biens intermédiaires	+ 23	+ 19	+ 31	+ 27	+ 22	80,4	77,2	75,6	77,3	77,6	3,46	3,19	3,15	3,27	3,29
Industrie textile	+ 23	+ 26	+ 26	+ 28	+ 26	78,5	77,4	77,9	77,5	76,6	2,15	2,14	2,08	2,15	2,14
dont : Laine	+ 19	+ 26	+ 14	+ 24	+ 15	85,1	82,3	83,4	81,8	78,6	2,18	1,98	2,09	2,04	1,98
Coton	+ 26	+ 38	+ 36	+ 40	+ 29	78,1	76,3	76,2	76,3	75,5	2,17	2,13	2,07	2,11	2,08
Bonneterie	+ 26	+ 29	+ 36	+ 24	+ 28	71,5	68,6	71,0	73,1	74,6	2,00	2,29	2,28	2,57	2,44
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 39	+ 20	+ 23	+ 29	+ 32	80,8	82,8	81,8	84,0	81,5	1,98	2,10	1,83	2,04	1,96
dont : Chaussures	+ 46	+ 23	+ 53	+ 64	+ 25	76,0	79,5	78,1	84,0	74,4	1,44	1,31	1,31	1,81	1,79
Habillement	+ 38	+ 20	+ 17	+ 23	+ 33	81,8	83,5	82,5	84,0	83,0	2,09	2,26	1,94	2,09	2,00
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 44	+ 32	+ 28	+ 43	+ 43	80,5	83,5	83,2	79,0	81,9	1,54	1,62	1,43	1,54	1,55
dont : Bois	+ 32	+ 26	+ 17	+ 27	+ 33	82,8	84,1	84,7	82,0	82,6	1,87	1,95	1,73	1,98	2,01
Meubles en bois	+ 54	+ 37	+ 35	+ 54	+ 51	78,9	83,0	82,2	76,8	81,4	1,31	1,39	1,21	1,22	1,21
Papiers et cartons	- 17	+ 7	+ 11	+ 33	+ 29	90,3	87,3	86,3	86,4	84,2	1,91	1,41	1,68	1,50	1,48
dont : Production de papier et carton	- 15	- 12	- 12	+ 24	+ 33	96,8	94,6	94,7	93,5	89,9	2,23	1,71	2,30	1,77	1,64
Transformation de papier et carton	+ 4	+ 21	+ 29	+ 40	+ 25	85,5	81,8	80,0	81,0	79,8	1,66	1,18	1,20	1,29	1,35
Industrie du cuir	+ 7	+ 7	+ 14	+ 7	+ 7	88,2	81,4	87,1	91,0	87,8	2,25	2,50	2,73	2,36	2,15
Transformation de matières plastiques	- 14	- 29	- 12	- 18	+ 25	81,7	79,3	75,3	82,0	79,2	3,32	2,85	2,67	2,65	2,82
Production et première transformation des métaux	+ 44	+ 28	+ 60	+ 42	+ 23	76,9	71,4	67,4	70,7	72,4	1,98	1,68	1,66	1,91	1,95
dont : Métaux ferreux	+ 50	+ 25	+ 62	+ 49	+ 26	75,5	70,2	64,9	68,5	70,3	1,91	1,57	1,54	1,80	1,83
Métaux non ferreux	+ 13	+ 40	+ 25	+ 11	+ 8	83,9	77,8	80,0	81,9	83,1	2,34	2,21	2,26	2,46	2,56
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 13	+ 19	+ 31	+ 28	+ 16	77,0	77,0	76,7	78,1	81,2	1,96	1,66	1,91	1,94	1,92
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 24	+ 23	+ 38	+ 26	+ 15	74,5	76,3	75,4	76,7	80,2	1,76	1,42	1,77	1,84	1,83
Industrie chimique	+ 8	+ 5	+ 7	+ 12	+ 14	80,7	80,1	80,4	79,6	80,3	—	—	—	—	—
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 25	- 18	- 18	- 18	- 23	99,6	99,6	99,6	99,6	99,6	2,21	2,14	2,19	2,12	2,13
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 57	+ 59	+ 50	+ 41	+ 34	67,7	68,3	72,0	77,7	81,1	3,29	3,59	3,79	3,91	3,82
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 27	+ 29	+ 26	+ 24	+ 26	75,3	74,4	74,1	75,7	75,5	5,50	5,66	5,23	5,08	4,96
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 65	+ 64	+ 67	+ 80	+ 57	75,2	72,6	57,9	75,9	76,0	6,53	6,55	6,52	6,46	6,10
Machines-outils	0	- 50	- 50	- 78	- 78	97,9	87,5	87,5	97,7	96,6	13,83	12,33	9,88	7,80	7,88
Machines textiles	+ 18	+ 51	+ 51	+ 57	+ 51	84,5	85,9	85,9	84,4	85,5	5,00	5,48	5,27	5,43	5,46
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 38	+ 28	+ 36	+ 35	+ 44	69,0	67,5	67,9	65,6	66,3	4,23	3,75	3,73	3,57	3,48
Construction électrique et électronique	+ 52	+ 62	+ 57	+ 68	+ 55	70,1	70,3	72,7	73,1	72,3	5,61	5,63	5,69	6,09	6,57
dont : Construction électrique d'équipement	+ 53	+ 56	+ 50	+ 68	+ 47	64,4	61,4	66,3	66,5	65,5	5,26	5,40	5,07	5,54	5,93
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 51	+ 77	+ 76	+ 76	+ 75	84,0	83,3	81,6	82,3	81,7	6,57	6,40	7,36	7,72	8,48
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	0	0	0	88,6	86,4	87,2	90,7	91,5	2,59	2,60	2,60	2,60	2,60
Construction d'autre matériel de transport	+ 74	+ 88	+ 74	+ 68	+ 82	65,4	65,7	65,6	66,3	64,7	10,30	9,46	9,42	11,54	10,94
dont : Construction navale	+ 79	+ 100	+ 79	+ 73	+ 94	62,2	68,2	70,3	67,2	63,7	7,33	5,87	5,11	9,42	8,25
Construction de cycles et motocycles	+ 13	+ 31	+ 15	+ 15	+ 31	77,7	75,5	63,2	80,7	81,5	3,00	2,07	2,41	2,24	2,48

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

I -4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1984		1985			1984		1985			1984		1985		
	Juin	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juin	Juin	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juin	Juin	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juin
Ensemble des industries	- 4	- 4	- 4	- 10	- 7	- 3	- 11	- 9	- 10	- 9	+ 25	+ 28	+ 24	+ 18	+ 19
I. Biens de consommation	- 11	- 1	- 4	- 12	- 5	+ 7	- 3	- 7	- 5	- 6	+ 31	+ 35	+ 22	+ 22	+ 30
II. Biens d'investissement	0	- 6	+ 1	- 5	- 1	- 10	- 18	- 9	- 11	- 11	+ 25	+ 29	+ 25	+ 23	+ 25
III. Biens intermédiaires	- 2	- 8	- 11	- 13	- 16	- 10	- 15	- 15	- 14	- 14	+ 27	+ 23	+ 31	+ 15	+ 12
Industrie textile	- 9	- 8	- 16	- 14	- 16	- 6	- 5	- 6	- 5	- 7	+ 41	+ 37	+ 16	+ 13	+ 13
dont : Laine	- 12	+ 2	- 30	- 30	- 39	- 7	- 2	- 13	- 22	- 32	+ 40	+ 37	+ 19	+ 12	+ 21
Coton	- 9	- 15	- 18	- 14	- 14	- 2	- 6	- 7	+ 1	- 2	+ 34	+ 41	+ 15	+ 9	+ 3
Bonneterie	- 13	- 10	- 6	+ 11	+ 2	- 12	+ 1	- 3	+ 14	+ 8	+ 42	+ 33	+ 28	+ 27	+ 31
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 16	- 14	- 7	- 18	- 13	+ 4	+ 4	- 1	- 4	- 4	+ 37	+ 38	+ 34	+ 36	+ 38
dont : Chaussures	- 22	- 11	+ 1	- 40	- 33	+ 10	- 25	- 12	+ 7	+ 22	+ 31	+ 22	+ 29	+ 22	+ 25
Habillement	- 16	- 13	- 9	- 14	- 8	+ 3	+ 11	+ 1	- 7	+ 10	+ 38	+ 42	+ 36	+ 39	+ 41
Industrie du bois et du meuble en bois	- 7	- 4	- 10	- 23	- 28	- 2	- 15	- 14	- 12	- 15	+ 18	+ 37	+ 20	+ 16	+ 20
dont : Bois	+ 11	- 6	- 7	- 21	- 27	+ 22	- 17	- 6	- 3	- 7	+ 17	+ 43	+ 26	+ 25	+ 35
Meubles en bois	- 21	- 5	- 12	- 24	- 28	- 19	- 15	- 46	- 19	- 21	+ 19	+ 33	+ 14	+ 9	+ 9
Papiers et cartons	+ 9	- 21	- 27	- 22	- 4	0	- 2	- 11	- 10	- 2	+ 66	+ 42	+ 17	+ 2	- 6
dont : Production de papier et carton	+ 24	- 7	- 27	- 36	- 5	0	- 1	- 10	- 12	0	+ 83	+ 47	- 5	- 26	- 30
Transformation de papier et carton	- 3	- 33	- 28	- 12	- 5	+ 1	- 4	- 11	- 7	- 2	+ 54	+ 37	+ 33	+ 23	+ 11
Industrie du cuir	- 1	- 8	+ 28	- 24	- 55	0	- 5	- 6	- 39	- 55	+ 8	+ 1	+ 2	- 27	- 57
Transformation de matières plastiques	- 2	0	0	+ 11	+ 17	0	- 13	- 7	+ 8	+ 15	+ 25	+ 37	+ 18	+ 18	+ 32
Raffinage de pétrole	- 13	0	- 65	+ 22	+ 22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	0	- 11	- 11	- 20	- 24	- 25	- 28	- 28	- 29	- 30	+ 26	+ 10	+ 48	+ 17	+ 7
dont : Métaux ferreux	+ 5	- 12	- 12	- 19	- 27	- 31	- 34	- 34	- 34	- 35	+ 30	+ 13	+ 56	+ 22	+ 7
Métaux non ferreux	- 25	- 13	- 8	- 20	- 16	0	- 3	+ 2	- 2	- 5	+ 9	- 7	+ 8	- 5	+ 6
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 8	- 12	+ 18	0	- 3	- 12	- 26	- 6	- 13	- 15	+ 31	+ 30	+ 20	+ 37	+ 49
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 4	- 3	+ 18	0	- 2	- 15	- 28	- 8	- 15	- 17	+ 31	+ 21	+ 22	+ 41	+ 54
Industrie chimique	- 7	- 1	+ 7	+ 1	- 4	0	0	+ 1	0	0	+ 7	+ 5	+ 8	+ 8	+ 10
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 30	+ 6	0	0	0	+ 3	+ 6	0	0	0	+ 30	+ 65	+ 37	+ 63	+ 76
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 1	- 13	- 2	- 7	+ 7	0	- 12	- 3	- 6	- 2	+ 26	+ 32	+ 30	+ 35	+ 30
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 7	- 1	- 12	- 9	- 14	- 3	- 2	+ 2	+ 3	- 1	+ 20	+ 34	+ 23	+ 19	+ 22
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 26	- 1	- 7	+ 42	+ 44	- 98	- 6	+ 30	- 18	- 50	0	+ 42	0	0	0
Machines-outils	0	0	0	0	0	+100	+ 17	+ 12	+ 85	+ 78	+ 58	+ 50	+ 16	+ 78	+ 78
Machines textiles	0	- 5	- 53	- 53	- 75	+ 23	0	- 7	- 2	0	+ 23	+ 18	+ 20	+ 18	+ 18
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 24	+ 2	- 18	- 3	- 12	+ 17	- 10	- 4	- 1	0	+ 4	+ 40	+ 22	+ 3	+ 4
Construction électrique et électronique	- 15	+ 7	+ 2	- 8	+ 18	- 21	- 24	- 20	- 27	- 22	+ 20	+ 41	+ 25	+ 5	- 4
dont : Construction électrique d'équipement	+ 5	+ 4	+ 4	- 3	- 26	- 20	- 18	- 19	- 32	- 24	+ 30	+ 41	+ 35	+ 8	- 6
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 66	+ 7	- 7	- 30	- 11	- 28	- 44	- 25	- 19	- 19	0	+ 34	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 25	+ 38	0	0	0	+ 63	+ 25	0	0	0	+ 38	+ 29	+ 34	+ 21	+ 63
Construction d'autre matériel de transport	- 30	- 45	- 29	- 32	- 36	+ 10	- 42	- 40	- 7	- 6	+ 21	+ 23	+ 27	+ 32	+ 39
dont : Construction navale	- 21	- 25	- 20	- 18	- 27	+ 35	- 62	- 69	- 13	- 14	+ 3	0	+ 4	+ 26	+ 47
Construction de cycles et motocycles	0	- 22	+ 15	- 24	- 15	0	0	- 12	- 12	0	+ 0	+ 26	+ 49	+ 16	0

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	24,69	12,47	13,16	11,32	9,66	17,55	11,15	100,0
1982 Juillet	104,09	100,54	106,63	104,32	102,97	104,00	109,99	104,54
Août	104,11	101,20	105,00	105,06	102,50	104,25	110,14	104,51
Septembre	100,29	104,93	102,69	103,59	98,61	106,87	105,00	103,08
Octobre	101,59	109,49	104,21	103,79	103,24	104,99	114,56	105,37
Novembre	103,44	112,23	105,31	103,05	101,90	106,84	109,87	105,90
Décembre	102,66	112,58	107,19	104,93	106,72	106,90	104,47	106,09
1983 Janvier	100,74	106,47	105,04	108,69	104,49	101,51	97,79	103,09
Février	101,38	104,81	109,73	115,39	116,34	108,76	107,08	107,87
Mars	101,60	101,81	109,23	111,63	110,31	104,52	106,26	105,64
Avril	101,37	96,61	111,35	119,15	119,35	109,25	109,70	108,15
Mai	105,56	110,25	112,96	119,56	131,16	102,32	112,33	111,36
Juin	107,22	110,49	117,33	117,80	119,53	102,07	116,41	111,47
Juillet	104,86	100,92	117,09	117,01	121,04	109,94	117,83	111,25
Août	104,87	95,67	117,93	117,74	117,56	119,68	116,64	112,04
Septembre	102,60	106,45	116,16	119,45	122,72	115,17	128,50	113,81
Octobre	107,01	107,48	116,86	116,48	119,80	113,29	135,44	114,94
Novembre	106,26	111,80	117,96	134,76	124,49	115,14	135,97	118,35
Décembre	108,61	110,96	119,02	123,97	118,76	106,90	127,95	114,85
1984 Janvier	105,83	117,30	121,64	137,28	125,71	119,38	122,66	119,08
Février	109,23	106,16	117,99	132,86	126,85	109,87	130,83	116,90
Mars	103,30	97,10	110,10	125,96	122,36	107,08	120,47	110,41
Avril	101,51	109,14	111,52	122,15	122,98	108,39	123,25	111,82
Mai	101,56	117,06	108,53	121,34	121,11	109,57	115,75	111,53
Juin	99,64	111,44	109,41	122,85	124,41	116,86	126,31	113,41
Juillet	109,56	108,07	116,79	131,72	132,78	122,01	126,40	119,14
Août	106,27	113,00	107,83	130,38	129,17	111,73	120,98	114,85
Septembre	106,85	118,72	107,49	123,58	123,45	111,63	127,42	115,04
Octobre	108,44	115,03	116,70	121,58	120,83	110,51	124,76	115,22
Novembre	104,34	111,42	114,80	128,51	126,12	110,42	128,42	115,19
Décembre	110,05	115,97	114,18	130,84	123,95	104,10	132,71	116,51
1985 Janvier	105,01	112,22	110,50	128,07	122,69	115,07	127,55	115,23
Février	102,22	107,92	105,91	119,66	117,68	111,44	123,07	110,83
Mars	101,87	113,65	101,87	125,10	116,37	110,10	119,10	110,73
Avril	104,50	115,48	102,52	121,56	114,44	110,71	121,92	111,53
Mai	105,06	102,60	101,66	114,33	112,66	113,96	121,38	109,47
Juin	105,66	103,63	105,19	121,09	112,13	108,24	120,19	109,79

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,36	14,34	13,05	11,43	11,40	19,08	9,34	100,0
1982 Juillet	99,54	113,37	105,80	98,39	104,05	100,72	97,65	102,77
Août	99,07	111,62	97,82	97,34	94,05	104,42	96,29	100,70
Septembre	96,60	82,90	103,78	97,57	101,33	100,79	86,54	96,08
Octobre	92,37	90,80	100,38	93,48	97,62	100,53	82,02	94,51
Novembre	98,97	112,91	107,80	91,17	106,12	100,21	83,34	100,82
Décembre	98,27	103,09	97,01	93,34	93,61	99,09	86,79	96,79
1983 Janvier	106,08	102,33	94,71	102,87	104,14	94,36	94,77	100,18
Février	102,92	107,44	92,34	88,87	102,04	99,70	90,87	98,74
Mars	107,45	113,76	104,03	90,34	105,88	99,05	96,54	103,15
Avril	103,01	109,47	97,39	100,51	105,61	110,50	103,97	104,73
Mai	102,66	111,56	112,60	96,11	100,98	94,93	101,12	102,67
Juin	101,47	121,08	103,55	100,49	101,05	100,40	105,96	104,61
Juillet	100,91	119,74	112,96	100,24	109,35	103,32	101,69	106,60
Août	96,08	113,56	111,30	97,35	97,59	95,30	104,37	101,52
Septembre	99,58	104,76	120,25	119,46	103,09	90,38	114,77	105,36
Octobre	99,69	90,32	108,54	104,40	106,46	92,72	125,04	101,85
Novembre	102,74	104,06	111,82	124,00	107,88	101,52	133,08	109,73
Décembre	104,22	103,00	104,07	137,12	125,54	103,00	135,19	112,88
1984 Janvier	108,11	118,44	120,68	142,71	143,27	95,72	134,79	119,32
Février	108,81	114,87	110,00	133,02	126,77	106,13	138,23	116,89
Mars	102,85	110,02	104,10	136,34	127,58	100,34	120,88	111,89
Avril	97,88	119,80	106,31	143,40	127,16	103,00	125,23	114,20
Mai	113,09	125,96	117,69	137,85	132,20	95,60	135,73	119,32
Juin	105,37	103,30	108,19	153,31	141,23	107,88	133,16	118,08
Juillet	111,31	112,05	111,88	153,04	124,12	102,25	130,68	117,80
Août	111,15	128,21	121,17	138,44	123,32	112,22	134,72	121,82
Septembre	113,33	109,05	101,93	124,69	128,54	99,28	148,08	114,83
Octobre	103,31	121,03	122,34	135,13	138,53	108,64	125,40	119,07
Novembre	102,23	96,31	97,97	136,36	132,75	106,28	121,53	110,78
Décembre	100,20	106,74	102,92	126,61	130,65	108,71	137,61	113,10
1985 Janvier	87,40	109,67	95,35	112,85	107,37	107,53	114,73	103,21
Février	105,56	109,99	102,89	110,07	100,69	102,83	110,75	105,77
Mars	99,02	114,89	112,97	123,84	101,15	98,81	115,55	107,70
Avril	117,26	121,78	122,26	108,23	101,53	98,59	97,36	110,31
Mai	111,25	126,62	113,37	102,47	109,25	104,42	140,02	115,03
Juin	115,40	134,53	111,06	106,77	113,88	103,72	109,06	113,60

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 2)

Bruxelles (19 communes)

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	26,42	13,08	17,52	7,31	8,85	14,47	12,35	100
1982 Juillet	89,69	98,76	92,98	75,18	95,68	87,83	104,48	92,48
Août	100,25	109,56	96,06	75,58	84,03	76,18	98,57	93,80
Septembre	95,71	108,02	97,16	71,97	92,88	105,19	75,26	94,43
Octobre	105,01	114,30	110,12	68,34	73,61	136,29	97,19	105,22
Novembre	97,46	127,52	104,52	77,82	92,33	113,07	98,07	103,07
Décembre	97,51	138,80	100,93	87,62	84,45	109,52	104,94	104,29
1983 Janvier	97,19	120,73	94,63	111,91	106,71	101,44	103,80	103,17
Février	87,11	101,17	76,86	122,22	57,91	110,94	104,98	92,79
Mars	104,95	128,56	87,27	140,86	59,50	109,09	127,06	106,87
Avril	105,19	122,41	92,22	96,20	42,03	97,66	111,88	98,66
Mai	103,93	98,51	96,80	115,12	48,95	111,94	137,84	103,27
Juin	102,55	131,51	99,03	101,71	54,11	105,96	150,46	107,78
Juillet	90,75	154,19	102,10	136,29	62,49	127,10	139,96	113,20
Août	97,31	130,45	91,22	115,00	78,48	99,69	123,51	103,78
Septembre	107,71	111,41	82,69	125,23	41,26	107,75	123,87	101,21
Octobre	106,60	125,98	89,58	119,61	82,85	129,69	166,82	115,78
Novembre	109,19	130,04	90,59	107,43	97,88	123,49	193,99	120,07
Décembre	112,46	124,28	121,99	101,46	102,90	127,80	185,09	125,22
1984 Janvier	122,13	139,22	121,91	84,27	55,15	104,66	150,18	116,57
Février	125,55	154,90	127,16	124,09	87,44	138,58	136,38	129,41
Mars	131,37	127,94	121,62	106,94	79,47	106,08	132,28	119,29
Avril	109,80	118,79	91,34	91,43	76,21	94,84	131,15	103,90
Mai	105,79	125,37	90,45	122,47	86,02	106,59	151,51	110,90
Juin	84,48	116,80	97,89	115,24	74,18	127,59	149,08	106,61
Juillet	90,24	107,32	103,71	116,03	87,18	112,43	165,64	108,97
Août	100,51	118,07	106,63	106,03	67,61	138,91	160,59	114,35
Septembre	109,28	124,86	114,19	131,42	74,57	144,07	163,31	122,43
Octobre	103,38	125,46	107,96	99,72	78,70	131,88	172,49	117,28
Novembre	107,63	118,11	106,87	129,39	126,32	140,36	150,26	122,11
Décembre	103,83	118,89	108,31	132,01	116,43	119,26	154,36	118,23
1985 Janvier	111,16	127,61	112,50	157,82	132,07	136,81	162,96	128,92
Février	113,22	112,13	93,23	90,20	121,23	117,69	136,51	112,12
Mars	101,68	115,28	88,19	115,00	97,79	63,51	115,69	97,93
Avril	102,88	137,58	75,68	114,76	95,46	80,79	119,36	101,70
Mai	96,00	154,81	112,08	127,60	119,25	114,97	160,61	121,60
Juin	86,29	169,55	127,82	145,12	119,94	110,32	161,05	124,44

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1984		1985			1984		1985		
	Juin	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juin	Juin	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juin
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 21	- 22	- 21	- 24	- 23	+ 1	+ 9	+ 15	+ 17	+ 11
I. Biens de consommation	- 23	- 19	- 18	- 21	- 22	- 2	+ 7	+ 23	+ 23	+ 15
II. Biens d'investissement	- 46	- 46	- 44	- 44	- 38	+ 17	+ 17	+ 22	+ 21	+ 17
III. Biens intermédiaires	- 2	- 9	- 6	- 12	- 12	- 5	+ 5	+ 2	+ 2	0
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 28	- 17	- 25	- 34	- 34	+ 14	+ 10	+ 15	+ 22	+ 21
Industrie de la transformation du bois	- 31	- 17	- 54	- 44	- 49	+ 32	+ 30	+ 43	+ 39	+ 40
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	+ 26	- 2	- 14	- 30	- 38	+ 15	+ 22	- 12	+ 7	+ 18
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 10	+ 6	+ 9	+ 1	+ 4	- 13	- 5	0	- 5	- 8
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 39	- 38	- 42	- 6	- 1	+ 10	+ 16	+ 18	+ 13	+ 12
Industrie des fabrications métalliques	- 33	- 35	- 26	- 31	- 29	- 5	+ 10	+ 21	+ 21	+ 9
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 15	- 30	- 35	- 39	- 38	+ 10	+ 9	+ 9	+ 8	+ 9
I. Biens de consommation	- 18	- 34	- 32	- 34	- 35	+ 9	+ 3	+ 7	+ 12	+ 15
II. Biens d'investissement	- 24	- 18	- 29	- 35	- 32	+ 14	+ 12	+ 15	+ 6	+ 5
III. Biens intermédiaires	- 5	- 38	- 42	- 43	- 43	+ 1	+ 6	+ 1	+ 4	+ 5
dont :										
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 34	- 28	- 33	- 38	- 37	+ 27	- 9	- 6	+ 9	+ 22
Industrie de la transformation du bois	- 2	- 58	- 47	- 7	- 2	- 2	+ 28	+ 15	- 5	- 6
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	- 4	- 32	- 41	- 58	- 38	0	+ 23	+ 9	+ 33	+ 32
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 2	- 5	- 4	+ 6	+ 9	- 5	+ 1	+ 12	- 2	+ 1
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 5	- 20	- 21	- 31	- 32	+ 4	+ 9	+ 12	+ 10	+ 8
Industrie des fabrications métalliques	- 31	- 26	- 33	- 37	- 32	+ 21	+ 21	+ 28	+ 22	+ 19
BRUXELLES (19 communes)										
Ensemble des industries	- 44	- 39	- 39	- 36	- 28	+ 60	+ 19	+ 12	+ 23	+ 22
I. Biens de consommation	- 34	- 14	- 11	.	.	+ 50	- 5	+ 2	.	.
II. Biens d'investissement	- 53	- 38	- 48	- 39	- 30	+ 70	+ 33	+ 21	+ 21	+ 24
III. Biens intermédiaires	- 17	- 70	- 43	- 3	- 1	.	.	.	.	.
dont :										
Industrie du papier et carton (transformation) .	.	- 64	- 88	- 34	- 14	+ 14	- 41	- 47	- 22	- 29
Industrie des fabrications métalliques	- 52	- 41	- 38	- 34	- 27	+ 75	+ 21	+ 14	+ 27	+ 30

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1984			1985		1984			1985		1984		1985		
	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juin	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juin
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 27	+ 28	+ 27	+ 35	+ 41	80,6	79,9	79,6	79,5	80,3	3,45	3,64	3,42	3,62	3,60
I. Biens de consommation	+ 28	+ 28	+ 28	+ 32	+ 35	84,9	83,6	83,6	82,9	84,3	2,77	2,78	2,85	2,97	3,09
II. Biens d'investissement	+ 43	+ 46	+ 41	+ 51	+ 53	72,9	72,2	72,1	73,0	75,2	5,18	5,21	5,11	5,64	5,47
III. Biens intermédiaires	+ 15	+ 17	+ 18	+ 26	+ 39	82,9	83,1	82,9	82,9	81,1	4,36	4,06	4,14	4,12	4,10
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 29	+ 25	+ 26	+ 30	+ 38	82,3	80,5	80,8	80,2	80,2	2,15	2,20	2,07	2,14	2,13
Industrie de la transformation du bois	+ 43	+ 31	+ 26	+ 46	+ 51	80,5	84,1	83,3	78,3	82,2	1,57	1,68	1,48	1,64	1,65
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 3	- 8	0	+ 19	+ 46	87,4	87,7	85,5	86,2	83,1	1,99	1,53	2,28	1,86	1,75
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 51	+ 54	+ 62	+ 40	+ 41	73,5	75,5	69,5	72,7	80,7	2,82	2,26	2,52	2,66	2,57
Industrie des fabrications métalliques	+ 31	+ 38	+ 34	+ 41	+ 42	79,6	77,7	78,4	79,0	79,4	4,70	4,70	4,76	5,13	5,10
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 33	+ 37	+ 40	+ 48	+ 45	74,5	71,0	71,9	73,5	73,1	3,43	3,20	2,96	2,92	2,88
I. Biens de consommation .....	.	+ 34	+ 39	+ 64	+ 61	70,3	70,3	72,1	73,5	72,8	2,52	1,75	1,67	1,65	1,63
II. Biens d'investissement	+ 34	+ 29	+ 36	+ 43	+ 46	72,7	73,5	73,8	73,8	73,6	5,28	5,28	4,82	4,48	4,40
III. Biens intermédiaires	+ 37	+ 21	+ 61	+ 44	+ 19	77,8	69,7	65,9	69,1	71,3	1,82	1,48	1,41	1,63	1,62
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 2	+ 19	- 4	+ 11	+ 33	77,2	64,7	77,7	71,9	73,4	2,83	2,62	2,42	2,39	2,12
Industrie de la transformation du bois	+ 39	+ 49	+ 79	+ 85	+ 89	80,8	70,0	67,1	67,8	65,6	1,88	1,26	1,11	1,24	1,31
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 16	+ 25	+ 30	+ 43	+ 15	92,0	86,8	88,9	88,4	85,1	1,74	1,42	1,37	1,30	1,27
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 2	+ 9	+ 19	+ 27	+ 33	84,4	83,8	84,1	83,6	86,8	1,90	1,98	2,11	1,78	1,64
Industrie des fabrications métalliques	+ 45	+ 41	+ 45	+ 53	+ 55	69,7	69,4	69,2	70,9	69,9	5,50	5,48	4,97	4,74	4,72
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries ²	+ 56	+ 51	+ 53	+ 50	+ 38	76,9	75,6	75,0	75,7	81,8	3,82	3,78	3,34	4,29	5,06
I. Biens de consommation .....	.	+ 36	+ 54	.	.	70,1	70,1	66,4	.	.	3,29	1,89	.	.	.
II. Biens d'investissement	+ 61	+ 52	+ 50	+ 54	+ 26	77,9	79,9	81,3	79,3	82,6	4,78	5,23	4,38	5,55	6,60
III. Biens intermédiaires	+ 76	+ 63	+ 78	+ 63	+ 88	74,1	70,5	60,7	57,0	78,1	1,21	0,97	1,08	1,69	2,01
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	- 74	+ 11	+ 12	+ 12	+ 62	81,8	78,6	77,5	84,4	79,8	1,32	1,30	1,43	1,75	2,00
Industrie des fabrications métalliques	+ 65	+ 65	+ 60	+ 59	+ 36	77,9	74,8	74,9	75,5	82,3	4,50	4,40	3,90	5,06	6,02

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prévion de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prévion de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					H. Prévion des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1984		1985			1984		1985			1984		1985		
	Jun	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Jun	Jun	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Jun	Jun	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Jun
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	- 4	- 5	- 3	- 7	- 9	- 3	- 10	- 2	- 6	- 8	+ 25	+ 28	+ 23	+ 18	+ 22
I. Biens de consommation	- 1	- 3	- 3	- 9	- 7	+ 6	- 8	- 8	- 8	- 8	+ 13	+ 26	+ 14	+ 14	+ 23
II. Biens d'investissement	- 5	- 10	0	- 3	- 8	- 15	- 23	- 1	- 14	- 16	+ 29	+ 40	+ 36	+ 31	+ 35
III. Biens intermédiaires	- 4	- 3	- 5	- 7	- 10	+ 1	- 3	0	0	- 1	+ 29	+ 20	+ 23	+ 12	+ 12
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 5	- 10	- 11	- 12	- 11	- 4	- 2	- 6	- 8	- 9	+ 39	+ 36	+ 20	+ 22	+ 24
Industrie de la transformation du bois	- 12	- 5	- 16	- 25	- 31	- 9	- 15	- 18	- 16	- 20	+ 18	+ 34	+ 16	+ 12	+ 15
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	- 2	- 28	- 22	- 12	- 20	+ 2	0	- 9	+ 1	+ 1	+ 60	+ 42	+ 27	+ 21	+ 6
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 7	- 1	+ 1	+ 2	- 4	0	+ 1	+ 1	+ 3	+ 2	+ 10	+ 12	+ 11	+ 8	+ 11
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 18	- 32	+ 5	- 12	- 17	- 9	- 35	+ 28	- 4	- 8	+ 25	+ 29	+ 36	+ 34	+ 38
Industrie des fabrications métalliques	+ 4	- 2	0	- 3	- 4	- 2	- 17	- 4	- 11	- 12	+ 22	+ 36	+ 29	+ 23	+ 29
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	+ 1	- 8	- 9	- 16	- 17	- 15	- 22	- 21	- 18	- 17	+ 18	+ 21	+ 26	+ 17	+ 14
I. Biens de consommation	- 22	- 21	0	- 25	- 21	- 8	- 4	- 3	- 1	+ 1	+ 34	+ 62	+ 17	- 3	- 6
II. Biens d'investissement	+ 9	+ 2	- 6	- 8	- 4	- 7	- 22	- 12	- 8	- 5	+ 14	+ 11	+ 13	+ 16	+ 22
III. Biens intermédiaires	0	- 14	- 13	- 21	- 26	- 26	- 31	- 32	- 33	- 31	+ 20	+ 17	+ 36	+ 21	+ 10
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 1	+ 2	- 9	- 41	- 48	- 18	- 7	- 5	+ 4	+ 9	+ 79	+ 52	+ 43	+ 19	+ 27
Industrie de la transformation du bois	- 14	- 13	- 6	- 25	- 13	- 15	- 24	- 8	- 5	- 9	+ 49	+ 73	+ 16	+ 7	+ 11
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	+ 17	+ 3	- 10	- 13	+ 30	+ 2	0	- 12	- 18	- 2	+ 76	+ 39	- 7	- 17	- 25
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 3	- 1	+ 8	+ 5	+ 5	0	- 11	- 11	- 9	- 12	+ 13	+ 11	- 1	+ 17	+ 23
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 4	- 5	+ 15	+ 3	- 7	- 5	- 38	- 7	0	- 4	+ 24	+ 30	+ 24	+ 22	+ 36
Industrie des fabrications métalliques	+ 3	- 4	- 10	- 11	- 14	- 5	- 14	- 13	- 10	- 4	+ 14	+ 19	+ 14	+ 12	+ 14
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries	+ 24	+ 15	+ 8	+ 8	+ 31	+ 2	- 8	- 16	- 19	- 11	+ 55	+ 64	+ 50	+ 31	+ 34
I. Biens de consommation	- 6	+ 15	+ 8			+ 6	- 7	- 11			+ 43	+ 72	+ 36		
II. Biens d'investissement	+ 58	+ 37	+ 25	+ 26	+ 48	+ 1	+ 2	- 23	- 32	- 17	+ 74	+ 76	+ 52	+ 29	+ 36
III. Biens intermédiaires	- 58	- 56	- 60	- 11	+ 13	- 1	- 51	- 7	+ 22	+ 9	+ 7	+ 7	+ 54	+ 18	- 3
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	+ 26	- 22	- 35	- 44	- 53	- 8	- 29	- 12	- 22	- 35	+ 26	+ 22	- 10	- 21	- 33
Industrie des fabrications métalliques	+ 35	+ 25	+ 13	+ 18	+ 41	+ 1	- 6	- 18	- 23	- 14	+ 58	+ 70	+ 52	+ 30	+ 31

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Gros œuvre de bâtiments							Travaux de génie civil et travaux routiers					Ensemble de l'industrie de la construction ¹
	Evolution		Appréciation		Prévisions		Total	Evolution			Prévisions	Total	
	rythme d'activité	emploi	carnet de commandes	durée d'activité assurée	emploi	demande		montant des travaux exécutés	montant des nouveaux contrats	nombre de nouveaux contrats				emploi
Coefficient de pondération	21,3	22,8	13,9	10,4	13,0	18,6	100	26,0	23,7	34,3	16,0	100	2
1982 Juillet	92,02	76,10	92,17	60,89	76,51	71,07	80,69	98,73	105,18	102,55	59,18	95,27	85,06
Août	85,09	76,94	85,05	65,90	71,83	66,03	76,68	89,77	100,71	101,29	59,61	91,50	81,13
Septembre	84,92	80,80	92,71	69,93	78,20	66,32	80,23	88,30	99,88	97,13	61,59	89,81	83,10
Octobre	86,03	78,24	94,73	65,47	77,23	73,16	81,25	89,31	94,32	89,46	61,66	86,15	82,72
Novembre	90,34	66,80	91,08	59,12	84,15	74,84	80,31	89,83	88,95	86,80	61,76	84,12	81,45
Décembre	97,70	61,81	88,59	54,25	74,27	72,85	78,45	96,18	84,25	79,81	65,92	82,94	79,80
1983 Janvier	97,57	62,60	81,14	51,19	69,49	66,79	74,77	101,04	92,17	86,92	63,68	88,17	78,79
Février	81,94	63,76	77,49	52,02	60,09	64,84	69,26	87,69	87,95	87,13	53,99	82,20	73,14
Mars	86,26	74,25	76,70	57,04	66,08	71,89	74,06	85,56	90,74	90,40	50,44	82,85	76,70
Avril	77,97	75,12	74,18	52,59	69,84	77,03	72,82	85,56	91,17	86,69	51,72	81,89	75,54
Mai	86,23	77,28	82,85	46,17	68,41	79,94	76,54	79,82	101,24	92,47	51,44	84,69	78,98
Juin	88,98	85,47	79,80	57,26	71,66	80,12	79,18	81,58	90,88	89,13	56,97	82,45	80,16
Juillet	96,11	89,73	90,18	57,86	82,91	80,54	85,26	97,96	94,61	88,60	57,91	87,59	85,96
Août	95,27	86,23	98,69	51,97	79,90	77,60	84,98	91,15	88,27	81,42	60,37	82,24	84,16
Septembre	96,04	87,35	91,04	63,41	72,90	80,78	84,43	93,36	88,61	84,79	60,63	84,10	84,33
Octobre	93,11	79,20	87,77	43,12	68,42	82,01	79,46	93,11	88,25	83,36	55,12	82,58	80,40
Novembre	92,55	72,27	82,35	58,34	64,20	79,19	77,66	92,18	91,89	84,49	52,46	83,16	79,31
Décembre	97,97	72,58	81,53	57,96	60,19	81,67	78,57	91,84	90,94	82,77	50,65	81,97	79,59
1984 Janvier	96,54	74,58	87,19	41,83	68,55	86,63	80,16	89,94	78,77	86,21	46,50	79,11	79,84
Février	101,91	80,23	98,19	53,26	71,35	85,14	85,87	74,91	70,34	82,13	42,04	71,07	81,43
Mars	99,63	87,69	99,50	58,57	72,30	83,54	87,10	75,51	80,79	88,22	43,01	75,94	83,75
Avril	103,26	85,98	93,30	58,61	70,96	86,69	86,64	81,42	77,73	84,13	43,25	75,40	83,27
Mai	94,89	96,85	85,16	62,29	77,68	84,96	85,44	79,17	83,96	88,66	46,67	78,38	83,32
Juin	96,39	105,06	88,16	73,72	82,34	86,75	89,71	81,94	81,08	88,11	54,08	79,42	86,62
Juillet	91,89	103,28	91,71	66,26	90,67	92,35	90,66	89,89	81,89	90,32	61,09	83,57	88,53
Août	104,02	93,15	92,80	51,92	80,94	87,98	88,52	96,72	82,89	88,18	67,77	85,92	87,74
Septembre	97,96	85,43	97,49	61,13	85,33	89,16	88,99	89,05	84,70	91,91	74,92	86,75	88,32
Octobre	107,52	93,27	105,28	67,46	91,36	95,67	96,54	94,13	85,38	90,65	74,83	87,80	93,92
Novembre	103,63	89,97	109,46	65,02	74,24	94,36	93,47	102,07	101,22	96,66	76,86	96,01	94,23
Décembre	105,05	85,13	103,87	65,93	80,72	91,89	92,32	102,81	111,09	100,43	74,64	99,47	94,46
1985 Janvier	89,79	78,32	99,07	50,53	77,78	82,89	83,36	93,75	102,05	96,82	70,60	93,08	86,28
Février	90,80	99,15	96,20	58,45	82,55	84,26	87,51	84,20	98,38	93,13	64,86	87,53	87,52
Mars	109,85	104,82	103,40	74,63	92,17	93,93	98,74	86,27	99,18	90,98	64,14	87,41	95,34
Avril	124,29	110,44	119,29	86,93	102,18	99,63	109,87	89,61	88,54	86,23	67,10	84,62	102,29
Mai	133,03	118,05	111,05	95,94	103,58	105,50	113,12	99,44	81,73	84,92	67,91	85,27	104,76
Juin	120,19	114,89	117,51	97,04	106,31	103,42	111,50	99,24	86,37	87,30	66,71	86,94	104,13

¹ Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de

disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70%) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30%).

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1984		1985		
	Juin	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	Juin
A. Evolution du rythme d'activité¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 1	- 27	- 20	+ 25	+ 10
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 4	- 28	- 20	+ 23	+ 10
Bâtiments non-résidentiels	- 3	- 23	- 23	+ 29	+ 10
Génie civil et travaux routiers	—	—	—	—	—
B. Evolution du montant des travaux exécutés¹					
Gros œuvre de bâtiments	—	—	—	—	—
dont :					
Bâtiments résidentiels	—	—	—	—	—
Bâtiments non-résidentiels	—	—	—	—	—
Génie civil et travaux routiers	+ 16	- 21	- 24	+ 27	+ 18
C. Appréciation de la durée d'activité assurée²					
Gros œuvre de bâtiments	- 52	- 61	- 64	- 41	- 36
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 46	- 58	- 60	- 33	- 27
Bâtiments non-résidentiels	- 66	- 68	- 70	- 58	- 54
Génie civil et travaux routiers	- 70	- 65	- 66	- 58	- 55
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois³					
Gros œuvre de bâtiments	- 27	- 35	- 20	- 8	- 6
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 25	- 33	- 23	- 4	- 2
Bâtiments non-résidentiels	- 29	- 37	- 16	- 15	- 14
Génie civil et travaux routiers	- 31	- 41	- 38	- 25	- 31
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 5	+ 8	+ 14	+ 13	+ 16
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 4	+ 12	+ 18	+ 19	+ 25
Bâtiments non-résidentiels	+ 6	+ 2	+ 6	0	+ 1
Génie civil et travaux routiers	- 15	- 26	- 15	- 13	- 15

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution des ventes	Appréciation de l'évolution des ventes	Prévisions		Ensemble
			commandes aux fournisseurs belges	commandes aux fournisseurs étrangers	
Coefficient de pondération	23,1	20,9	30,6	25,4	100
1982 Juillet	94,51	101,71	108,66	111,30	104,61
Août	90,09	103,41	109,52	114,29	104,97
Septembre	95,19	109,93	106,06	109,68	105,28
Octobre	84,39	102,56	106,13	102,11	99,34
Novembre	100,22	109,08	103,67	98,65	102,73
Décembre	100,37	108,23	104,23	93,65	101,49
1983 Janvier	97,34	97,46	98,26	96,04	97,32
Février	91,63	91,80	96,96	99,41	95,28
Mars	88,32	86,41	94,24	100,40	92,80
Avril	66,63	77,06	90,40	83,45	80,36
Mai	88,50	71,68	82,93	90,77	83,86
Juin	70,78	68,28	86,91	93,17	80,89
Juillet	88,39	74,80	93,61	104,78	91,32
Août	101,12	90,10	97,53	107,34	99,30
Septembre	95,48	101,99	96,29	105,28	99,58
Octobre	99,48	101,99	96,34	105,37	100,54
Novembre	93,47	103,98	94,79	106,24	99,31
Décembre	90,10	93,78	100,97	111,21	99,56
1984 Janvier	106,25	106,81	108,12	107,17	107,17
Février	100,94	110,78	107,97	100,96	105,15
Mars	87,02	97,74	99,69	94,67	95,08
Avril	80,19	93,21	90,98	88,01	88,20
Mai	96,80	95,19	88,61	93,60	93,14
Juin	84,16	88,11	88,31	95,17	89,05
Juillet	97,83	85,00	95,74	92,86	93,25
Août	90,10	84,71	89,56	87,98	88,27
Septembre	87,06	82,45	89,85	89,28	87,52
Octobre	96,03	92,93	90,80	83,58	90,62
Novembre	81,81	84,71	88,88	82,05	84,64
Décembre	83,76	91,80	88,94	82,72	86,76
1985 Janvier	97,11	92,08	88,76	85,51	90,56
Février	93,45	91,51	86,94	92,67	90,85
Mars	98,06	106,24	96,20	109,20	102,03
Avril	89,22	101,14	87,66	102,34	94,56
Mai	91,98	105,68	86,16	107,03	96,88
Juin	90,78	98,31	82,82	97,38	91,59

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recensement de la population et des logements au 1^{er} mars 1981*. — *Annuaire démographique* (O.N.U.). *Revue internationale du Travail et Annuaire des Statistiques du Travail* (Bureau International du Travail). — *Ministère de l'emploi et du Travail* : « Aperçu de l'évolution de la population active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1979 ». — *Statistiques de la population active* (OCDE)

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Etudes Statistiques*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Yearbook of national accounts statistics* (O.N.U.). — *Comptes nationaux des pays de l'OCDE* — *Annuaire des comptes nationaux* (Office statistique des Communautés Européennes).
Enquêtes sur la conjoncture : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIV^e année, tome II, n^o 4, octobre 1969, p. 348-363; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1983, p. 3-31.

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, I.N.S., O.N.S.S., ONEM.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.823	9.837	9.842	9.855	9.863	9.849 ³	9.858	9.853
population active ²	4.030	4.056	4.081	4.140	4.156	4.173	4.197	4.213
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)⁴ :</i>								
1. <i>Demande d'emplois (population active) :</i>								
Total	+ 31	+ 26	+ 25	+ 59	+ 16	+ 17	+ 24	+ 16
Hommes	- 4	- 10	- 7	+ 15	- 11	- 11	- 6	- 9
Femmes	+ 35	+ 36	+ 33	+ 44	+ 27	+ 28	+ 30	+ 25
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁵ :								
Total	+ 37	+ 38	+ 36	+ 33	+ 29	+ 25	+ 26	.
Hommes	+ 21	+ 19	+ 17	+ 16	+ 20	+ 22	+ 24	.
Femmes	+ 16	+ 19	+ 20	+ 16	+ 10	+ 3	+ 3	.
1.2 du taux d'activité :								
Total	- 6	- 12	- 11	+ 26	- 13	- 8	- 2	.
Hommes	- 25	- 29	- 24	- 2	- 31	- 33	- 29	.
Femmes	+ 18	+ 16	+ 13	+ 27	+ 18	+ 25	+ 28	.
2. <i>Offre d'emplois (emploi)</i>								
par :								
2.1 les entreprises								
— agriculture, sylviculture et pêche ..	- 8	- 5	- 4	0	- 6	- 3	- 3	- 1
— industrie ⁶	- 46	- 41	- 42	- 27	- 20	- 48	- 32	- 20
— construction	+ 4	+ 2	- 4	+ 2	- 9	- 30	- 23	- 19
— services marchands sensibles à la conjoncture ⁷	- 3	+ 5	+ 6	+ 15	+ 9	- 9	- 8	0
— services marchands peu sensibles à la conjoncture ⁸	+ 17	+ 20	+ 16	+ 22	+ 15	+ 11	+ 10	+ 7
2.2 les services non-marchands ⁹								
2.3 l'étranger ¹⁰	- 3	- 1	- 1	- 1	- 1	- 1	- 1	0
3. <i>Chômage (1 - 2)¹¹ :</i>								
Total	+ 58	+ 34	+ 24	+ 14	+ 18	+ 93	+ 74	+ 55
Hommes	+ 16	+ 6	+ 8	- 1	+ 5	+ 60	+ 44	+ 31
Femmes	+ 42	+ 27	+ 16	+ 15	+ 13	+ 33	+ 31	+ 24

¹ A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Recensement au 1^{er} mars 1981.

⁴ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁵ Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

⁶ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁷ Services financiers, transports et communications, commerce, assurance, autres services fournis aux entreprises.

⁸ Professions médicales, gens de maison, réparations, services d'hôtellerie, de café et de restauration, autres services fournis aux particuliers et stagiaires en formation professionnelle.

⁹ Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

¹⁰ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

¹¹ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹						Taux de chômage ⁵	Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²	Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³			
	Chômeurs complets indemnisés			Autres chômeurs inscrits obligatoirement ⁴	Demandeurs d'emploi libres innocupés	Total			(f) = (a) à (e)	(h)	(i)	Emplois encore vacants ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite									
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus										
milliers d'unités						milliers d'unités						
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f) = (a) à (e)	(g)	(h)	(i)	(j)		
1977	84,9	121,9	57,5	23,1	13,4	300,8	7,5	—	11,5	3,4		
1978	91,4	141,3	49,5	25,8	16,3	324,3	8,1	—	13,2	4,2		
1979	93,4	153,9	47,1	27,3	18,9	340,6	8,3	—	15,0	5,7		
1980	102,7	172,6	46,6	27,3	19,6	368,8	8,9	—	14,6	5,9		
1981	126,3	218,5	47,0	39,9	22,6	454,3	10,9	—	11,6	4,4		
1982	146,1	263,0	47,5	51,2	27,3	535,1	12,8	—	10,4	4,0		
1983	156,4	299,4	49,2	56,3	28,2	589,5	14,0	—	10,3	6,2		
1984	149,0	313,7	49,7	57,5	25,9	595,8	14,2	—	10,8	8,0		
1983 2 ^e trimestre	155,2	291,7	49,0	25,4	27,4	548,7	14,1	—	11,3	6,2		
3 ^e trimestre	154,8	306,5	49,6	82,7	27,9	621,5	14,2	—	8,0	6,6		
4 ^e trimestre	150,8	308,8	49,4	77,8	28,4	615,2	14,2	—	10,9	6,7		
1984 1 ^{er} trimestre	160,7	310,0	49,6	40,6	27,2	588,1	14,1	—	11,4	6,7		
2 ^e trimestre	146,1	306,7	49,3	25,0	25,1	552,2	14,1	—	11,1	7,0		
3 ^e trimestre	148,4	320,2	49,9	80,7	25,5	624,7	14,2	—	10,6	7,9		
4 ^e trimestre	140,7	317,8	50,2	83,7	25,9	618,3	14,2	—	10,2	10,4		
1985 1 ^{er} trimestre	154,1	325,0	50,8	45,4	23,2	598,5	14,3	—	10,5	13,7		
2 ^e trimestre	140,8	297,4	38,9	28,7	21,1	526,9	13,2	32,8	14,2	18,7		
1984 Juillet	150,8	318,7	50,0	62,5	24,6	606,6	14,1	—	7,8	6,8		
Août	150,7	323,0	50,1	86,7	25,6	636,1	14,2	—	7,9	7,7		
Septembre	143,6	318,8	49,7	93,1	26,4	631,6	14,2	—	16,2	9,1		
Octobre	143,0	317,4	50,2	88,1	26,7	625,4	14,2	—	12,5	9,1		
Novembre	141,1	318,6	50,3	84,7	25,9	620,6	14,3	—	9,9	11,1		
Décembre	138,1	317,3	50,1	78,3	25,0	608,8	14,2	—	8,4	11,2		
1985 Janvier	149,5	329,6	50,9	65,0	24,4	619,4	14,6	—	7,7	12,0		
Février	157,9	324,7	50,9	39,5	23,0	596,0	14,3	—	10,7	13,0		
Mars	155,0	320,6	50,6	31,6	22,2	580,0	14,1	—	13,0	16,0		
Avril	149,0	305,5	40,8	28,8	22,1	546,2	13,5	26,6	14,6	17,6		
Mai	142,8	298,8	38,9	27,0	21,0	528,5	13,3	33,6	14,1	18,7		
Juin	130,6	287,7	37,2	30,3	20,1	505,9	12,9	38,3	14,0	19,7		
Juillet	142,8	283,3	36,7	71,5	20,6	554,9	13,0	42,6	10,3	17,9		

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de moi ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs, qui continuent à bénéficier des allocations de chômage, étaient inclus dans les colonnes (b) et (c) et donc dans le total (f) ; leur élimination des demandeurs d'emploi a donc pour effet de rompre la continuité des séries statistiques. Cette continuité peut être rétablie en ce qui concerne la colonne (f) en ajoutant aux chiffres de celle-ci ceux de la colonne (h). De même, les données du tableau permettent de calculer, à partir d'avril 1985, un taux de chômage (dessaisonnalisé) qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précédentes : il suffit de recalculer le taux de chômage pour le mois d'avril 1985 et chacun des mois ultérieurs suivant la formule :

$$\frac{[\text{colonne (f) + colonne (h)}] \times \text{colonne (g)}}{\text{colonne (f)}} = \text{taux de chômage.}$$

Soit, par exemple pour le mois d'avril 1985 :

$$\frac{(546,2 + 26,6) \times 13,5}{546,2} = 14,2 \text{ p.c.}$$

³ A partir de 1978, y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres dessaisonnalisés).

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. et Institut Economique Agricole.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	177	178	182	179	166	170	187	177
Autres céréales panifiables	26	24	21	19	15	14	16	16
Céréales non panifiables	204	197	195	193	191	177	170	168
Betteraves sucrières	94	110	116	117	130	124	109	117
Autres plantes industrielles	13	12	10	10	9	12	14	17
Pommes de terre	41	35	36	38	34	37	34	36
Autres plantes et racines tuberculifères	23	21	19	18	16	17	15	15
Prés et prairies	728	721	710	702	697	691	686	678
Cultures maraîchères	29	25	19	18	23	28	25	25
Cultures fruitières	13	13	12	12	11	11	11	11
Divers	111	111	112	112	117	123	133	136
Total ...	1.459	1.447	1.432	1.418	1.409	1.404	1.400	1.396
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	742	956	953	853	875	1.010	1.003	1.249
Avoine	115	136	119	109	109	153	80	92
Orge	676	765	767	807	752	745	670	873
Autres céréales	144	155	140	124	120	138	123	155
Betteraves sucrières	4.343	5.224	5.867	5.315	6.936	7.430	5.120	5.763
Pommes de terre	1.625	1.536	1.426	1.416	1.459	1.582	978	1.332
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	983	971	981	976	969	968	984	994
Autres bovidés	2.007	2.029	2.077	2.078	2.045	2.057	2.102	2.129
Porcs	4.893	5.076	5.125	5.173	5.112	5.040	5.314	5.230
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.663	2.818	2.888	2.904	2.948	2.963	3.091	2.961
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	842	879	919	952	974	941	979	

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Poissons de fond	29,4	31,3	35,3	29,8	25,7	26,0	24,9	27,8
Poissons pélagiques	1,5	0,1	0,0	0,0	2,5	7,6	9,3	5,4
Crustacés et mollusques	3,6	2,7	2,5	2,3	2,4	2,3	3,0	2,9
Total ...	34,5	34,1	37,8	32,1	30,6	35,9	37,2	36,1

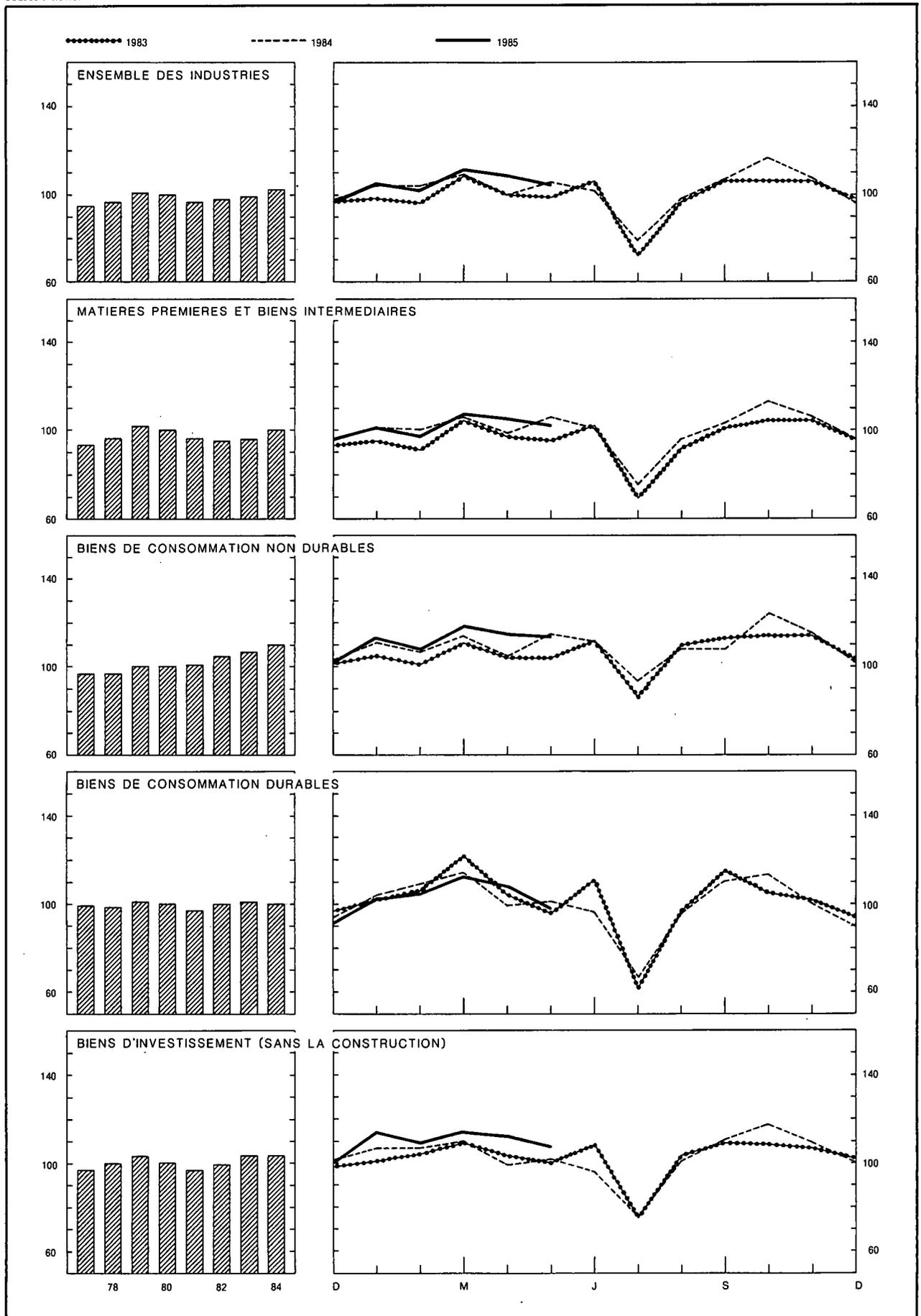
Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Statistiques agricoles* (I.N.S.). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S.



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1980 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³
		Industries manu- facturières	Industries extractives	Matières premières et biens inter- médiaires	Biens de consom- mation non durables	Biens de consom- mation durables	Biens d'inves- tissement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1984 et 1985	100,0	97,2	2,8	57,5	17,3	13,1	12,1	—	—
1977	95	94	116	93	97	99	97	100	—
1978	97	97	105	96	97	98	100	100	100
1979	101	102	97	102	100	101	103	100	98
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	98	94	96	101	97	97	94	94
1982	98	98	95	95	105	100	99	93	94
1983	99	100	89	96	107	101	103	91	91
1984 *	102	103	88	100	109	100	103	90	91
1983 1 ^{er} trimestre	101	101	99	97	106	110	105	90	90
2 ^e trimestre	101	102	87	98	107	103	104	95	95
3 ^e trimestre	92	92	76	88	103	92	96	85	84
4 ^e trimestre	103	104	95	101	111	101	106	93	94
1984 1 ^{er} trimestre	106	106	90	103	110	109	108	90	91
2 ^e trimestre	102	103	91	101	110	99	99	93	93
3 ^e trimestre *	94	94	80	92	103	91	96	84	82
4 ^e trimestre *	106	107	93	105	114	101	109	94	99
1985 1 ^{er} trimestre *	105	106	81	101	112	106	112	87	89
1984 Mai	106	106	106	106	115	101	102	97	99
Juin	101	102	83	100	112	96	96	93	90
Juillet	78	78	57	76	93	67	75	63	64
Août	98	98	93	96	108	96	101	92	88
Septembre *	106	107	90	103	108	110	111	97	95
Octobre *	116	116	107	112	123	113	117	105	106
Novembre *	107	108	97	105	116	100	109	96	99
Décembre *	96	97	73	96	102	90	102	82	92
1985 Janvier *	105	106	75	101	112	102	113	82	84
Février *	101	102	75	97	107	104	109	82	84
Mars *	110	110	93	106	118	112	114	98	98
Avril *	108	108	97	105	114	108	112	99	96
Mai *	104	105	87	102	113	98	107	96	99

¹ Non compris la construction.

² Y compris la construction.

³ Source : L'Echo de la Bourse.

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1984 et 1985 ¹	30,6	15,2	5,8	2,3	2,0	9,2	9,2	5,4	5,4	5,1	2,8	2,4	2,2	1,0
1977	96	95	88	103	103	94	88	101	94	98	105	91	95	112
1978	99	98	99	100	96	95	95	100	89	94	103	94	97	102
1979	103	106	107	102	102	98	97	100	97	93	103	101	98	103
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	101	98	96	89	104	94	87	97	98	97	101	100	87
1982	99	103	79	96	95	110	94	82	96	99	99	102	103	74
1983	101	107	82	96	93	111	98	78	103	97	98	105	103	62
1984	102	113	92	99	96	114	102	81	104	95	94	112	104	59
1983 1 ^{er} trimestre	104	109	82	101	97	102	100	65	113	103	118	109	101	59
2 ^e trimestre	102	109	87	95	100	110	95	87	109	105	95	110	101	63
3 ^e trimestre	94	99	70	86	78	112	89	78	84	80	95	95	107	63
4 ^e trimestre	105	112	90	102	96	118	107	80	107	98	86	106	103	63
1984 1 ^{er} trimestre	107	118	93	108	104	107	108	73	115	101	112	116	104	65
2 ^e trimestre	97	117	99	101	98	112	97	91	107	101	90	116	104	62
3 ^e trimestre	95	103	83	90	79	109	92	81	86	81	89	102	106	55
4 ^e trimestre	107	115	95	99	104	128	110	80	109	98	85	112	103	52
1985 1 ^{er} trimestre	112	122	88	103	103	105	111	60	111	94	105	112	110	54
1984 Mai	101	122	104	107	103	116	99	94	114	104	87	121	104	62
Juin	94	117	103	94	93	116	95	92	107	101	89	119	105	58
Juillet	75	88	74	74	63	101	87	68	62	55	63	79	105	53
Août	101	106	84	91	82	117	92	85	85	85	92	108	108	54
Septembre	110	116	91	105	92	109	97	91	110	103	111	118	103	58
Octobre	114	126	101	110	111	138	110	90	124	112	104	126	106	47
Novembre	108	115	97	98	107	132	110	77	112	96	81	113	105	49
Décembre	100	103	86	89	93	114	109	73	90	86	71	97	98	61
1985 Janvier	115	118	86	112	105	101	123	48	108	87	88	110	112	62
Février	109	119	80	99	99	101	102	57	108	91	103	108	106	58
Mars	112	128	97	100	105	112	107	75	117	103	123	118	111	42
Avril	110	126	92	.	105	115	95	90	114	107	97	113	111	24
Mai	106	116	95	.	98	117	101	85	105	97	77	111	119	40

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 %, 0,4 % et 0,2 % dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)	
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importations de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consommation intérieure	Production		Consommation intérieure
		Total ¹	Dont :									
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel								
1977	2.986	1.725	254	741	577	988	464	467	589	1.092	3.731	
1978	2.718	1.807	256	761	601	1.071	479	513	549	1.116	4.030	
1979	2.747	1.865	264	823	539	1.057	537	580	510	1.266	4.137	
1980	2.663	1.642	246	702	470	976	504	545	527	1.297	4.251	
1981	2.316	1.450	227	645	383	914	500	523	511	1.255	4.015	
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995	
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159	
1984	1.560	1.221	219	626	191	769	494	492	525	1.201	4.321	
1983 1 ^{er} trimestre	1.576	1.488	209	734	348	1.097	404	412	597	898	4.237	
2 ^e trimestre	1.666	1.188	217	522	266	635	437	443	459	1.052	4.037	
3 ^e trimestre	1.677	999	215	435	196	410	407	370	419	971	3.804	
4 ^e trimestre	1.688	1.455	235	739	275	924	455	437	558	1.223	4.560	
1984 1 ^{er} trimestre	1.740	1.452	211	806	249	1.087	471	476	566	1.126	4.574	
2 ^e trimestre	1.644	1.145	222	548	184	671	500	521	506	1.272	4.142	
3 ^e trimestre	1.461	1.095	223	520	158	478	492	465	452	1.212	3.903	
4 ^e trimestre	1.394	1.192	219	629	172	841	511	510	575	1.195	4.664	
1985 1 ^{er} trimestre	1.435	1.481	198	829	262	1.240	487	*471	600	*1.346	4.697	
1984 Mai	1.650	1.264	219	614	219	699	519	560	570	1.511	4.197	
Juin	1.530	973	218	413	157	536	498	539	427	1.145	4.041	
Juillet	1.408	926	220	413	137	411	503	476	381	1.173	3.680	
Août	1.443	1.104	233	504	160	433	481	448	493	904	3.897	
Septembre	1.531	1.255	215	643	177	589	493	471	484	1.558	4.133	
Octobre	1.263	1.209	235	587	188	718	517	514	639	1.504	4.684	
Novembre	1.311	1.160	224	574	195	807	495	503	625	1.039	4.674	
Décembre	1.609	1.208	197	726	133	997	522	513	462	1.041	4.635	
1985 Janvier	1.644	1.832	197	1.109	318	1.412	494	*472	609	*1.377	5.224	
Février	1.554	1.395	192	738	269	1.176	458	*442	581	*1.067	4.322	
Mars	1.106	1.217	204	641	199	1.130	508	*499	609	*1.595	4.545	
Avril						775	489		592		4.050	
Mai						623	513		506		4.313	

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1977	938	719	15,7	30,0	45,7	44,8
1978	1.050	785	16,0	31,4	47,4	46,9
1979	1.120	863	18,0	36,9	54,9	50,0
1980	1.027	793	17,5	35,6	53,1	52,3
1981	1.024	743	17,7	37,9	55,6	54,4
1982	825	614	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	846	595	19,0	47,3	66,3	67,7
1984	942	678	20,3	52,7	73,0	71,0
1983 1 ^{er} trimestre	840	598	20,0	49,3	69,3	68,3
2 ^e trimestre	891	633	17,7	47,5	65,2	70,3
3 ^e trimestre	730	516	18,2	40,9	59,1	59,8
4 ^e trimestre	899	634	20,1	51,9	72,0	72,8
1984 1 ^{er} trimestre	952	682	! 20,2	! 55,4	! 75,6	! 72,7
2 ^e trimestre	1.009	725	! 18,9	! 49,6	! 68,5	! 70,9
3 ^e trimestre	850	606	17,6	! 45,9	! 63,5	! 60,4
4 ^e trimestre	957	700	24,5	59,9	84,4	! 80,1
1985 1 ^{er} trimestre	* 892	669	* 20,9	* 58,7	* 79,7	* 78,0
1984 Avril	924	640	! 17,9	! 53,4	! 71,4	! 67,9
Mai	1.056	773	20,1	! 55,0	! 75,1	! 79,6
Juin	1.047	762	18,6	! 40,3	! 58,9	! 65,3
Juillet	807	469	! 14,2	! 32,2	! 46,4	! 43,5
Août	831	645	! 18,9	47,8	! 66,8	62,5
Septembre	911	704	! 19,6	! 57,7	! 77,3	! 75,0
Octobre	994	781	! 20,8	! 58,6	! 79,4	83,7
Novembre	997	702	! 22,5	! 60,1	82,6	! 77,7
Décembre	881	617	30,3	60,9	91,2	78,9
1985 Janvier	* 868	647	* 20,4	* 59,4	* 79,8	* 73,9
Février	* 814	632	* 19,5	* 56,7	* 76,2	* 76,3
Mars	* 995	727	* 22,9	* 60,0	* 82,9	* 83,8
Avril	* 931	721				

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme ; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1980 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1977	5,7	6,4	3.362	6,0	3.163	0,5	0,5	2.103	0,5	1.825	127
1978	5,5	6,2	3.357	5,5	3.015	0,7	0,6	2.262	0,5	1.941	118
1979	4,7	5,2	2.920	5,7	3.111	0,7	0,6	2.370	0,6	2.005	96
1980	4,0	4,2	2.358	3,9	2.191	0,7	0,6	1.866	0,5	1.654	100
1981	2,8	2,9	1.672	2,7	1.608	0,6	0,4	1.800	0,4	1.444	83
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	79
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	64
1984 .....	.	2,3	1.422	2,0	1.248	.	0,6	1.839	0,5	1.514	58
1983 1 ^{er} trimestre	1,8	1,9	1.191	2,0	1.176	0,6	0,4	1.684	0,4	1.434	—
2 ^e trimestre	2,1	2,2	1.292	2,8	1.705	0,8	0,6	1.891	0,5	2.269	—
3 ^e trimestre	1,5	1,7	1.080	2,1	1.284	0,7	0,6	1.805	0,5	1.472	—
4 ^e trimestre	1,6	1,9	1.165	2,5	1.409	0,6	0,5	1.613	0,6	2.215	—
1984 1 ^{er} trimestre .....	.	2,3	1.423	1,9	1.150	.	0,5	1.535	0,4	1.457	—
2 ^e trimestre .....	.	2,5	1.552	2,4	1.482	.	0,6	2.491	0,5	1.903	—
3 ^e trimestre .....	.	2,3	1.453	2,0	1.276	.	0,6	1.863	0,5	1.326	—
4 ^e trimestre .....	.	2,1	1.260	1,9	1.083	.	0,4	1.467	0,4	1.367	—
1985 1 ^{er} trimestre .....	.	2,5	1.565	1,8	1.109	.	0,4	1.655	0,4	1.982	—
1984 Avril .....	.	2,5	1.583	2,4	1.566	.	0,6	2.321	0,4	1.093	61
Mai .....	.	2,4	1.464	2,7	1.610	.	0,6	2.817	0,6	2.105	61
Juin .....	.	2,5	1.609	2,2	1.270	.	0,6	2.334	0,4	2.512	60
Juillet .....	.	2,7	1.725	1,4	915	.	0,7	2.163	0,4	948	60
Août .....	.	2,0	1.231	2,1	1.428	.	0,6	1.781	0,5	1.474	59
Septembre .....	.	2,2	1.403	2,4	1.484	.	0,5	1.644	0,5	1.557	* 58
Octobre .....	.	2,2	1.345	1,6	1.012	.	0,5	1.320	0,4	974	* 58
Novembre .....	.	1,7	1.058	1,7	973	.	0,4	1.302	0,3	898	* 57
Décembre .....	.	2,4	1.378	2,3	1.265	.	0,4	1.779	0,6	2.230	* 57
1985 Janvier .....	.	2,2	1.440	1,3	782	.	0,4	1.540	0,4	1.468	* 56
Février .....	.	2,4	1.489	1,2	713	.	0,4	1.214	0,3	1.284	* 55
Mars .....	.	3,0	1.767	2,8	1.832	.	0,4	2.210	0,5	3.194	* 56
Avril .....	.	.	.	.	.	.	* 0,6	.	.	.	* 56

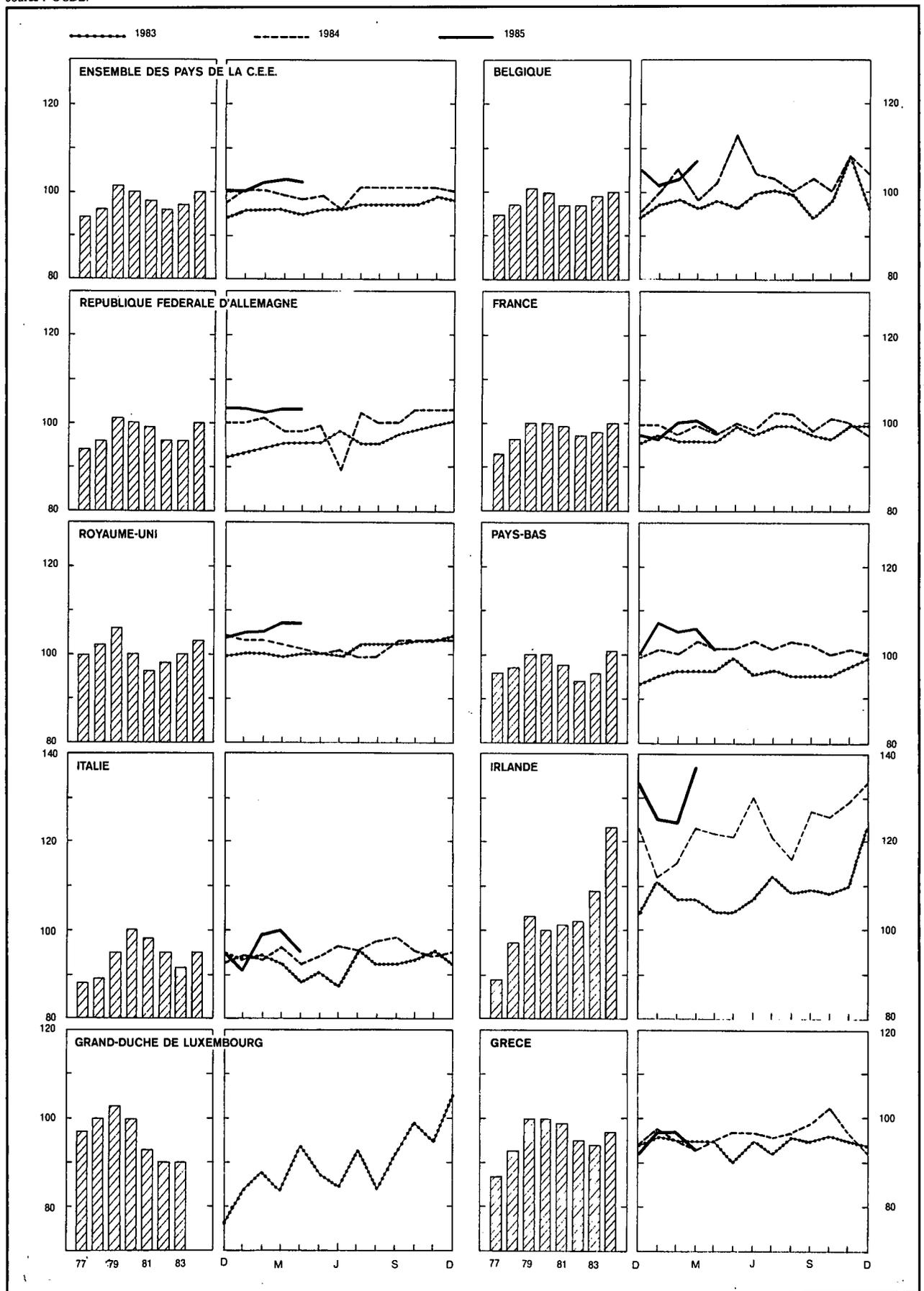
¹ Travaux publics et privés. Indices mensuels : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonné corrigé pour la composition inégale des mois. Indices annuels : moyenne de l'indice de la production non

désaisonné, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices généraux 1980 = 100
(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE.



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1980 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE

	Ensemble des pays C.E.E. (9 pays ¹)		Belgique		République Fédérale d'Allemagne ²		France		Royaume-Uni		Pays-Bas		Italie		Irlande		Grand-Duché de Luxembourg		Grèce	
	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³
1977	94	+ 1,9	95	0,0	94	+ 2,8	95	+ 2,8	100	+ 4,9	96	0,0	87	0,0	89	+ 9,2	97	+ 0,5	87	+ 1,8
1978	96	+ 1,8	97	+ 1,8	96	+ 1,8	96	+ 0,9	103	+ 3,7	97	+ 0,9	89	+ 1,8	95	+ 6,7	100	+ 3,3	93	+ 7,1
1979	101	+ 5,4	101	+ 4,5	100	+ 4,5	100	+ 4,4	107	+ 3,6	100	+ 2,8	95	+ 6,1	102	+ 6,3	103	+ 3,3	99	+ 6,6
1980	100	- 0,8	100	- 1,3	100	0,0	100	0,0	100	- 6,5	100	0,0	100	+ 5,2	100	- 1,5	100	- 3,4	100	+ 1,0
1981	98	- 2,2	97	- 2,8	99	- 1,5	99	- 1,0	96	- 3,6	98	- 2,0	98	- 1,6	102	+ 2,0	93	- 6,8	99	- 0,7
1982	96	- 1,7	97	- 0,2	96	- 2,9	97	- 2,0	99	+ 2,2	94	- 4,1	95	- 3,0	103	+ 0,3	90	- 3,6	95	- 4,4
1983	97	+ 0,7	99	+ 2,1	96	+ 0,7	98	+ 1,0	102	+ 3,3	96	+ 2,1	92	- 3,2	109	+ 6,4	90	0,0	94	- 0,6
1984	100	+ 2,9	103	+ 3,3	100	+ 3,4	100	+ 2,0	103	+ 0,9	101	+ 5,2	95	+ 3,4	123	+12,8	.	.	97	+ 3,2
1983 1 ^{er} trimestre	96	- 2,1	97	+ 0,4	94	- 3,8	96	- 0,3	100	+ 3,1	95	- 1,7	93	- 7,1	108	+ 6,4	85	- 9,9	95	- 4,0
2 ^e trimestre	96	- 0,7	101	- 0,4	96	- 1,0	97	0,0	100	+ 1,5	97	+ 1,4	90	- 4,7	106	+ 3,0	86	- 2,9	94	- 1,4
3 ^e trimestre	97	+ 2,0	98	+ 3,3	96	+ 2,5	98	+ 2,8	103	+ 3,4	95	+ 2,9	93	- 2,4	110	+ 7,4	93	+ 0,8	95	+ 3,2
4 ^e trimestre	99	+ 4,3	101	+ 4,6	99	+ 6,9	98	+ 2,4	104	+ 5,4	97	+ 5,1	93	+ 1,6	114	+ 9,8	97	+13,4	95	0,0
1984 1 ^{er} trimestre	100	+ 4,2	100	+ 2,7	99	+ 5,3	100	+ 2,0	104	+ 3,5	101	+ 6,3	94	+ 1,6	117	+ 7,9	.	.	97	+ 2,5
2 ^e trimestre	98	+ 1,6	105	+ 3,8	95	- 1,0	98	+ 0,1	102	+ 1,4	102	+ 5,2	95	+ 4,9	125	+18,3	.	.	97	+ 4,1
3 ^e trimestre	101	+ 3,8	101	+ 3,6	101	+ 5,2	100	+ 2,0	103	- 0,3	102	+ 7,4	97	+ 4,1	121	+10,5	.	.	98	+ 3,3
4 ^e trimestre	101	+ 2,2	104	+ 2,9	103	+ 4,0	100	+ 1,0	103	- 0,7	100	+ 3,1	95	+ 1,8	129	+13,7	.	.	97	+ 2,9
1985 1 ^{er} trimestre	102	+ 1,9	104	+ 3,5	103	+ 4,0	98	- 1,3	105	+ 1,1	106	+ 5,3	96	+ 2,4	128	+10,6	.	.	96	- 1,2
1984 Avril	98	+ 1,8	102	+ 0,6	98	+ 3,2	97	+ 1,0	102	+ 2,1	101	+ 5,2	92	- 0,8	123	+17,8	.	.	96	+ 1,6
Mai	100	+ 3,6	111	+ 5,5	99	+ 4,2	100	+ 2,0	102	+ 0,4	101	+ 2,0	96	+ 7,5	123	+16,3	.	.	98	+ 8,7
Juin	96	- 0,7	102	+ 5,2	89	-10,1	98	+ 1,0	102	+ 2,4	103	+ 8,4	97	+ 8,3	130	+21,3	.	.	97	+ 2,1
Juillet	101	+ 3,9	101	+ 1,4	102	+ 8,5	103	+ 5,1	102	- 0,8	100	+ 4,2	95	+ 0,3	121	+ 9,2	.	.	96	+ 4,8
Août	101	+ 3,8	100	+ 0,6	100	+ 4,2	103	+ 5,1	102	- 0,6	103	+ 8,4	97	+ 5,2	116	+ 6,6	.	.	97	+ 1,2
Septembre	101	+ 3,8	103	+ 9,1	101	+ 3,1	100	+ 3,1	103	- 0,3	102	+ 7,4	98	+ 7,0	127	+15,9	.	.	99	+ 3,9
Octobre	101	+ 3,8	100	+ 1,5	102	+ 5,2	101	+ 5,2	103	- 0,3	100	+ 5,3	96	+ 3,0	126	+13,7	.	.	103	+ 7,7
Novembre	101	+ 1,6	108	- 0,7	103	+ 4,0	100	0,0	103	- 0,6	101	+ 4,1	94	- 0,2	129	+17,2	.	.	97	+ 2,9
Décembre	100	+ 1,3	105	+ 8,7	102	+ 2,0	97	- 2,0	104	- 1,0	100	+ 1,0	95	+ 2,8	133	+10,8	.	.	92	- 2,1
1985 Janvier	100	0,0	101	+ 1,4	103	+ 4,0	95	- 5,0	104	- 0,6	108	+ 6,9	91	- 3,1	125	+10,3	.	.	97	- 2,8
Février	102	+ 2,1	103	- 1,3	102	+ 1,0	99	0,0	105	+ 0,4	105	+ 5,0	99	+ 6,9	124	+ 7,3	.	.	97	+ 0,1
Mars	103	+ 2,0	107	+10,9	103	+ 5,1	101	+ 1,0	107	+ 3,5	106	+ 3,9	100	+ 3,4	137	+12,8	.	.	93	- 0,9
Avril	102	+ 3,7	.	.	103	+ 5,2	98	+ 1,1	107	+ 5,0	101	0,0	95	+ 2,8	.	.	.	.	.	.

¹ Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas, Irlande, Grand-Duché de Luxembourg et Grèce. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

³ Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou la période correspondante de l'année précédente.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Service de Conjoncture (IRES)*. — *L'Echo de la Bourse*. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques (OCDE)*.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales	minerais		
	(millions)		(milliers de tonnes)			(millions)	
1977	—	541	4.861	1.355	1.005	337,4	59,4
1978	595	593	5.266	1.362	1.132	374,8	65,9
1979	580	711	6.157	1.597	1.327	401,7	70,0
1980	580	667	5.922	1.607	1.230	404,3	70,0
1981	590	628	5.803	1.617	1.190	433,5	76,8
1982	573	566	5.200	1.541	949	440,4	80,6
1983	553	572	5.275	1.485	877	441,4	81,6
1984	537	659	5.903	1.647	1.001	456,5	86,2
1983 1 ^{er} trimestre	561	537	5.150	1.562	781	371,0	72,9
2 ^e trimestre	580	602	5.561	1.475	981	447,1	82,1
3 ^e trimestre	511	460	4.190	1.169	712	560,5	91,7
4 ^e trimestre	557	689	6.140	1.734	1.034	386,8	79,9
1984 1 ^{er} trimestre	542	653	5.852	1.689	965	370,7	78,2
2 ^e trimestre	542	650	5.908	1.637	992	475,1	88,1
3 ^e trimestre	514	619	5.512	1.521	1.015	575,9	94,9
4 ^e trimestre	551	714	6.339	1.741	1.033	404,2	83,8
1985 1 ^{er} trimestre	537	669	5.919	1.497	1.156	382,8	82,2
1984 Mai	543	681	6.367	1.674	1.184	447,9	89,3
Juin	544	635	5.863	1.675	941	506,7	88,4
Juillet	510	594	5.285	1.443	1.000	609,7	98,5
Août	516	584	5.303	1.459	932	601,0	97,7
Septembre	517	679	5.947	1.661	1.112	517,0	88,4
Octobre	570	706	6.399	1.833	1.057	457,5	86,4
Novembre	536	754	6.681	1.748	1.010	368,7	82,6
Décembre	546	683	5.936	1.642	1.032	386,5	82,4
1985 Janvier	528	629	5.367	1.330	1.005	387,9	77,2
Février	531	637	5.834	1.471	1.129	311,3	173,4
Mars	553	742	6.556	1.689	1.335	449,3	96,0
Avril	550	688	6.080	1.645	1.163	473,6	95,0
Mai	558	719	6.438	1.713	1.203		

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : Stad Antwerpen - Havenbedrijf [col. (1)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ²	
	Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes mé- triques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1977	5.686	3.107	2.729	737	927	300	2.090	651	126	8.410	480
1978	8.157	3.027	2.677	1.083	1.001	245	3.500	698	136	8.354	495
1979	8.628	3.440	2.663	1.273	1.184	297	3.764	745	149	8.450	492
1980	8.558	3.603	3.033	1.310	1.205	282	4.017	815	164	8.411	488
1981	8.718	3.479	3.024	1.392	1.234	274	3.781	635	174	8.100	454
1982	9.390	4.015	2.815	1.578	1.513	283	3.405	356	156	7.549	417
1983	9.083	3.707	2.705	1.659	1.275	263	3.384	330	160	7.602	414
1984	9.736	3.977	3.182	1.800	1.549	411	3.371	344	211	8.224	437
1983 1 ^{er} trimestre ..	8.878	3.547	2.687	1.590	1.187	158	3.219	262	163	6.904	398
2 ^e trimestre ..	9.280	3.785	2.796	1.647	1.353	291	3.571	390	164	7.646	425
3 ^e trimestre ..	8.464	3.353	2.366	1.593	1.243	316	3.321	307	141	7.706	389
4 ^e trimestre ..	9.709	4.141	2.971	1.864	1.317	286	3.427	361	174	8.152	445
1984 1 ^{er} trimestre ..	9.256	4.193	3.278	1.561	1.562	448	3.347	301	199	7.475	411
2 ^e trimestre ..	9.974	4.250	3.201	1.767	1.397	340	3.229	381	193	8.614	457
3 ^e trimestre ..	9.592	3.653	3.001	1.930	1.690	335	3.131	301	205	7.918	419
4 ^e trimestre ..	10.121	3.811	3.247	1.944	1.547	521	3.777	393	246	8.889	461
1985 1 ^{er} trimestre ..	9.575									6.468	359
1984 Mai	10.444	4.766	3.215	1.821	1.246	332	3.064	431	185	8.882	431
Juin	9.893	3.944	3.242	1.826	1.555	411	3.279	421	204	8.389	488
Juillet	9.497	4.143	3.007	1.880	1.285	242	2.339	301	204	7.583	366
Août	9.308	3.297	2.958	1.993	1.729	233	3.501	258	250	7.887	422
Septembre	9.972	3.519	3.037	1.918	2.057	529	3.554	344	162	8.283	469
Octobre	10.660	4.152	3.407	1.976	1.672	538	4.174	403	269	9.749	460
Novembre	9.340	3.937	3.168	1.974	1.675	498	3.651	450	206	9.983	430
Décembre	10.363	3.344	3.167	1.881	1.295	528	3.506	327	262	8.934	494
1985 Janvier	9.549									5.369	284
Février	9.015									6.197	347
Mars	10.160									7.837	447
Avril	9.774										
Mai	10.005										

¹ Jusqu'en 1977, milliers de tonnes de jauge nettes suivant la méthode de mesure belge; à partir de 1978, milliers de tonnes de jauge brutes.

² Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1977	2.434	1.798	82	170	85	118	46
1978	2.203	1.617	68	163	85	103	41
1979	2.114	1.545	57	164	82	93	43
1980	2.158	1.560	73	159	93	99	41
1981	2.235	1.635	74	160	93	97	41
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1983	2.528	1.783	75	256	105	110	50
1984	2.361	1.633	62	250	98	108	59
1982 4 ^e trimestre	786	393	41	114	49	42	36
1983 1 ^{er} trimestre	582	266	32	98	35	34	27
2 ^e trimestre	2.207	1.478	68	210	134	117	56
3 ^e trimestre	5.770	4.456	90	547	183	207	73
4 ^e trimestre	829	401	39	129	58	37	41
1984 1 ^{er} trimestre	624	277	34	105	40	38	32
2 ^e trimestre	2.138	1.391	71	211	122	122	68
3 ^e trimestre	5.842	4.461	102	565	173	221	87
4 ^e trimestre	839	403	40	120	58	50	49
1983 Décembre	735	415	31	117	31	30	27
1984 Janvier	538	236	28	102	29	31	30
Février	542	224	33	93	37	34	30
Mars	791	371	42	119	53	48	35
Avril	1.485	920	63	137	95	88	51
Mai	1.936	1.208	79	186	141	106	68
Juin	2.992	2.046	72	310	130	172	86
Juillet	8.390	6.532	100	905	184	324	95
Août	6.956	5.487	139	581	190	216	86
Septembre	2.181	1.364	66	209	145	124	81
Octobre	955	406	47	141	86	66	68
Novembre	767	354	41	101	53	47	46
Décembre	795	449	33	118	36	36	33

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Super-marchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1977	82	78	86	113	85	82	86	74	82	93
1978	85	85	88	104	89	87	87	80	86	95
1979	92	93	93	102	98	87	87	92	92	99
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	* 104	108	105	86	110	97	99	106	105	97
1982	* 113	117	112	79	118	106	103	117	113	95
1983	* 109	125	117	57	119	107	93	120	113	89
1984	* 113	130	124	52	124	111	101	125	118	87
1983 1 ^{er} trimestre	* 105	116	105	63	114	95	85	119	107	87
2 ^e trimestre	* 110	125	115	55	118	112	91	121	113	91
3 ^e trimestre	* 105	121	119	56	118	98	93	113	109	85
4 ^e trimestre	* 117	137	129	54	125	123	105	126	122	93
1984 1 ^{er} trimestre	* 108	122	118	52	118	95	90	129	113	85
2 ^e trimestre	* 115	129	123	52	125	118	101	125	120	89
3 ^e trimestre	* 106	127	124	53	120	103	100	115	112	82
4 ^e trimestre	* 122	143	131	53	132	130	115	131	128	93
1985 1 ^{er} trimestre	* 110	128	119	49	121	99	90	133	116	82
1984 Avril	* 112	127	117	51	120	124	94	121	116	86
Mai	* 116	131	122	51	124	114	103	131	121	90
Juin	* 117	130	129	54	132	115	106	123	122	90
Juillet	* 100	127	125	56	116	105	94	107	108	79
Août	* 102	126	127	55	124	85	97	112	109	80
Septembre	* 116	129	120	49	120	120	108	125	120	87
Octobre	* 119	136	125	52	125	128	107	131	124	90
Novembre	* 108	131	122	50	122	107	98	119	114	83
Décembre	* 139	161	147	57	148	154	139	143	146	105
1985 Janvier	* 109	127	120	49	120	108	84	129	114	82
Février	* 102	118	111	47	113	77	85	127	107	76
Mars	* 120	139	126	50	129	112	102	144	126	88
Avril	* 121	139	121	52	125	132	102	138	127	89

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1982 1 ^{er} semestre	1.397	755	309	333	69,3	6,8	36,7	25,8	22,0	3,0	10,8	8,2
2 ^e semestre	1.261	638	310	313	67,6	6,2	36,1	25,3	17,8	2,5	9,1	6,2
1983 1 ^{er} semestre	1.366	758	318	290	73,6	6,3	39,4	27,9	23,4	3,0	12,1	8,3
2 ^e semestre	1.398	800	320	278	72,6	6,3	39,4	26,9	21,2	2,9	10,8	7,5
1984 1 ^{er} semestre	1.322	715	337	270	80,3	6,0	43,7	30,6	27,9	3,1	14,3	10,5
2 ^e semestre	1.406	812	322	272	79,8	6,2	42,8	30,8	22,8	3,2	11,8	7,8

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1982 1 ^{er} semestre	65	50	6	9	1,4	0,3	0,6	0,5
2 ^e semestre	75	59	6	10	1,4	0,3	0,5	0,6
1983 1 ^{er} semestre	73	61	6	6	1,3	0,4	0,5	0,4
2 ^e semestre	77	66	6	5	1,2	0,3	0,5	0,4
1984 1 ^{er} semestre	69	59	5	5	1,0	0,3	0,4	0,3
2 ^e semestre	75	66	5	4	1,1	0,3	0,4	0,4

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Contrats (milliers)										
1982 1 ^{er} semestre	753	3	1	1	73	13	7	143	139	5	355	13
2 ^e semestre	578	3	1	1	48	11	5	126	115	5	248	15
1983 1 ^{er} semestre	751	3	1	0	69	14	7	169	124	5	346	13
2 ^e semestre	698	3	1	1	55	13	7	126	129	4	345	14
1984 1 ^{er} semestre	732	3	1	1	77	16	6	152	134	6	322	14
2 ^e semestre	728	3	1	0	54	14	6	132	135	5	364	14
Crédits accordés (milliards de francs)												
1982 1 ^{er} semestre	22,0	1,3	0,3	0,3	13,0	1,2	0,2	0,2	0,7	1,4	2,8	0,6
2 ^e semestre	17,8	1,2	0,2	0,2	9,3	1,2	0,2	0,2	0,6	1,3	2,8	0,6
1983 1 ^{er} semestre	23,4	1,6	0,3	0,2	13,6	1,5	0,2	0,2	0,7	1,5	2,9	0,7
2 ^e semestre	21,2	1,3	0,3	0,3	11,4	1,5	0,2	0,3	0,8	1,2	3,2	0,7
1984 1 ^{er} semestre	27,9	1,7	0,4	0,3	16,4	1,9	0,2	0,3	0,8	1,7	3,1	1,1
2 ^e semestre	22,8	1,6	0,4	0,1	11,7	1,7	0,2	0,3	0,9	1,7	3,3	0,9

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION¹

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1982	2	403	9	10.769	12.485	8	23.676	1.717	25.393
1983	2	389	9	12.360	13.764	8	26.532	1.408	27.940
1984	2	343	10	13.791	16.149	7	30.302	1.285	31.587
1983 2 ^e trimestre	2	392	9	12.793	13.439	6	26.641	1.471	28.112
3 ^e trimestre	2	340	8	12.129	12.672	4	25.155	1.292	26.447
4 ^e trimestre	2	397	9	13.368	15.664	2	29.442	1.440	30.882
1984 1 ^{er} trimestre	2	364	11	12.643	16.115	11	29.146	1.338	30.484
2 ^e trimestre	1	352	10	13.800	15.645	7	29.815	1.340	31.155
3 ^e trimestre	1	337	9	13.643	15.370	3	29.363	1.201	30.564
4 ^e trimestre	2	319	8	15.078	17.469	6	32.882	1.262	34.144
1985 1 ^{er} trimestre	2	353	8	13.828	16.294	2	30.487	1.219	31.706
2 ^e trimestre	2	337	7	15.669	17.079	2	33.096	1.276	34.372
1984 Juin	1	323	10	13.867	16.326	6	30.533	1.290	31.823
Juillet	1	405	7	14.025	16.051	4	30.493	1.343	31.836
Août	1	311	11	13.810	14.855	2	28.990	1.168	30.158
Septembre	2	295	8	13.096	15.202	2	28.605	1.093	29.698
Octobre	2	379	10	15.849	17.599	1	33.840	1.360	35.200
Novembre	2	293	7	14.082	17.049	6	31.439	1.163	32.602
Décembre	2	284	6	15.304	17.759	12	33.367	1.262	34.629
1985 Janvier	2	414	8	14.562	17.749	2	32.737	1.296	34.033
Février	2	295	7	12.596	15.114	2	28.016	1.115	29.131
Mars	2	351	8	14.326	16.018	2	30.707	1.246	31.953
Avril	2	357	8	16.438	17.201	2	34.008	1.328	35.336
Mai	2	294	7	15.799	16.975	1	33.078	1.258	34.336
Juin	2	359	7	14.771	17.062	2	32.203	1.241	34.444

b) Montant des opérations

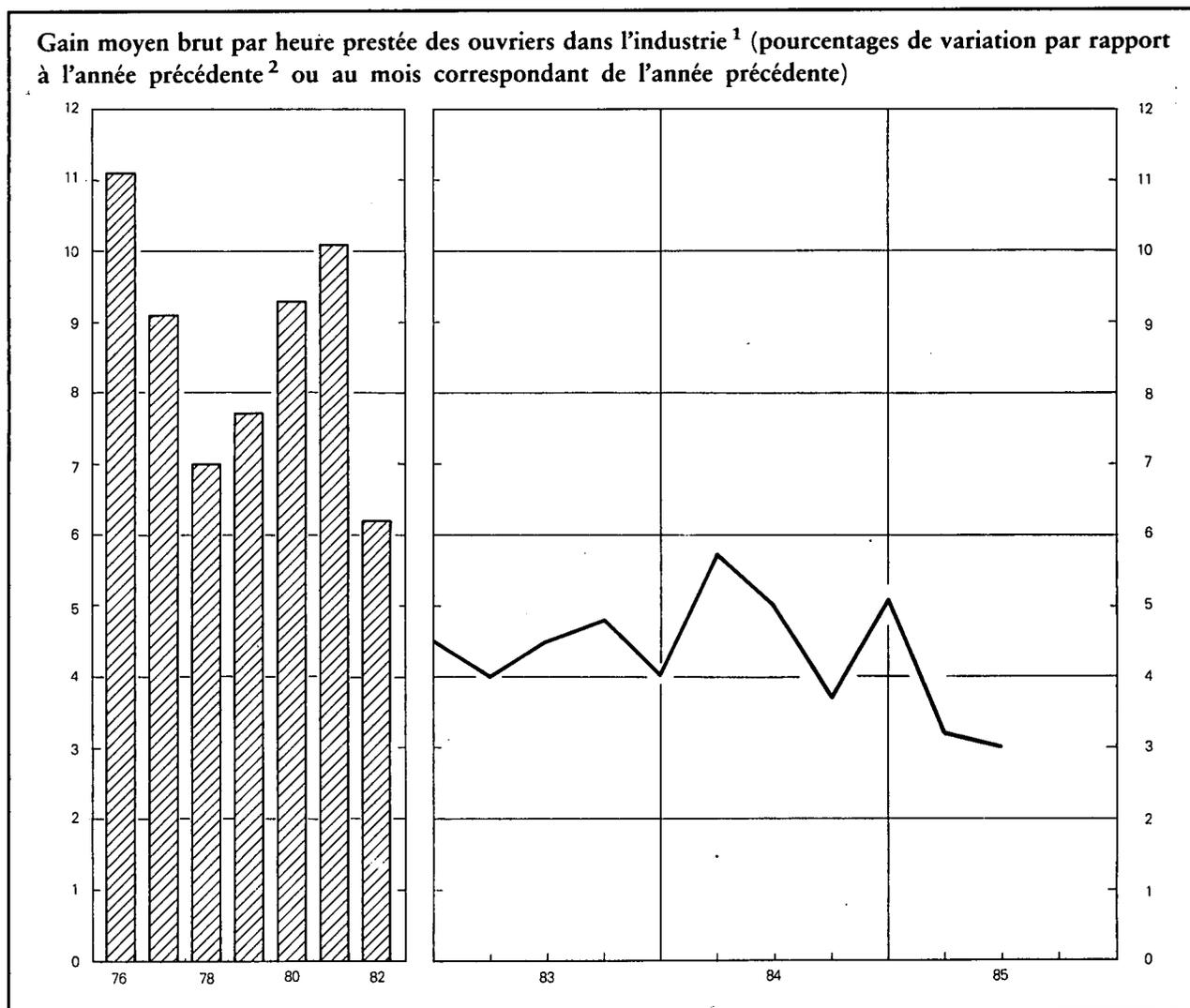
(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1982	338	6	664	577	3.545	2.662	7.792	573	8.365
1983	338	6	730	633	4.220	2.089	8.016	610	8.626
1984	337	6	951	698	4.991	2.172	9.155	649	9.804
1983 2 ^e trimestre	326	8	683	631	4.051	2.601	8.300	610	8.910
3 ^e trimestre	369	6	734	632	4.114	1.324	7.179	587	7.766
4 ^e trimestre	335	6	773	687	4.619	1.627	8.047	645	8.692
1984 1 ^{er} trimestre	356	7	1.085	742	5.229	2.035	9.454	668	10.122
2 ^e trimestre	339	6	958	706	4.963	2.873	9.845	661	10.506
3 ^e trimestre	318	6	886	651	4.743	2.754	9.358	622	9.980
4 ^e trimestre	335	7	877	692	5.026	1.027	7.964	646	8.610
1985 1 ^{er} trimestre	331	6	998	749	5.387	1.078	8.549	684	9.233
2 ^e trimestre	323	7	1.005	783	5.346	1.023	8.487	701	9.188
1984 Juin	318	6	899	706	5.035	3.290	10.254	672	10.926
Juillet	305	7	884	678	4.883	3.646	10.403	623	11.026
Août	313	5	892	622	4.705	2.934	9.471	655	10.126
Septembre	336	5	882	653	4.641	1.682	8.199	588	8.787
Octobre	351	7	999	778	5.348	1.278	8.761	691	9.452
Novembre	328	5	811	683	4.866	986	7.679	604	8.283
Décembre	325	8	821	616	4.864	819	7.453	642	8.095
1985 Janvier	323	7	934	785	5.441	1.128	8.618	676	9.294
Février	341	5	1.034	728	5.092	959	8.159	651	8.810
Mars	329	6	1.025	734	5.627	1.148	8.869	725	9.594
Avril	312	6	1.126	728	5.495	1.118	8.785	704	9.489
Mai	322	6	1.020	863	5.435	1.003	8.649	734	9.383
Juin	336	8	870	758	5.108	947	8.027	665	8.692

¹ Nombre de chambres en activité : avant mai 1982 : 26 ; depuis mai 1982 jusqu'octobre 1984 : 24 ; depuis novembre 1984 : 22.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices 1975 = 100

	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1977	121	122	122	121	124,7	123,1	121,5	119,5
1978	130	129	131	130	132,7	130,1	129,1	125,9
1979	140	139	140	140	141,6	138,4	136,5	132,6
1980	153	152	153	153	153,8	150,6	146,9	142,8
1981	168	164	168	165	167,5	163,8	158,3	153,3
1982	179	175	180	171	179,6	176,1	168,9	164,4
1983	186	183	189	186	190,1	186,6	178,2	174,0
1984	195	191	198	200	!200,0	196,4	186,4	182,4
1983 Juin	184	182	188	184	188,5	184,9	176,5	172,2
Septembre	186	183	189	186	190,8	187,3	178,7	174,6
Décembre	193	186	193	192	194,1	190,8	181,7	177,8
1984 Mars	192	190	197	193	198,4	195,0	185,2	181,3
Juin	194	190	197	199	!198,5	195,0	185,2	181,3
Septembre	193	191	197	199	!200,1	!196,4	185,9	181,6
Décembre	203	194	201	209	!202,8	!199,2	189,1	185,4
1985 Mars	* 198	* 194	* 200	* 207	!203,1	!199,5	189,2	185,4
Juin	* 200	* 195	* 201		204,1	200,7	190,0	186,3

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période ; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1982	1983	1983	1984	1984	1982	1983	1983	1984	1984
	octobre	avril	octobre	avril	octobre	octobre	avril	octobre	avril	octobre
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
<i>Ensemble de l'industrie</i>	259	267	272	282	283	64,5	65,7	67,2	68,9	69,5
<i>Industrie extractive</i>	289	297	308	321	320	68,4	66,2	73,8	68,2	72,1
<i>Bâtiment et génie civil</i>	263	270	273	279	281	61,7	61,9	64,2	65,9	65,7
<i>Industrie manufacturière</i>	257	265	270	280	282	64,4	66,0	66,9	69,1	69,6
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	266	275	278	289	288	62,7	64,9	65,6	67,2	66,6
Construction de machines et de matériel mécanique	268	273	279	292	293	63,3	65,1	66,3	69,4	70,0
Construction électrique et électronique	262	272	273	286	286	66,5	68,2	68,9	71,8	72,0
Construction d'automobiles et pièces détachées	271	280	284	295	299	64,2	65,0	65,9	68,9	68,4
Construction d'autre matériel de transport .	268	278	280	293	297	66,7	67,7	68,4	71,0	70,8
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	241	247	257	269	269	58,6	60,2	60,9	63,8	64,0
Métallurgie de base	318	327	335	353	373	76,5	78,7	79,0	82,7	83,3
Industrie chimique	300	309	320	328	331	72,6	74,4	76,4	77,9	79,6
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	244	250	258	267	268	59,8	60,5	61,9	64,5	65,3
Industrie textile	218	227	230	236	239	57,1	58,6	59,3	60,7	61,6
Industrie des produits minéraux non métalliques	268	274	281	291	294	67,2	69,1	70,0	71,7	71,8
Industrie du bois	236	245	247	255	258	52,1	53,3	54,3	56,5	56,7
Industrie des chaussures et de l'habillement .	193	203	206	213	215	46,2	47,3	48,4	49,4	50,4
Industrie du papier, imprimerie et édition .	276	281	290	300	302	61,5	62,8	63,9	66,0	67,1
Raffineries de pétrole	410	429	435	425	446	96,4	99,8	99,6	100,8	102,6
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	77,2	79,4	80,3	82,9	84,9

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

Indices 1975 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1977	117,3	120,3	134,0	75,3	127,1	169,2	109,8	113,8	116,5	92,4	115,6	103,4	116,7
1978	116,1	113,5	117,4	81,8	125,9	134,3	110,5	111,9	121,7	92,7	117,7	113,8	118,1
1979	152,7	138,5	130,3	97,3	138,9	145,6	144,7	142,8	169,6	116,2	161,1	121,0	164,9
1980	226,0	157,5	150,4	111,6	130,4	179,2	162,9	164,3	185,5	130,4	265,9	139,4	277,9
1981	240,7	135,6	126,1	112,1	129,2	132,5	142,7	146,4	156,3	117,0	302,1	145,5	316,9
1982	228,6	117,6	106,1	90,7	106,0	114,7	126,4	127,1	134,9	113,9	293,4	142,2	307,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1983 2 ^e trimestre	203,7	121,4	112,7	100,3	108,1	121,3	128,1	124,4	150,4	106,8	251,7	124,5	263,8
3 ^e trimestre	205,6	126,8	122,3	107,9	136,0	125,4	130,2	130,7	149,1	104,6	251,7	123,3	263,8
4 ^e trimestre	206,0	128,0	126,9	107,7	146,2	130,9	128,8	130,9	140,7	108,8	251,6	122,4	263,8
1984 1 ^{er} trimestre	206,7	129,8	128,0	105,6	147,1	133,7	131,2	131,1	142,8	116,3	251,5	121,9	263,8
2 ^e trimestre	207,3	130,5	130,0	109,2	156,8	132,2	130,8	132,0	141,5	114,3	252,1	128,1	263,8
3 ^e trimestre	204,0	122,3	117,9	101,1	129,0	123,4	125,6	131,0	130,6	107,6	251,7	124,0	263,8
4 ^e trimestre	202,2	117,7	114,7	94,2	121,5	123,8	120,0	120,4	128,4	107,8	251,5	121,8	263,8
1985 1 ^{er} trimestre	198,5	113,6	111,8	94,3	114,0	120,7	114,9	110,3	130,9	104,1	248,0	116,9	260,5
2 ^e trimestre	197,5	113,4	108,0	94,3	112,3	114,0	117,6	110,3	136,5	108,3	246,6	118,5	258,8
1984 Juillet	204,7	124,2	120,0	104,7	134,5	123,4	127,3	132,5	132,9	108,8	251,7	123,9	263,8
Août	204,0	122,1	117,0	99,4	128,0	122,9	125,9	131,5	131,8	106,2	251,8	125,5	263,8
Septembre	203,3	120,7	116,8	99,2	124,5	123,9	123,7	129,1	127,1	107,7	251,6	122,5	263,8
Octobre	202,8	119,5	116,2	95,5	126,0	124,3	122,0	125,8	125,8	108,6	251,5	121,5	263,8
Novembre	202,6	118,6	116,0	94,8	122,2	125,7	120,6	119,6	131,7	107,8	251,6	123,2	263,8
Décembre	201,1	115,0	111,9	92,2	116,4	121,3	117,4	115,9	127,8	107,1	251,4	120,8	263,8
1985 Janvier	200,7	114,1	112,6	94,1	114,1	122,4	115,2	111,9	129,9	103,1	251,3	119,4	263,8
Février	197,7	114,1	111,4	93,9	112,5	120,8	116,1	112,0	131,6	104,6	246,6	117,1	258,9
Mars	197,0	112,6	111,3	94,8	115,5	119,0	113,5	106,9	131,2	104,7	246,2	114,2	258,8
Avril	198,1	115,0	110,7	96,9	117,1	116,1	118,4	109,8	137,9	111,1	246,6	118,6	258,8
Mai	197,6	113,8	107,3	94,0	111,3	113,4	118,7	111,5	138,6	107,9	246,5	118,0	258,8
Juin	196,8	111,4	105,9	92,1	108,6	112,6	115,6	109,5	133,0	105,8	246,6	119,0	258,8
Juillet	196,9	111,6	102,4	89,2	102,3	109,8	118,6	113,3	134,5	109,3	246,8	120,5	258,8

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE ¹

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		Indice général	Ani- maux	Végé- taux	Indice général	Matières premiè- res	Demi- produits	Produits finis	Indigè- nes	Importés	Miné- raux	Métaux et prod. métall.	Textiles	Chimi- ques	Maté- riaux de con- struction
Coefficient de pondé- ration ²	100,0	20,0	9,6	10,4	80,0	21,5	23,7	34,8	56,5	20,0	14,1	19,3	15,5	8,1	9,6
1977	109,7	119,0	110,6	127,6	107,5	107,8	107,7	107,1	107,7	104,8	102,5	103,3	112,5	104,6	117,2
1978	107,6	110,7	109,4	111,8	106,9	106,2	105,7	108,0	108,2	102,1	99,8	103,7	111,1	104,1	120,9
1979	114,4	118,6	111,5	125,6	113,3	115,6	112,0	112,8	112,4	115,3	112,7	110,3	113,5	107,1	124,6
1980	121,0	120,7	113,7	127,6	121,0	123,5	122,2	118,8	120,0	125,8	128,6	112,6	119,3	121,1	129,6
1981	130,9	133,5	125,1	141,9	130,2	135,8	130,4	126,7	128,6	139,6	150,3	116,8	129,7	134,1	137,1
1982	141,0	143,0	139,6	146,4	140,5	146,9	142,2	135,5	138,9	150,5	163,7	126,4	138,4	152,6	148,1
1983	148,4	154,0	146,3	161,7	147,0	158,4	147,6	139,9	144,3	160,6	168,3	132,1	147,2	161,9	150,9
1984	159,3	165,8	147,9	184,4	157,7	176,7	161,3	144,9	152,5	178,7	180,5	138,1	166,0	169,5	154,8
1983 2 ^e trimestre ..	145,3	145,4	140,4	150,0	145,3	154,3	146,4	139,2	143,1	156,1	164,9	131,4	144,9	160,4	150,7
3 ^e trimestre ..	150,6	158,0	146,5	169,5	148,8	162,6	149,3	140,5	145,6	164,7	170,2	133,2	150,4	162,6	151,5
4 ^e trimestre ..	154,9	170,1	153,2	187,2	151,3	168,7	150,8	141,8	147,1	170,9	173,1	134,9	153,2	165,3	152,3
1984 1 ^{er} trimestre ..	157,8	171,1	150,9	192,1	154,6	174,2	155,7	143,0	149,1	177,4	177,3	136,5	159,2	168,0	152,8
2 ^e trimestre ..	160,3	171,1	146,3	197,7	157,7	176,3	162,0	144,6	152,2	178,8	179,9	138,4	166,4	169,2	153,4
3 ^e trimestre ..	159,5	162,0	146,8	177,5	158,8	178,2	162,8	145,3	153,6	178,9	180,9	138,5	168,6	168,9	156,1
4 ^e trimestre ..	159,7	159,0	147,7	170,1	159,9	178,3	164,6	146,6	155,0	179,7	183,8	138,9	169,7	171,8	156,9
1985 1 ^{er} trimestre ..	161,6	163,1	153,1	172,8	161,1	178,5	165,8	148,3	155,8	183,0	186,5	140,1	170,4	175,0	157,5
2 ^e trimestre ..	161,1	158,2	151,8	164,2	161,8	178,7	166,7	149,2	157,1	182,7	186,6	140,5	168,5	177,8	161,1
1984 Juin	160,9	173,4	147,1	201,8	157,9	176,5	162,2	144,8	152,6	178,1	181,0	138,9	166,7	168,7	153,7
Juillet	159,6	165,9	144,9	188,0	158,0	176,7	162,6	144,7	152,6	178,3	179,9	139,0	167,2	167,9	154,5
Août	159,3	161,0	148,0	173,9	158,8	179,3	162,7	145,0	153,7	178,6	180,3	139,0	169,0	168,5	156,9
Septembre	159,5	159,1	147,6	170,5	159,5	178,6	163,2	146,4	154,4	179,7	182,7	138,2	169,6	170,4	156,9
Octobre	159,5	157,8	146,3	169,2	159,9	179,1	164,5	146,3	154,8	180,4	183,9	138,6	169,3	170,8	156,9
Novembre	160,0	160,4	149,2	171,4	159,8	177,8	164,5	146,7	155,0	179,3	183,9	138,9	170,0	172,1	156,9
Décembre	159,7	158,7	147,7	169,6	159,9	177,9	164,9	146,7	155,2	179,3	183,6	139,3	170,0	172,5	156,9
1985 Janvier	161,1	162,6	152,2	172,6	160,7	178,2	165,7	147,5	155,7	180,8	185,9	139,9	170,8	174,6	156,9
Février	161,9	164,2	153,3	174,8	161,3	178,5	166,1	148,5	155,8	183,8	187,1	140,3	170,5	175,0	157,8
Mars	161,6	162,6	153,9	170,9	161,4	178,6	165,7	148,8	156,0	184,4	186,5	140,1	170,0	175,4	157,8
Avril	161,5	158,4	151,1	165,3	162,3	179,3	167,2	149,4	157,3	183,9	187,4	140,7	169,5	178,9	161,0
Mai	160,6	156,0	151,1	160,5	161,7	178,1	166,9	149,1	157,2	182,0	186,7	140,6	168,6	177,4	161,1
Juin	161,3	160,3	153,2	166,9	161,5	178,7	166,0	148,9	156,8	182,3	185,9	140,3	167,3	177,0	161,1

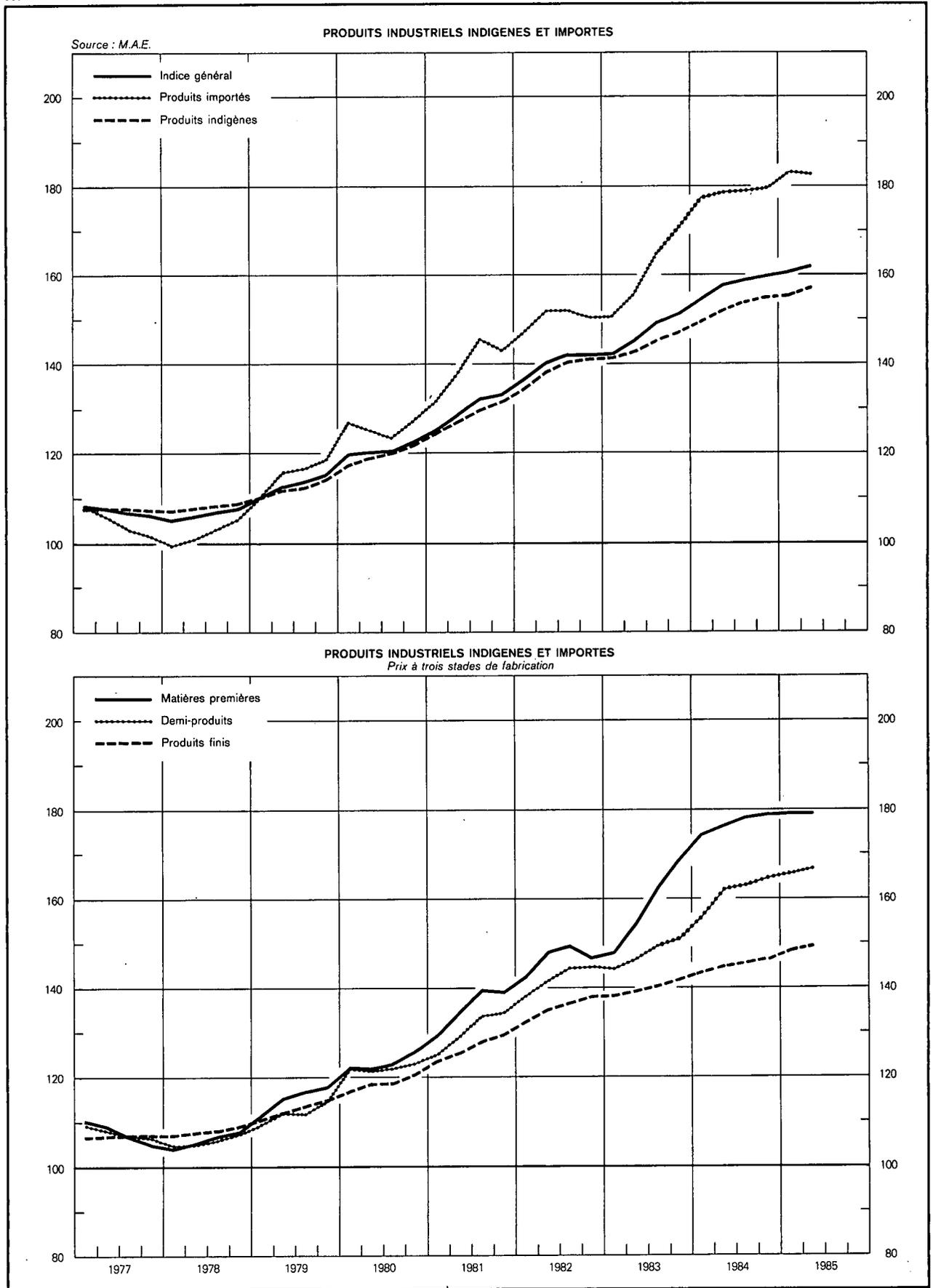
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

² Pondération indirecte établie par le nombre d'articles choisis pour chaque groupe.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.



VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services		Loyers	
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général :										
Depuis juin 1976	100,00		25,15		42,79		27,06		5,00	
1976 7 derniers mois	115,89		119,58		112,15		119,69		108,89	
1977	122,30		125,46		116,00		129,94		118,92	
1978	127,77		127,28		119,87		140,75		127,52	
1979	133,48		127,90		127,04		148,52		135,14	
1980	142,35		132,53		138,51		157,01		145,36	
1981	153,21		140,54		151,66		166,24		160,21	
1982	166,58		153,94		166,01		178,01		173,24	
1983	179,35		166,93		177,47		192,09		188,85	
	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983
1 ^{er} trimestre	160,94	174,91	150,23	162,20	158,94	173,02	172,37	187,69	170,07	185,73
2 ^e trimestre	164,69	177,21	151,41	163,54	164,17	175,38	176,41	190,72	172,44	188,40
3 ^e trimestre	168,75	181,55	156,12	169,03	168,30	179,69	180,22	194,52	174,04	190,30
4 ^e trimestre	171,96	183,73	157,98	172,94	172,64	181,81	183,05	195,44	176,41	190,95

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.

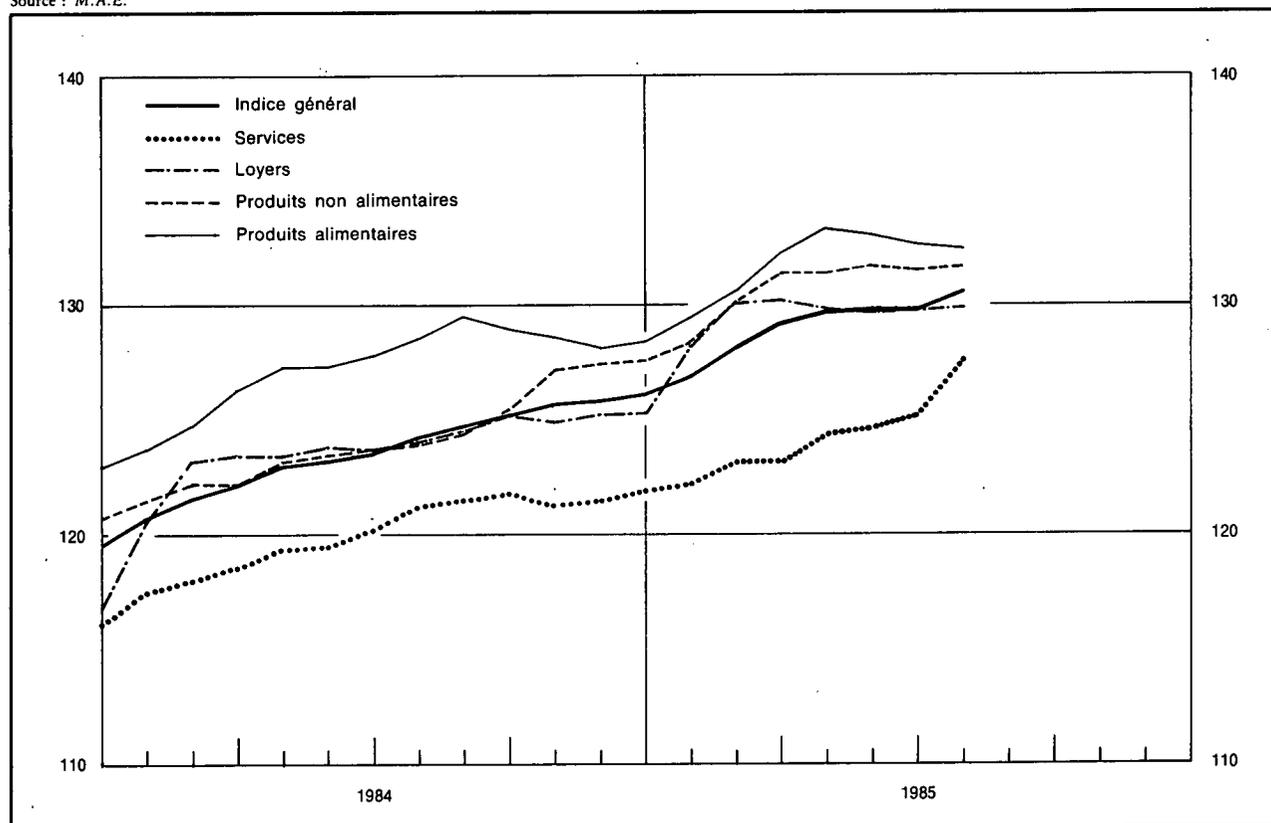
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général ...	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1979	133,48	129,36	130,57	143,13	122,28	137,08	136,04	125,76	142,65
1980	142,35	133,97	133,75	165,54	126,04	143,62	150,43	130,70	149,75
1981	153,21	142,08	139,36	190,02	131,10	151,70	164,16	137,17	159,08
1982	166,58	155,73	147,16	213,26	137,06	162,03	181,50	146,18	169,51
1983	179,35	169,24	156,06	224,46	149,42	173,93	197,43	157,90	183,20
1982 1 ^{er} trimestre	160,94	151,80	145,33	204,12	135,18	158,76	169,59	142,96	163,28
2 ^e trimestre	164,69	153,19	146,31	209,76	135,84	159,96	181,38	144,24	167,64
3 ^e trimestre	168,75	157,96	147,22	215,49	137,35	162,13	186,45	147,12	172,89
4 ^e trimestre	171,96	159,98	149,79	223,67	139,87	167,28	188,57	150,40	174,24
1983 1 ^{er} trimestre	174,91	164,42	153,19	221,02	146,21	170,40	191,09	154,26	177,50
2 ^e trimestre	177,21	165,88	155,80	219,71	149,10	172,82	196,78	156,27	181,51
3 ^e trimestre	181,55	171,33	156,66	227,18	150,32	174,80	200,98	158,46	187,21
4 ^e trimestre	183,73	175,34	158,61	229,91	152,03	177,70	200,87	162,61	186,59

VII - 3c. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE¹

Indices 1981 = 100

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Coefficient de pondération en pourcentage de l'indice général :	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1984 1 ^{er} trimestre	121,54	124,94	122,04	117,97	122,44
2 ^e trimestre	123,28	127,51	123,45	119,69	123,66
3 ^e trimestre	124,72	129,08	124,61	121,53	124,62
4 ^e trimestre	125,84	128,46	127,44	121,58	125,07
1985 1 ^{er} trimestre	128,07	130,81	129,95	122,83	129,49
2 ^e trimestre	129,79	133,02	131,56	124,65	129,84
1984 Juillet	124,27	128,66	124,04	121,27	124,13
Août	124,76	129,65	124,41	121,52	124,63
Septembre	125,13	128,94	125,39	121,80	125,11
Octobre	125,71	128,78	127,18	121,32	124,84
Novembre	125,76	128,13	127,50	121,45	125,18
Décembre	126,04	128,46	127,65	121,96	125,19
1985 Janvier	126,85	129,50	128,38	122,20	128,28
Février	128,16	130,58	130,01	123,13	130,01
Mars	129,19	132,34	131,45	123,17	130,18
Avril	129,70	133,21	131,44	124,34	129,93
Mai	129,83	133,12	131,68	124,52	129,78
Juin	129,85	132,73	131,55	125,10	129,82
Juillet	130,56	132,52	131,65	127,55	129,93

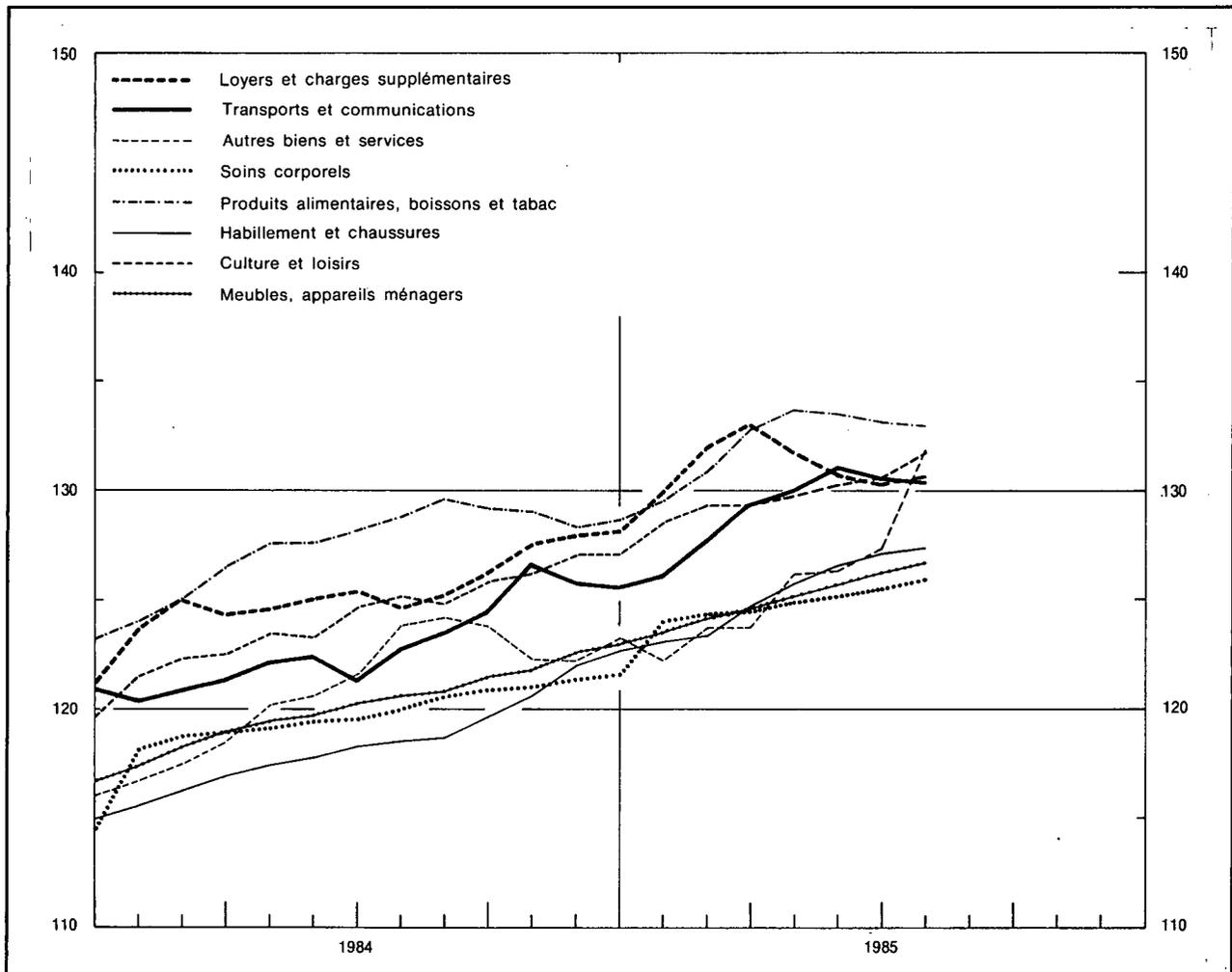
¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : l'indice général à 1,54012; les produits alimentaires à 1,41248; les produits non alimentaires à 1,51287; les services à 1,68324; les loyers à 1,63501.

VII - 3d. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 1981 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général ¹	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1984 1 ^{er} trimestre	121,54	125,19	116,20	124,28	118,31	118,63	120,86	122,11	117,58
2 ^e trimestre	123,28	127,80	117,84	125,01	119,81	119,42	121,99	123,86	120,69
3 ^e trimestre	124,72	129,34	118,91	125,41	121,03	120,48	123,60	125,34	123,94
4 ^e trimestre	125,84	128,81	121,81	127,84	122,35	121,43	126,14	126,83	122,64
1985 1 ^{er} trimestre	128,07	131,20	123,77	131,63	124,10	124,31	127,70	129,12	123,20
2 ^e trimestre	129,79	133,43	126,50	130,89	125,77	125,19	130,53	130,21	126,62
1984 Juillet	124,27	128,91	118,45	124,73	120,72	120,01	122,86	125,15	123,92
Août	124,76	129,87	118,54	125,12	120,98	120,54	123,65	124,94	124,18
Septembre	125,13	129,23	119,73	126,37	121,40	120,89	124,30	125,92	123,73
Octobre	125,71	129,10	120,62	127,60	121,64	121,09	126,77	126,37	122,38
Novembre	125,76	128,50	122,02	127,97	122,49	121,56	125,88	127,05	122,27
Décembre	126,04	128,83	122,78	127,96	122,93	121,65	125,78	127,06	123,27
1985 Janvier	126,85	129,82	123,06	129,85	123,43	124,04	126,10	128,63	122,11
Février	128,16	131,01	123,54	131,99	124,19	124,36	127,71	129,23	123,75
Mars	129,19	132,76	124,72	133,05	124,67	124,54	129,30	129,29	123,74
Avril	129,70	133,61	125,79	131,68	125,21	124,93	129,99	129,80	126,18
Mai	129,83	133,52	126,56	130,71	125,76	125,17	131,03	130,23	126,34
Juin	129,85	133,16	127,16	130,29	126,34	125,47	130,56	130,59	127,33
Juillet	130,56	133,11	127,37	130,65	126,69	125,96	130,34	131,68	131,73

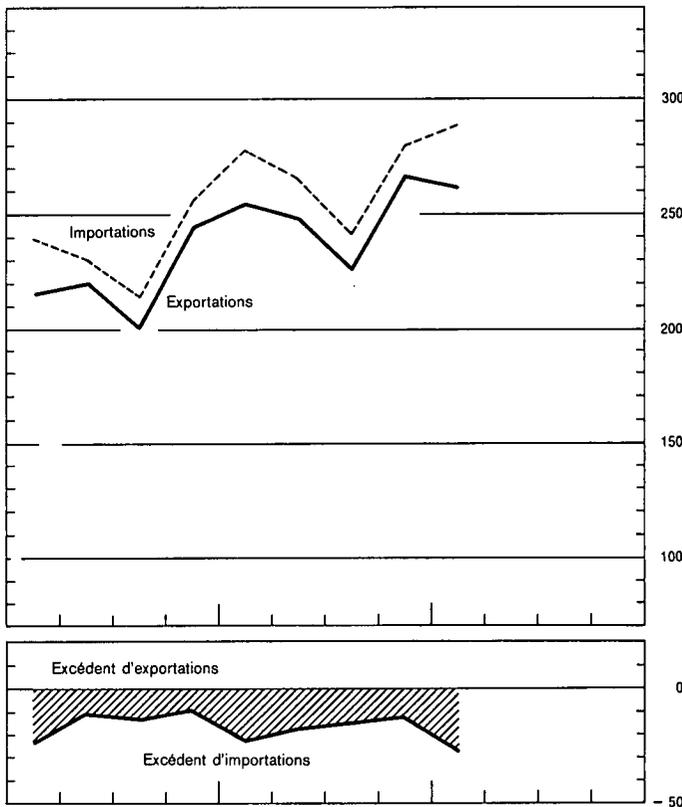
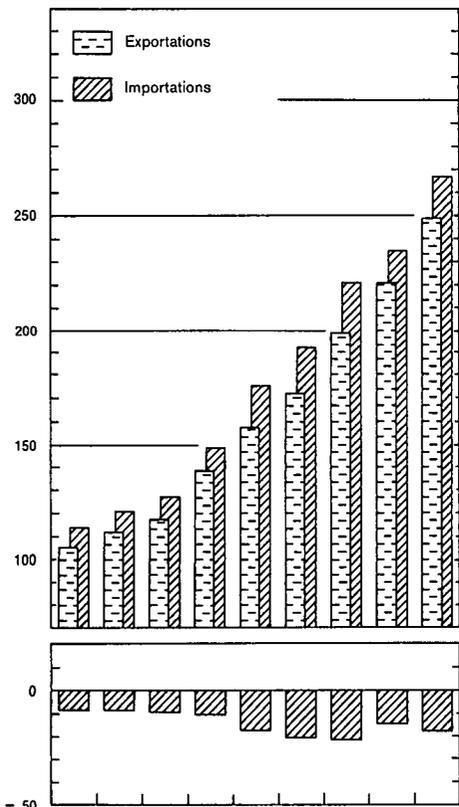
¹ Pour passer de cet indice à l'indice base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, le coefficient de conversion a été fixé à 1,54012.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

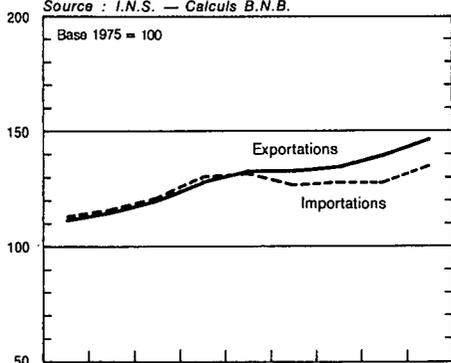
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Source : I.N.S.

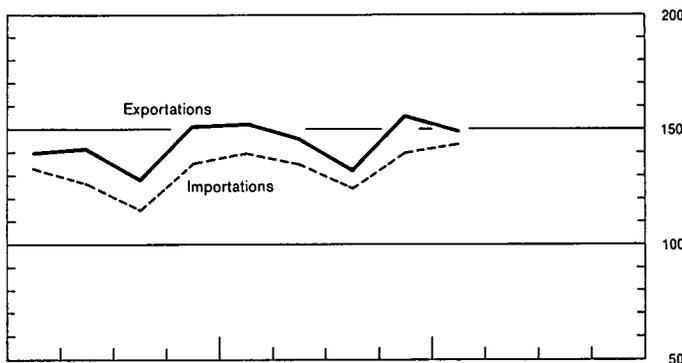
Moyennes mensuelles en milliards de francs



Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

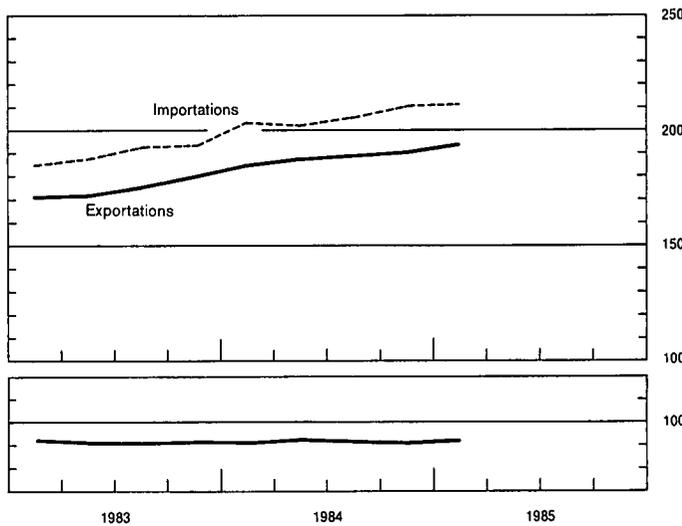
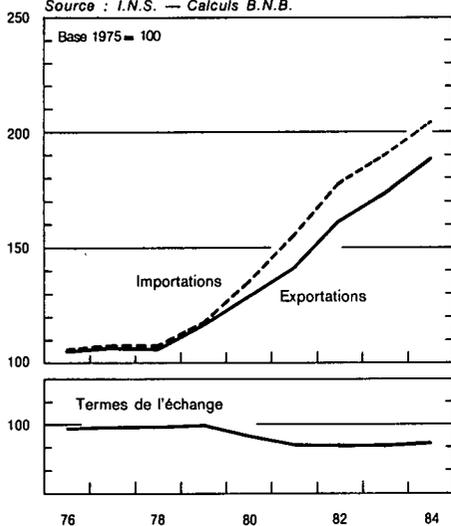


INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1975 = 100 ¹				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ²
					importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1976	114,1	105,5	- 8,6	93	113,5	112,5	106,6	105,7	99,2
1977	120,7	112,1	- 8,6	93	116,7	116,4	108,2	107,6	99,4
1978	127,2	117,5	- 9,7	92	121,0	120,5	108,0	107,3	99,4
1979	148,7	138,4	- 10,3	93	130,4	129,1	117,9	117,7	99,8
1980	175,1	157,5	- 17,6	90	132,4	133,1	135,7	129,7	95,6
1981	192,5	171,9	- 20,6	89	126,8	133,2	155,9	142,2	91,2
1982	221,1	199,4	- 21,7	90	128,4	135,3	178,2	162,4	91,1
1983	235,1	220,9	- 14,2	94	127,1	139,6	190,1	173,8	91,4
1984	266,0	249,0	- 17,0	94	134,0	146,2	204,7	187,4	91,5
1983 1 ^{er} trimestre	239,7	216,2	- 23,5	90	133,0	139,4	184,6	170,4	92,3
2 ^e trimestre	230,2	219,9	- 10,3	96	126,6	141,7	187,6	170,7	91,0
3 ^e trimestre	214,2	201,1	- 13,1	94	114,8	128,1	193,0	174,3	90,3
4 ^e trimestre	256,2	246,6	- 9,6	96	135,8	151,8	193,7	179,3	92,6
1984 1 ^{er} trimestre	277,0	254,1	- 22,9	92	139,6	151,6	203,4	184,7	90,8
2 ^e trimestre	265,5	248,0	- 17,5	93	134,3	146,7	202,5	186,8	92,2
3 ^e trimestre	241,3	226,2	- 15,1	94	124,4	132,8	205,9	188,4	91,5
4 ^e trimestre	280,3	267,4	- 12,9	95	139,2	154,5	210,1	190,7	90,8
1985 1 ^{er} trimestre	290,2	262,4	- 27,8	90	143,0	149,7	211,5	193,4	91,4
1984 3 premiers mois	277,0	254,1	- 22,9	92	139,6	151,6	203,4	184,7	90,8
4 premiers mois	273,7	252,1	- 21,6	92					
5 premiers mois	274,6	253,4	- 21,2	92					
6 premiers mois	271,3	251,1	- 20,2	93	137,0	149,2	203,0	185,8	91,5
7 premiers mois	264,6	247,3	- 17,3	93					
8 premiers mois	260,9	241,4	- 19,5	93					
9 premiers mois	261,3	242,8	- 18,5	93	132,8	143,7	203,9	186,6	91,5
10 premiers mois	265,0	246,7	- 18,3	93					
11 premiers mois	267,1	248,6	- 18,5	93					
12 mois	266,0	249,0	- 17,0	94	134,0	146,2	204,7	187,4	91,5
1985 1 ^{er} mois	277,8	250,8	- 27,0	90					
2 premiers mois	287,1	252,5	- 34,6	88					
3 premiers mois	290,2	262,4	- 27,8	90	143,0	149,7	211,5	193,4	91,4
4 premiers mois	288,0	263,0	- 25,0	91					

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois. Les indices calculés par la B.N.B. à partir de ces informations ne tiennent, toutefois, pas compte des corrections apportées tardivement.

¹ Calculs B.N.B. La moyenne arithmétique des chiffres trimestriels peut différer de l'indice annuel, parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

² Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabri- cations métal- liques	Produits sidérur- giques	Textiles	Produits chim- iques	Métaux non fer- reux	Produits agricoles	Perles et pierres précieu- ses	Indus- trie pé- trollière	Indus- tries alimen- taires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaus- sures	Caout- chouc	Carriè- res	Matér. de cons- truction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manu- facturés	Indus- trie houillère	Cérami- ques	Ciments	Divers	Total
1977	33,21	9,88	10,27	15,59	5,38	6,27	5,82	5,88	4,36	2,45	2,12	1,38	0,66	1,33	0,43	0,41	0,37	0,21	0,34	0,22	5,39	111,97
1978	34,81	11,07	10,16	16,97	5,00	6,52	7,49	4,85	4,47	2,54	2,19	1,47	0,62	1,40	0,42	0,45	0,42	0,23	0,38	0,25	5,69	117,30
1979	38,16	13,31	10,92	21,08	6,43	7,52	8,23	8,29	4,90	2,94	2,36	1,56	0,73	1,56	0,47	0,47	0,46	0,42	0,41	0,27	6,85	137,34
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1983 1 ^{er} trimestre	58,47	14,48	16,53	34,26	11,56	11,84	14,18	14,94	9,00	4,61	3,80	2,42	0,87	2,59	0,69	0,58	1,14	0,79	0,62	0,34	12,64	216,35
2 ^e trimestre	62,46	14,94	15,79	33,67	10,24	12,03	13,28	15,68	9,29	4,72	3,93	2,51	0,93	2,98	0,86	0,71	0,82	0,76	0,74	0,45	12,00	218,79
3 ^e trimestre	51,79	13,08	13,94	32,69	8,93	12,00	12,20	20,13	8,16	4,30	3,24	2,27	0,83	2,52	0,76	0,69	0,45	0,79	0,66	0,43	11,79	201,65
4 ^e trimestre	64,61	16,57	18,61	39,52	12,50	12,88	14,85	18,53	11,51	5,22	4,38	2,87	0,96	3,06	0,91	0,76	1,19	0,98	0,73	0,41	15,41	246,45
1984 1 ^{er} trimestre	65,34	17,75	19,20	43,05	11,43	13,68	16,64	19,32	11,58	5,33	4,20	2,85	1,12	3,15	0,85	0,68	0,90	1,04	0,74	0,39	14,66	253,90
2 ^e trimestre	63,04	18,78	18,41	40,68	12,00	14,27	14,71	17,39	11,27	5,51	4,28	2,91	1,27	3,04	1,01	0,77	0,79	1,15	0,78	0,45	15,15	247,66
3 ^e trimestre	54,19	16,12	16,74	37,87	10,44	14,82	13,72	18,37	10,98	5,10	3,62	2,68	1,01	2,87	0,97	0,79	0,97	1,12	0,73	0,43	12,65	226,19
4 ^e trimestre	71,59	19,13	21,18	42,24	11,85	15,23	16,67	17,21	12,61	5,99	4,79	3,06	1,34	3,26	0,99	0,86	0,89	1,59	0,82	0,42	15,71	267,43
1985 1 ^{er} trimestre	71,62	18,99	19,70	43,81	12,99	12,87	15,36	16,90	11,34	5,74	4,05	2,75	1,32	3,36	0,76	0,48	1,05	1,30	0,63	0,25	16,81	262,08
1984 3 premiers mois	65,34	17,75	19,20	43,05	11,43	13,68	16,64	19,32	11,58	5,33	4,20	2,85	1,12	3,15	0,85	0,68	0,90	1,04	0,74	0,39	14,66	253,90
4 premiers mois	65,52	17,65	19,14	42,52	11,43	13,75	15,43	19,08	11,38	5,31	4,24	2,85	1,13	3,13	0,88	0,69	0,89	1,07	0,76	0,39	14,66	251,90
5 premiers mois	66,43	18,11	18,99	42,10	11,87	13,76	15,68	18,41	11,45	5,37	4,26	2,89	1,16	3,13	0,91	0,71	0,79	1,09	0,77	0,41	14,93	253,22
6 premiers mois	64,22	18,27	18,81	41,73	11,73	13,98	15,68	18,37	11,43	5,42	4,24	2,88	1,19	3,10	0,93	0,72	0,85	1,09	0,77	0,42	15,07	250,90
7 premiers mois	61,98	18,01	18,67	41,30	11,55	13,84	16,07	18,32	11,21	5,39	4,14	2,86	1,16	3,06	0,93	0,71	0,86	1,09	0,77	0,42	14,76	247,10
8 premiers mois	60,44	17,44	17,89	40,58	11,32	13,84	14,61	18,53	11,28	5,28	4,00	2,80	1,13	3,00	0,92	0,73	0,87	1,11	0,75	0,42	14,35	241,29
9 premiers mois	60,92	17,56	18,12	40,45	11,31	14,26	15,00	18,37	11,28	5,32	4,04	2,81	1,13	3,02	0,94	0,75	0,89	1,10	0,76	0,42	14,29	242,74
10 premiers mois	61,98	17,90	18,51	40,94	11,46	14,35	15,14	18,64	11,47	5,43	4,14	2,87	1,19	3,07	0,95	0,76	0,91	1,17	0,77	0,43	14,51	246,59
11 premiers mois	63,00	18,02	18,72	40,98	11,52	14,40	15,23	18,60	11,57	5,50	4,20	2,88	1,19	3,09	0,95	0,77	0,90	1,19	0,77	0,43	14,65	248,56
12 mois	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1985 1 ^{er} mois	66,69	19,34	17,66	42,81	14,20	12,78	14,53	15,17	11,43	5,37	3,35	2,52	1,20	3,15	0,65	0,31	0,90	1,13	0,54	0,14	15,78	249,65
2 premiers mois	69,63	18,32	18,30	41,86	12,99	12,65	15,51	16,17	11,30	5,45	3,80	2,62	1,19	3,21	0,69	0,38	0,84	1,20	0,56	0,19	15,54	252,40
3 premiers mois	71,62	18,99	19,70	43,81	12,99	12,87	15,36	16,90	11,34	5,74	4,05	2,75	1,32	3,36	0,76	0,48	1,05	1,30	0,63	0,25	16,81	262,08

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers ¹	Total général		
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables					dura- bles	
													combustibles		pro- duits chimi- ques	pro- duits métal- liques	autres pro- duits		alimentaires						autres
													liquides	autres					pro- duits ani- maux	pro- duits végé- taux					
1977	75,91	22,06	2,88	6,71	6,17	1,37	0,47	1,14	0,31	2,53	0,57	10,45	2,27	3,99	7,79	2,26	4,94	29,15	3,90	5,48	2,37	17,40	13,99	1,16	120,21
1978	78,91	23,09	2,74	6,88	7,94	1,47	0,45	1,15	0,31	2,72	0,54	8,30	2,87	4,36	8,64	2,40	5,05	31,02	4,44	5,40	2,60	18,58	15,01	1,64	126,58
1979	93,28	26,54	3,18	7,47	8,58	1,68	0,53	1,37	0,33	2,98	0,64	10,53	4,79	5,39	10,47	2,75	6,05	34,52	4,77	6,01	3,03	20,71	16,85	2,81	147,46
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1984	180,31	44,65	6,01	14,65	15,31	2,05	0,87	2,75	0,61	3,68	1,48	18,02	18,75	12,17	21,90	4,19	13,22	52,64	7,37	10,53	5,60	29,14	27,73	5,36	266,04
1982 4 ^e trimestre ...	152,45	36,16	4,33	11,83	12,66	1,66	0,51	2,04	0,49	3,41	1,12	19,49	15,58	11,25	16,35	3,86	11,71	45,45	8,03	8,45	4,45	24,52	22,99	4,50	225,39
1983 1 ^{er} trimestre ...	160,82	39,51	5,10	12,93	13,69	1,95	0,76	2,13	0,60	2,99	1,17	18,63	16,52	11,90	16,88	3,76	12,30	50,40	7,64	8,00	4,81	29,95	21,64	6,37	239,23
2 ^e trimestre ...	154,14	43,46	5,28	11,14	11,93	1,90	0,70	2,30	0,53	3,49	1,23	17,03	12,56	9,03	18,23	3,71	11,62	45,60	6,59	8,62	4,89	25,50	23,37	5,40	228,51
3 ^e trimestre ...	141,29	37,44	4,18	10,30	10,15	1,63	0,51	2,06	0,53	3,25	1,04	18,18	14,64	7,03	16,94	3,35	10,06	44,71	6,65	8,15	4,79	25,12	21,72	4,87	212,59
4 ^e trimestre ...	175,00	44,06	5,60	14,42	14,33	1,89	0,65	2,39	0,53	3,56	1,31	21,25	16,82	12,15	19,82	3,84	12,38	48,87	7,49	9,81	5,00	26,57	26,35	5,09	255,31
1984 1 ^{er} trimestre ...	188,89	47,81	6,12	16,10	17,00	2,32	0,94	2,71	0,60	3,43	1,47	19,49	17,69	13,79	22,92	4,06	12,44	56,08	7,42	9,79	5,78	33,09	26,10	5,00	276,07
2 ^e trimestre ...	180,39	42,97	6,28	14,15	16,29	2,10	0,89	2,72	0,64	3,89	1,54	21,99	15,99	11,49	21,97	4,36	13,12	50,68	7,23	10,31	5,70	27,44	28,29	5,15	264,51
3 ^e trimestre ...	167,45	40,14	5,13	14,28	12,59	1,63	0,72	2,68	0,53	3,38	1,23	15,54	21,73	10,06	21,08	3,85	12,88	48,81	6,51	10,01	5,40	26,89	25,51	4,79	246,56
4 ^e trimestre ...	189,15	46,97	6,47	13,67	15,30	2,11	0,91	2,90	0,66	3,99	1,67	15,24	24,73	13,78	22,07	4,46	14,22	54,23	8,24	11,19	6,07	28,73	30,49	6,41	280,28

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.
N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1982	1983					1984			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																		
Biens de production	106,9	105,7	118,4	142,7	168,2	192,4	205,5	223,4	201,5	198,2	203,2	207,8	209,9	222,4	221,9	224,8	228,9	
Biens de consommation	113,2	113,3	117,0	123,6	134,8	154,8	165,5	176,4	161,2	164,2	160,5	168,6	169,0	176,8	173,9	176,8	178,6	
Biens d'équipement	104,8	105,7	109,4	117,2	132,8	153,9	164,5	171,4	158,6	159,1	163,4	166,7	171,9	169,8	168,4	173,4	173,9	
Ensemble	108,2	108,0	117,9	135,7	155,9	178,2	190,1	204,7	185,4	184,6	187,6	193,0	193,7	203,4	202,5	205,9	210,1	
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																		
Sidérurgie	95,7	98,6	108,0	115,2	120,2	148,1	153,0	162,8	150,9	152,4	153,1	154,5	152,1	158,5	163,6	166,3	166,9	
Fabrications métalliques	109,7	111,9	117,6	124,4	137,2	158,3	172,1	182,3	164,5	167,3	172,9	172,4	175,4	180,2	180,2	182,6	188,4	
Métaux non ferreux	106,6	98,3	123,8	171,5	162,8	175,0	208,6	225,3	188,5	198,6	203,0	216,7	218,1	225,3	229,9	224,9	222,8	
Textiles	107,5	106,5	108,8	115,9	122,6	137,7	145,3	157,1	141,0	143,2	142,8	147,5	148,6	153,3	155,2	159,8	160,1	
Produits chimiques	101,9	99,8	111,9	126,3	137,4	155,7	166,0	179,8	159,9	161,1	162,4	164,0	171,9	181,6	178,5	179,9	179,1	
Industrie houillère	123,1	122,6	127,3	153,7	191,2	228,1	215,6	224,4	229,6	219,2	221,9	215,3	209,2	217,1	221,4	222,5	232,6	
Industrie pétrolière	116,6	111,0	183,3	229,7	290,1	340,9	354,2	382,5	372,5	351,8	337,5	355,9	370,2	376,2	377,2	381,8	396,0	
Verres et glaces	104,2	103,4	102,7	109,5	121,7	134,7	140,0	144,8	135,9	139,0	138,9	140,5	142,4	144,3	144,1	145,3	145,9	
Produits agricoles	112,6	109,2	107,6	113,6	129,2	150,3	154,7	164,9	153,4	153,5	152,0	155,0	158,1	164,4	169,4	165,1	160,6	
Ciments	108,4	111,2	118,4	128,5	148,8	179,9	195,0	192,5	189,0	193,6	195,0	198,2	192,7	190,5	199,1	185,1	191,9	
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	116,8	122,8	131,9	145,6	160,6	185,3	195,3	206,4	187,4	197,2	190,7	193,8	199,2	198,8	201,0	208,4	217,2	
Carrières	107,5	115,8	123,4	136,5	152,2	180,5	188,3	198,7	187,1	190,8	190,6	183,7	191,5	197,9	200,5	196,4	195,6	
Céramiques	111,9	118,4	127,4	143,1	164,4	198,8	226,8	244,3	196,0	211,7	222,9	235,2	239,2	242,4	241,1	240,6	244,7	
Bois et meubles	116,0	113,4	117,1	128,9	131,7	142,0	151,7	159,3	144,9	148,4	150,7	152,7	159,3	158,1	158,8	159,9	160,7	
Peaux, cuirs et chaussures ..	125,4	125,0	147,6	138,9	145,4	173,2	190,0	236,0	170,7	183,6	185,0	196,4	196,4	226,3	237,9	234,3	241,3	
Papier et livres	99,6	96,3	101,8	114,4	126,5	143,1	147,2	157,9	142,9	145,8	145,0	147,4	150,0	153,7	156,2	159,9	162,5	
Tabacs manufacturés	101,9	108,1	111,9	123,3	142,4	200,8	198,2	209,3	—	259,0	194,0	193,8	205,8	209,5	204,1	213,1	209,7	
Caoutchouc	105,0	106,6	113,1	126,7	147,5	169,3	179,0	186,9	172,3	175,2	178,1	181,3	183,5	184,9	186,5	187,8	187,1	
Industries alimentaires	100,8	94,9	95,6	104,3	118,0	125,1	132,7	148,6	125,9	127,6	126,4	133,4	143,7	148,0	149,0	146,6	150,2	
Divers	137,5	146,2	166,5	155,3	162,0	177,6	199,1	235,9	184,7	193,6	181,5	203,0	215,8	213,8	239,1	243,7	250,3	
Ensemble	107,6	107,3	117,7	129,7	142,2	162,4	173,8	187,4	168,1	170,4	170,7	174,3	179,3	184,7	186,8	188,4	190,7	
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ²																		
Ensemble	99,4	99,4	99,8	95,6	91,2	91,1	91,4	91,5	90,7	92,3	91,0	90,3	92,6	90,8	92,2	91,5	90,8	

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1982	1983				1984			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	116,4	118,7	127,7	127,4	122,6	125,2	124,4	129,9	122,2	130,2	123,4	110,9	134,3	135,7	130,6	120,9	134,4
Biens de consommation	121,6	129,5	139,6	143,5	139,8	139,8	136,0	141,6	134,9	148,0	135,7	127,4	138,7	152,7	139,3	132,1	145,0
Biens d'équipement	108,5	115,3	125,1	135,1	119,4	118,3	117,4	132,7	119,5	112,9	119,2	106,2	126,6	127,1	135,9	120,7	145,0
Ensemble	116,7	121,0	130,4	132,4	126,8	128,4	127,1	134,0	125,7	133,0	126,6	114,8	135,8	139,6	134,3	124,4	139,2
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	100,3	109,1	119,9	114,3	106,5	90,8	93,9	107,3	90,4	92,3	94,7	81,5	106,0	109,1	111,8	94,2	110,8
Fabrications métalliques	118,6	121,6	126,5	127,3	127,4	132,5	134,9	136,8	140,3	137,4	142,4	117,3	144,3	145,4	139,2	116,1	149,9
Métaux non ferreux	128,9	128,9	134,3	150,7	131,7	150,4	130,1	128,9	160,7	145,4	127,5	105,3	145,3	129,7	134,1	118,1	135,7
Textiles	110,5	110,4	116,3	121,5	122,1	122,0	131,6	141,7	133,3	136,2	130,7	111,6	148,0	147,9	140,2	123,7	155,8
Produits chimiques	128,0	142,1	158,2	157,9	162,5	170,5	184,3	200,3	176,0	184,3	181,9	173,4	200,3	207,5	200,9	185,2	207,5
Industrie houillère	55,2	59,2	109,6	121,0	139,3	109,5	126,0	178,8	112,1	117,6	112,0	120,3	153,6	156,5	170,2	175,5	222,8
Industrie pétrolière	127,0	109,5	114,3	135,0	124,6	118,1	123,5	119,5	129,0	107,2	117,3	144,8	127,8	130,3	117,0	121,6	110,3
Verres et glaces	130,6	136,2	145,1	163,2	154,1	166,9	178,4	197,1	185,5	172,4	179,1	160,1	199,1	195,5	200,2	183,0	207,8
Produits agricoles	106,4	114,0	133,4	145,3	150,4	154,8	150,6	167,9	167,8	151,9	154,0	154,5	159,6	165,4	162,6	176,4	183,0
Ciments	216,1	244,2	250,1	259,9	262,5	237,8	226,9	237,8	260,4	188,6	249,5	237,8	231,1	220,8	245,3	253,2	239,6
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	106,8	111,7	109,1	109,6	88,9	90,2	106,9	112,2	94,9	89,5	114,1	107,1	116,0	103,7	117,1	112,2	115,2
Carrières	105,7	96,4	101,4	111,6	103,2	100,0	111,5	124,4	102,5	95,1	118,6	109,7	123,9	112,8	131,1	127,4	132,0
Céramiques	130,8	144,5	146,2	152,2	138,8	144,6	136,1	142,0	162,4	132,3	148,4	125,9	137,9	136,6	148,3	137,3	150,0
Bois et meubles	106,7	114,5	119,3	127,4	129,3	139,1	148,7	156,0	161,6	149,9	153,4	124,2	161,2	156,1	158,5	134,7	175,8
Peaux, cuirs et chaussures ..	96,4	90,2	90,7	90,3	87,3	83,5	86,1	91,9	89,4	87,0	92,1	77,8	89,3	90,7	98,4	79,7	100,7
Papier et livres	125,3	132,8	145,2	150,3	153,8	154,7	161,5	174,3	165,6	160,1	164,6	147,1	175,9	176,2	177,3	159,7	184,9
Tabacs manufacturés	100,6	108,4	113,9	112,6	117,1	119,0	121,9	117,6	—	121,6	117,5	88,2	159,8	119,3	107,6	126,3	117,0
Caoutchouc	107,1	110,3	115,9	119,3	121,8	124,4	130,4	138,2	133,9	124,4	140,9	116,1	140,3	142,7	136,8	127,9	145,1
Industries alimentaires	126,8	138,5	151,2	159,2	193,1	208,9	216,0	237,4	241,4	213,7	222,3	186,5	241,1	236,1	231,1	229,0	255,1
Divers	108,1	104,5	107,6	109,8	128,6	125,9	135,0	126,0	132,7	135,3	137,0	143,9	147,9	143,9	130,4	104,6	126,9
Ensemble	116,4	120,5	129,1	133,1	133,2	135,3	139,6	146,2	144,1	139,4	141,7	128,1	151,8	151,6	146,7	132,8	154,5

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1977	26,8	25,1	- 1,7	19,2	21,4	+ 2,2	20,4	18,8	- 1,6
1978	29,2	26,8	- 2,4	20,8	22,4	+ 1,6	20,8	19,3	- 1,5
1979	32,9	31,1	- 1,8	23,3	26,5	+ 3,2	24,8	22,4	- 2,4
1980	34,4	33,5	- 0,9	25,3	30,6	+ 5,3	28,7	23,9	- 4,8
1981	36,3	34,5	- 1,8	26,3	33,0	+ 6,7	32,9	25,5	- 7,4
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	-11,0
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	-11,2
1984	53,0	49,1	- 3,9	38,9	45,9	+ 7,0	50,0	34,7	-15,3
1983 1 ^{er} trimestre	47,5	44,4	- 3,1	33,4	41,5	+ 8,1	45,4	29,1	-16,3
2 ^e trimestre	48,7	48,9	+ 0,2	33,8	41,5	+ 7,7	40,3	31,1	- 9,2
3 ^e trimestre	46,1	44,6	- 1,5	28,9	34,1	+ 5,2	39,1	30,2	- 8,9
4 ^e trimestre	51,8	48,9	- 2,9	36,0	43,8	+ 7,8	45,9	35,4	-10,5
1984 1 ^{er} trimestre	55,6	52,2	- 3,4	40,1	47,2	+ 7,1	54,0	34,8	-19,2
2 ^e trimestre	50,8	48,9	- 1,9	40,1	47,2	+ 7,1	47,3	34,4	-12,9
3 ^e trimestre	49,0	45,5	- 3,5	33,8	39,7	+ 5,9	42,6	33,0	- 9,6
4 ^e trimestre	56,7	49,7	- 7,0	41,6	49,4	+ 7,8	56,0	36,5	-19,5
1985 1 ^{er} trimestre	59,0	47,6	-11,4	42,0	48,8	+ 6,8	54,6	36,2	-18,4
1984 3 premiers mois	55,6	52,2	- 3,4	40,1	47,2	+ 7,1	54,0	34,8	-19,2
4 premiers mois	54,7	52,3	- 2,4	40,4	47,5	+ 7,1	52,4	34,5	-17,9
1985 3 premiers mois	59,0	47,6	-11,4	42,0	48,8	+ 6,8	54,6	36,2	-18,4
4 premiers mois	59,5	47,7	-11,8	42,5	49,1	+ 6,6	54,1	36,1	-18,0
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1977	4,8	4,9	+ 0,1	9,4	7,7	- 1,7	81,6	79,8	- 1,8
1978	5,1	5,4	+ 0,3	10,7	8,5	- 2,2	87,8	84,1	- 3,7
1979	6,0	7,3	+ 1,3	11,8	11,2	- 0,6	100,1	100,5	+ 0,4
1980	6,3	8,7	+ 2,4	14,1	13,4	- 0,7	110,3	112,4	+ 2,1
1981	6,5	8,7	+ 2,2	14,3	14,8	+ 0,5	118,0	120,2	+ 2,2
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,8	171,6	- 6,2
1983 1 ^{er} trimestre	9,2	10,7	+ 1,5	20,0	21,3	+ 1,3	158,4	151,2	- 7,2
2 ^e trimestre	8,1	10,2	+ 2,1	18,8	22,3	+ 3,5	152,3	158,1	+ 5,8
3 ^e trimestre	8,3	8,2	- 0,1	18,9	19,7	+ 0,8	143,7	140,4	- 3,3
4 ^e trimestre	8,9	12,1	+ 3,2	23,5	23,8	+ 0,3	168,9	168,7	- 0,2
1984 1 ^{er} trimestre	10,0	13,0	+ 3,0	23,9	25,5	+ 1,6	186,6	177,2	- 9,4
2 ^e trimestre	9,1	13,3	+ 4,2	25,0	23,8	- 1,2	175,5	171,9	- 3,6
3 ^e trimestre	9,2	10,3	+ 1,1	20,5	22,7	+ 2,2	157,8	155,2	- 2,6
4 ^e trimestre	9,8	14,5	+ 4,7	23,9	26,8	+ 2,9	191,1	181,9	- 9,2
1985 1 ^{er} trimestre	9,9	14,7	+ 4,8	26,0	27,6	+ 1,6	194,9	180,1	-14,8
1984 3 premiers mois	10,0	13,0	+ 3,0	23,9	25,5	+ 1,6	186,6	177,2	- 9,4
4 premiers mois	9,8	12,8	+ 3,0	24,3	25,0	+ 0,7	184,7	176,4	- 8,3
1985 3 premiers mois	9,9	14,7	+ 4,8	26,0	27,6	+ 1,6	194,9	180,1	-14,8
4 premiers mois	9,9	14,6	+ 4,7	25,0	27,2	+ 2,2	194,2	180,0	-14,2

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark et, depuis 1981, Grèce.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1977	7,3	4,7	- 2,6	1,9	0,5	- 1,4	10,1	5,5	- 4,6
1978	7,3	4,9	- 2,4	2,1	0,7	- 1,4	8,9	5,8	- 3,1
1979	9,9	5,2	- 4,7	2,5	0,8	- 1,7	11,0	5,7	- 5,3
1980	13,4	5,3	- 8,1	3,5	0,8	- 2,7	16,1	7,3	- 8,8
1981	13,8	7,3	- 6,5	4,5	1,0	- 3,5	19,1	9,1	- 10,0
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1983 1 ^{er} trimestre	15,3	11,0	- 4,3	5,1	1,3	- 3,8	13,7	9,5	- 4,2
2 ^e trimestre	14,7	10,2	- 4,5	5,3	1,6	- 3,7	11,3	8,1	- 3,2
3 ^e trimestre	12,3	11,2	- 1,1	4,5	1,5	- 3,0	11,7	7,0	- 4,7
4 ^e trimestre	17,8	13,1	- 4,7	4,9	1,9	- 3,0	13,0	10,8	- 2,2
1984 1 ^{er} trimestre	18,0	14,5	- 3,5	6,8	2,0	- 4,8	13,3	9,0	- 4,3
2 ^e trimestre	15,1	15,1	0,0	5,5	2,1	- 3,4	13,2	8,6	- 4,6
3 ^e trimestre	14,7	14,4	- 0,3	4,9	2,0	- 2,9	8,9	8,4	- 0,5
4 ^e trimestre	16,3	16,4	+ 0,1	5,1	2,3	- 2,8	9,1	10,8	+ 1,7
1985 1 ^{er} trimestre	18,0	16,8	- 1,2	6,4	2,1	- 4,3	11,5	10,9	- 0,6
1984 3 premiers mois	18,0	14,5	- 3,5	6,8	2,0	- 4,8	13,3	9,0	- 4,3
4 premiers mois	17,1	14,1	- 3,0	6,6	1,9	- 4,7	12,7	8,8	- 3,9
1985 3 premiers mois	18,0	16,8	- 1,2	6,4	2,1	- 4,3	11,5	10,9	- 0,6
4 premiers mois	17,7	16,6	- 1,1	6,5	2,2	- 4,3	10,6	10,4	- 0,2
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1977	100,5	96,7	- 3,8	17,8	12,0	- 5,8	2,3	2,4	+ 0,1
1978	108,0	100,5	- 7,5	16,8	13,2	- 3,6	2,3	2,9	+ 0,6
1979	125,7	120,5	- 5,2	20,1	13,9	- 6,2	2,8	3,1	+ 0,3
1980	143,6	136,1	- 7,5	26,9	16,7	- 10,2	4,5	3,6	- 0,9
1981	156,2	146,2	- 10,0	31,1	19,9	- 11,2	5,1	3,9	- 1,2
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984	224,2	214,3	- 9,9	29,0	26,8	- 2,2	11,4	5,8	- 5,6
1983 1 ^{er} trimestre	202,9	185,6	- 17,3	27,8	23,2	- 4,6	8,8	5,5	- 3,3
2 ^e trimestre	196,8	191,0	- 5,8	26,3	21,1	- 5,2	6,9	5,6	- 1,3
3 ^e trimestre	181,1	173,6	- 7,5	25,7	20,8	- 4,9	7,3	4,9	- 2,4
4 ^e trimestre	218,0	209,7	- 8,3	28,5	27,8	- 0,7	9,4	6,5	- 2,9
1984 1 ^{er} trimestre	237,5	219,7	- 17,8	29,9	27,1	- 2,8	8,3	5,4	- 2,9
2 ^e trimestre	221,5	214,5	- 7,0	31,5	25,5	- 6,0	11,3	5,9	- 5,4
3 ^e trimestre	199,3	194,9	- 4,4	27,7	23,8	- 3,9	12,8	5,5	- 7,3
4 ^e trimestre	238,6	228,0	- 10,6	27,0	30,6	+ 3,6	13,2	6,5	- 6,7
1985 1 ^{er} trimestre	247,6	225,3	- 22,3	31,9	28,3	- 3,6	8,6	6,9	- 1,7
1984 3 premiers mois	237,5	219,7	- 17,8	29,9	27,1	- 2,8	8,3	5,4	- 2,9
4 premiers mois	234,3	218,1	- 16,2	29,5	26,3	- 3,2	8,7	5,8	- 2,9
1985 3 premiers mois	247,6	225,3	- 22,3	31,9	28,3	- 3,6	8,6	6,9	- 1,7
4 premiers mois	246,7	225,7	- 21,0	31,1	28,2	- 2,9	8,2	6,9	- 1,3

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE), Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	* 1983		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 110,1	- 86,5	- 139,5	- 154,7	- 175,8	- 156,3	2.403,3	2.497,0	- 93,7
1.12 Travail à façon	+ 40,9	+ 44,8	+ 47,4	+ 37,7	+ 41,5	+ 54,2	98,3	39,6	+ 58,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 25,7	+ 8,7	+ 18,5	+ 8,4	+ 25,0	+ 24,2	31,6	—	+ 31,6
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 7,3	+ 8,8	+ 10,8	+ 17,0	+ 18,6	+ 16,2	125,8	109,6	+ 16,2
1.3 Autres frais de transport	+ 2,5	- 0,4	- 0,2	- 1,0	- 3,8	+ 6,8	80,1	72,0	+ 8,1
1.4 Déplacements à l'étranger	- 26,1	- 34,2	- 39,2	- 42,7	- 46,9	- 28,0	87,6	107,1	- 19,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 19,2	+ 19,6	+ 10,4	- 2,2	- 3,2	- 9,6	912,3	921,1	- 8,8
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 25,1	+ 27,2	+ 26,9	+ 32,1	+ 36,9	+ 43,1	63,5	13,9	+ 49,6
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,8	+ 5,4	+ 5,0	+ 3,7	+ 3,3	+ 2,2	23,2	18,6	+ 4,6
1.72 Autres	+ 14,4	+ 5,7	- 1,1	- 4,3	- 2,8	- 6,7	202,9	212,3	- 9,4
Total 1	+ 4,7	- 0,9	- 61,0	- 106,0	- 107,2	- 53,9	4.028,6	3.991,2	+ 37,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 5,8	- 8,8	- 10,1	- 11,0	- 15,3	- 11,0	29,3	38,5	- 9,2
2.2 Transferts publics	- 18,8	- 16,7	- 18,3	- 27,4	- 33,0	- 45,3	32,4	79,2	- 46,8
Total 2	- 24,6	- 25,5	- 28,4	- 38,4	- 48,3	- 56,3	61,7	117,7	- 56,0
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 19,9	- 26,4	- 89,4	- 144,4	- 155,5	- 110,2	4.090,3	4.108,9	- 18,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 1,5	+ 16,8	+ 8,7	+ 26,7	+ 106,1	+ 124,6	244,4	208,1	+ 36,3
3.12 Avoirs	- 1,7	- 4,2	- 4,4	- 3,0	- 4,4	- 5,7	0,0	7,2	- 7,2
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	+ 2,0	+ 5,6	+ 10,3	0,4	0,9	- 0,5
Total 3	- 0,2	+ 12,6	+ 4,3	+ 25,7	+ 107,3	+ 129,2	244,8	216,2	+ 28,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	+ 7,6	- 18,7	- 7,0	- 18,2	- 47,0	+ 5,5	—	18,0	- 18,0
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 0,6	0,0	+ 7,2	+ 5,5	+ 18,5	+ 13,9	6,2	3,8	+ 2,4
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 3,7	- 4,3	+ 24,8	+ 57,9	+ 12,9	+ 1,8	1,4	10,7	- 9,3
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 18,1	- 24,7	- 13,7	- 23,4	- 41,2	- 57,6	—	96,5	- 96,5
4.2312 Investissements directs ..	- 12,7	- 11,4	- 32,8	- 1,8	- 1,1	+ 3,5	19,1	37,4	- 18,3
4.2313 Immeubles	- 3,9	- 6,1	- 6,1	- 4,8	- 3,6	- 0,9	4,4	4,8	- 0,4
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	- 17,1	- 12,1	- 29,2	- 52,8	- 60,1	- 35,0	12,5	—	+ 12,5
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets) ..	+ 5,0	+ 2,1	+ 1,8	- 0,9	- 2,0	+ 8,8	4,7	—	+ 4,7
4.2322 Investissements directs ..	+ 40,0	+ 40,8	+ 29,5	+ 42,5	+ 50,2	+ 63,5	88,0	23,0	+ 65,0
4.2323 Immeubles	+ 5,7	+ 4,1	+ 3,5	+ 2,9	+ 1,1	+ 5,7	4,8	1,8	+ 3,0
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	+ 2,5	- 1,8	+ 2,7	+ 28,1	+ 58,6	- 6,6	7,8	—	+ 7,8
Total 4	+ 12,1	- 32,1	- 19,3	+ 35,0	- 13,7	- 8,4	148,9	196,0	- 47,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 10,8	+ 12,3	- 11,1	+ 20,9	- 1,9	- 9,1	2,9	—	+ 2,9
Total 1 à 5	+ 2,8	- 33,6	- 115,5	- 62,8	- 63,8	+ 1,5	4.486,9	4.521,1	- 34,2
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 8,8	- 1,6	+ 7,0	+ 10,1	- 3,4	+ 3,5	—	—	+ 5,0
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	+ 3,7	+ 4,9	+ 15,0	+ 5,2	- 5,3	- 5,3	—	—	+ 3,6
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	- 2,6	- 16,1	- 41,5	- 64,4	+ 51,9	- 16,1	—	—	+ 40,8
6.2122 Monnaies étrangères	- 4,8	- 10,7	- 60,5	- 27,9	- 34,0	+ 57,2	—	—	- 63,9
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	0,0	+ 0,1	- 0,4	+ 2,4	- 1,5	- 0,4	—	—	+ 4,3
6.222 Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,3	—	—	+ 0,1
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	+ 6,3	+ 5,7	- 3,6	- 15,2	+ 24,2	+ 0,4	—	—	- 2,0
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	- 8,6	- 15,9	- 31,5	- 27,0	- 95,7	- 37,5	—	—	- 22,1
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	(+ 4,5)	(+ 4,5)	(+ 4,4)	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

² Seuls les crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont comptabilisés à la rubrique 4.1. Les autres crédits commerciaux, c.à.d. les traites

représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises, sont comptabilisés aux sous-rubriques 6.211, 6.221, 6.231 ou 6.1 selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1982		* 1983				* 1984		
	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 22,2	- 21,8	- 47,9	+ 0,5	- 24,5	- 21,8	- 27,4	+ 3,1	- 7,1
1.12 Travail à façon	+ 23,6	+ 18,1	+ 12,5	+ 17,1	+ 16,0	+ 13,1	+ 14,5	+ 21,2	+ 6,3
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 10,1	- 0,7	- 0,5	+ 16,7	+ 10,7	+ 4,7	+ 1,3	+ 7,8	- 5,2
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 5,5	+ 2,1	+ 3,0	+ 5,5	+ 4,4	+ 3,3	+ 3,2	+ 3,7	+ 3,3
1.3 Autres frais de transport	+ 3,1	+ 1,5	+ 1,0	+ 3,2	+ 1,6	+ 2,3	+ 1,6	+ 1,4	+ 0,4
1.4 Déplacements à l'étranger	- 11,6	- 2,7	- 6,0	- 3,2	- 9,1	- 1,2	- 3,7	- 3,5	- 12,1
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	- 5,2	+ 5,6	- 11,4	- 4,2	+ 4,3	+ 2,5	- 4,4	- 11,4	+ 1,4
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 11,3	+ 12,4	+ 11,5	+ 12,2	+ 12,5	+ 13,4	+ 13,1	+ 13,2	+ 13,9
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 0,7	+ 0,9	+ 1,1	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,5	+ 0,8	+ 2,0	+ 1,0
1.72 Autres	+ 0,4	- 8,7	- 2,4	- 0,9	- 0,9	- 5,2	- 5,3	- 4,8	- 2,3
Total 1	+ 15,7	+ 6,7	- 39,1	+ 47,8	+ 17,1	+ 11,6	- 6,3	+ 32,7	- 0,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 1,9	- 2,0	- 2,5	- 2,3	- 2,7	- 1,7	- 2,5	- 3,3	- 3,4
2.2 Transferts publics	- 13,4	- 8,5	- 12,7	- 16,7	- 5,3	- 12,1	- 11,9	- 10,5	- 8,3
Total 2	- 15,3	- 10,5	- 15,2	- 19,0	- 8,0	- 13,8	- 14,4	- 13,8	- 11,7
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 0,4	- 3,8	- 54,3	+ 28,8	+ 9,1	- 2,2	- 20,7	+ 18,9	- 12,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 39,6	+ 3,3	+ 52,4	+ 0,7	- 18,9	+ 3,0	+ 57,0	+ 33,8	+ 12,1
3.12 Avoirs	- 1,9	- 2,1	- 1,0	- 2,3	- 1,5	- 2,4	- 1,0	- 1,7	- 2,8
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	+ 4,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,4	- 0,9	+ 0,2	0,0	+ 1,2
Total 3	+ 37,7	+ 5,6	+ 51,1	- 1,4	- 20,8	- 0,3	+ 56,2	+ 32,1	+ 10,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ²	+ 5,7	- 12,0	- 21,0	+ 1,8	+ 13,3	- 12,1	- 3,3	- 35,0	+ 25,8
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 0,6	+ 11,4	- 0,7	+ 0,5	+ 2,3	+ 0,3	- 0,3	+ 0,1	+ 3,0
4.22 Intermed. financiers du secteur public ..	- 0,8	+ 1,2	- 0,8	+ 0,8	- 4,2	- 5,1	+ 1,6	- 2,1	+ 4,7
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 17,5	- 12,2	- 25,0	- 15,7	- 27,3	- 28,5	- 35,5	- 27,6	- 19,6
4.2312 Investissements directs ..	- 5,8	- 2,8	+ 1,8	- 6,1	- 12,3	- 1,7	+ 2,8	- 7,7	- 7,7
4.2313 Immeubles	- 0,4	+ 0,2	+ 0,6	- 0,6	- 0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,2	- 0,2
4.2314 Autres	- 16,9	+ 1,8	+ 5,9	+ 4,8	+ 4,1	- 2,3	- 3,4	+ 3,1	- 9,0
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob.	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,2	+ 0,8	- 0,4	+ 2,1	0,0	- 2,4	+ 0,2
4.2322 Investissements directs ..	+ 10,8	+ 32,1	+ 10,2	+ 1,9	+ 12,8	+ 40,1	- 0,6	- 2,7	+ 7,5
4.2323 Immeubles	+ 1,2	+ 1,5	+ 0,5	+ 1,4	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,3
4.2324 Autres	+ 4,4	- 19,3	+ 28,5	- 13,6	- 10,8	+ 3,7	+ 14,7	+ 9,4	- 2,1
Total 4	- 16,4	+ 5,0	+ 2,2	- 24,0	- 21,9	- 3,4	- 23,2	- 64,1	+ 2,9
5. Erreurs et omissions	+ 8,9	+ 4,9	- 45,6	+ 23,0	+ 14,0	+ 11,5	- 17,1	- 1,8	- 0,4
Total 1 à 5	+ 30,6	+ 11,7	- 46,6	+ 26,4	- 19,6	+ 5,6	- 4,8	- 14,9	+ 0,9
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 0,2	+ 1,0	+ 2,1	- 0,2	+ 0,8	+ 2,3	- 3,4	- 1,1	+ 0,7
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	+ 4,1	- 2,3	+ 2,2	+ 9,7	- 0,1	- 8,2	- 1,3	- 0,8	+ 12,4
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	- 34,2	+ 24,4	+ 33,6	- 23,1	- 4,7	+ 35,0	+ 6,9	- 21,1	- 15,2
6.2122 Monnaies étrangères	+ 14,3	+ 44,9	- 43,7	- 52,4	+ 16,6	+ 15,6	+ 21,7	- 36,0	- 29,7
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	+ 0,5	0,0	+ 0,3	- 0,8	+ 3,2	+ 1,6	- 4,7	0,0	+ 10,7
6.222 Autres	+ 0,5	- 0,3	+ 0,3	0,0	0,0	- 0,2	+ 0,2	0,0	0,0
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	- 15,1	+ 10,5	0,0	- 6,1	- 5,0	+ 9,1	+ 12,6	- 6,0	- 24,6
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	+ 60,3	- 66,5	- 41,4	+ 99,3	- 30,4	- 49,6	- 36,8	+ 50,1	+ 46,6
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	1984			1984		
	* 2 ^e trimestre			* 3 ^e trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	682,0	678,9	+ 3,1	626,6	633,7	- 7,1
1.12 Travail à façon	31,6	10,4	+ 21,2	21,2	14,9	+ 6,3
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	7,8	—	+ 7,8	—	5,2	- 5,2
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	37,3	33,6	+ 3,7	38,8	35,5	+ 3,3
1.3 Autres frais de transport	19,2	17,8	+ 1,4	19,3	18,9	+ 0,4
1.4 Déplacements à l'étranger	26,0	29,5	- 3,5	31,4	43,5	- 12,1
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	247,5	258,9	- 11,4	277,8	276,4	+ 1,4
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	16,8	3,6	+ 13,2	17,0	3,1	+ 13,9
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	6,8	4,8	+ 2,0	5,6	4,6	+ 1,0
1.72 Autres	53,6	58,4	- 4,8	54,2	56,5	- 2,3
<i>Total 1</i>	1.128,6	1.095,9	+ 32,7	1.091,9	1.092,3	- 0,4
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	7,0	10,3	- 3,3	7,7	11,1	- 3,4
2.2 Transferts publics	9,9	20,4	- 10,5	8,5	16,8	- 8,3
<i>Total 2</i>	16,9	30,7	- 13,8	16,2	27,9	- 11,7
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.145,5	1.126,6	+ 18,9	1.108,1	1.120,2	- 12,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	76,1	42,3	+ 33,8	56,3	44,2	+ 12,1
3.12 Avoirs	0,0	1,7	- 1,7	0,0	2,8	- 2,8
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	1,3	0,1	+ 1,2
<i>Total 3</i>	76,1	44,0	+ 32,1	57,6	47,1	+ 10,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	—	35,0	- 35,0	25,8	—	+ 25,8
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	0,7	0,6	+ 0,1	3,8	0,8	+ 3,0
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	0,5	2,6	- 2,1	4,9	0,2	+ 4,7
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	27,6	- 27,6	—	19,6	- 19,6
4.2312 Investissements directs ..	2,3	10,0	- 7,7	3,1	10,8	- 7,7
4.2313 Immeubles	0,8	1,0	- 0,2	0,9	1,1	- 0,2
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	3,1	—	+ 3,1	—	9,0	- 9,0
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets) ..	—	2,4	- 2,4	0,2	—	+ 0,2
4.2322 Investissements directs ..	11,3	14,0	- 2,7	11,9	4,4	+ 7,5
4.2323 Immeubles	1,6	0,6	+ 1,0	0,8	0,5	+ 0,3
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	9,4	—	+ 9,4	—	2,1	- 2,1
<i>Total 4</i>	29,7	93,8	- 64,1	51,4	48,5	+ 2,9
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	1,8	- 1,8	—	0,4	- 0,4
<i>Total 1 à 5</i>	1.251,3	1.266,2	- 14,9	1.217,1	1.216,2	+ 0,9
6. Financement du total :						
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	—	—	- 1,1	—	—	+ 0,7
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
6.211 Crédits commerciaux ²	—	—	- 0,8	—	—	+ 12,4
6.212 Autres :						
6.2121 Francs belges et luxem.	—	—	- 21,1	—	—	- 15,2
6.2122 Monnaies étrangères	—	—	- 36,0	—	—	- 29,7
6.22 Organismes divers :						
6.221 Crédits commerciaux ²	—	—	0,0	—	—	+ 10,7
6.222 Autres	—	—	0,0	—	—	0,0
6.23 B.N.B. :						
6.231 Crédits commerciaux ²	—	—	- 6,0	—	—	- 24,6
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	—	—	+ 50,1	—	—	+ 46,6
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE ¹

(Soldes en milliards de francs)

	* 1983	* 1984	* 1983		* 1984				* 1985	
	Année		3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	Avril	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	Avril
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	- 114,2	+ 66,8	- 8,8	- 38,4	- 31,4	- 11,4	+ 7,9	- 21,1	- 13,8	- 11,5
1.12 Travail à façon	+ 58,7	+ 60,0	+ 16,0	+ 13,1	+ 14,5	+ 8,6	+ 6,3	+ 18,0	+ 12,1	+ 5,4
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 31,6	+ 18,7	+ 10,7	+ 4,7	+ 1,3	+ 1,9	- 5,2	+ 14,8	+ 10,5	- 3,1
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 16,2	+ 14,5	+ 4,4	+ 3,3	+ 3,2	+ 0,3	+ 3,3	+ 4,3	+ 5,5	+ 1,1
1.3 Autres frais de transport	+ 8,1	+ 2,9	+ 1,6	+ 2,3	+ 1,6	+ 0,8	+ 0,4	- 0,5	- 1,0	- 0,3
1.4 Déplacements à l'étranger	- 19,5	- 16,8	- 9,1	- 1,2	- 3,7	+ 0,4	- 12,1	+ 2,5	- 3,1	+ 0,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	- 8,8	- 3,5	+ 4,3	+ 2,5	- 4,4	+ 0,4	+ 1,4	+ 10,9	- 11,4	0,0
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 49,6	+ 55,2	+ 12,5	+ 13,4	+ 13,1	+ 4,5	+ 13,9	+ 15,0	+ 13,2	+ 4,4
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 4,6	+ 5,4	+ 2,1	+ 0,5	+ 0,8	+ 1,2	+ 1,0	+ 1,6	+ 1,0	+ 0,8
1.72 Autres	- 9,4	- 20,1	- 0,9	- 5,2	- 5,3	- 1,1	- 2,3	- 7,7	- 5,5	- 3,5
Total 1	+ 16,9	+ 49,5	+ 32,8	- 5,0	- 10,3	+ 5,6	+ 14,6	+ 37,8	+ 7,5	- 6,2
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 9,2	- 9,9	- 2,7	- 1,7	- 2,5	- 1,0	- 3,4	- 0,7	- 0,6	- 0,8
2.2 Transferts publics	- 46,8	- 41,4	- 5,3	- 12,1	- 11,9	- 2,8	- 8,3	- 10,7	- 9,8	- 2,9
Total 2	- 56,0	- 51,3	- 8,0	- 13,8	- 14,4	- 3,8	- 11,7	- 11,4	- 10,4	- 3,7
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 39,1	- 1,8	+ 24,8	- 18,8	- 24,7	+ 1,8	+ 2,9	+ 26,4	- 2,9	- 9,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 36,3	+ 88,5	- 18,9	+ 2,1	+ 57,0	+ 32,0	+ 12,1	- 14,4	+ 21,0	- 7,8
3.12 Avoirs	- 7,2	- 6,6	- 1,5	- 2,4	- 1,0	- 0,3	- 2,8	- 1,1	0,0	- 0,2
3.2 Autres pouvoirs publics	- 0,5	+ 1,7	- 0,4	0,0	+ 0,2	0,0	+ 1,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,1
Total 3	+ 28,6	+ 83,6	- 20,8	- 0,3	+ 56,2	+ 31,7	+ 10,5	- 15,2	+ 20,9	- 7,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises² et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux ³	+ 2,5	- 3,0	- 2,4	+ 4,5	+ 0,7	- 3,8	+ 10,8	- 4,8	- 1,8	+ 0,2
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 2,4	+ 7,0	+ 2,3	+ 0,3	- 0,3	- 0,2	+ 3,0	+ 4,2	+ 0,7	+ 0,1
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	- 9,3	+ 1,9	- 4,2	- 5,1	+ 1,6	- 3,4	+ 4,7	- 2,3	- 14,3	- 0,9
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mob.	- 96,5	- 113,2	- 27,3	- 28,5	- 35,5	- 8,5	- 19,6	- 30,5	- 18,9	- 10,7
4.2312 Investissements directs ..	- 18,3	- 16,3	- 12,3	- 1,7	+ 2,8	- 4,2	- 7,7	- 3,7	+ 9,0	+ 1,4
4.2313 Immeubles	- 0,4	- 0,8	- 0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,3	+ 0,1	- 0,1
4.2314 Autres	+ 12,5	- 5,8	+ 4,1	- 2,3	- 3,4	+ 2,9	- 9,0	+ 3,5	- 9,2	+ 1,9
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mob.	+ 4,7	- 1,2	- 0,4	+ 2,1	0,0	- 1,4	+ 0,2	+ 1,0	+ 3,2	+ 2,4
4.2322 Investissements directs ..	+ 65,0	+ 20,8	+ 12,8	+ 40,1	- 0,6	- 2,6	+ 7,5	+ 16,6	+ 16,3	+ 3,5
4.2323 Immeubles	+ 3,0	+ 3,0	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,3	+ 0,8	+ 0,9	+ 0,3
4.2324 Autres	+ 7,8	+ 18,4	- 10,8	+ 3,7	+ 14,7	+ 10,9	- 2,1	- 3,6	+ 7,9	- 0,4
Total 4	- 26,6	- 89,2	- 37,6	+ 13,2	- 19,2	- 9,9	- 12,1	- 19,1	- 6,1	- 2,3
5. Erreurs et omissions	+ 2,9	- 13,1	+ 14,0	+ 11,5	- 17,1	- 4,5	- 0,4	+ 6,2	- 4,0	- 9,7
Total 1 à 5	- 34,2	- 20,5	- 19,6	+ 5,6	- 4,8	+ 19,1	+ 0,9	- 1,7	+ 7,9	- 29,8
6. Financement du total :										
6.1 Crédits commerciaux ³ refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 5,0	+ 0,9	+ 0,8	+ 2,3	- 3,4	+ 2,0	+ 0,7	+ 4,7	+ 5,1	- 4,3
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
6.211 Crédits commerciaux ³	+ 3,6	+ 20,8	- 0,1	- 8,2	- 1,3	+ 2,6	+ 12,4	+ 10,5	- 6,5	- 8,2
6.212 Autres :										
6.2121 Francs belges et luxem. .	+ 40,8	- 33,4	- 4,7	+ 35,0	+ 6,9	- 3,0	- 15,2	- 4,0	- 14,5	- 7,5
6.2122 Monnaies étrangères	- 63,9	- 54,6	+ 16,6	+ 15,6	+ 21,7	- 3,4	- 29,7	- 10,6	+ 17,5	- 12,8
6.22 Organismes divers :										
6.221 Crédits commerciaux ³	+ 4,3	- 2,7	+ 3,2	+ 1,6	- 4,7	0,0	+ 10,7	- 8,7	- 2,0	+ 2,5
6.222 Autres	+ 0,1	+ 0,2	0,0	- 0,2	+ 0,2	- 0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
6.23 B.N.B. :										
6.231 Crédits commerciaux ³	- 2,0	- 18,9	- 5,0	+ 9,1	+ 12,6	- 11,6	- 24,6	- 0,9	+ 0,5	- 0,3
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	- 22,1	+ 67,2	- 30,4	- 49,6	- 36,8	+ 33,0	+ 46,6	+ 7,3	+ 7,8	+ 0,8
<i>p.m. Mouvement des droits de trage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Cette balance est en fait établie partiellement sur base des transactions, puisque les opérations courantes sont estimées en tenant compte, d'une part, des crédits commerciaux mobilisés

auprès des banques belges et luxembourgeoises et, d'autre part, des crédits commerciaux non mobilisés représentatifs de travail à façon et d'arbitrage.

² Voir tableau IX-1, note ¹.

³ Voir tableau IX-1, note ².

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME ¹**

(milliards de francs)

	1981	1982	* 1983	* 1984	* 1984		* 1985	
					3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	Avril
1. Opérations courantes (rubriques 1 et 2 des tableaux IX-1 à 3) ..	-155,5	-110,2	- 18,6	.	- 12,1	.	.	.
1bis. Opérations courantes sur base de caisse (rubriques 1 et 2 du tableau IX-4)	-199,6	-112,8	- 38,4	- 1,8	+ 2,9	+ 26,4	- 2,9	- 9,9
2. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
2.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	+107,3	+129,2	+ 28,6	+ 83,6	+ 10,5	- 15,2	+ 20,9	- 7,9
2.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 99,7	+103,9	+ 92,4	+ 63,1	+ 1,8	+ 18,4	+ 1,0	+ 7,7
2.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	+ 2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,2	+ 0,2
3. Mouvement des crédits commerciaux :								
3.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 14,0	+ 1,8	- 10,9	- 0,1	+ 0,8	- 5,6	+ 2,9	+ 10,3
3.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non-résidents sur les crédits reçus par des importateurs résidents, et qui n'ont pas été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 44,1	- 2,6	- 20,5	.	+ 15,0	.	.	.
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les autres crédits reçus par des résidents	- 2,9	- 2,9	+ 2,5	- 3,0	+ 10,8	- 4,8	- 1,8	+ 0,2
4. Mouvement des autres capitaux des entreprises ² et particuliers :								
4.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	+ 33,3	- 2,9	- 29,1	- 86,2	- 22,9	- 14,3	- 4,3	- 2,5
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :								
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :								
4.211 Créances en monnaies étrangères	-124,9	- 8,8	- 74,2	-280,0	- 40,5	- 31,3	-101,5	- 2,6
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	- 64,6	+ 9,5	- 79,3	- 7,8	+110,7	- 61,1	-148,1	+ 6,1
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :								
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 65,0	- 25,7	+ 93,6	+284,2	+ 47,7	+ 61,7	+ 96,2	+ 12,8
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 66,5	- 13,1	+ 98,9	+ 27,1	- 97,0	+ 38,5	+147,4	- 0,2
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :								
5.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	- 51,9	+ 16,4	- 40,9	+ 33,2	+ 15,2	+ 4,0	+ 14,5	+ 7,5
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourgeois à livrer à terme ..	+ 12,9	- 22,2	+ 1,3	+ 18,8	+ 14,5	- 1,3	- 15,2	+ 9,9
6. Position de change ³ des banques belges et luxembourgeoises :								
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ..	- 10,8	-118,0	- 40,5	- 26,4	+ 23,5	- 40,0	- 19,7	- 7,3
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	- 14,8	+ 25,8	- 20,9	- 38,1	- 28,2	+ 23,9	+ 15,9	- 15,8
7. Erreurs et omissions :								
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 1,9	- 9,1	+ 2,9	- 13,1	- 0,4	+ 6,2	- 4,0	- 9,7
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	+ 5,0	- 8,6	- 7,4	+ 13,7	- 2,8	+ 1,8	+ 6,5	+ 2,2
Total 1 à 7⁴ ...	- 93,3	- 37,5	- 22,1	+ 67,2	+ 46,6	+ 7,3	+ 7,6	+ 1,0
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+) ; diminution (-)] :								
8.1 Encaisse en or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I.	- 1,8	- 0,8	- 4,6	+ 3,1	+ 0,6	+ 2,9	+ 0,1	- 0,5
8.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. :								
8.31 Ecus	- 78,8	+ 48,5	+ 34,2	+ 26,1	+ 58,2	+ 38,6	+ 32,2	0,0
8.32 Autres	- 2,7	- 14,3	- 32,6	+ 48,7	+ 12,0	0,0	0,0	0,0
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :								
8.41 Avoirs nets au comptant	- 10,1	- 73,8	- 19,2	- 11,3	- 24,3	- 34,6	- 25,6	+ 1,5
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,2	+ 0,2
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :								
8.51 Avoirs au comptant	- 2,3	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,1	- 0,2
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	- 0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les non-résidents, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

² Non compris les organismes principalement monétaires.

³ Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

⁴ Pour les périodes où seule la balance des paiements « sur base de caisse » a pu être établie (voir tableau IX-4) : total des rubriques 1bis à 7.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Franc belge et luxembourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paievements d'importations										
1978	28,1	18,9	11,1	8,5	4,4	2,0	0,4	73,4	22,0	4,6
1979	28,4	18,3	10,5	8,2	4,9	1,9	0,4	72,6	23,4	4,0
1980	27,5	16,9	10,6	8,3	4,4	1,9	0,3	69,9	26,1	4,0
1981	26,6	16,3	9,5	8,3	2,9	1,6	0,3	65,5	30,2	4,3
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1984	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	69,4	25,6	5,0
1982 6 premiers mois	24,1	16,8	9,9	9,1	3,5	1,7	0,3	65,4	30,2	4,4
9 premiers mois	24,1	17,0	10,1	8,8	3,5	1,7	0,3	65,5	30,0	4,5
1983 3 premiers mois	24,8	18,6	9,2	8,9	3,7	1,8	0,4	67,4	27,4	5,2
6 premiers mois	25,4	17,7	10,0	8,9	3,8	1,9	0,3	68,0	26,8	5,2
9 premiers mois	25,3	17,7	10,1	8,5	3,9	2,0	0,3	67,8	27,0	5,2
1984 3 premiers mois	26,1	18,0	10,4	8,8	4,2	1,8	0,3	69,6	25,3	5,1
6 premiers mois	26,7	17,8	10,4	8,9	4,0	1,9	0,3	70,0	24,9	5,1
9 premiers mois	26,5	18,0	10,5	8,8	4,0	1,9	0,3	70,0	25,0	5,0
1985 3 premiers mois	26,6	16,4	9,3	8,4	3,5	1,8	0,3	66,3	28,5	5,2
Recettes d'exportations										
1978	44,4	17,4	12,0	7,4	2,3	1,4	0,2	85,1	12,6	2,3
1979	42,2	17,9	13,0	7,2	2,6	2,1	0,3	85,3	12,5	2,2
1980	41,2	17,0	13,6	7,3	2,9	2,5	0,3	84,8	12,9	2,3
1981	39,0	16,8	13,2	6,8	3,0	2,0	0,3	81,1	16,2	2,7
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1984	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	80,2	16,6	3,2
1982 6 premiers mois	36,3	17,7	14,7	7,0	3,3	2,5	0,4	81,9	15,3	2,8
9 premiers mois	35,7	17,7	14,6	7,0	3,4	2,5	0,4	81,3	15,9	2,8
1983 3 premiers mois	34,9	17,1	15,3	7,1	3,2	2,8	0,4	80,8	16,2	3,0
6 premiers mois	34,9	18,2	14,4	7,0	3,6	2,5	0,4	81,0	16,1	2,9
9 premiers mois	34,7	18,1	14,3	7,2	3,9	2,4	0,4	81,0	16,0	3,0
1984 3 premiers mois	34,7	18,1	13,6	7,1	4,2	2,3	0,5	80,5	16,5	3,0
6 premiers mois	35,4	17,9	13,6	7,3	4,0	2,3	0,5	81,0	15,9	3,1
9 premiers mois	34,9	17,5	13,5	7,4	4,0	2,5	0,5	80,3	16,6	3,1
1985 3 premiers mois	33,7	16,6	14,0	7,2	4,0	2,8	0,5	78,8	17,9	3,3

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et, depuis le 1^{er} décembre 1977, des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome 1, n^o 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations

de change à terme » ; LIII^e année, tome 1, n^o 6 juin 1978 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année, tome 1, n^o 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome 1, n^o 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LIX^e année, tome 1, n^o 6, juin 1984 : « La balance des paiements de l'union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1982 sur la base des transactions ». *Rapports 1982 de la B.N.B.*

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS RÉUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION À BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	1 Ecu ²
1976 ¹	38,60	15,33	13,04	8,10	69,85	4,67	39,17	14,61	8,87	15,45	57,82	6,39	215,39	7,08	10,01	128,71	51,29	—	—
1977 ¹	35,84	15,44	13,39	7,29	62,55	4,06	33,75	14,60	8,03	14,95	47,70	5,97	216,99	6,73	8,92	94,41	41,84	—	—
1978 ¹	31,49	15,68	15,08	6,99	60,39	3,71	27,66	14,55	6,97	17,69	41,14	5,71	216,97	6,03	7,65	71,43	38,20	—	—
1979 ¹	29,31	16,00	13,46	6,89	62,19	3,53	25,03	14,62	6,84	17,63	43,70	5,58	219,50	5,79	7,54	60,16	17,36	—	—
1980 ¹	29,22	16,09	12,97	6,92	68,01	3,42	25,01	14,71	6,91	17,45	40,83	5,19	226,10	5,92	7,85	58,68	10,63	60,09	—
1981 ¹	37,13	16,43	16,85	6,84	74,84	3,27	30,98	14,89	7,35	18,94	40,26	5,21	233,25	6,47	8,61	60,65	8,99	59,75	—
1982 ¹	45,76	18,83	18,38	6,96	79,80	3,38	37,08	17,11	7,31	22,52	41,63	5,48	267,88	7,09	9,50	57,99	7,94	64,84	—
1983 ¹	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58	—
1984 Année	57,79	20,31	24,32	6,61	76,98	3,29	44,63	18,01	6,98	24,61	35,93	5,58	288,81	7,08	9,61	39,62	1,61	62,60	45,06
du 1-1 au 16-9 ...	56,20	20,36	24,01	6,63	77,71	3,30	43,75	18,06	6,94	24,65	35,85	5,57	289,47	7,13	9,58	40,36	1,62	62,59	45,15
du 17-9 au 31-12 .	61,67	20,17	25,08	6,58	75,19	3,26	46,79	17,89	7,08	24,50	36,13	5,59	287,18	6,98	9,69	37,83	1,58	62,61	45,05

¹ Pour les périodes composant ces années, veuillez consulter les publications antérieures.

² L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	1 Ecu ¹
1983 2 ^e trimestre	49,68	19,96	20,90	6,64	77,28	3,36	40,35	17,76	6,58	23,90	35,70	5,59	283,45	6,92	9,07	49,24	8,42	63,04	
3 ^e trimestre	53,12	20,08	21,91	6,67	80,15	3,37	43,10	17,96	6,80	24,72	35,32	5,58	285,66	7,17	9,36	43,92	7,15	63,23	
4 ^e trimestre	54,49	20,35	23,29	6,67	80,02	3,35	44,02	18,14	6,88	25,24	35,25	5,63	288,99	7,26	9,48	42,68	1,78	63,18	
1984 1 ^{er} trimestre	55,26	20,45	23,94	6,66	79,26	3,32	44,03	18,15	6,93	25,16	35,76	5,61	290,19	7,19	9,56	41,78	1,71	62,99	
2 ^e trimestre	55,30	20,39	24,07	6,63	77,15	3,30	42,77	18,10	6,90	24,61	36,14	5,56	290,05	7,14	9,59	40,24	1,56	62,47	
3 ^e trimestre	58,96	20,21	24,23	6,59	76,49	3,28	44,91	17,92	7,01	24,16	35,73	5,55	287,92	7,05	9,64	38,66	1,59	62,30	45,21
4 ^e trimestre	61,60	20,17	25,05	6,58	74,94	3,26	46,73	17,88	7,07	24,49	36,12	5,60	287,09	6,96	9,68	37,76	1,57	62,60	45,01
1985 1 ^{er} trimestre	65,33	20,07	25,37	6,56	72,80	3,23	48,26	17,75	7,04	23,73	36,31	5,61	285,71	6,97	9,63	36,50	1,48	62,49	44,66
2 ^e trimestre	62,16	20,14	24,81	6,60	78,07	3,16	45,38	17,84	6,95	23,99	35,74	5,61	286,60	6,99	9,67	35,51	1,28	63,04	45,12
1984 Juillet	57,70	20,27	23,78	6,60	76,19	3,30	43,63	17,96	6,95	23,99	35,80	5,54	288,91	7,03	9,59	38,56	1,57	62,16	
Août	58,33	20,20	24,06	6,58	76,54	3,27	44,73	17,91	6,98	24,11	35,49	5,54	287,63	7,02	9,61	38,94	1,58	62,20	
Septembre	61,00	20,17	24,88	6,57	76,74	3,27	46,45	17,89	7,11	24,40	35,92	5,57	287,19	7,09	9,71	38,45	1,62	62,48	45,21
du 1 ^{er} au 14 ..	59,87	20,14	24,48	6,56	76,70	3,27	45,75	17,85	7,06	24,21	35,66	5,55	286,60	7,08	9,66	38,65	1,60	62,30	45,15
du 17 au 30 ..	62,12	20,20	25,28	6,58	76,78	3,26	47,15	17,92	7,16	24,59	36,18	5,58	287,79	7,10	9,75	38,25	1,64	62,67	45,27
Octobre	62,06	20,23	25,16	6,59	75,70	3,27	47,08	17,94	7,14	24,59	36,09	5,60	287,89	6,99	9,73	38,19	1,61	62,61	45,18
Novembre	60,37	20,18	24,82	6,58	74,97	3,25	45,86	17,89	7,03	24,49	35,97	5,59	286,97	6,93	9,64	37,29	1,53	62,54	44,99
Décembre	62,34	20,09	25,17	6,56	73,98	3,26	47,21	17,81	7,04	24,36	36,31	5,61	286,23	6,94	9,65	37,75	1,55	62,65	44,84
1985 Janvier	63,41	20,02	24,98	6,54	71,58	3,26	47,92	17,72	6,99	23,88	36,22	5,60	285,06	6,91	9,56	36,82	1,52	62,36	44,51
Février	66,16	20,08	25,41	6,57	72,46	3,25	48,92	17,73	7,09	23,65	36,39	5,61	285,99	6,99	9,65	36,32	1,48	62,48	44,67
Mars	66,53	20,11	25,75	6,58	74,41	3,19	47,99	17,79	7,05	23,66	36,32	5,62	286,12	7,01	9,69	36,34	1,43	62,63	44,80
Avril	62,11	20,14	24,72	6,60	77,12	3,15	45,49	17,82	6,92	24,03	36,08	5,61	286,79	6,97	9,63	35,86	1,30	63,03	45,03
Mai	62,67	20,12	24,91	6,60	78,07	3,16	45,53	17,82	6,96	23,92	35,77	5,60	286,24	6,99	9,67	35,41	1,29	62,98	45,10
Juin	61,72	20,15	24,81	6,61	79,02	3,16	45,13	17,88	6,97	24,01	35,36	5,61	286,74	7,00	9,69	35,27	1,24	63,12	45,24
Juillet	58,77	20,14	24,33	6,62	80,87	3,09	43,46	17,89	6,92	24,31	34,96	5,61	286,70	6,95	9,64	34,73	1,17	63,15	45,30
du 1 ^{er} au 19 ..	59,43	20,13	24,45	6,62	80,72	3,13	43,92	17,88	6,94	24,15	35,11	5,60	286,62	6,96	9,66	34,93	1,18	63,14	45,34
du 22 au 31 ..	57,35	20,16	24,10	6,62	81,17	3,01	42,48	17,93	6,87	24,66	34,65	5,61	286,86	6,92	9,61	34,32	1,14	63,15	45,22

¹ L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

X - 2. — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL

Moyennes journalières	Cours en francs belges
1977	41,84
1978	39,35
1979	37,86
1980	38,04
1981	43,71
1982	50,43
1983	54,64
1984	59,18
1983 2 ^e trimestre	53,52
3 ^e trimestre	55,98
4 ^e trimestre	57,32
1984 1 ^{er} trimestre	57,92
2 ^e trimestre	57,81
3 ^e trimestre	59,68
4 ^e trimestre	61,25
1985 1 ^{er} trimestre	63,17
2 ^e trimestre	61,69
1984 Juillet	58,87
Août	59,27
Septembre	60,99
Octobre	61,61
Novembre	60,53
Décembre	61,57
1985 Janvier	61,86
Février	63,62
Mars	64,09
Avril	61,57
Mai	61,99
Juin	61,54
Juillet	59,92

X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.
A BRUXELLES

Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
	Transferts	Billets		
(Cours en francs belges)			Report (+) ou Déport (-) (% par an des cours du marché au comptant ¹)	
35,84	35,89	35,96	+ 1,31	+ 1,16
31,49	31,96	32,03	- 0,96	- 1,40
29,31	30,14	30,20	- 1,26	- 1,24
29,22	29,64	29,68	- 0,06	- 0,02
37,13	39,37	39,36	+ 1,29	- 1,77
45,76	49,12	49,12	+ 2,41	+ 0,68
51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75
57,79	58,65	58,63	+ 0,60	+ 0,37
49,68	49,92	49,94	+ 0,86	+ 0,72
53,12	53,48	53,51	- 0,91	- 1,04
54,49	55,20	55,22	+ 0,29	+ 0,08
55,26	56,77	56,77	+ 2,07	+ 1,31
55,30	56,32	56,30	+ 0,26	+ 0,12
58,96	59,49	59,47	- 0,72	- 0,73
61,60	61,93	61,92	+ 0,73	+ 0,73
65,33	65,81	65,55	+ 1,63	+ 1,61
62,16	62,47	62,48	+ 0,97	+ 0,97
57,70	58,27	58,23	- 0,60	- 0,62
58,33	58,88	58,87	- 0,68	- 0,68
61,00	61,55	61,44	- 0,90	- 0,89
62,06	62,61	62,60	- 0,10	- 0,10
60,37	60,68	60,58	+ 1,00	+ 1,00
62,34	62,58	62,51	+ 1,49	+ 1,48
63,41	63,66	63,60	+ 2,10	+ 2,09
66,16	66,48	66,33	+ 1,56	+ 1,52
66,53	66,84	66,86	+ 1,21	+ 1,20
62,11	62,45	62,43	+ 1,03	+ 1,02
62,67	62,91	62,95	+ 0,88	+ 0,87
61,72	62,04	62,09	+ 1,00	+ 1,00
58,77	59,24	59,31	+ 0,92	+ 0,83

¹ Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 21 MARS 1983 AU 17 MAI 1983**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	44,3662	2,49587	8,04412	2,21515	1386,78	6,79271	0,717050
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,75350 5,62561 5,50050	18,5430 18,1312 17,7270	5,10600 4,99288 4,88200	3318,90 3125,76 2943,80	15,6590 15,3106 14,9700	1,65300 1,61621 1,58030
100 florins Pays-Bas	1818,00 1777,58 1738,00	—	329,630 322,297 315,130	90,7700 88,7526 86,7800	58997,0 55563,0 52329,0	278,350 272,158 266,100	29,3832 28,7295 28,0904
100 couronnes danoises	564,100 551,536 539,300	31,7325 31,0273 30,3375	—	28,1650 27,5375 26,9250	18305,0 17239,7 16236,0	86,3650 84,4432 82,5650	9,11680 8,91396 8,71570
100 marks allemands	2048,35 2002,85 1958,50	115,235 112,673 110,168	371,400 363,141 355,060	—	66473,0 62604,3 58960,0	313,630 306,648 299,830	33,1015 32,3703 31,6455
100 liras italiennes	3,39700 3,19922 3,01300	0,191100 0,179976 0,169500	0,615900 0,580057 0,546300	0,169600 0,159733 0,150400	—	0,520100 0,489818 0,461300	0,0549015 0,0517061 0,0486968
100 francs français	668,000 653,144 638,600	37,5800 36,7434 35,9250	121,110 118,423 115,780	33,3500 32,6107 31,8850	21677,0 20415,7 19227,0	—	10,7964 10,5562 10,3214
100 punts irlandais	6328,10 6187,32 6049,65	356,000 348,075 340,300	1147,35 1121,84 1096,87	316,000 308,925 302,100	205353,0 193401,0 182145,0	968,850 947,313 926,250	—

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 22 JUILLET 1985**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	44,8320	2,52208	8,12857	2,23840	1520,60	6,86402	0,724578
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,75350	18,5430	5,10600	3601,40	15,6590	1,65300
		5,62561	18,1312	4,99288	3391,77	15,3106	1,61621
		5,50050	17,7270	4,88200	3194,30	14,9700	1,58030
100 florins Pays-Bas	1818,00		329,630	90,7700	64020,0	278,350	29,3832
	1777,58	—	322,297	88,7526	60291,5	272,158	28,7295
	1738,00		315,130	86,7800	56786,0	266,100	28,0904
100 couronnes danoises	564,100	31,7325		28,1650	19863,0	86,3650	9,11680
	551,536	31,0273	—	27,5375	18706,9	84,4432	8,91396
	539,300	30,3375		26,9250	17618,0	82,5650	8,71570
100 marks allemands	2048,35	115,235	371,400		72131,0	313,630	33,1015
	2002,85	112,673	363,141	—	67932,5	306,648	32,3703
	1958,50	110,1675	355,060		63978,0	299,850	31,6455
100 lires italiennes	3,13050	0,176100	0,567600	0,156300		0,479300	0,0505956
	2,94831	0,165861	0,534563	0,147205	—	0,451402	0,0476508
	2,77650	0,156200	0,503500	0,138650		0,425150	0,0448775
100 francs français	668,000	37,5800	121,110	33,3500	23522,0		10,7964
	653,144	36,7434	118,423	32,6107	22153,2	—	10,5562
	638,600	35,9250	115,780	31,8850	20863,0		10,3214
100 punts irlandais	6328,10	356,000	1147,35	316,000	222829,0	968,850	
	6187,32	348,075	1121,84	308,925	209860,0	947,313	—
	6049,65	340,300	1096,87	302,100	197646,0	926,250	

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹						Indicateurs de divergence ²						
		Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais
1979 ³	40,31	+ 0,77	+ 1,09	+ 1,45	+ 2,99	+ 1,35	+ 1,29	+ 63	+ 25	- 9	- 12	- 21	+ 5	- 1
1980	40,60	+ 1,41	+ 0,68	+ 0,33	- 0,64	+ 1,66	+ 0,86	+ 44	- 26	+ 10	+ 38	+ 34	- 42	+ 2
1981	41,29	+ 1,29	+ 1,17	+ 1,16	+ 0,60	+ 1,23	+ 0,35	+ 52	- 12	- 6	- 6	+ 10	- 10	+ 32
1982	44,71	+ 1,03	+ 1,14	+ 0,63	+ 1,39	+ 0,71	+ 0,81	+ 38	- 16	- 16	+ 10	- 9	- 5	- 1
1983	45,43	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21
1984	45,44	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1
1983 2 ^e trimestre	45,22	- 0,09	+ 1,42	- 0,36	+ 4,94	+ 1,68	+ 1,84	+ 29	+ 35	- 38	+ 68	- 62	- 58	- 56
3 ^e trimestre	45,69	+ 1,01	+ 1,24	+ 0,28	+ 5,41	+ 2,09	+ 2,19	+ 55	+ 6	- 5	+ 60	- 63	- 51	- 47
4 ^e trimestre	45,95	+ 2,04	+ 2,04	+ 1,57	+ 4,81	+ 2,15	+ 2,13	+ 86	- 14	- 13	+ 13	- 43	- 21	- 16
1984 1 ^{er} trimestre	45,90	+ 2,07	+ 1,73	+ 2,09	+ 3,87	+ 1,90	+ 1,80	+ 89	- 11	+ 5	- 18	- 28	- 4	+ 1
2 ^e trimestre	45,59	+ 1,79	+ 0,77	+ 1,79	+ 3,08	+ 1,55	+ 0,98	+ 71	- 16	+ 31	- 23	- 27	- 5	+ 21
3 ^e trimestre	45,25	+ 0,82	+ 0,62	+ 0,95	+ 2,61	+ 0,85	+ 0,70	+ 37	- 2	+ 7	- 11	- 31	- 4	+ 4
4 ^e trimestre	45,03	+ 0,60	+ 1,44	+ 0,71	+ 1,82	+ 0,72	+ 1,20	+ 26	- 3	- 40	- 11	- 28	- 10	- 29
1985 1 ^{er} trimestre	44,66	- 0,19	+ 1,73	+ 0,36	+ 1,01	+ 0,46	+ 1,00	+ 10	+ 19	- 68	+ 2	- 25	- 14	- 35
2 ^e trimestre	45,12	+ 0,33	+ 1,64	+ 0,54	- 1,35	+ 1,07	+ 1,87	+ 32	+ 16	- 44	+ 8	+ 35	- 23	- 53
1984 Juillet	45,33	+ 1,02	+ 0,48	+ 1,20	+ 3,14	+ 1,11	+ 0,46	+ 43	- 7	+ 19	- 21	- 39	- 12	+ 19
Août	45,23	+ 0,74	+ 0,44	+ 0,84	+ 2,34	+ 0,74	+ 0,63	+ 35	- 1	+ 13	- 9	- 28	- 1	+ 4
Septembre	45,20	+ 0,61	+ 0,92	+ 0,70	+ 2,09	+ 0,62	+ 0,98	+ 33	+ 3	- 11	- 1	- 26	+ 3	- 14
Octobre	45,19	+ 0,91	+ 1,47	+ 0,98	+ 2,13	+ 0,97	+ 1,26	+ 38	- 6	- 31	- 13	- 27	- 11	- 21
Novembre	45,01	+ 0,64	+ 1,27	+ 0,75	+ 1,43	+ 0,71	+ 1,07	+ 23	- 8	- 36	- 18	- 22	- 13	- 27
Décembre	44,84	+ 0,14	+ 1,61	+ 0,31	+ 1,89	+ 0,41	+ 1,28	+ 16	+ 9	- 57	+ 1	- 36	- 5	- 42
1985 Janvier	44,52	- 0,33	+ 1,55	- 0,07	+ 1,74	+ 0,12	+ 0,77	+ 3	+ 19	- 67	+ 8	- 41	- 3	- 31
Février	44,68	- 0,26	+ 1,75	+ 0,23	+ 1,52	+ 0,57	+ 0,98	+ 13	+ 26	- 66	+ 3	- 34	- 17	- 32
Mars	44,80	+ 0,03	+ 1,91	+ 0,37	- 0,23	+ 0,72	+ 1,26	+ 14	+ 13	- 72	- 5	+ 1	- 23	- 43
Avril	45,03	+ 0,20	+ 1,63	+ 0,56	- 1,45	+ 1,03	+ 1,83	+ 25	+ 15	- 50	- 3	+ 33	- 28	- 58
Mai	45,09	+ 0,25	+ 1,51	+ 0,46	- 1,34	+ 1,01	+ 1,80	+ 30	+ 19	- 39	+ 11	+ 34	- 21	- 52
Juin	45,23	+ 0,55	+ 1,77	+ 0,59	- 1,25	+ 1,18	+ 1,97	+ 41	+ 14	- 42	+ 16	+ 38	- 19	- 50
Juillet	45,30	+ 0,64	+ 1,63	+ 0,54	- 0,58	+ 1,37	+ 2,02	+ 42	+ 11	- 34	+ 21	+ 27	- 28	- 51

¹ Formule = $\frac{\text{[Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30)-Cours-pivot de cette monnaie en francs belges]} \times 100}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen » Annexe I).

³ A partir du 13 mars 1979.

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu $\frac{(4)}{(3)} \times 100$ 44,9008	
	(1)	(2)	(3) = (1) x (2)		
du 17 septembre 1984 au 19 juillet 1985					
Mark allemand	0,719	20,0285	14,4005	32,07	1,53
Franc français	1,31	6,53144	8,5562	19,06	1,82
Livre sterling	0,0878	76,6236 ³	6,7276	14,98	—
Lire italienne	140	0,0319922	4,4789	9,98	5,40
Florin des Pays-Bas	0,256	17,7758	4,5506	10,14	2,02
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,57	2,06
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,69	2,19
Punt irlandais	0,00871	61,8732	0,5389	1,20	2,22
Drachme grecque	1,15	0,51326 ³	0,5902	1,31	—
Total ...			44,9008	100,00	
Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu $\frac{(4)}{(3)} \times 100$ 44,8320	
	(1)	(2)	(3) = (1) x (2)		
depuis le 22 juillet 1985					
Mark allemand	0,719	20,0285	14,4005	32,12	1,53
Franc français	1,31	6,53144	8,5562	19,09	1,82
Livre sterling	0,0878	80,7330 ³	7,0884	15,81	—
Lire italienne	140	0,0294831	4,1276	9,21	5,45
Florin des Pays-Bas	0,256	17,7758	4,5506	10,15	2,02
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,59	2,06
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,69	2,19
Punt irlandais	0,00871	61,8732	0,5389	1,20	2,22
Drachme grecque	1,15	0,44512 ³	0,5119	1,14	—
Total ...			44,8320	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en livres sterling ou drachmes grecques et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Indices 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I.

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Franc belge													
1977	108,0	107,7	107,1	104,7	113,0	115,2	91,3	81,2	75,5	109,2	96,8	111,5	101,8	102,8
1978	112,6	112,2	111,1	95,7	120,1	141,7	91,3	81,5	71,1	114,4	89,1	138,6	103,9	96,8
1979	114,5	115,2	113,7	93,6	127,4	131,5	93,4	87,2	69,4	118,3	91,1	144,4	105,3	97,0
1980	113,7	114,9	114,0	93,9	128,8	126,5	94,4	96,0	67,2	119,6	92,2	144,2	97,9	99,2
1981	108,5	106,8	106,3	105,7	119,3	142,9	84,4	94,9	58,3	111,4	87,3	139,1	88,1	95,8
1982	98,1	95,9	95,9	118,1	124,3	134,8	76,7	90,5	53,9	115,9	77,5	147,9	83,3	94,1
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8
1983 2 ^e trimestre	95,6	93,5	93,2	123,5	128,8	146,9	70,2	84,3	51,8	117,6	67,5	150,9	83,1	88,7
3 ^e trimestre	93,9	91,4	91,1	127,8	125,8	147,5	68,4	84,9	50,5	115,8	67,4	151,0	80,0	88,8
4 ^e trimestre	93,8	91,6	89,9	128,3	125,4	154,0	67,2	83,2	49,3	115,3	66,9	151,1	79,3	88,2
1984 1 ^{er} trimestre	94,0	91,5	89,4	129,1	125,4	157,2	66,6	81,6	48,6	114,7	66,9	149,2	78,6	86,5
2 ^e trimestre	95,0	92,5	89,7	130,4	125,5	158,8	66,7	79,7	48,4	114,8	67,1	146,6	78,2	87,1
3 ^e trimestre	95,1	92,5	89,1	138,0	122,9	155,0	65,4	78,0	47,6	112,7	67,1	141,4	77,0	83,9
4 ^e trimestre	95,2	92,4	88,3	141,8	121,0	156,5	64,4	75,0	46,6	111,1	66,7	140,8	76,5	81,5
1985 1 ^{er} trimestre	95,4	92,4	87,8	150,0	119,2	154,4	63,6	72,1	45,9	109,4	65,7	134,3	75,9	80,6
2 ^e trimestre	* 95,3	* 92,5	88,8	146,0	121,4	155,3	65,3	78,9	45,2	111,9	66,0	139,1	77,4	82,3
1984 Juillet	95,5	92,6	89,5	136,5	124,1	153,9	66,0	78,3	48,2	113,6	67,1	141,6	77,6	84,5
Août	95,6	92,7	89,4	136,9	123,3	155,0	65,6	78,4	47,7	113,0	67,1	141,9	77,2	84,0
Septembre	95,0	92,0	88,4	140,7	121,3	156,1	64,5	77,2	46,9	111,4	67,2	140,8	76,2	83,2
Octobre	94,9	91,8	88,0	142,3	120,8	156,4	64,3	75,5	46,5	111,1	67,1	140,7	76,1	81,5
Novembre	95,9	92,7	88,7	139,8	122,0	156,8	64,9	75,6	46,8	111,8	66,8	141,9	77,0	81,8
Décembre	95,8	92,6	88,3	143,2	120,3	156,3	64,1	73,8	46,6	110,4	66,3	139,7	76,5	81,1
1985 Janvier	96,3	93,2	88,4	146,2	120,0	154,3	63,9	71,4	46,6	109,9	65,8	136,4	76,5	80,8
Février	95,5	92,2	87,5	151,3	118,8	153,7	63,4	71,4	46,1	108,8	65,9	133,2	75,6	80,5
Mars	95,1	91,8	87,5	152,6	118,8	155,3	63,5	73,3	45,0	109,4	65,5	133,4	75,7	80,6
Avril	95,9	92,6	88,9	146,2	121,7	154,8	65,3	78,0	45,2	111,9	65,9	139,5	77,6	82,3
Mai	95,7	92,4	88,6	146,8	121,0	155,3	65,2	78,7	45,1	111,5	65,9	138,3	77,0	82,0
Juin	* 95,8	* 92,5	88,8	145,1	121,6	155,8	65,3	79,9	45,4	112,3	66,3	139,6	77,5	82,5
Juillet	* 96,7	* 93,3												

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome I, n° 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n° 1-2, juillet-août 1979 : « Le système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n° 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin », LIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1979 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », LVI^e Année, tome II, n° 4,

octobre 1979 ; « Système monétaire européen : Mise à jour des données contenues dans l'article paru dans le bulletin de juillet-août 1979 », LVI^e année, tome I, n° 4, avril 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », tome II, n° 4, octobre 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », LVI^e année, tome I, n° 2, février 1982 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données ». — *International Financial Statistics (F.M.I.)*, *Bulletin du F.M.I.*

XI. — FINANCES PUBLIQUES¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Opérations courantes ³					Opérations en capital			Solde budgétaire total
	Recettes		Dépenses		Solde	Recettes	Dépenses ⁴	Solde	
	non compris	y compris	non compris	y compris					
	les recettes cédées aux Communautés Européennes				(5) = (1) - (3) ou (2) - (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)		(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4)						
1977	785,5	798,0	860,6	873,1	- 75,1	8,7	95,3	- 86,6	- 161,7
1978	879,3	891,2	960,3	972,2	- 81,0	10,4	108,1	- 97,7	- 178,7
1979	945,5	973,3	1.036,7	1.064,5	- 91,2	12,7	126,3	- 113,6	- 204,8
1980	999,7	1.030,8	1.147,1	1.178,2	- 147,4	12,7	157,3	- 144,6	- 292,0
1981	1.045,4	1.081,0	1.309,9	1.345,5	- 264,5	13,9	184,4	- 170,5	- 435,0
1982 12 mois	1.180,1	1.216,9	1.487,9	1.524,7	- 307,8	13,6	192,6	- 179,0	- 486,8
1983 3 premiers mois	269,0	275,2	453,6	459,8	- 184,6	3,1	47,0	- 43,9	- 228,5
6 premiers mois	575,5	594,3	878,6	897,4	- 303,1	6,2	99,8	- 93,6	- 396,7
9 premiers mois	875,1	903,1	1.233,5	1.261,5	- 358,4	10,0	138,6	- 128,6	- 487,0
12 mois	1.230,7	1.269,0	1.565,5	1.603,8	- 334,8	14,5	189,7	- 175,2	- 510,0
1984 1 ^{er} mois	118,9	122,3	154,2	157,6	- 35,3	1,0	20,2	- 19,2	- 54,5
2 premiers mois	203,0	210,2	316,3	323,5	- 113,3	2,1	33,9	- 31,8	- 145,1
3 premiers mois	305,3	316,3	479,5	490,5	- 174,2	3,1	51,7	- 48,6	- 222,8
4 premiers mois	444,1	458,8	638,7	653,4	- 194,6	4,0	68,8	- 64,8	- 259,4
5 premiers mois	529,5	547,8	774,9	793,2	- 245,4	5,0	88,1	- 83,1	- 328,5
6 premiers mois	638,5	660,6	960,3	982,4	- 321,8	6,6	104,1	- 97,5	- 419,3
7 premiers mois	794,2	819,9	1.121,7	1.147,4	- 327,5	7,8	119,9	- 112,1	- 439,6
8 premiers mois	893,4	922,7	1.228,0	1.257,3	- 334,6	9,1	140,5	- 131,4	- 466,0
9 premiers mois	976,1	1.009,0	1.339,6	1.372,5	- 363,5	10,0	152,6	- 142,6	- 506,1
10 premiers mois	1.113,7	1.150,2	1.464,7	1.501,2	- 351,0	11,2	163,8	- 152,6	- 503,6
11 premiers mois	1.195,9	1.236,3	1.565,7	1.606,1	- 369,8	12,4	184,9	- 172,5	- 542,3
12 mois	1.333,6	1.377,7	1.643,9	1.688,0	- 310,3	13,6	194,7	- 181,1	- 491,4
1985 1 ^{er} mois	137,0	139,4	197,5	199,9	- 60,5	1,1	16,3	- 15,2	- 75,7

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Les chiffres de la colonne (1) comprennent certaines recettes qui sont affectées directement, hors budget, à des dépenses spécifiques d'un même montant, lesquelles

sont reprises dans les chiffres de la colonne (3). Les droits de douane et la partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes ne sont pas compris dans ces colonnes. Ils sont par contre inclus dans les colonnes (2) et (4).

⁴ Les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissement de la dette ²	Résultat de caisse	Placements spéciaux ³	Total à financer (6) = (4) + (5) ou - [(7) + (13)]	Financement							
							Produit net d'emprunts consolidés ⁴	Variations de la dette flottante ⁵				Total (13) = (8) à (12)		
								Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères		Divers ⁶	
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)				
1977	-161,7	- 1,5	- 48,6	-211,8	0,0	-211,8	+ 178,6	+ 16,4	+ 26,1		+ 3,1	0,0	- 12,4	+ 33,2
									Fonds des Rentes	Autres ⁷				
1978	-178,7	+ 1,8	- 56,9	-233,8	0,0	-233,8	+ 194,0	0,0	- 7,5	+ 29,2	+ 3,8	+ 12,2	+ 2,1	+ 39,8
1979	-204,8	- 0,7	- 79,3	-284,8	0,0	-284,8	+ 209,0	0,0	+ 36,5	+ 8,9	- 2,7	+ 32,3	+ 0,8	+ 75,8
1980	-292,0	+ 1,0	- 80,4	-371,4	0,0	-371,4	+ 212,0	0,0	+ 24,7	+ 106,9	+ 3,5	+ 24,6	- 0,3	+ 159,4
1981	-435,0	- 2,1	- 89,6	-526,7	0,0	-526,7	+ 177,2	0,0	+ 74,8	+ 134,8	+ 3,0	+ 135,6	+ 1,3	+ 349,5
1982 12 mois	-486,8	- 8,8	-110,1	-605,7	0,0	-605,7	+ 277,4	0,0	+ 40,5	+ 183,6	- 1,0	+ 104,3	+ 0,9	+ 328,3
1983 3 premiers mois	-228,5	+ 5,9	- 29,6	-252,2	0,0	-252,2	+ 131,5	0,0	+ 13,7	+ 22,6	+ 4,4	+ 80,4	- 0,4	+ 120,7
6 premiers mois	-396,7	- 3,8	- 52,1	-452,6	0,0	-452,6	+ 237,3	0,0	- 26,6	+ 160,6	+ 5,3	+ 77,0	- 1,0	+ 215,3
9 premiers mois	-487,0	+ 3,9	- 75,2	-558,3	0,0	-558,3	+ 319,9	0,0	+ 3,7	+ 155,3	+ 14,1	+ 66,7	- 1,4	+ 238,4
12 mois	-510,0	+ 4,8	- 96,0	-601,2	0,0	-601,2	+ 409,3	0,0	- 4,0	+ 122,8	- 2,7	+ 75,7	+ 0,1	+ 191,9
1984 1 ^{er} mois	- 54,5	- 1,4	- 10,3	- 66,2	0,0	- 66,2	+ 26,9	0,0	- 12,5	+ 57,0	+ 14,0	- 19,2	0,0	+ 39,3
2 premiers mois	-145,1	+ 4,8	- 17,2	-157,5	0,0	-157,5	+ 95,1	0,0	+ 21,5	+ 47,5	+ 2,1	- 8,2	- 0,5	+ 62,4
3 premiers mois	-222,8	+ 7,9	- 23,5	-238,4	0,0	-238,4	+ 107,1	0,0	+ 25,5	+ 97,6	- 2,2	+ 10,7	- 0,3	+ 131,3
4 premiers mois	-259,4	0,0	- 31,0	-290,4	0,0	-290,4	+ 160,0	0,0	+ 43,3	+ 38,4	+ 15,7	+ 33,0	0,0	+ 130,4
5 premiers mois	-328,5	+ 6,0	- 39,7	-362,2	0,0	-362,2	+ 166,3	0,0	+ 43,0	+ 98,1	+ 12,2	+ 42,8	- 0,2	+ 195,9
6 premiers mois	-419,3	+ 9,9	- 48,5	-457,9	0,0	-457,9	+ 243,2	0,0	+ 44,3	+ 133,8	+ 8,3	+ 28,5	- 0,2	+ 214,7
7 premiers mois	-439,6	+ 2,6	- 56,5	-493,5	0,0	-493,5	+ 259,8	0,0	+ 36,1	+ 178,3	+ 7,5	+ 10,1	+ 1,7	+ 233,7
8 premiers mois	-466,0	+ 3,0	- 65,6	-528,6	0,0	-528,6	+ 266,8	0,0	+ 56,5	+ 184,5	+ 9,8	+ 9,4	+ 1,6	+ 261,8
9 premiers mois	-506,1	+ 2,4	- 71,8	-575,5	0,0	-575,5	+ 282,0	0,0	+ 47,1	+ 242,6	+ 0,2	+ 2,6	+ 1,0	+ 293,5
10 premiers mois	-503,6	+ 4,4	- 79,5	-578,7	0,0	-578,7	+ 396,2	0,0	+ 18,0	+ 158,7	+ 4,6	- 0,4	+ 1,6	+ 182,5
11 premiers mois	-542,3	+ 7,2	- 86,3	-621,4	0,0	-621,4	+ 399,1	0,0	+ 38,8	+ 189,9	- 1,7	- 5,8	+ 1,1	+ 222,3
12 mois	-491,4	+ 14,5	- 94,2	-571,1	0,0	-571,1	+ 389,8	0,0	+ 30,9	+ 169,0	- 13,9	- 5,8	+ 1,1	+ 181,3
1985 1 ^{er} mois	- 75,7	+ 9,5	- 7,0	- 73,2	0,0	- 73,2	+ 96,7	0,0	- 64,4	+ 13,7	+ 27,4	0,0	- 0,2	- 23,5

¹ Cf. tableau XI-1.

² Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Rentes.

³ Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

⁴ Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

⁵ Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

⁶ Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et, jusqu'en 1977, celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

⁷ Y compris, à partir de mai 1983, l'emprunt spécial de trésorerie de 37 milliards.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Solde des opérations extra-budgétaires ²	Besoins nets de financement du Trésor ^{3,4}	Couverture ⁵						
				Variations de l'encours en francs belges			Variations du recours direct et indirect à la B.N.B.			
				des emprunts consolidés	de la dette flottante ⁶	Total	Certificats de trésorerie détenus par la B.N.B. (marge)	Certificats de trésorerie détenus par le Fonds des Rentes et financés par des avances de la B.N.B.	Dette en monnaies étrangères ⁷	Total
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) + (8) + (9)	
1977	-161,7	- 5,7	-167,4	+134,7	+ 17,6	+152,3	+ 16,4	- 0,8	- 0,5	+ 15,1
1978	-178,7	- 4,2	-182,9	+143,7	+ 14,4	+158,1	0,0	+13,2	+ 11,6	+ 24,8
1979	-204,8	- 7,0	-211,8	+126,1	+ 6,9	+133,0	0,0	+36,5	+ 42,3	+ 78,8
1980	-292,0	- 4,7	-296,7	+ 69,6	+110,1	+179,7	0,0	+24,7	+ 92,3	+117,0
1981	-435,0	-19,6	-454,6	+ 26,6	+141,5	+168,1	0,0	+72,4	+214,1	+286,5
1982 12 mois	-486,8	-22,0	-508,8	+ 65,0	+192,5	+257,5	0,0	+31,5	+219,8	+251,3
1983 3 premiers mois	-228,5	- 9,5	-238,0	+108,0	+ 24,1	+132,1	0,0	+16,2	+ 89,7	+105,9
6 premiers mois	-396,7	-21,9	-418,6	+178,6	+157,7	+336,3	0,0	-19,4	+101,7	+ 82,3
9 premiers mois	-487,0	-15,6	-502,6	+220,9	+156,7	+377,6	0,0	+15,0	+110,0	+125,0
12 mois	-510,0	-14,4	-524,4	+274,4	+108,9	+383,3	0,0	+ 7,3	+133,8	+141,1
1984 1 ^{er} mois	- 54,5	+ 8,3	- 46,2	- 29,7	+ 71,0	+ 41,3	0,0	-12,5	+ 17,4	+ 4,9
2 premiers mois	-145,1	+ 0,7	-144,4	+ 18,3	+ 59,5	+ 77,8	0,0	+11,0	+ 55,6	+ 66,6
3 premiers mois	-222,8	+ 4,1	-218,7	+ 8,3	+110,4	+118,7	0,0	+10,3	+ 89,7	+100,0
4 premiers mois	-259,4	- 5,5	-264,9	+ 45,7	+ 82,9	+128,6	0,0	+14,5	+121,8	+136,3
5 premiers mois	-328,5	+ 0,5	-328,0	+ 37,1	+144,5	+181,6	0,0	+ 8,6	+137,8	+146,4
6 premiers mois	-419,3	+ 0,8	-418,5	+ 92,8	+188,7	+281,5	0,0	- 2,6	+139,6	+137,0
7 premiers mois	-439,6	-13,6	-453,2	+ 87,3	+221,4	+308,7	0,0	+ 2,2	+142,3	+144,5
8 premiers mois	-466,0	-14,3	-480,3	+ 79,7	+237,0	+316,7	0,0	+15,5	+148,1	+163,6
9 premiers mois	-506,1	-20,6	-526,7	+ 79,2	+287,9	+367,1	0,0	+ 3,1	+156,5	+159,6
10 premiers mois	-503,6	-21,9	-525,5	+172,7	+198,4	+371,1	0,0	-15,5	+169,9	+154,4
11 premiers mois	-542,3	-19,4	-561,7	+177,6	+222,5	+400,1	0,0	+ 5,6	+156,0	+161,6
12 mois	-491,4	-12,7	-504,1	+161,0	+175,0	+336,0	0,0	+12,2	+155,9	+168,1
1985 1 ^{er} mois	- 75,7	+ 7,2	- 68,5	+ 88,4	+ 29,8	+118,2	0,0	-53,4	+ 3,7	- 49,7

¹ Cf. tableau XI-1.

² Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie (colonne (2) du tableau XI-2), mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération

pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note ² et, d'autre part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

⁴ Cf. tableau XVI-3b.

⁵ Y compris les variations de la dette indirecte

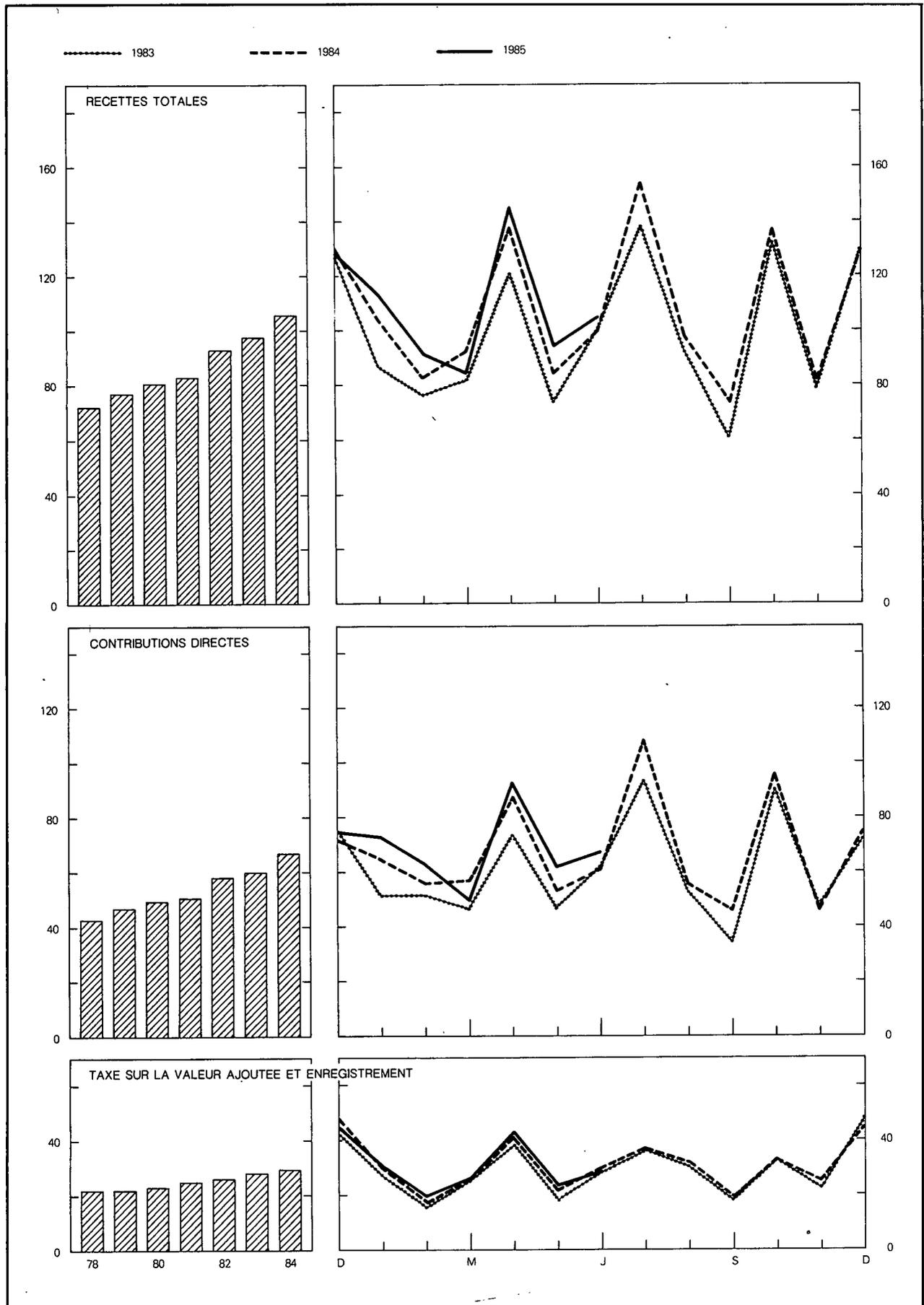
⁶ Dette à moyen et à court terme à l'exclusion du recours direct et indirect à la B.N.B.

⁷ Etant donné que son produit est cédé à la B.N.B. contre francs belges par le Trésor, cette dette en monnaies étrangères est également considérée comme un recours indirect à la B.N.B.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



¹ Y compris les droits de douane et, à partir de 1979, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales	Recettes courantes y compris celles cédées aux Communautés Européennes			Total des recettes fiscales y compris celles cédées aux Communautés Européennes
	Contributions directes ²	dont : versements anticipés	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total			Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	
1977	448,2	104,0	72,2	236,6	757,0	7,9	764,9	84,7	236,6	769,5	777,4
1978	514,0	108,8	73,4	264,9	852,3	9,5	861,8	85,3	264,9	864,2	873,7
1979	563,9	129,6	78,8	266,7	909,4	11,7	921,1	92,6	280,7	937,2	948,9
1980	593,0	123,0	81,2	279,9	954,1	11,3	965,4	97,3	294,9	985,2	996,5
1981	609,4	114,8	80,1	297,0	986,5	12,2	998,7	97,0	315,7	1.022,1	1.034,3
1982	696,7	133,5	92,7	314,9	1.104,3	11,5	1.115,8	111,1	333,4	1.141,2	1.152,7
1983	720,0	143,4	102,1	338,5	1.160,6	11,6	1.172,2	121,7	357,2	1.198,9	1.210,5
1984	801,4	146,8	103,9	352,6	1.257,9	12,4	1.270,3	125,3	375,3	1.302,0	1.314,4
1983 2 ^e trimestre	181,9	33,5	25,5	84,6	292,0	2,8	294,8	33,6	89,1	304,6	307,4
3 ^e trimestre	179,2	38,5	25,6	83,9	288,7	2,7	291,4	30,2	88,5	297,9	300,6
4 ^e trimestre	209,5	68,9	26,7	102,5	338,7	3,2	341,9	31,9	107,6	349,0	352,2
1984 1 ^{er} trimestre	177,4	2,5	25,9	72,5	275,8	2,9	278,7	31,2	78,2	286,8	289,7
2 ^e trimestre	199,8	35,8	26,4	91,0	317,2	2,9	320,1	31,9	96,7	328,4	331,3
3 ^e trimestre	208,6	40,0	26,2	87,5	322,3	3,1	325,4	31,3	93,2	333,1	336,2
4 ^e trimestre	215,6	68,5	25,4	101,6	342,6	3,5	346,1	30,9	107,2	353,7	357,2
1985 1 ^{er} trimestre	184,9	1,6	26,1	75,0	286,0	2,9	288,9	31,7	80,7	297,3	300,2
2 ^e trimestre	220,9	39,2	27,0	93,2	341,1	2,9	344,0	32,9	98,9	352,7	355,6
1984 Juin	60,1	1,8	9,3	29,2	98,6	1,0	99,6	11,2	31,1	102,4	103,4
Juillet	107,8	37,8	8,2	36,8	152,8	1,2	154,0	9,9	38,7	156,4	157,6
Août	55,3	0,4	9,2	31,9	96,4	1,1	97,5	11,0	33,8	100,1	101,2
Septembre	45,5	1,8	8,8	18,8	73,1	0,8	73,9	10,4	20,7	76,6	77,4
Octobre	95,2	39,7	7,7	32,5	135,4	1,1	136,5	9,5	34,4	139,1	140,2
Novembre	45,7	0,3	9,4	25,0	80,1	1,2	81,3	11,3	26,9	83,9	85,1
Décembre	74,7	28,5	8,3	44,1	127,1	1,2	128,3	10,1	45,9	130,7	131,9
1985 Janvier	72,7	1,3	9,2	30,0	111,9	1,1	113,0	9,7	31,9	114,3	115,4
Février	62,8	0,0	8,6	19,5	90,9	0,8	91,7	11,6	21,4	95,8	96,6
Mars	49,4	0,3	8,3	25,5	83,2	1,0	84,2	10,4	27,4	87,2	88,2
Avril	92,8	38,4	9,4	42,2	144,4	1,0	145,4	11,4	44,1	148,3	149,3
Mai	61,4	0,3	8,7	22,9	93,0	0,9	93,9	10,8	24,8	97,0	97,9
Juin	66,7	1,1	8,8	28,2	103,7	1,0	104,7	10,7	30,0	107,4	108,4

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les droits de

douane et à partir de 1979 une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes sont comprises dans les montants figurant dans les colonnes (8) à (11).

⁴ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1984			1984 : Juin			1985 : Juin		
	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	Recettes effectuées	Evaluations	Différence
A. Recettes courantes² :									
I. Contributions directes	801,4	.		60,1	.		66,7	.	
précompte immobilier	2,5	.		0,1	.		0,1	.	
précompte mobilier	114,2	122,0	- 7,8	10,5			11,7		
versements anticipés	146,8	150,0	- 3,2	1,8			1,1		
impôts de sociétés (rôles)	- 2,6	1,6	- 4,2	- 3,4			- 3,9		
impôts de personnes physiques (rôles)	25,1	13,7	+ 11,4	2,1			0,4		
précompte professionnel	492,4	488,0	+ 4,4	47,1			55,1		
divers	23,0	.		1,9			2,2		
II. Douanes et accises	103,9	.		9,3	.		8,8	.	
III. T.V.A. et enregistrement	352,6	.		29,2	.		28,2	.	
B. Recettes en capital³	12,4	.		1,0	.		1,0	.	
Total ² ...	1.270,3	.		99,6	.		104,7	.	
C. Recettes totales y compris celles cédées aux Communautés Européennes	1.314,4	.		103,4	.		108,4	.	

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris les recettes fiscales affectées hors budget; non compris les recettes cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant à la ligne C.

N.B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

³ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, tome I, n° 3, mars 1967 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, tome II, n° 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, tome I, n° 5, mai 1974, L^e année, tome I, n° 4, avril 1975 et LV^e année, tome II, n° 7-8, juillet-août 1980 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1981 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,4	—			1,5	222,8	—	34,9	12,6	0,1	4,0	277,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	21,4						755,3	—	17,4	16,5		0,0	810,6
Obligations	86,0	0,0	0,0	0,0	0,1	9,0	12,7	—	28,7	0,0	46,5	0,0	183,0
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,5		0,0	—	598,5	678,6	160,5	0,0	1.440,5
Divers	0,0	15,7	87,5		180,2		0,0	—	1,4	0,3	4,6	0,0	289,7
(Actions et parts)	(720,2)	(8,7)	(29,6)	(.)	(0,3)	(0,0)	(2,6)	(—)	(4,2)	(0,0)	(16,3)	(0,0)	(781,9)
Total ...	107,4	17,5	87,5	0,0	182,8	10,5	990,8	—	680,9	708,0	211,7	4,0	3.001,1
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	4,5	—	0,4	0,8		0,0	5,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	9,5	—	0,8	14,7	0,0	0,0	26,7
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	1,6	—	0,0	0,0	0,0	—	1,6
Obligations accessibles à tout placeur	38,5	2,0	0,0	0,3	0,2	0,0	16,3	1,9	20,0	1,5	10,0	0,0	90,7
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,0	35,3	36,2	0,0	8,6	26,2	6,9	0,6	114,0
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0		0,0		11,5	5,6	—	0,8	79,8	0,2	0,0	97,9
Divers	26,0	2,8	15,2	0,8	1,1	5,2	0,0	—	0,0	0,0	0,0	16,4	67,5
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(38,5)	(24,7)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(0,7)	(0,9)	(0,3)	(0,7)	(66,2)
Total ...	65,0	4,9	15,2	1,2	1,3	53,2	73,7	1,9	30,6	123,0	17,1	17,0	404,1
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	11,6	0,0	—	5,1	0,0	1,9	89,0	0,0	0,0	0,0	0,0	66,3	173,9
Certificats à un an au plus	—	9,2	—	3,2	0,7	212,8	273,6	152,0	94,6	67,3	0,0	0,0	813,4
Obligations accessibles à tout placeur	499,6	10,2	—	7,7	12,7	14,2	355,2	16,9	196,9	53,8	120,0	0,0	1.287,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	0,0	0,0	117,5	119,9	0,0	11,3	0,2	1,3	0,0	250,4
Divers	—	15,7	—	0,0	21,3	0,7	6,2	0,0	16,3	6,5	2,3	0,0	69,0
Total ...	511,2	35,3	—	16,0	34,7	347,1	843,9	168,9	319,1	127,8	123,6	66,3	2.593,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	0,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	48,9	—	0,0	46,9	0,0	0,0	95,8
Obligations accessibles à tout placeur	79,1	0,1	0,0	0,6	0,6	0,1	47,4	4,5	27,8	10,6	16,2	0,0	187,0
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	9,7	21,1	0,0	17,2	14,2	2,2	1,4	65,8
Autres emprunts à plus d'un an	—	9,8	—	—	—	—	0,0	—	48,1	354,9	0,0	0,0	412,8
Divers	8,9	1,5	25,8	—	0,0	—	0,0	—	0,0	0,8	0,0	0,0	37,0
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,0)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,0)
Total ...	88,0	11,4	25,8	0,6	0,6	9,8	117,6	4,5	93,1	427,4	18,4	1,4	798,6
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	7,0	—	1,7	—	—	—	8,7
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,3	15,1	0,0	5,8	0,0	3,7	0,0	26,4
Réserves de sécurité sociale	21,9	—	—	—	—	—	15,6	—	—	—	—	—	37,5
Divers	96,9	0,0	14,7	0,0	0,0	0,1	4,3	—	2,6	0,0	5,7	47,6	171,9
Total ...	120,1	0,0	14,7	0,0	0,2	16,0	26,4	0,0	10,1	0,0	9,4	47,6	244,5
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	1,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,1
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,7	—	—	—	4,6	117,9	—	13,7	22,7	—	0,8	160,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	568,5	—	1,1	0,0	—	0,0	569,6
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.182,7	—	—	—	—	—	2.182,7
Obligations	24,7	0,0	0,0	0,3	0,0	—	69,8	0,0	3,0	0,1	5,4	0,0	103,3
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	65,5	—	—	—	15,3	—	—	—	—	—	80,8
Divers	—	10,8	20,1	—	2,3	—	22,1	—	38,0	1,3	0,0	0,0	94,6
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(2,0)	(.)	(.)	(—)	(20,1)	(—)	(0,5)	(—)	(5,7)	(0,0)	(28,6)
Total ...	24,7	11,5	85,6	0,3	2,3	4,6	2.977,4	0,0	55,8	24,1	5,4	0,8	3.192,5

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	751,8	8,5	1,9	32,8	5,4	—	—	0,0	15,6	2,2	6,8	0,0	825,0
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	—	0,0	0,4	0,0	—	0,0	17,9
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	3.200,7	7,6	—	—	0,0	—	—	3.200,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	103,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	103,8
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	377,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	377,5
Autres dépôts à un an au plus	330,0	0,1	—	0,0	3,4	—	—	—	3,9	0,1	0,0	0,0	337,5
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	323,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	323,1
Dépôts à plus d'un an	22,3	—	—	—	0,0	—	0,4	—	0,7	—	0,0	0,0	23,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	242,7	—	—	0,2	—	—	0,3	—	1,2	0,0	1,0	0,0	245,4
Divers	0,3	—	0,4	0,0	0,0	—	0,0	0,0	26,3	3,0	0,0	392,3	422,3
(Actions et parts)	(44,4)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(4,7)	(0,0)	(1,0)	(.)	(1,1)	(.)	(51,4)
Total	1.828,4	8,6	2,3	33,0	8,8	3.208,3	333,7	0,0	48,1	5,3	7,8	392,3	5.876,6
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	149,6	—	0,0	0,0	—	—	149,6
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	—	10,4	—	7,6	—	—	—	28,0
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,9	3,7
Total	—	—	2,8	0,0	—	10,4	157,2	—	9,7	0,3	—	0,9	181,3
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	59,1	0,2	0,0	0,4	6,2	0,2	0,1	—	0,0	2,3	9,2	0,1	77,8
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,1
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	10,7	—	0,0	0,0	1,8	0,0	12,5
Autres dépôts en devises à un an au plus	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	599,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	599,6
Autres dépôts à un an au plus	59,0	2,4	0,3	1,4	10,1	2,1	0,0	—	0,2	1,5	6,3	0,0	83,3
Dépôts à plus d'un an	79,7	0,0	—	—	0,0	0,4	—	—	—	—	—	—	80,1
Bons de caisse à un an au plus	27,3	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	27,3
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	350,6	0,0	—	0,0	0,0	—	4,2	—	1,0	0,5	0,4	0,0	356,7
Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1
Divers	38,5	0,0	0,7	21,1	0,0	34,2	27,3	0,0	3,2	0,3	0,0	34,2	159,5
(Actions et parts)	(4,6)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(2,2)	(.)	(0,8)	(.)	(7,6)
Total	1.214,9	2,6	1,0	22,9	16,3	36,9	42,4	0,0	4,4	4,6	17,7	34,3	1.398,0
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	11,8	0,0	—	0,2	0,1	—	0,1	—	0,0	0,0	0,3	0,0	12,5
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	—	0,5	0,0	1,9	0,9	—	0,0	4,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,3	—	0,0	13,2	0,0	0,0	15,6
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	124,3	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	124,3
Autres dépôts à un an au plus	32,1	8,8	—	21,6	7,3	3,7	0,6	—	0,6	0,1	2,5	0,0	77,3
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	46,9	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,2	0,0	0,0	0,0	47,1
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	1,5	0,0	0,0	0,0	20,0
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	562,1	0,7	0,0	0,5	5,3	3,5	78,5	1,8	62,7	15,0	29,1	0,0	759,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,6	106,0	25,8	—	62,0	2,1	18,1	15,5	230,1
Divers	2,4	0,2	66,2	0,0	0,0	7,6	20,6	—	1,5	4,6	0,0	97,6	200,7
(Actions et parts)	(0,3)	(0,0)	(1,8)	(0,7)	(0,0)	(0,0)	(0,3)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(3,1)
Total	779,8	9,7	66,2	22,3	13,3	121,9	146,7	1,8	130,4	35,9	50,0	113,1	1.491,1
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	61,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	61,6
Réserves mathématiques	472,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	472,1
Divers	7,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	1,3	8,5
(Actions et parts)	(3,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,2)	(—)	(0,1)	(0,0)	(3,3)
Total	540,8	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3	542,2
Secteurs indéterminés et ajustements	—	20,5	0,0	0,0	5,8	—	224,4	4,8	37,2	38,2	24,7	—	355,6
Total des créances	5.280,3	122,0	301,1	96,3	266,2	3.818,7	5.934,2	181,9	1.419,4	1.494,6	485,8	679,0	20.079,5

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1982 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particulières	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particulières</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,9	—			0,7	218,5	—	35,4	10,9	0,1	1,8	269,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	18,5						770,8	—	18,5	20,8		0,0	828,6
Obligations	85,5	0,0	0,0	0,0	0,1	7,5	11,6	—	29,2	0,0	54,9	0,0	188,8
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,5		0,0	—	588,3	722,7	170,2	0,0	1.484,1
Divers	0,0	10,0	86,0		201,3		0,0	—	2,0	0,4	4,5	0,0	304,2
(Actions et parts)	(846,1)	(9,4)	(35,5)	(.)	(0,2)	(0,0)	(3,1)	(—)	(4,5)	(0,1)	(14,1)	(0,0)	(913,0)
Total ...	104,0	12,3	86,0	0,0	203,9	8,2	1.000,9	—	673,4	754,8	229,7	1,8	3.075,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	6,9	—	0,2	0,6		0,0	7,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,0	—	0,0	9,3	0,0	0,0	25,1
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	2,3	—	0,0	0,0	0,0	—	2,3
Obligations accessibles à tout placeur	38,8	1,9	0,0	0,3	0,2	0,0	17,7	1,6	20,4	2,3	11,1	0,0	94,3
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,1	59,2	39,9	0,0	15,2	29,5	8,2	3,2	155,5
Autres emprunts à plus d'un an	0,1	0,0		0,0		14,0	5,8	—	0,8	87,3	0,5	0,0	108,5
Divers	27,0	1,2	17,7	1,0	1,7	5,2	0,0	—	0,0	0,0	0,0	12,9	66,7
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(42,0)	(26,6)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(0,7)	(0,9)	(0,3)	(0,7)	(71,6)
Total ...	66,3	3,2	17,7	1,4	2,0	84,8	81,6	1,6	36,6	129,0	19,8	16,1	460,1
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	11,7	0,0	—	1,0	0,0	3,2	86,8	0,0	0,0	0,0	0,0	47,0	149,7
Certificats à un an au plus	—	5,0	—	0,5	0,5	293,6	374,0	192,4	146,2	140,2	0,0	0,0	1.152,4
Obligations accessibles à tout placeur	546,9	11,2	—	9,2	15,5	3,9	415,1	11,2	227,4	61,6	138,7	0,0	1.440,7
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	0,0	0,0	236,1	147,8	0,0	16,4	3,1	1,2	0,0	404,8
Divers	—	19,0	—	0,0	33,1	0,6	3,9	0,0	17,3	7,9	2,5	0,0	84,3
Total ...	558,6	35,4	—	10,7	49,1	537,4	1.027,6	203,6	407,3	212,8	142,4	47,0	3.231,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	67,4	—	—	35,2	0,0	0,0	102,6
Obligations accessibles à tout placeur	37,5	0,1	0,0	0,5	0,6	0,1	20,9	1,9	13,4	5,3	9,1	0,0	89,4
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	22,9	48,7	0,0	17,7	8,3	2,0	2,4	102,0
Autres emprunts à plus d'un an	—	10,2	—	—	—	—	0,0	—	48,6	398,6	0,0	0,0	457,4
Divers	10,4	1,7	24,5	—	0,0	—	0,0	—	0,0	0,7	0,0	0,0	37,3
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,2)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,2)
Total ...	47,9	12,0	24,5	0,5	0,6	23,0	137,1	1,9	79,7	448,1	11,1	2,4	788,8
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,6	—	—	—	—	—	4,6
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,7	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	13,7	0,0	17,4	5,0	4,4	0,0	42,7
Réserves de sécurité sociale	21,0	—	—	—	—	17,2	—	—	—	—	—	—	38,2
Divers	116,2	0,0	14,1	0,0	0,0	0,2	4,5	—	3,6	0,0	1,6	51,6	191,8
Total ...	138,9	0,0	14,1	0,0	0,3	17,6	22,8	0,0	21,0	5,0	6,0	51,6	277,3
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	2,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	2,5
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,3	—	—	—	2,6	117,5	—	15,4	26,3	—	2,3	164,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	687,6	—	0,5	0,0	—	0,0	688,1
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.430,2	—	—	—	—	—	2.430,2
Obligations	34,1	0,0	0,0	0,6	0,0	—	75,0	0,0	12,8	0,2	8,0	0,0	130,7
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	77,7	—	—	—	14,6	—	—	—	—	—	92,3
Divers	—	11,0	22,5	—	2,6	—	20,9	—	36,5	2,4	0,0	0,0	95,9
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(2,7)	(.)	(.)	(—)	(25,1)	(—)	(0,3)	(—)	(7,3)	(0,0)	(35,7)
Total ...	34,1	11,3	100,2	0,6	2,6	2,6	3.348,3	0,0	65,2	28,9	8,0	2,3	3.604,1

Intermédiaires financiers														
<i>Organismes principalement monétaires</i>														
Monnaie	777,4	9,6	2,0	35,5	4,7	—	—	0,0	17,7	4,2	6,2	0,0	857,3	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	7,8	12,0	0,0	0,1	0,0	—	0,0	19,9	
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	3.694,6	—	—	—	0,0	—	—	3.694,6	
Autres dépôts en devises à un an au plus	125,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	125,9	
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	384,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	384,6	
Autres dépôts à un an au plus	378,7	0,1	—	0,0	2,7	—	—	—	4,2	2,1	0,0	0,0	387,8	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	409,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	409,1	
Dépôts à plus d'un an	23,9	—	—	—	0,0	—	0,4	—	1,5	—	0,0	0,0	25,8	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	297,8	—	—	0,2	—	—	0,4	—	0,9	0,0	1,3	0,0	300,6	
Divers	0,4	—	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	24,7	12,5	0,0	435,0	473,1	
(Actions et parts)	(46,5)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(6,1)	(0,0)	(1,2)	(.)	(1,1)	(.)	(55,1)	
Total	1.988,7	9,7	2,5	35,7	7,4	3.702,4	421,9	0,0	49,1	18,8	7,5	435,0	6.678,7	
<i>Fonds des Rentes</i>														
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	181,0	—	0,0	0,0	—	—	181,0	
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	—	6,1	—	6,0	6,8	—	—	28,9	
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	1,3	4,1	
Total	—	—	2,8	0,0	—	6,1	191,0	—	6,0	6,8	—	1,3	214,0	
<i>Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>														
Monnaie	61,2	0,1	0,0	0,4	8,0	0,3	0,0	—	0,0	1,7	14,2	0,9	86,8	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,2	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,1	—	—	—	—	—	9,1	—	0,0	0,1	0,0	0,0	9,3	
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	1,5	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	604,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	604,8	
Autres dépôts à un an au plus	66,9	3,2	0,3	1,3	10,7	1,7	0,0	—	0,3	0,9	10,3	0,0	95,6	
Dépôts à plus d'un an	86,9	0,0	—	—	0,0	0,6	—	—	—	—	—	—	87,5	
Bons de caisse à un an au plus	26,6	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	26,6	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	429,5	0,0	—	0,0	0,0	—	2,9	—	1,2	0,0	0,7	0,0	434,3	
Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1	
Divers	43,8	0,1	0,7	21,1	0,0	26,8	39,3	0,0	2,8	0,1	0,0	41,5	176,2	
(Actions et parts)	(5,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(2,3)	(.)	(0,8)	(.)	(8,1)	
Total	1.322,4	3,4	1,0	22,8	18,7	29,4	51,5	0,0	4,3	2,8	25,2	42,4	1.523,9	
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>														
Monnaie	13,0	0,0	—	0,2	0,1	—	0,1	—	0,0	0,1	0,5	0,0	14,0	
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	—	0,2	0,0	1,3	1,4	—	0,0	3,1	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,6	0,6	—	0,0	14,5	0,0	0,0	15,7	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	132,4	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	132,4	
Autres dépôts à un an au plus	37,7	10,3	—	19,5	6,5	3,6	0,5	—	0,6	0,0	4,0	0,0	82,7	
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	46,5	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,2	0,0	0,0	46,7	
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,6	—	0,0	0,0	0,0	0,0	16,6	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	653,8	0,7	0,0	0,4	5,1	3,5	82,6	1,8	77,5	21,6	37,2	0,0	884,2	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,6	128,0	31,1	—	71,9	1,7	17,3	16,6	267,2	
Divers	2,0	0,3	78,6	0,0	0,0	6,5	30,6	—	0,8	2,5	0,0	115,7	237,0	
(Actions et parts)	(0,3)	(0,0)	(1,8)	(0,7)	(0,0)	(0,0)	(0,3)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(3,1)	
Total	885,6	11,3	78,6	20,1	12,3	142,4	162,1	1,8	152,1	42,0	59,0	132,3	1.699,6	
<i>Autres institutions¹</i>														
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Réserves de sécurité sociale	66,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	66,7	
Réserves mathématiques	516,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	516,9	
Divers	6,7	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	—	0,9	0,0	0,0	1,9	9,7	
(Actions et parts)	(3,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,3)	(—)	(0,1)	(0,0)	(3,5)	
Total	590,3	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	1,9	593,3	
Secteurs indéterminés et ajustements		19,4	0,0	0,0	9,4	—	298,5	4,9	45,1	60,8	26,1	—	464,2	
Total des créances	5.736,8	118,0	327,5	91,8	306,4	4.553,9	6.743,3	213,8	1.540,7	1.709,8	534,8	734,1	22.610,9	

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1982 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		+ 0,5	—			- 0,8	- 4,3	—	+ 0,5	- 1,7	0,0	- 2,2	- 8,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 2,9						- 12,9	—	+ 1,1	+ 4,3		0,0	- 10,4
Obligations	- 0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,5	- 1,1	—	+ 0,5	0,0	+ 8,4	0,0	+ 5,8
Autres emprunts à plus d'un an		0,0		0,0	0,0		0,0	—	- 10,2	+ 44,1	+ 9,7	0,0	+ 43,6
Divers	0,0	- 5,7	- 1,5		+ 21,1	+ 78,5	0,0	—	+ 0,6	+ 0,1	- 0,1	0,0	+ 93,0
(Actions et parts)	(+ 103,0)	(+ 0,7)	(+ 5,9)	(.)	(- 0,1)	(+ 0,3)	(+ 0,5)	(—)	(+ 0,3)	(+ 0,1)	(- 2,2)	(0,0)	(+ 108,5)
Total ...	- 3,4	- 5,2	- 1,5	0,0	+ 21,1	+ 76,2	- 18,3	—	- 7,5	+ 46,8	+ 18,0	- 2,2	+ 124,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	+ 2,4	—	- 0,2	- 0,2		0,0	+ 2,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 5,2	- 0,5	—	- 0,8	- 5,4	0,0	0,0	+ 1,6
Certificats à un an au plus		0,0	—	0,0	0,0	0,0	+ 0,7	—	0,0	0,0	0,0	—	+ 0,7
Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,3	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,4	- 0,3	+ 0,4	+ 0,8	+ 1,1	0,0	+ 3,6
Obligations non accessibles à tout placeur		0,0	0,0	0,0	+ 0,1	+ 23,9	+ 3,7	0,0	+ 6,6	+ 3,3	+ 1,3	+ 2,6	+ 41,5
Autres emprunts à plus d'un an	+ 0,1	0,0		0,0		+ 2,5	+ 0,2	—	0,0	+ 7,5	+ 0,3	0,0	+ 10,6
Divers	+ 1,0	- 1,6	+ 2,5	+ 0,2	+ 0,6	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	- 3,5	- 0,8
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(+ 3,5)	(+ 1,9)	(0,0)	(.)	(0,0)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 5,4)
Total ...	+ 1,3	- 1,7	+ 2,5	+ 0,2	+ 0,7	+ 31,6	+ 7,9	- 0,3	+ 6,0	+ 6,0	+ 2,7	- 0,9	+ 56,0
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	+ 0,1	0,0	—	- 4,1	0,0	+ 1,3	- 2,2	0,0	0,0	0,0	0,0	- 19,3	- 24,2
Certificats à un an au plus		- 4,2	—	- 2,7	- 0,2	+ 73,4	+ 100,4	+ 40,4	+ 51,6	+ 72,9	0,0	0,0	+ 331,6
Obligations accessibles à tout placeur	+ 7,8	+ 1,0	—	+ 1,5	+ 2,8	- 10,3	+ 35,0	- 7,4	+ 16,9	- 1,8	+ 12,5	0,0	+ 58,0
Obligations non accessibles à tout placeur		0,0	—	0,0	0,0	+ 96,3	+ 16,1	0,0	+ 5,1	+ 2,9	+ 0,1	0,0	+ 120,3
Divers		+ 3,3	—	0,0	+ 11,8	- 0,1	- 2,3	0,0	+ 1,0	+ 1,4	+ 0,2	0,0	+ 15,3
Total ...	+ 7,9	+ 0,1	—	- 5,3	+ 14,4	+ 160,6	+ 147,0	+ 33,0	+ 74,6	+ 75,4	+ 12,6	- 19,3	+ 501,0
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	—	—	—	- 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 18,5	—	0,0	- 11,7	0,0	0,0	+ 6,8
Obligations accessibles à tout placeur	- 2,1	0,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 1,6	- 0,9	- 0,8	+ 4,3	- 0,9	0,0	- 2,1
Obligations non accessibles à tout placeur		0,0	0,0	0,0	0,0	+ 13,2	+ 27,6	0,0	+ 0,5	- 5,9	- 0,2	+ 1,0	+ 36,2
Autres emprunts à plus d'un an		+ 0,4	—	—	—		0,0	—	+ 0,5	+ 43,7	0,0	0,0	+ 44,6
Divers	+ 1,5	+ 0,2	- 1,3		0,0		0,0	—	0,0	- 0,1	0,0	0,0	+ 0,3
(Actions et parts)	(-)	(-)	(+ 0,2)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(+ 0,2)
Total ...	- 0,6	+ 0,6	- 1,3	- 0,1	0,0	+ 13,2	+ 44,4	- 0,9	+ 0,2	+ 30,3	- 1,1	+ 1,0	+ 85,7
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 2,4	—	- 1,7	—	—	—	- 4,1
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 0,4	0,0	0,0	0,0	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	0,0	+ 11,6	+ 5,0	+ 0,7	0,0	+ 16,3
Réserves de sécurité sociale	- 0,9	—	—	—	—	+ 1,6 ²	—	—	—	—	—	—	+ 0,7
Divers	+ 19,3	0,0	- 0,6	0,0	0,0	+ 0,1	+ 0,2	—	+ 1,0	0,0	- 4,1	+ 4,0	+ 19,9
Total ...	+ 18,8	0,0	- 0,6	0,0	+ 0,1	+ 1,6	- 3,6	0,0	+ 10,9	+ 5,0	- 3,4	+ 4,0	+ 32,8
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	+ 1,4	0,0	0,0	0,0	—	0,0	+ 1,4
Acceptations, effets commerciaux et promesses		- 0,4	—	—	—	- 2,0	- 0,4	—	+ 1,7	+ 3,6	—	+ 1,5	+ 4,0
Engagements en comptes courants ou d'avances		—	0,0	—	—	—	+ 124,2	—	- 0,6	0,0	—	0,0	+ 123,6
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ³		—	—	—	—	—	+ 246,4	—	—	—	—	—	+ 246,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 24,6	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 24,6
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 52,0	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 52,0
Obligations	+ 63,6 ⁴	0,0	0,0	+ 0,3	0,0	—	—	0,0	+ 9,8	+ 0,1	+ 2,6 ⁴	0,0	+ 81,6
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	+ 4,7	—	—	—	- 0,7	—	—	—	—	+ 7,5	+ 11,5
Divers	+ 3,2	+ 0,2	+ 2,4	—	+ 0,3	—	- 1,2	—	- 1,5	+ 1,1	0,0	+ 68,7	+ 73,2
(Actions et parts)	(- 10,2) ⁴	(0,0)	(+ 0,7)	(.)	(.)	(-)	(+ 5,0)	(-)	(- 0,2)	(-)	(+ 1,6) ⁴	(0,0)	(- 3,1)
Total ...	+ 143,4	- 0,2	+ 7,1	+ 0,3	+ 0,3	- 2,0	+ 374,9	0,0	+ 9,4	+ 4,8	+ 2,6	+ 77,7	+ 618,3

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	+ 25,6	+ 1,1	+ 0,1	+ 2,7	- 0,7	.	-	0,0	+ 2,1	+ 2,0	- 0,6	0,0	+ 32,3
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	+ 0,2	+ 2,1	0,0	- 0,3	0,0	-	0,0	+ 2,0
Autres engagements bruts envers l'étranger	-	-	-	-	-	+ 463,7	-	-	-	0,0	-	-	+ 463,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 6,1	.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 16,0	+ 22,1
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 7,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 7,1
Autres dépôts à un an au plus	+ 48,7	0,0	-	0,0	- 0,7	-	-	-	+ 0,3	+ 2,0	0,0	0,0	+ 50,3
Engagements non rangés ailleurs	-	-	0,0	-	-	-	+ 86,0	0,0	-	0,0	-	0,0	+ 86,0
Dépôts à plus d'un an	+ 1,6	.	-	-	0,0	-	0,0	-	+ 0,8	-	0,0	0,0	+ 2,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 55,1	.	-	0,0	-	-	+ 0,1	-	- 0,3	0,0	+ 0,3	0,0	+ 55,2
Divers	+ 0,1	.	+ 0,1	0,0	0,0	.	0,0	0,0	- 1,6	+ 9,5	0,0	+ 69,8	+ 77,9
(Actions et parts)	(+ 2,1)	(.)	(0,0)	(.)	(.)	(.)	(+ 1,4)	(0,0)	(+ 0,2)	(.)	(0,0)	(.)	(+ 3,7)
Total ...	+144,3	+ 1,1	+ 0,2	+ 2,7	- 1,4	+ 463,9	+ 88,2	0,0	+ 1,0	+13,5	- 0,3	+ 85,8	+ 799,0
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	+ 31,4	-	0,0	0,0	-	-	+ 31,4
Certificats à un an au plus	-	-	-	0,0	-	-	+ 2,4	-	- 3,7	+ 6,5	-	-	+ 0,9
Divers	-	-	0,0	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	+ 0,4	+ 0,4
Total ...	-	-	0,0	0,0	-	- 4,3	+ 33,8	-	- 3,7	+ 6,5	-	+ 0,4	+ 32,7
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	+ 2,1	- 0,1	0,0	0,0	+ 1,8	+ 0,1	- 0,1	-	0,0	- 0,6	+ 5,0	+ 0,8	+ 9,0
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	-	-	-	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	-	0,0	+ 0,1
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 0,1	-	-	-	-	-	- 1,6	-	0,0	+ 0,1	- 1,8	0,0	- 3,2
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 1,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	+ 1,5
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 5,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 5,2
Autres dépôts à un an au plus	+ 7,9	+ 0,8	0,0	- 0,1	+ 0,6	- 0,4	0,0	-	+ 0,1	- 0,6	+ 4,0	0,0	+ 12,3
Dépôts à plus d'un an	+ 7,2	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,2	-	-	-	-	-	-	+ 7,4
Bons de caisse à un an au plus	- 0,7	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 78,9	0,0	-	0,0	0,0	-	- 1,3	-	+ 0,2	- 0,5	+ 0,3	0,0	+ 77,6
Réserves mathématiques	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Divers	+ 5,3	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	- 7,4	+ 12,0	0,0	- 0,4	- 0,2	0,0	+ 7,3	+ 16,7
(Actions et parts)	(+ 0,4)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(+ 0,1)	(.)	(0,0)	(.)	(+ 0,5)
Total ...	+107,5	+ 0,8	0,0	- 0,1	+ 2,4	- 7,5	+ 9,1	0,0	- 0,1	- 1,8	+ 7,5	+ 8,1	+125,9
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	+ 1,2	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0	+ 0,1	+ 0,2	0,0	+ 1,5
Argent à très court terme (francs belges)	0,0	-	-	0,0	-	- 0,6	- 0,5	0,0	- 0,6	+ 0,5	-	0,0	- 1,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,3	- 1,5	-	0,0	+ 1,3	0,0	0,0	+ 0,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 8,1	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	+ 8,1
Autres dépôts à un an au plus	+ 5,6	+ 1,5	-	- 2,1	- 0,8	- 0,1	- 0,1	-	0,0	- 0,1	+ 1,5	0,0	+ 5,4
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	- 0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-	- 0,2	+ 0,2	0,0	0,0	- 0,4
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,9	-	- 1,5	0,0	0,0	0,0	- 3,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 91,7	0,0	0,0	- 0,1	- 0,2	0,0	+ 4,1	0,0	+ 14,8	+ 6,6	+ 8,1	0,0	+125,0
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 22,0	+ 5,3	-	+ 9,9	- 0,4	- 0,8	+ 1,1	+ 37,1
Divers	- 0,4	+ 0,1	+12,4	0,0	0,0	- 1,1	+ 10,0	-	- 0,7	- 2,1	0,0	+ 18,1	+ 36,3
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)
Total ...	+105,8	+ 1,6	+12,4	- 2,2	- 1,0	+ 20,5	+ 15,4	0,0	+ 21,7	+ 6,1	+ 9,0	+ 19,2	+208,5
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	+ 5,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 5,1
Réserves mathématiques	+ 44,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 44,8
Divers	- 0,4	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-	+ 0,9	0,0	0,0	+ 0,6	+ 1,2
(Actions et parts)	(+ 0,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(+ 0,1)	(-)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,2)
Total ...	+ 49,5	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,9	0,0	0,0	+ 0,6	+ 51,1
<i>Secteurs indéterminés et ajustements</i>													
.....	.	- 1,1	0,0	0,0	+ 3,6	+ 7,5	+107,3	+ 0,1	+ 7,9	+ 22,6	+ 1,4	-	+149,3
Total des créances	+574,5	- 4,0	+18,9	- 4,5	+40,2	+761,3	+806,1	+31,9	+121,3	+215,2	+ 49,0	+174,4	+2.784,3

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

³ Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

⁴ Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1981

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secours indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	107,4	17,5	87,5	0,0	182,8	395,2	10,5	990,8	—	680,9	708,0	211,7	2.591,4	4,0	3.001,1
2. Organismes publics d'exploitation	65,0	4,9	15,2	1,2	1,3	87,6	53,2	73,7	1,9	30,6	123,0	17,1	246,3	17,0	404,1
3. Etat (Trésor)	511,2	35,3	—	16,0	34,7	597,2	347,1	843,9	168,9	319,1	127,8	123,6	1.583,3	66,3	2.593,9
4. Secteur public non compris ailleurs	88,0	11,4	25,8	0,6	0,6	126,4	9,8	117,6	4,5	93,1	427,4	18,4	661,0	1,4	798,6
5. Sécurité sociale	120,1	0,0	14,7	0,0	0,2	135,0	16,0	26,4	0,0	10,1	0,0	9,4	45,9	47,6	244,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	891,7	69,1	143,2	17,8	219,6	1.341,4	436,6	2.052,4	175,3	1.133,8	1.386,2	380,2	5.127,9	136,3	7.042,2
7. Etranger	24,7	11,5	85,6	0,3	2,3	124,4	4,6	2.977,4	0,0	55,8	24,1	5,4	3.062,7	0,8	3.192,5
8. Organismes principalement monétaires	1.828,4	8,6	2,3	33,0	8,8	1.881,1	3.208,3	333,7	0,0	48,1	5,3	7,8	394,9	392,3	5.876,6
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	10,4	157,2	—	9,7	0,3	—	167,2	0,9	181,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.214,9	2,6	1,0	22,9	16,3	1.257,7	36,9	42,4	0,0	4,4	4,6	17,7	69,1	34,3	1.398,0
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	779,8	9,7	66,2	22,3	13,3	891,3	121,9	146,7	1,8	130,4	35,9	50,0	364,8	113,1	1.491,1
12. Autres institutions ¹	540,8	0,0	0,0	0,0	0,1	540,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3	542,2
13. Total des intermédiaires financiers	4.363,9	20,9	72,3	78,2	38,5	4.573,8	3.377,5	680,0	1,8	192,6	46,1	75,5	996,0	541,9	9.489,2
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	20,5	0,0	0,0	5,8	26,3	.	224,4	4,8	37,2	38,2	24,7	329,3	—	355,6
15. Total des créances	5.280,3	122,0	301,1	96,3	266,2	6.065,9	3.818,7	5.934,2	181,9	1.419,4	1.494,6	485,8	9.515,9	679,0	20.079,5
Solde des créances et des dettes ...	2.279,2	- 282,1	- 2.292,8	- 702,3	21,7	- 976,3	626,2	57,6	0,6	21,4	3,5	- 56,4	26,7	323,4	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1982

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	104,0	12,3	86,0	0,0	203,9	406,2	8,2	1.000,9	—	673,4	754,8	229,7	2.658,8	1,8	3.075,0
2. Organismes publics d'exploitation	66,3	3,2	17,7	1,4	2,0	90,6	84,8	81,6	1,6	36,6	129,0	19,8	268,6	16,1	460,1
3. Etat (Trésor)	558,6	35,4	—	10,7	49,1	653,8	537,4	1.027,6	203,6	407,3	212,8	142,4	1.993,7	47,0	3.231,9
4. Secteur public non compris ailleurs	47,9	12,0	24,5	0,5	0,6	85,5	23,0	137,1	1,9	79,7	448,1	11,1	677,9	2,4	788,8
5. Sécurité sociale	138,9	0,0	14,1	0,0	0,3	153,3	17,6	22,8	0,0	21,0	5,0	6,0	54,8	51,6	277,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	915,7	62,9	142,3	12,6	255,9	1.389,4	671,0	2.270,0	207,1	1.218,0	1.549,7	409,0	5.653,8	118,9	7.833,1
7. Etranger	34,1	11,3	100,2	0,6	2,6	148,8	2,6	3.348,3	0,0	65,2	28,9	8,0	3.450,4	2,3	3.604,1
8. Organismes principalement monétaires	1.988,7	9,7	2,5	35,7	7,4	2.044,0	3.702,4	421,9	0,0	49,1	18,8	7,5	497,3	435,0	6.678,7
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	6,1	191,0	—	6,0	6,8	—	203,8	1,3	214,0
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.322,4	3,4	1,0	22,8	18,7	1.368,3	29,4	51,5	0,0	4,3	2,8	25,2	83,8	42,4	1.523,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	885,6	11,3	78,6	20,1	12,3	1.007,9	142,4	162,1	1,8	152,1	42,0	59,0	417,0	132,3	1.699,6
12. Autres institutions ¹	590,3	0,0	0,1	0,0	0,1	590,5	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,9	1,9	593,3
13. Total des intermédiaires financiers	4.787,0	24,4	85,0	78,6	38,5	5.013,5	3.880,3	826,5	1,8	212,4	70,4	91,7	1.202,8	612,9	10.709,5
14. Secteurs indéterminés et ajustements	—	19,4	0,0	0,0	9,4	28,8	—	298,5	4,9	45,1	60,8	26,1	435,4	—	464,2
15. Total des créances	5.736,8	118,0	327,5	91,8	306,4	6.580,5	4.553,9	6.743,3	213,8	1.540,7	1.709,8	534,8	10.742,4	734,1	22.610,9
Solde des créances et des dettes ..	2.661,8	- 342,1	- 2.904,4	- 697,0	29,1	- 1.252,6	949,8	64,6	- 0,2	16,8	10,2	- 58,5	32,9	269,9	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1982

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	- 3,4	- 5,2	- 1,5	0,0	+ 21,1	+ 11,0	+ 76,2	- 18,3	—	- 7,5	+ 46,8	+ 18,0	+ 39,0	- 2,2	+ 124,0
2. Organismes publics d'exploitation	+ 1,3	- 1,7	+ 2,5	+ 0,2	+ 0,7	+ 3,0	+ 31,6	+ 7,9	- 0,3	+ 6,0	+ 6,0	+ 2,7	+ 22,3	- 0,9	+ 56,0
3. Etat (Trésor)	+ 7,9	+ 0,1	—	- 5,3	+ 14,4	+ 17,1	+ 160,6	+ 147,0	+ 33,0	+ 74,6	+ 75,4	+ 12,6	+ 342,6	- 19,3	+ 501,0
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,6	+ 0,6	- 1,3	- 0,1	0,0	- 1,4	+ 13,2	+ 44,4	- 0,9	+ 0,2	+ 30,3	- 1,1	+ 72,9	+ 1,0	+ 85,7
5. Sécurité sociale	+ 18,8	0,0	- 0,6	0,0	+ 0,1	+ 18,3	+ 1,6	- 3,6	0,0	+ 10,9	+ 5,0	- 3,4	+ 8,9	+ 4,0	+ 32,8
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 24,0	- 6,2	- 0,9	- 5,2	+ 36,3	+ 48,0	+ 283,2	+ 177,4	+ 31,8	+ 84,2	+ 163,5	+ 28,8	+ 485,7	- 17,4	+ 799,5
7. Etranger	+ 143,4	- 0,2	+ 7,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 150,9	- 2,0	+ 374,9	0,0	+ 9,4	+ 4,8	+ 2,6	+ 391,7	+ 77,7	+ 618,3
8. Organismes principalement monétaires	+ 144,3	+ 1,1	+ 0,2	+ 2,7	- 1,4	+ 146,9	+ 463,9	+ 88,2	0,0	+ 1,0	+ 13,5	- 0,3	+ 102,4	+ 85,8	+ 799,0
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	0,0	—	0,0	- 4,3	+ 33,8	—	- 3,7	+ 6,5	—	+ 36,6	+ 0,4	+ 32,7
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 107,5	+ 0,8	0,0	- 0,1	+ 2,4	+ 110,6	- 7,5	+ 9,1	0,0	- 0,1	- 1,8	+ 7,5	+ 14,7	+ 8,1	+ 125,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 105,8	+ 1,6	+ 12,4	- 2,2	- 1,0	+ 116,6	+ 20,5	+ 15,4	0,0	+ 21,7	+ 6,1	+ 9,0	+ 52,2	+ 19,2	+ 208,5
12. Autres institutions ¹	+ 49,5	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	+ 49,6	0,0	0,0	0,0	+ 0,9	0,0	0,0	+ 0,9	+ 0,6	+ 51,1
13. Total des intermédiaires financiers	+ 407,1	+ 3,5	+ 12,7	+ 0,4	0,0	+ 423,7	+ 472,6	+ 146,5	0,0	+ 19,8	+ 24,3	+ 16,2	+ 206,8	+ 114,1	+ 1.217,2
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	- 1,1	0,0	0,0	+ 3,6	+ 2,5	+ 7,5	+ 107,3	+ 0,1	+ 7,9	+ 22,6	+ 1,4	+ 139,3	—	+ 149,3
15. Total des créances	+ 574,5	- 4,0	+ 18,9	- 4,5	+ 40,2	+ 625,1	+ 761,3	+ 806,1	+ 31,9	+ 121,3	+ 215,2	+ 49,0	+ 1.223,5	+ 174,4	+ 2.784,3
Solde des créances et des dettes ..	+ 450,5	- 60,0	- 482,1	- 90,2	+ 7,4	- 174,4	+ 143,0	+ 7,1	- 0,8	- 4,6	+ 6,7	- 2,1	+ 6,3	+ 25,1	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970* — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVIII^e année, tome II, novembre 1973, XLIX^e année, tome II, juillet-août 1974, L^e année, tome II, décembre 1975, LI^e an-

née, tome I, janvier 1977, LI^e année, tome II, décembre 1977, LIII^e année, tome II, octobre 1978, LIV^e année, tome II, septembre 1979, LV^e année, tome I, juin 1980, LVI^e année, tome I, mai-juin 1981, LVII^e année, tome II, juillet-août 1982, LIX^e année, tome I, février 1984. — *Statistiques financières de l'OCDE*.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total (5) = (1) à (4) =	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷	Fonds des rentes		Autres inter-médiaires financiers ¹⁰	
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹		
(1)	(2)	(3)	(4)	(6) à (15)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	
1976	684,1	489,9	103,3	31,4	1.308,7	145,5	449,9	86,2	554,8	568,4	48,2	3,6	10,3	64,1	- 53,9
1977 (anc. série)	748,9	529,4	135,3	35,8	1.449,4	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 71,9
1977 (nouv. sér.) ¹² ..	741,5	529,4	135,3	35,8	1.442,0	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 79,3
1978	784,9	594,3	154,6	29,8	1.563,6	75,8	532,8	111,6	736,2	742,1	61,6	16,0	14,8	94,1	- 79,3
1979	804,7	657,1	180,3	37,7	1.679,8	- 33,5	595,6	139,3	877,8	884,7	58,2	52,5	24,6	92,8	- 127,5
1980	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	- 51,9	721,3	141,4	948,3	959,1	62,9	77,1	12,3	93,5	- 226,6
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	- 224,7
1982	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	- 195,7
1983 Mars	842,0	787,1	350,5	121,6	2.101,2	- 422,7	1.147,2	137,5	1.034,3	1.041,2	49,6	197,3	5,4	154,1	- 201,5
Juin	914,7	787,7	373,9	121,8	2.198,1	- 398,7	1.227,9	142,9	1.031,9	1.037,3	51,7	161,7	4,4	181,2	- 204,9
Septembre	894,7	823,9	383,4	124,9	2.226,9	- 455,6	1.284,4	127,6	1.039,3	1.053,0	50,5	196,1	8,1	191,8	- 215,3
Décembre	931,0	855,1	388,4	128,7	2.303,2	- 507,7	1.302,8	149,9	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	- 200,2
1984 Mars	891,2	899,5	398,6	148,2	2.337,5	- 532,5	* 1.350,2	151,0	1.056,5	1.062,1	* 57,1	198,7	17,1	227,1	- 187,7
Juin	963,0	888,7	405,0	145,7	2.402,4	- 559,6	* 1.446,4	164,8	1.089,3	1.094,1	* 55,1	185,9	21,4	203,9	- 204,8
Septembre	911,5	929,0	412,6	147,3	2.400,4	- 580,3	* 1.463,6	* 174,8	1.085,4	1.090,9	* 54,3	191,5	23,2	* 205,9	* - 218,0
Décembre	934,2	929,9	425,7	137,8	2.427,6	- 612,3	* 1.402,5	* 199,2	1.124,5	1.132,9	* 56,5	200,6	21,1	* 211,4	* - 175,9
1985 Mars	915,7	981,3	441,2	143,9	2.482,1	- 608,1	* 1.557,5	* 152,9	1.108,9	1.116,5	* 55,9	165,1	4,2	* 229,1	* - 183,4

¹ Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

¹² Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 ; LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir les tableaux XIII-4a. et XIII-4b.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	14,6	14,6	23,7	23,4	24,0	23,9	25,0	23,9	23,9
— Prêts	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	29,7	29,7	19,4	19,1	18,8	19,3	22,1	22,3	18,8
— Autres	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,5	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	0,8	1,8	1,7
3. Ecus	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	134,0	141,2	139,2	101,5	65,1	131,8	165,4	184,1	182,4
4. Accords internationaux	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,2	1,1	1,3	1,3	1,2	1,7	1,6	1,7	1,2
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges repré. d'exportation	20,0	25,8	22,1	6,9	31,1	31,6	25,5	20,6	29,6	42,1	36,1	11,6	10,7	11,2	15,1
9. Autres : a) en monnaies étrangères	101,2	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	67,2	45,6	47,5	67,8	79,9	60,2	40,0	30,5	45,9
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	258,1	254,4	265,7	339,4	286,3	262,9	332,9	313,4	321,3	315,8	285,6	309,0	323,8	333,7	347,2
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	1,0	0,9	0,9	1,1	0,9	0,8	0,7	0,8	0,8
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	2,4	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,8	4,9	4,6	4,9	4,9	4,4	4,4	3,4	3,8
c) sur les banques de dépôts	0,0	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,1	0,0	2,2	0,1	0,9
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	3,8	4,2	4,9	5,5	6,3	8,0	9,7	9,7	9,7	10,9	10,9	10,8	10,8	12,3	12,4
— autres	37,9	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3	0,9	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	7,6	12,1	12,0	5,7	13,2	10,5	4,1	2,0	7,3	9,5	5,3	0,8	—	—	—
b) effets commerciaux	32,1	41,2	46,4	34,4	41,2	42,3	19,0	7,5	46,2	45,5	40,2	6,8	—	—	—
c) avances	0,4	0,1	0,3	0,5	0,1	0,4	0,0	0,0	0,4	0,5	0,2	0,0	0,1	0,1	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	161,7	196,1	188,4	198,7	185,9	191,5	200,6	165,1	169,8
b) autres	7,4	13,9	23,2	9,9	0,0	0,0	0,0	5,6	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,1
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	15,2	35,5	93,1	83,5	63,1	76,5	67,0	68,8	63,0	78,1	86,7	86,2	80,1	68,3	69,5
TOTAL DE L'ACTIF ...	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	675,8	684,5	731,1	742,1	696,3	686,0	698,4	659,5	680,1

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	0,0	6,3	48,2	80,5	12,0	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	3,7	5,9	6,0	7,0	9,3	6,5	10,1	7,1	6,6	6,7	6,3	6,7	6,2	5,2	5,3
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	27,2	32,7	33,5	7,1	12,2	24,8	10,3	13,6	55,1	87,5	18,6	7,1	6,5	5,5	5,6
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	8,0	10,2	12,8	11,9	12,1	12,7	11,6	11,6	12,6	11,4	12,9	11,8	16,3	12,1	* 12,1
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,3	0,0	0,2	0,0	0,5	0,1	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	327,4	349,7	359,0	364,2	370,1	369,5	385,8	380,5	383,3	372,4	395,0	379,4	381,9	373,0	*397,0
— monnaie scripturale ⁵	0,5	0,8	0,7	0,4	0,9	0,4	0,4	0,5	0,2	0,3	0,3	0,2	0,4	0,2	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,7	0,7	0,8	0,6	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	43,3	64,6	172,0	253,2	246,0	254,6	267,0	277,6	278,8	269,9	268,5	286,7	292,1	267,8	*264,3
TOTAL DU PASSIF ...	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	675,8	684,5	731,1	742,1	696,3	686,0	698,4	659,5	680,1

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-7-84	31-8-84	30-9-84	31-10-84	30-11-84	31-12-84	31-1-85	28-2-85	31-3-85	30-4-85	31-5-85	30-6-85	31-7-85
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. — Participation	24,0	23,9	23,9	23,7	24,2	25,0	25,0	24,2	23,9	24,0	23,8	23,9	23,2
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	17,9	19,3	19,3	19,3	21,6	22,1	22,1	22,1	22,3	21,8	18,6	18,8	18,7
— Autres	2,3	2,3	2,3	2,4	0,7	0,8	0,8	0,8	1,8	1,8	1,8	1,7	1,8
3. Ecus	69,0	76,6	131,8	145,0	163,6	165,4	184,1	184,1	184,1	182,4	182,4	182,4	175,7
4. Accords internationaux	1,1	1,1	1,7	1,7	1,7	1,6	1,3	1,6	1,7	1,6	1,4	1,2	1,6
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	33,7	27,9	11,6	17,2	11,0	10,7	19,6	11,1	11,2	10,9	10,4	15,1	11,1
9. Autres : a) en monnaies étrangères	77,4	76,8	60,2	60,5	40,4	40,0	30,4	41,1	30,5	35,8	50,4	45,9	35,4
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	283,6	286,1	309,0	328,0	321,4	323,8	341,5	343,2	333,7	336,5	347,0	347,2	325,7
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,8	0,9
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	4,6	4,5	4,4	4,1	4,1	4,4	4,2	3,8	3,4	3,5	3,9	3,8	3,7
c) sur les banques de dépôts	2,0	1,7	0,0	3,0	0,0	2,2	4,3	0,0	0,1	0,0	0,0	0,9	0,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	10,9	10,9	10,8	10,8	10,8	10,8	12,2	12,2	12,3	12,3	12,4	12,4	12,4
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	4,0	2,1	0,8	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) effets commerciaux	32,7	15,8	6,8	2,2	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—
c) avances	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	190,6	203,9	191,5	172,9	194,0	200,6	147,2	145,8	165,1	166,9	168,4	169,8	174,5
b) autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	90,0	90,2	86,2	93,1	77,0	80,1	65,6	89,9	68,3	64,6	77,3	69,5	75,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	696,3	692,1	686,0	690,9	683,8	698,4	652,3	671,5	659,5	660,1	685,3	680,1	668,3

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-7-84	31-8-84	30-9-84	31-10-84	30-11-84	31-12-84	31-1-85	28-2-85	31-3-85	30-4-85	31-5-85	30-6-85	31-7-85
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	2,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	7,8	7,0	6,7	5,5	6,6	6,2	6,4	5,6	5,2	5,3	5,7	5,3	6,2
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	10,4	7,3	7,1	5,8	6,9	6,5	6,7	5,9	5,5	5,6	6,0	5,6	6,5
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	12,2	11,1	11,8	12,4	11,5	16,3	11,8	11,8	12,1	13,0	12,9	* 12,1	* 12,9
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,1	0,0	0,1	0,0	0,3	* 0,0	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	382,2	379,3	379,4	379,1	376,1	381,9	364,1	368,8	373,0	374,1	386,7	* 397,0	* 379,6
— monnaie scripturale ⁵	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,7	0,7	0,8	0,7	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,6	0,6	0,8	0,9
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	290,5	293,5	286,7	292,6	288,4	292,1	268,6	284,0	267,8	266,5	278,4	* 264,3	* 268,1
TOTAL DU PASSIF ...	696,3	692,1	686,0	690,9	683,8	698,4	652,3	671,5	659,5	660,1	685,3	680,1	668,3

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	0,4	0,4	0,0	2,4	1,0	0,4	0,7	0,0	3,2	4,7	0,0	0,0	10,7	2,0	0,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,5	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	0,9	0,4	0,0	2,7	1,0	0,4	1,0	0,0	3,4	4,8	0,0	0,0	10,7	2,0	0,0
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,1	1,2	1,4	1,5	1,6	1,8	1,4	1,5	2,0	1,6	1,4	1,6	1,5	1,9	1,6
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	1,4	2,3	2,5	2,9	4,8	2,2	2,6	5,5	7,6	3,0	0,8	1,1	2,8	1,3	2,3
c) sur les banques de dépôts	0,6	0,0	6,7	1,0	1,8	4,1	5,1	3,8	4,6	0,2	5,3	5,0	0,1	3,4	4,3
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	80,3	84,0	81,1	86,0	89,0	86,8	91,7	92,1	101,5	84,3	82,8	92,5	84,5	70,6	*91,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	10,3	10,7	11,3	12,5	13,3	14,5	14,8	14,7	14,5	15,0	*15,0	*14,9	*14,8	*14,8	*14,9
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	35,7	38,5	44,7	44,5	34,7	39,2	32,3	43,5	24,9	42,4	38,1	47,6	38,7	62,0	34,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	0,1	0,1	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	1,5	0,6	0,0	0,4	0,8	0,1	0,4	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0
b) effets commerciaux	1,6	2,7	0,0	1,0	1,9	0,8	1,2	0,0	6,3	0,6	0,0	0,0	1,5	0,3	0,0
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,2	0,0	0,0	0,0	0,5	0,3	0,1	1,8	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,5
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	12,2⁶	11,6	13,2	10,9	11,5	13,3	13,8	14,6	15,3	13,9	15,4	15,0	14,2	11,8	*15,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	145,1⁶	152,7	161,6	164,2	161,7	164,1	164,9	178,0	182,9	166,1	159,1	178,0	169,2	169,4	165,2

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 19,7 et pour le total de l'actif à 152,6

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,4	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	1,1	1,0	0,9	0,9	1,1	0,9	0,8	0,7	0,8
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	2,5	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,5	4,8	4,9	4,6	4,2	4,8	4,4	4,3	3,4
b) envers les organismes publics	1,3	2,3	2,5	2,8	4,8	2,2	2,6	5,5	7,6	3,0	1,5	1,1	2,8	1,4	2,3
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	6,4	4,9	7,6	8,7	6,2	5,8	8,7	7,5	12,9	5,6	5,9	5,2	10,9	6,8	4,7
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	11,7	12,2	12,7	14,7	15,7	15,4	15,2	15,2	15,4	15,5	15,2	15,5	15,5	15,6	15,5
— monnaie scripturale	86,0	91,3	91,3	91,8	95,2	97,3	94,3	97,8	108,6	96,2	92,1	106,1	94,0	86,7	*104,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	36,8 ⁵	39,6	43,6	41,3	34,7	37,9	38,5	46,2	32,6	40,1	38,4	44,4	40,8	53,9	* 34,2
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	145,1 ⁵	152,7	161,6	164,2	161,7	164,1	164,9	178,0	182,9	166,1	159,1	178,0	169,2	169,4	165,2

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,3 et pour le total du passif à 152,6.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	34,5	37,9	40,9	46,2	69,8	75,0	88,8	94,3	110,4	139,3	172,7	194,7	212,4	245,1	287,3
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	19,3	16,4	18,8	17,9	18,9	17,8	18,2	22,6	21,3	16,4	15,3	16,0	26,2	30,5	29,2
9. Autres : a) en monnaies étrangères	803,8	1.004,1	1.236,1	1.748,5	2.485,2	2.852,1	2.938,7	3.018,9	3.151,3	3.360,3	3.395,0	3.597,4	3.906,9	4.049,9	4.392,8
b) en francs belges	82,6	77,4	83,1	100,2	116,1	140,0	159,9	160,8	172,9	167,5	175,2	177,1	186,2	191,5	182,2
Total des créances sur l'étranger	940,2	1.135,8	1.378,9	1.912,8	2.690,0	3.084,9	3.205,6	3.296,6	3.455,9	3.683,5	3.758,2	3.985,2	4.331,7	4.517,0	4.882,5
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	7,9	10,0	11,4	10,4	10,5	10,8	9,5	10,1	9,6	11,0	10,0	11,3	10,3	14,4	10,5
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,2	0,0	0,5	0,1
b) sur les organismes publics	6,4	4,9	7,6	8,7	6,2	5,8	8,7	7,4	12,9	5,6	5,9	5,1	10,9	6,8	4,6
c) sur les banques de dépôts	164,5	172,5	195,5	239,6	309,5	399,5	448,5	402,0	424,7	469,5	492,6	452,6	450,3	437,3	500,6
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	11,6	23,7	62,3	135,9	239,3	337,4	415,0	448,5	471,8	481,1	512,2	538,4	561,4	482,2	516,1
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	282,6	317,5	341,2	355,4	335,6	392,5	418,5	447,0	463,5	483,0	476,6	501,7	485,1	505,4	557,9
— autres	19,4	18,2	20,4	51,5	85,9	113,8	123,1	141,5	149,5	156,3	178,3	213,5	232,6	244,2	266,9
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	9,1	10,5	18,4	21,1	20,7	24,1	19,0	20,0	22,0	23,3	30,7	16,8	23,9	21,6	26,6
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	36,8	41,2	45,1	44,0	45,8	20,0	18,1	9,9	9,9	9,9	10,2	6,2	16,7	19,7	19,8
— autres	17,4	20,5	30,1	30,7	36,2	62,4	67,6	69,2	70,4	74,0	71,6	93,8	95,1	95,5	94,2
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	9,9	13,0	14,1	16,2	15,5	16,6	14,3	20,2	16,8	13,5	16,9	14,5	18,5	17,8	19,8
b) effets commerciaux	148,8	149,2	162,4	172,0	160,6	160,6	160,4	182,1	170,9	167,0	165,9	170,1	191,4	201,1	211,4
c) avances	452,1	517,3	642,5	718,1	790,0	821,1	810,1	806,5	834,9	863,0	818,1	859,0	866,3	904,9	879,1
d) autres créances à un an au plus	1,2	1,2	0,7	8,9	1,3	2,3	1,6	2,0	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	16,0	20,0	16,8	14,4	15,5	17,0	16,7	16,1	15,3	23,3	22,3	20,7	20,4	23,2	22,2
— autres	39,3	39,4	39,7	38,6	38,4	31,7	30,6	32,9	32,6	34,5	34,3	33,9	33,4	32,8	33,2
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,4	0,8	1,4	2,4	7,7	10,0	5,4	4,4	2,5	2,6	17,1	21,4	23,2	21,1	4,2
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	10,2	10,9	9,6	17,8	62,8	73,9	54,3	67,9	87,2	96,4	139,6	101,1	95,7	104,1	132,4
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	68,9	70,6	65,5	68,2	70,9	75,4	71,3	74,1	69,0	64,8	63,3	61,4	59,5	58,1	52,1
— autres	15,1	14,5	18,7	20,0	37,5	40,9	48,9	51,0	51,2	51,7	51,9	58,9	58,5	59,9	60,0
D. Autres	158,2	182,9	212,3	218,9	311,2	377,4	373,5	399,2	408,2	437,5	447,9	451,3	491,3	541,1	527,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	6.320,7	6.508,6	6.781,0	7.151,8	7.323,6	7.617,1	8.076,2	8.308,7	8.822,1

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	3.479,6	3.646,0	3.820,6	4.093,4	4.120,5	4.400,7	4.779,0	4.989,5	5.327,1
b) en francs belges ¹	207,2	218,9	297,9	353,8	348,7	360,5	371,3	371,9	394,1	368,7	398,5	411,1	445,6	459,1	491,7
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1.049,2	1.282,0	1.644,6	2.299,7	3.196,1	3.677,3	3.850,9	4.017,9	4.214,7	4.462,1	4.519,0	4.811,8	5.224,6	5.448,6	5.818,8
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,0	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	1,6	0,2	0,0	2,2	0,1
b) envers les organismes publics	0,6	0,0	6,7	1,0	1,8	4,1	5,1	3,8	4,6	0,2	5,3	5,0	0,1	3,4	4,2
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,7	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0
— autres	164,2	172,1	195,2	239,3	309,2	399,1	448,1	401,6	424,4	468,8	491,9	451,6	* 449,5	* 436,3	* 499,5
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	278,6	291,7	296,8	293,7	306,9	334,6	333,4	367,5	355,2	393,7	370,8	399,8	379,7	* 393,8	* 386,5
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,4	0,6	0,5	0,6	1,4	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,3	1,1	1,1	* 1,2	* 1,2
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	298,2	337,4	361,2	362,9	377,5	384,5	381,9	391,5	403,2	423,7	433,0	438,9	443,1	462,7	475,8
— autres dépôts	231,2	256,9	295,9	328,3	347,8	404,5	405,1	396,2	420,8	431,5	466,5	449,8	485,8	* 467,2	* 505,7
— à plus d'un an :															
— dépôts	31,0	29,0	27,4	25,3	23,0	25,4	27,9	29,8	31,4	31,6	31,8	31,7	31,8	32,5	33,1
— bons de caisse et obligations	104,4	125,6	153,0	201,0	245,0	300,2	322,6	344,1	352,0	356,8	366,8	373,3	380,8	393,3	408,1
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	35,8	29,8	37,7	54,1	103,8	125,8	121,6	121,8	124,9	128,6	148,2	145,7	147,3	137,8	143,9
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	* 0,3	* 0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	13,0	20,8	13,9	17,6	15,8	27,2	17,8	8,2	11,6	16,6
D. Autres	221,6	244,7	274,1	286,7	364,5	408,2	401,0	418,8	430,4	436,8	459,2	489,3	* 523,1	* 516,8	* 527,3
TOTAL DU PASSIF ...	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	6.320,7	6.508,6	6.781,0	7.151,8	7.323,6	7.617,1	8.076,2	8.308,7	8.822,1

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	85,2	
2. F.M.I. : — Participation	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	14,6	14,6	14,6	23,7	23,4	24,0	23,9	25,0	23,9	
— Prêts	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
— Droits de tirage spéciaux	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	31,0	29,7	29,7	19,4	19,1	18,8	19,3	22,1	22,3	
— Autres	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	1,8	2,5	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	0,8	1,8	
3. Ecus	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	103,7	134,0	141,2	139,2	101,5	65,1	131,8	165,4	184,1	
4. Accords internationaux	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,2	1,2	1,1	1,3	1,3	1,2	1,7	1,6	1,7	
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7. Obligations	34,5	37,9	40,9	46,2	69,8	75,0	88,8	94,3	110,4	139,3	172,7	194,7	212,4	245,1	278,3	
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	39,7	42,6	40,9	27,2	51,0	49,8	50,6	48,1	45,1	50,7	57,4	52,1	48,5	43,2	40,4	
9. Autres : a) en monnaies étrangères	905,0	1.110,2	1.311,6	1.863,3	2.597,2	2.901,5	3.004,1	3.086,1	3.196,9	3.407,8	3.462,8	3.677,3	3.967,1	4.089,9	4.423,3	
b) en francs belges	83,1	77,4	83,1	100,5	116,1	140,0	160,2	160,8	173,1	167,6	175,2	177,1	186,2	191,5	182,2	
Total des créances sur l'étranger	1.199,2	1.390,6	1.644,6	2.254,9	2.977,3	3.348,2	3.514,2	3.629,5	3.772,7	4.009,6	4.074,0	4.270,8	4.651,4	4.842,8	5.216,2	(6)
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	8,4	11,6	13,2	12,5	12,8	13,5	12,0	12,6	12,5	13,5	12,5	13,8	12,6	17,0	12,9	(1)
2. Autres : a) sur la B.N.B. : — réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,2	0,0	0,5	0,1	
b) sur les organismes publics	10,2	9,2	13,5	15,9	15,4	12,4	15,8	17,7	25,4	13,2	11,6	11,1	18,1	12,5	10,3	
c) sur les banques de dépôts	165,1	174,6	202,4	240,6	311,8	403,6	454,1	405,8	429,3	469,7	499,5	457,7	450,4	442,9	505,0	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	128,9	144,7	180,4	258,9	365,3	461,2	543,7	577,6	610,3	602,4	632,0	667,9	682,9	589,8	644,1	(7)
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	296,7	332,4	357,4	373,4	355,2	415,0	442,8	471,4	487,7	507,7	502,5	527,5	510,7	531,0	585,1	(7)
— autres	57,3	55,7	57,9	89,0	123,4	151,3	160,6	179,0	187,0	193,8	215,8	251,0	270,1	281,7	304,4	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	44,8	49,0	63,1	65,6	55,4	63,3	51,3	63,5	46,9	65,7	68,8	64,4	62,6	83,6	61,0	(8)
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	37,9	42,3	46,3	45,3	47,4	21,0	18,9	10,5	10,5	10,5	10,8	6,8	17,4	20,4	20,5	(8)
— autres	17,4	20,5	30,1	30,7	36,2	62,4	67,6	69,2	70,4	74,0	71,6	93,8	95,1	95,5	94,2	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	19,0	25,7	26,1	22,3	29,5	27,2	22,3	24,3	19,6	20,8	26,4	19,8	19,4	18,1	19,8	(9)
b) effets commerciaux	182,5	193,1	208,8	207,4	203,7	203,7	201,4	201,1	184,7	213,8	211,4	210,3	199,7	201,4	211,5	(9)
c) avances	452,5	517,4	642,8	718,6	790,1	821,5	810,6	806,5	834,9	863,4	818,6	859,2	866,3	905,0	879,1	(9)
d) autres créances à un an au plus	1,2	1,2	0,7	8,9	1,3	2,3	1,6	2,0	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(11)
e) autres créances à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	16,7	21,0	17,8	15,4	16,4	17,7	17,4	16,8	15,8	23,8	22,8	21,2	20,9	23,7	22,7	(11)
— autres	39,3	39,4	39,7	38,6	38,4	31,7	30,6	32,9	32,6	34,5	34,3	33,9	33,4	32,8	33,2	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	197,3	161,7	196,1	188,4	198,7	185,9	191,5	200,6	165,1	(12)
b) autres	7,8	14,8	24,6	12,3	7,7	10,0	5,4	4,4	8,1	16,2	17,1	21,4	23,2	21,1	4,2	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus : — bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(14)
— autres	10,4	11,6	9,6	17,9	63,3	74,3	54,4	69,7	88,9	96,5	139,6	101,1	95,7	104,8	132,9	(14)
b) à plus d'un an : — bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	69,2	70,8	65,7	68,4	71,1	75,7	71,6	74,4	69,3	65,1	63,6	61,7	59,8	58,4	52,4	(14)
— autres	15,1	14,5	18,7	20,0	37,5	40,9	48,9	51,0	51,2	51,7	51,9	58,9	58,5	59,9	60,0	(14)
D. Autres	185,6⁵	230,0	318,6	313,3	385,8	467,2	448,3	480,8	492,3	514,4	541,3	553,0	591,7	633,0	612,1	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.968,5⁵	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	7.190,8	7.362,4	7.648,4	8.049,0	8.224,8	8.491,4	8.931,4	9.176,5	9.646,8	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 193,1 et pour le total de l'actif à 2.976,0.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	
2. Envers le F.E.C.O.M.	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	79,0	0,0	6,3	48,2	80,6	12,0	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	3.479,6	3.646,0	3.820,6	4.093,4	4.120,5	4.400,7	4.779,0	4.989,5	5.327,1	
b) en francs belges ¹	210,9	224,8	303,9	360,8	358,0	367,3	378,1	382,0	401,2	375,5	405,1	417,4	452,3	465,3	496,9	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	1.076,4	1.314,7	1.678,1	2.306,8	3.208,3	3.702,4	3.936,9	4.028,2	4.228,3	4.517,4	4.606,5	4.830,4	5.231,7	5.455,1	5.824,3	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	8,4	10,6	13,3	12,5	12,8	13,5	12,0	12,6	12,5	13,5	12,5	13,8	12,6	17,0	12,9	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	2,5	4,1	3,6	4,3	4,9	4,4	5,0	4,8	4,9	4,6	5,8	5,0	4,4	6,5	3,5	
b) envers les organismes publics	1,9	2,3	9,2	3,8	6,6	6,3	7,7	9,3	12,2	3,2	6,8	6,1	2,9	4,8	6,5	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,7	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	
— autres	171,1	177,4	203,1	248,4	315,8	405,3	456,8	409,1	437,3	474,7	497,8	457,0	460,4	443,6	504,3	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	339,1	361,9	371,7	378,9	385,8	384,9	373,6	401,0	395,9	398,8	387,6	410,5	394,9	397,5	388,5	(1)
— monnaie scripturale ³	365,1	383,8	388,8	385,9	403,0	432,3	428,0	465,7	464,3	490,1	463,2	506,2	473,9	480,9	491,0	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	37,2 ⁵	40,2	44,1	41,9	36,1	39,6	40,4	48,0	34,5	42,1	40,3	46,3	42,7	55,8	36,2	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	298,2	337,4	361,2	362,9	377,5	384,5	381,9	391,5	403,2	423,7	433,0	438,9	443,1	462,7	475,8	(2)
— autres dépôts	231,2	256,9	295,9	328,3	347,8	404,5	405,1	396,2	420,8	431,5	466,5	449,8	485,8	467,2	505,7	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	31,0	29,0	27,4	25,3	23,0	25,4	27,9	29,8	31,4	31,6	31,8	31,7	31,8	32,5	33,1	(3)
— bons de caisse et obligations	104,4	125,6	153,0	201,0	245,0	300,2	322,6	344,1	352,0	356,8	366,8	373,3	380,8	393,3	408,1	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	35,8	29,8	37,7	54,1	103,8	125,8	121,6	121,8	124,9	128,6	148,2	145,7	147,3	137,8	143,9	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	13,0	20,8	13,9	17,6	15,8	27,9	17,8	8,2	11,6	16,6	(14)
D. Autres	264,9	309,3	446,1	539,9	610,5	662,8	649,8	685,8	708,0	715,6	729,1	757,8	809,8	808,9	795,1	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	2.968,5⁶	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	7.190,8	7.362,4	7.648,4	8.049,0	8.224,8	8.491,4	8.931,4	9.176,5	9.646,8	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. ; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.I.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

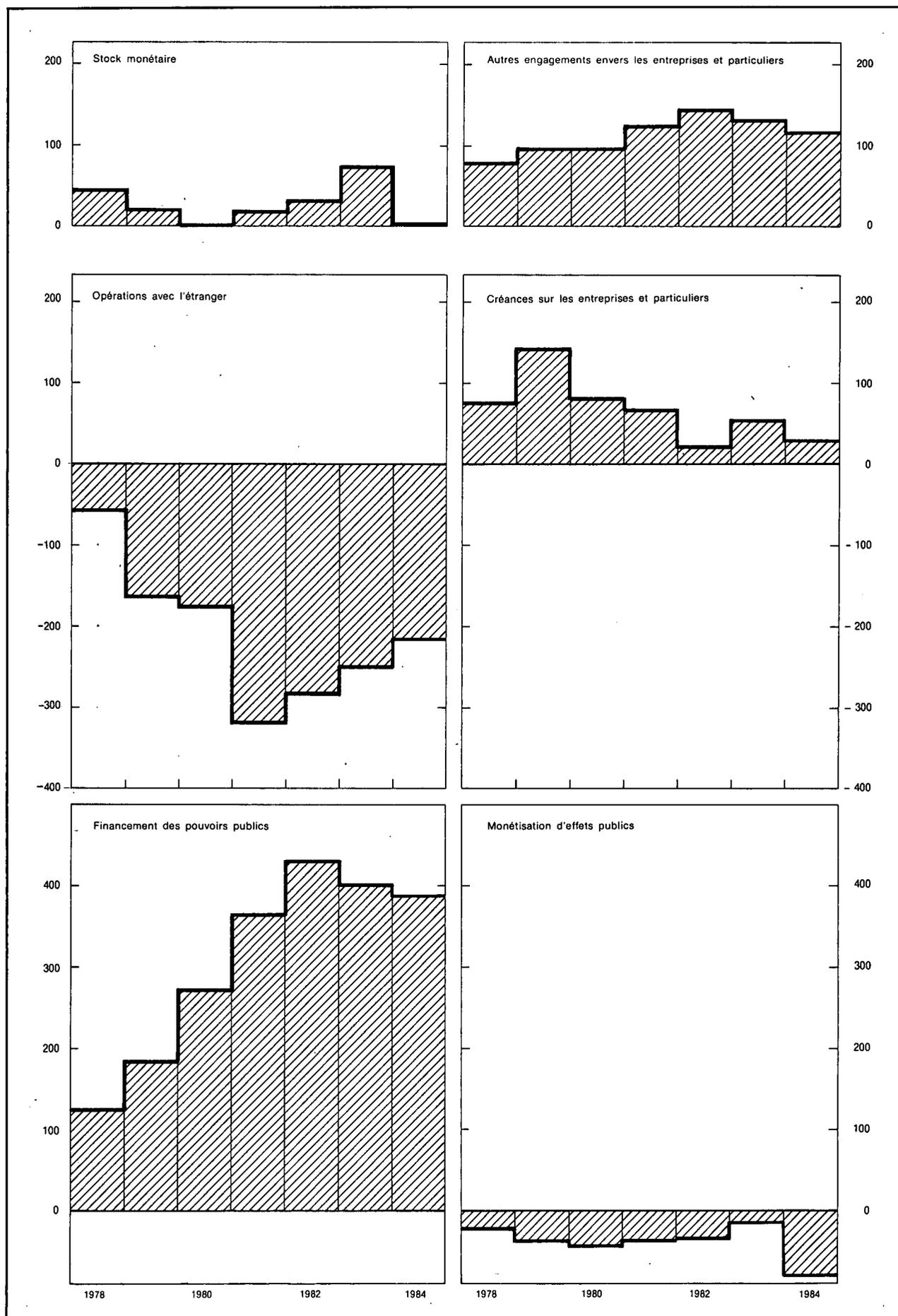
⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note *).

⁶ A partir du 31 décembre 1977, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,7 et pour le total du passif à 2.976,0.

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONÉTAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)														(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
1977	+ 64,8	+ 39,5	+ 32,0	+ 4,4	+ 140,7	- 5,9	+ 101,9	+ 10,2	- 9,2	- 2,8	+ 41,0	+ 14,7	- 21,0	+ 0,8	+ 30,6	- 19,6
1978	+ 43,4 ¹²	+ 64,9	+ 19,3	- 6,0	+ 121,6 ¹²	- 63,2	+ 71,8	+ 6,0	+ 1,4	+ 10,5	+ 111,0	+ 13,7	- 26,5	+ 4,9	+ 0,9	- 8,9 ¹²
1979	+ 19,8	+ 62,8	+ 25,7	+ 8,0	+ 116,3	- 162,6	+ 142,6	- 0,2	- 7,8	- 1,0	+ 153,7	+ 31,8	- 44,5	+ 5,8	+ 0,9	- 2,4
1980	+ 2,0	+ 34,1	+ 45,9	+ 16,4	+ 98,4	- 175,5	+ 74,4	+ 6,8	- 13,4	- 3,9	+ 263,0	+ 6,2	- 29,9	- 14,8	+ 1,1	- 15,6
1981	+ 18,2	+ 34,1	+ 41,8	+ 49,8	+ 143,9	- 319,8	+ 72,2	- 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+ 357,5	+ 5,4	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 2,6
1982	+ 31,8	+ 63,7	+ 57,6	+ 22,0	+ 175,1	- 282,8	+ 24,3	- 2,0	- 2,9	+ 4,9	+ 408,1	+ 20,5	- 29,1	- 9,2	+ 43,3	0,0
1983	+ 74,3	+ 66,1	+ 62,7	+ 2,9	+ 206,0	- 250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+ 397,3	+ 2,7	- 26,7	+ 10,9	+ 25,9	- 3,8
1984	+ 3,2	+ 72,2	+ 37,3	+ 9,1	+ 121,8	* - 216,5	+ 30,8	* 0,0	- 1,4	- 4,3	* + 324,7	* + 54,0	* - 62,0	- 19,1	+ 21,2	- 5,6
1983 1 ^{er} trimestre	- 14,7	- 1,9	+ 24,8	- 4,2	+ 4,0	- 126,2	- 14,3	- 1,9	- 2,4	- 3,8	+ 159,6	- 7,0	- 4,0	- 1,8	- 23,8	+ 29,6
2 ^e trimestre	+ 72,7	+ 0,5	+ 23,4	+ 0,3	+ 96,9	- 26,5	- 4,0	+ 2,7	+ 0,3	+ 1,6	+ 101,4	+ 4,7	- 5,2	- 1,2	+ 28,4	- 5,3
3 ^e trimestre	- 20,0	+ 36,3	+ 9,5	+ 3,0	+ 28,8	- 56,7	+ 15,7	- 0,5	- 0,6	- 8,4	+ 101,7	- 16,2	- 10,0	+ 7,0	+ 14,0	- 17,2
4 ^e trimestre	+ 36,3	+ 31,2	+ 5,0	+ 3,8	+ 76,3	- 40,6	+ 49,1	+ 9,0	- 2,4	+ 9,6	+ 34,6	+ 21,2	- 7,5	+ 6,9	+ 7,3	- 10,9
1984 1 ^{er} trimestre	- 39,8	+ 44,3	+ 10,2	+ 19,6	+ 34,3	- 33,5	- 40,0	* - 0,2	+ 3,3	- 1,5	* + 88,5	* + 1,3	* - 12,0	- 15,3	+ 31,2	* + 12,5
2 ^e trimestre	+ 71,8	- 10,8	+ 6,4	- 2,5	+ 64,9	- 109,2	+ 32,0	* - 1,8	+ 1,1	+ 0,9	* + 174,5	* + 15,2	* - 13,8	- 4,6	- 21,7	* - 7,7
3 ^e trimestre	- 51,4	+ 40,3	+ 7,6	+ 1,5	- 2,0	* - 38,3	- 3,2	* - 0,5	- 0,9	- 0,7	* + 84,2	* + 11,5	* - 19,8	0,0	* + 3,6	* - 37,9
4 ^e trimestre	+ 22,6	- 1,6	+ 13,1	- 9,5	+ 24,6	* - 35,6	+ 42,0	* + 2,6	- 5,0	- 2,9	* - 22,5	* + 25,9	* - 16,3	+ 0,9	* + 8,0	* + 27,5
1985 1 ^{er} trimestre	- 18,5	+ 51,4	+ 15,5	+ 6,1	+ 54,5	* - 29,6	- 16,4	* + 0,4	- 5,2	+ 0,8	* + 120,7	* - 41,1	* - 10,2	- 2,3	* + 19,2	* + 18,2

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹² Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la Banque Nationale de Belgique ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) + (5) + (6)	(8) = (3) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1976	11,3	307,2	310,5	1,1	81,2	248,1	330,4	640,9	43,2	684,1
1977 (ancienne série)	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	44,6	748,9
1977 (nouvelle série) ⁷	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	37,2	741,5
1978	12,2	359,9	360,9	0,8	91,3	291,7	383,8	744,7	40,2	784,9
1979	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	804,7
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983 Mars	15,1	369,3	373,6	0,3	94,3	333,4	428,0	801,6	40,4	842,0
Juin	15,3	397,4	401,0	0,4	97,8	367,5	465,7	866,7	48,0	914,7
Septembre	15,4	392,1	395,9	0,5	108,6	355,2	464,3	860,2	34,5	894,7
Décembre	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984 Mars	15,2	383,7	387,6	0,3	92,1	370,9	463,3	850,9	40,3	891,2
Mai	15,4	401,5	404,2	0,3	100,8	376,4	477,5	881,7	38,6	920,3
Juin	15,5	407,9	410,5	0,3	106,1	399,8	506,2	916,7	46,3	963,0
Juillet	15,5	394,4	397,6	0,3	102,8	386,6	489,7	887,3	51,2	938,5
Août	15,5	390,4	394,9	0,2	103,4	368,4	472,0	866,9	39,9	906,8
Septembre	15,5	391,2	394,9	0,2	94,0	379,7	473,9	868,8	42,7	911,5
Octobre	15,5	391,5	394,6	0,3	98,4	377,2	475,9	870,5	44,6	915,1
Novembre	15,5	387,6	391,6	0,3	94,0	382,4	476,7	868,3	36,1	904,4
Décembre	15,6	398,2	397,5	0,3	86,7	393,9	480,9	878,4	55,8	934,2
1985 Janvier	15,5	375,9	379,6	0,3	111,6	400,5	512,4	892,0	37,6	929,6
Février	15,5	380,7	384,4	0,2	103,6	383,6	487,4	871,8	41,3	913,1
Mars	15,5	385,1	388,5	0,2	102,4	386,6	489,2	877,7	38,0	915,7
Avril	15,5	387,0	389,6	0,3	121,7	402,3	524,3	913,9	40,5	954,4
Mai	15,6	399,5	402,3	0,4	102,4	404,5	507,3	909,6	44,3	953,9

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁷ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers				Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale			Total	Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers		Total
		Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total						(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1976	305,8	324,2	39,1	363,3	669,1	43,2	7,2	50,4	719,5
1977 (ancienne série)	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	44,7	5,2	49,9	791,8
1977 (nouvelle série) ³	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	37,2	5,2	42,4	784,3
1978	354,9	380,3	55,0	435,3	790,2	40,2	6,0	46,2	836,4
1979	364,4	384,4	67,2	451,6	816,0	44,1	8,6	52,7	868,7
1980	370,8	381,6	67,8	449,4	820,2	41,9	6,6	48,5	868,7
1981	375,2	397,5	80,4	477,9	853,1	36,1	6,9	43,0	896,1
1982	374,2	425,2	92,6	517,8	892,0	39,6	8,8	48,4	940,4
1983 Mars	366,0	421,8	88,0	509,8	875,8	40,4	9,8	50,2	926,0
Juin	392,3	459,8	96,6	556,4	948,7	48,0	15,9	63,9	1.012,6
Septembre	388,3	457,6	101,1	558,7	947,0	34,5	15,2	49,7	996,7
Décembre	386,5	477,2	95,9	573,1	959,6	42,1	12,4	54,5	1.014,1
1984 Mars	376,1	449,3	105,9	555,2	931,3	40,3	11,7	52,0	983,3
Juin	396,1	488,8	112,4	601,2	997,3	46,3	21,5	67,8	1.065,1
Septembre	382,8	456,0	109,1	565,1	947,9	42,7	15,9	58,6	1.006,5
Décembre	381,6	456,8	104,1	560,9	942,5	55,8	9,4	65,2	1.007,7
1985 Mars	373,0	468,7	112,9	581,6	954,6	38,0	15,3	53,3	1.007,9

¹ Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires financiers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

³ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ²						Variations	
	B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ⁴	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁴ (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ⁵ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁶	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁷
				B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total						(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)	
1977	230,9	-108,1	122,8	- 2,3	- 18,8	- 21,1	- 6,0	- 9,2	- 5,9	+ 15,1	- 6,0
1978	221,7	-145,9	75,8	- 10,2	- 27,9	- 38,1	+ 23,7	+ 1,4	- 63,2	+ 6,1	- 32,0
1979	232,2	-265,7	- 33,5	- 35,1	-120,0	-155,1	+ 15,3	- 7,8	-162,6	+ 32,6	-122,5
1980	332,3	-384,2	- 51,9	+ 11,8	-113,7	-101,9	+ 87,0	- 13,4	-175,5	+ 29,0	- 72,9
1981	274,1	-505,1	-231,0	- 71,5	-103,2	-174,7	+138,7	+ 6,4	-319,8	+114,3	- 60,4
1982	238,1	-592,3	-354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+191,5	- 2,9	-282,8	+ 92,2	- 2,0
1983	266,2	-774,0	-507,8	- 24,2	-130,1	-154,3	+100,8	- 5,1	-250,0	+115,1	- 39,2
1984	317,3	-929,3	-612,0	+ 48,3	-125,6	- 77,3	+140,6	- 1,4	-216,5	+ 55,9	- 21,4
1983 1 ^{er} trimestre	221,6	-644,3	-422,7	- 41,4	- 62,6	-104,0	+ 24,6	- 2,4	-126,2	+ 55,3	- 48,7
2 ^e trimestre	322,6	-721,3	-398,7	+ 93,2	- 67,4	+ 25,8	+ 52,0	+ 0,3	- 26,5	+ 0,8	+ 26,6
3 ^e trimestre	299,8	-755,4	-455,6	- 35,4	- 14,7	- 50,1	+ 7,2	- 0,6	- 56,7	+ 29,7	- 20,4
4 ^e trimestre	266,2	-774,0	-507,8	- 40,6	+ 14,6	- 26,0	+ 17,0	- 2,4	- 40,6	+ 29,3	+ 3,3
1984 1 ^{er} trimestre	228,3	-760,8	-532,5	- 24,2	- 0,7	- 24,9	+ 5,3	+ 3,3	- 33,5	+ 23,5	- 1,4
2 ^e trimestre	267,0	-826,6	-559,6	+ 44,2	- 80,7	- 36,5	+ 71,6	+ 1,1	-109,2	+ 22,7	- 13,8
3 ^e trimestre	301,9	-882,2	-580,3	+ 21,9	- 17,9	+ 4,0	* + 43,2	- 0,9	* - 38,3	- 3,8	+ 0,2
4 ^e trimestre	317,2	-929,6	-612,3	+ 6,4	- 26,4	- 20,0	* + 20,6	- 5,0	* - 35,6	+ 13,6	- 6,4
1985 1 ^{er} trimestre	328,2	-936,3	-608,1	+ 8,3	- 29,7	- 21,4	* + 13,4	- 5,2	* - 29,6	+ 24,2	+ 2,8

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeurs en francs belges des encours en monnaies étrangères.

³ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs.

⁴ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁵ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

⁶ Cette différence est égale à :

- variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)].

- moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6) mais non dans la colonne (11)].

⁷ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.2.

XIII - 5b. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT ET A TERME DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période												Variations aux cours de change des transactions ⁸
	Avoirs bruts au comptant						Engagements bruts au comptant				Avoirs ou engagements (-) nets à terme ⁷	Total des réserves de change nettes	
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du F.M.I. ²	C.E.E. ³	Monnaies étrangères	Accords internationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance déterminée ⁶	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette	Total	(11)	(12) = (6) - (10) + (11)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12) = (6) - (10) + (11)	(13)	
1977	72,3	57,7	6,5	101,2	0,4	238,1	3,7	23,4	10,2	37,3	0,0	200,8	- 8,6
1978	72,5	49,6	0,0	106,1	0,4	228,6	6,1	26,7	10,2	43,0	- 16,2	169,4	- 27,8
1979	58,3	48,7	61,1	75,5	0,0	243,6	6,1	27,4	14,7	48,2	- 76,4	119,0	- 39,2
1980	58,2	48,0	110,7	114,8	0,8	332,5	7,1	0,0	19,2	26,3	- 125,4	180,8	+ 44,2
1981	58,2	50,4	33,6	112,0	1,0	255,2	9,5	2,8	23,6	35,9	- 123,9	95,4	- 93,3
1982	58,2	49,6	73,0	49,4	1,1	231,3	6,7	18,1	23,6	48,4	- 130,9	52,0	- 37,5
1983	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	- 171,9	41,1	- 22,1
1984	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 67,2
1983 2 ^e trimestre	58,2	46,8	134,0	67,2	1,2	307,4	10,3	0,0	23,6	33,9	- 162,0	111,5	+ 99,3
1983 3 ^e trimestre	58,2	46,7	141,2	45,6	1,1	292,8	13,6	6,3	23,6	43,5	- 168,2	81,1	- 30,4
1983 4 ^e trimestre	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	- 171,9	41,1	- 49,6
1984 1 ^{er} trimestre	58,2	44,9	101,5	67,8	1,3	273,7	7,0	80,5	23,6	111,1	- 166,7	- 4,1	- 36,8
1984 2 ^e trimestre	58,2	45,1	65,1	79,9	1,2	249,5	6,6	12,0	23,6	42,2	- 163,7	43,6	+ 50,1
1984 3 ^e trimestre	58,2	45,5	131,8	60,2	1,7	297,4	7,0	0,0	23,6	30,6	- 176,1	90,7	+ 46,6
1984 4 ^e trimestre	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 7,3
1985 1 ^{er} trimestre	58,2	48,0	184,1	30,5	1,7	322,5	5,5	0,0	23,6	29,1	- 158,8	134,6	+ 7,6
1985 2 ^e trimestre	58,2	44,4	182,4	45,9	1,2	332,1	5,6	0,0	23,6	25,9	- 161,4	144,8	+ 10,8
1984 Juin	58,2	45,1	65,1	79,9	1,2	249,5	6,6	12,0	23,6	42,2	- 163,7	43,6	+ 5,5
1984 Juillet	58,2	44,2	69,0	77,4	1,1	249,9	8,1	2,3	23,6	34,0	- 169,6	46,3	+ 3,6
1984 Août	58,2	45,5	76,6	76,8	1,1	258,2	7,3	0,0	23,6	30,9	- 169,6	57,7	+ 11,3
1984 Septembre	58,2	45,5	131,8	60,2	1,7	297,4	7,0	0,0	23,6	30,6	- 176,1	90,7	+ 31,7
1984 Octobre	58,2	45,4	145,0	60,5	1,7	310,8	5,8	0,0	23,6	29,4	- 176,1	105,3	+ 2,0
1984 Novembre	58,2	46,5	163,6	40,4	1,6	310,3	6,9	0,0	23,6	30,5	- 167,7	112,1	+ 1,7
1984 Décembre	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 3,6
1985 Janvier	58,2	48,0	184,1	30,4	1,3	322,0	6,7	0,0	23,6	30,3	- 159,8	131,9	+ 8,2
1985 Février	58,2	47,1	184,1	41,1	1,6	332,1	5,9	0,0	23,6	29,5	- 170,5	132,1	- 0,4
1985 Mars	58,2	48,0	184,1	30,5	1,7	322,5	5,5	0,0	23,6	29,1	- 158,8	134,6	- 0,2
1985 Avril	58,2	47,6	182,4	35,8	1,6	325,6	5,6	0,0	23,6	29,2	- 161,5	134,9	+ 1,0
1985 Mai	58,2	44,2	182,4	50,4	1,4	336,6	6,0	0,0	23,6	29,6	- 167,8	139,2	+ 3,0
1985 Juin	58,2	44,4	182,4	45,9	1,2	332,1	5,6	0,0	23,6	25,9	- 161,4	144,8	+ 6,8

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la B.N.B. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprendent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire » et de la « politique d'accès élargi », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprendent les Ecus (depuis 1979), ainsi que éventuellement la créance sur le F.E.C.O.M. au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la B.N.B.

⁴ Comprendent les avances en francs belges consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la C.E.E. et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la B.N.B.

⁵ Comprendent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la B.N.B. en francs belges envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Comprendent les engagements de la B.N.B. envers le F.E.C.O.M. découlant du financement à très court terme des interventions de soutien du franc belge.

⁷ Comprendent 20 p.c. de l'encaisse en or et des avoirs bruts en dollars, dont la Banque a fait apport au F.E.C.O.M. sous la forme de crédits croisés contre Ecus, et les Ecus revendus à terme au F.E.C.O.M. dans le cadre de ces mêmes crédits, ainsi que les monnaies étrangères à recevoir de résidents et à leur livrer.

⁸ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en francs belges des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière. Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux de la rubrique « Total 1 à 7 » du tableau IX-5.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹ (1)	de la construction et de transactions immobilières ² (2)	de ventes et prêts à tempérament ³ (3)	d'importations (4)				Crédits de caisse ⁴ (8)	Autres (9)		
1976	50,1	61,7	73,0	27,6	354,8	567,2	77,2	156,1	13,5	246,8	814,0
1977 ⁵	48,5	84,7	91,2	29,2	415,6	669,2	93,5	187,8	15,0	296,3	965,5
1978 ⁵	61,7	114,0	102,0	32,9	430,9	741,5	102,5	210,3	13,8	326,6	1.068,1
1979	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	253,0	16,3	388,3	1.272,5
1979 ⁶	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	247,4	16,3	382,7	1.266,9
1980	91,6	168,4	115,6	31,4	551,6	958,6	126,0	381,5	11,7	519,2	1.477,8
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 Mars	114,0	168,3	99,3	30,0	629,1	1.040,7	154,5	712,2	15,6	882,3	1.923,0
Juin	116,2	168,8	101,2	31,6	619,5	1.037,3	152,6	725,8	14,1	892,5	1.929,8
Septembre ..	117,1	169,4	101,1	25,8	639,6	1.053,0	153,3	753,2	12,7	919,2	1.972,2
Décembre ...	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984 Mars	125,7	170,3	103,9	31,8	629,9	1.061,6	160,6	793,9	15,2	969,7	2.031,3
Juin	131,4	172,3	106,1	26,0	658,0	1.093,8	156,6	816,3	15,0	987,9	2.081,7
Septembre ..	135,9	170,9	104,2	23,5	656,4	1.090,9	157,0	897,6	16,6	1.071,2	2.162,1
Décembre ...	139,4	173,2	111,4	23,4	685,4	1.132,8	160,2	922,3	18,4	1.100,9	2.233,7
1985 Mars	144,1	172,1	111,5	25,0	663,8	1.116,5	161,1	906,1	13,9	1.081,1	2.197,6

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues

ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire. Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)	(7) + (11)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1976	24,4	171,1	371,7	567,2	12,5	35,0	47,5	11,9	136,1	371,7	519,7	0,1
1977 ³	25,5	191,6	452,1	669,2	15,6	43,0	58,6	9,9	148,6	452,1	610,6	0,2
1978 ³	30,3	193,9	517,3	741,5	17,3	45,0	62,3	13,0	148,9	517,3	679,2	0,3
1979	34,7	207,0	642,5	884,2	20,7	44,7	65,4	14,0	162,3	642,5	818,8	0,2
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983 Mars	30,0	200,6	810,1	1.040,7	15,7	40,7	56,4	14,3	159,9	810,1	984,3	0,5
Juin	31,6	199,2	806,5	1.037,3	11,4	17,7	29,1	20,2	181,5	806,5	1.008,2	0,5
Septembre	25,8	192,3	834,9	1.053,0	9,0	21,9	30,9	16,8	170,4	834,9	1.022,1	0,5
Décembre	28,3	210,5	863,0	1.101,8	14,9	43,9	58,8	13,4	166,6	863,0	1.043,0	0,5
1984 Mars	31,7	211,8	818,1	1.061,6	14,8	46,6	61,4	16,9	165,2	818,1	1.000,2	0,7
Juin	26,1	208,8	858,9	1.093,8	11,5	39,2	50,7	14,6	169,6	858,9	1.043,1	0,5
Septembre	23,5	201,1	866,3	1.090,9	5,1	10,2	15,3	18,4	190,9	866,3	1.075,6	0,5
Décembre	23,4	204,5	904,9	1.132,8	5,6	3,7	9,3	17,8	200,8	904,9	1.123,5	0,3
1985 Mars	25,0	213,8	877,7	1.116,5	5,2	2,7	7,9	19,8	211,1	877,7	1.108,6	0,2
B. Crédits à l'étranger												
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	13,6	20,7	34,3	16,9	36,2	159,4	212,5	0,1
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	17,0	32,8	49,8	19,4	35,7	191,4	246,5	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	17,9	36,3	54,2	16,5	44,2	211,7	272,4	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	253,6	330,4	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	248,0	324,8	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983 Mars	39,5	128,9	713,9	882,3	20,8	59,4	80,2	18,7	69,5	713,9	802,1	8,4
Juin	37,7	129,6	725,2	892,5	14,6	58,4	73,0	23,1	71,2	725,2	819,5	7,2
Septembre	35,5	131,4	752,3	919,2	13,9	58,0	71,9	21,6	73,4	752,3	847,3	7,4
Décembre	41,2	133,2	780,7	955,1	24,4	59,5	83,9	16,8	73,7	780,7	871,2	6,4
1984 Mars	43,6	133,3	792,8	969,7	28,0	59,7	87,7	15,6	73,6	792,8	882,0	7,1
Juin	37,4	133,7	816,8	987,9	20,9	60,0	80,9	16,5	73,7	816,8	907,0	5,8
Septembre	37,0	134,3	899,9	1.071,2	10,5	58,9	69,4	26,5	75,4	899,9	1.001,8	5,5
Décembre	37,4	142,6	920,9	1.100,9	6,7	58,2	64,9	30,7	84,4	920,9	1.036,0	3,5
1985 Mars	41,4	131,0	908,7	1.081,1	11,9	56,7	68,6	29,5	74,3	908,7	1.012,5	4,3
C. Total												
1976	54,9	228,0	531,1	814,0	26,1	55,7	81,8	28,8	172,3	531,1	732,2	0,2
1977 ³	61,9	260,1	643,5	965,5	32,6	75,8	108,4	29,3	184,3	643,5	857,1	2,1
1978 ³	64,7	274,4	729,0	1.068,1	35,2	81,3	116,5	29,5	193,1	729,0	951,6	2,7
1979	71,7	304,7	896,1	1.272,5	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	896,1	1.149,2	4,8
1979 ⁴	71,7	304,7	890,5	1.266,9	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	890,5	1.143,6	4,8
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983 Mars	69,5	329,5	1.524,0	1.923,0	36,5	100,1	136,6	33,0	229,4	1.524,0	1.786,4	8,9
Juin	69,3	328,8	1.531,7	1.929,8	26,0	76,1	102,1	43,3	252,7	1.531,7	1.827,7	7,7
Septembre	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	22,9	79,9	102,8	38,4	243,8	1.587,2	1.869,4	7,9
Décembre	69,5	343,7	1.643,7	2.056,9	39,3	103,4	142,7	30,2	240,3	1.643,7	1.914,2	6,9
1984 Mars	75,3	345,1	1.610,9	2.031,3	42,8	106,3	149,1	32,5	238,8	1.610,9	1.882,2	7,8
Juin	63,5	342,5	1.675,7	2.081,7	32,4	99,2	131,6	31,1	243,3	1.675,7	1.950,1	6,3
Septembre	60,5	335,4	1.766,2	2.162,1	15,6	69,1	84,7	44,9	266,3	1.766,2	2.077,4	6,0
Décembre	60,8	347,1	1.825,8	2.233,7	12,3	61,9	74,2	48,5	285,2	1.825,8	2.159,5	3,8
1985 Mars	66,4	344,8	1.786,4	2.197,6	17,1	59,4	76,5	49,3	285,4	1.786,4	2.121,1	4,5

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9) (3) + (6)		(11)
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1976	0,9	0,4	1,3	5,4	22,8	28,2	5,4	23,7	0,4	29,5	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	7,6	28,6	36,2	7,6	29,3	0,4	37,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	12,1	34,9	47,0	12,1	35,4	0,1	47,6	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	12,0	38,7	50,7	12,0	38,9	0,3	51,2	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 Mars	0,0	0,5	0,5	7,2	33,7	40,9	7,2	33,7	0,5	41,4	6,5
Juin	0,0	0,0	0,0	3,2	15,3	18,5	3,2	15,3	0,0	18,5	4,6
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	2,0	6,4	8,4	2,0	6,4	0,0	8,4	1,2
Décembre ...	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984 Mars	0,0	0,5	0,5	9,0	38,4	47,4	9,0	38,4	0,5	47,9	7,9
Juin	0,0	0,3	0,3	5,2	35,4	40,6	5,2	35,4	0,3	40,9	4,9
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,7	4,9	5,6	0,7	4,9	0,0	5,6	2,0
Décembre ...	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
1985 Mars	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
B. Crédits à l'étranger											
1976	0,0	0,0	0,0	8,8	4,9	13,7	8,8	4,9	0,0	13,7	0,0
1977 ¹	0,0	0,0	0,0	12,6	7,4	20,0	12,6	7,4	0,0	20,0	0,0
1978 ¹	0,0	0,0	0,0	15,5	10,3	25,8	15,5	10,3	0,0	25,8	0,0
1979	0,0	0,0	0,0	14,2	7,9	22,1	14,2	7,9	0,0	22,1	0,0
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 Mars	0,0	0,0	0,0	15,5	16,0	31,5	15,5	16,0	0,0	31,5	0,2
Juin	0,0	0,0	0,0	9,1	16,2	25,3	9,1	16,2	0,0	25,3	0,2
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	6,0	14,3	20,3	6,0	14,3	0,0	20,3	0,2
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984 Mars	0,0	0,0	0,0	22,7	17,5	40,2	22,7	17,5	0,0	40,2	1,9
Juin	0,0	0,0	0,0	16,8	17,8	34,6	16,8	17,8	0,0	34,6	1,6
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	1,2	10,4	11,6	1,2	10,4	0,0	11,6	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,0	10,7	0,0
1985 Mars	0,0	0,0	0,0	0,5	10,7	11,2	0,5	10,7	0,0	11,2	0,0
C. Total											
1976	0,9	0,4	1,3	14,2	27,7	41,9	14,2	28,6	0,4	43,2	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	20,2	36,0	56,2	20,2	36,7	0,4	57,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	27,6	45,2	72,8	27,6	45,7	0,1	73,4	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	26,2	46,6	72,8	26,2	46,8	0,3	73,3	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 Mars	0,0	0,5	0,5	22,7	49,7	72,4	22,7	49,7	0,5	72,9	6,7
Juin	0,0	0,0	0,0	12,3	31,5	43,8	12,3	31,5	0,0	43,8	4,8
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	8,0	20,7	28,7	8,0	20,7	0,0	28,7	1,4
Décembre ...	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984 Mars	0,0	0,5	0,5	31,7	55,9	87,6	31,7	55,9	0,5	88,1	9,8
Juin	0,0	0,3	0,3	22,0	53,2	75,2	22,0	53,2	0,3	75,5	6,5
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	1,9	15,3	17,2	1,9	15,3	0,0	17,2	2,0
Décembre ...	0,0	0,1	0,1	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,1	10,8	0,0
1985 Mars	0,0	0,1	0,1	0,5	10,7	11,2	0,5	10,7	0,1	11,3	0,0

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3) (7) + (11)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1976	24,4	171,9	372,1	568,4	5,7	10,4	16,1	18,7	161,5	372,1	552,3	2,5
1977 ³	25,5	192,3	452,5	670,3	6,5	12,8	19,3	19,0	179,5	452,5	651,0	3,0
1978 ³	30,3	194,4	517,4	742,1	4,6	7,3	11,9	25,7	187,1	517,4	730,2	6,0
1979	34,7	207,2	642,8	884,7	8,7	6,0	14,7	26,0	201,2	642,8	870,0	7,8
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6
1981	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3
1982	32,2	201,8	821,5	1.055,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8
1983 Mars	30,0	200,6	810,6	1.041,2	8,1	5,8	13,9	21,9	194,8	810,6	1.027,3	7,0
Juin	31,6	199,2	806,5	1.037,3	8,2	2,3	10,5	23,4	196,9	806,5	1.026,8	5,1
Septembre	25,8	192,3	834,9	1.053,0	6,2	9,2	15,4	19,6	183,1	834,9	1.037,6	1,7
Décembre	28,3	210,5	863,4	1.102,2	7,6	4,0	11,6	20,7	206,5	863,4	1.090,6	7,5
1984 Mars	31,7	211,8	818,6	1.062,1	5,8	8,2	14,0	25,9	203,6	818,6	1.048,1	8,6
Juin	26,1	208,8	859,2	1.094,1	6,3	3,8	10,1	19,8	205,0	859,2	1.084,0	5,4
Septembre	23,5	201,1	866,3	1.090,9	4,1	3,9	8,0	19,4	197,2	866,3	1.082,9	2,5
Décembre	23,4	204,5	905,0	1.132,9	5,3	3,5	8,8	18,1	201,0	905,0	1.124,1	0,3
1985 Mars	25,0	213,8	877,8	1.116,6	5,2	2,7	7,9	19,8	211,1	877,8	1.108,7	0,2
B. Crédits à l'étranger												
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	4,5	15,7	20,2	26,0	41,2	159,4	226,6	0,1
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	4,1	25,4	29,5	32,3	43,1	191,4	266,8	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	2,1	26,0	28,1	32,3	54,5	211,7	298,5	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	253,6	352,5	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	248,0	346,9	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981	40,0	126,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6
1983 Mars	39,5	128,9	713,9	882,3	5,1	43,0	48,1	34,4	85,9	713,9	834,2	8,6
Juin	37,7	129,6	725,2	892,5	5,5	42,3	47,8	32,2	87,3	725,2	844,7	7,4
Septembre	35,5	131,4	752,3	919,2	6,1	42,2	48,3	29,5	89,1	752,3	870,9	7,6
Décembre	41,2	133,2	780,7	955,1	8,7	42,0	50,7	32,5	91,2	780,7	904,4	7,7
1984 Mars	43,6	133,3	792,8	969,7	5,3	42,2	47,5	38,3	91,1	792,8	922,2	9,0
Juin	37,4	133,7	816,8	987,9	4,1	42,2	46,3	33,3	91,5	816,8	941,6	7,4
Septembre	37,0	134,3	899,9	1.071,2	5,0	42,2	47,2	32,0	92,1	899,9	1.024,0	5,5
Décembre	37,4	142,6	920,9	1.100,9	5,8	46,4	52,2	31,6	96,2	920,9	1.048,7	3,5
1985 Mars	41,4	131,0	908,7	1.081,1	11,4	46,0	57,4	30,0	85,0	908,7	1.023,7	4,3
C. Total												
1976	54,9	228,8	531,5	815,2	10,2	26,1	36,3	44,7	202,7	531,5	778,9	2,6
1977 ³	61,9	260,8	643,9	966,6	10,6	38,2	48,8	51,3	222,6	643,9	917,8	4,9
1978 ³	64,7	274,9	729,1	1.068,7	6,7	33,3	40,0	58,0	241,6	729,1	1.028,7	8,4
1979	71,7	304,9	896,4	1.273,0	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	896,4	1.222,5	12,4
1979 ⁴	71,7	304,9	890,8	1.267,4	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	890,8	1.216,9	12,4
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8
1981	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1
1982	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4
1983 Mars	69,5	329,5	1.524,5	1.923,5	13,2	48,8	62,0	56,3	280,7	1.524,5	1.861,5	15,6
Juin	69,3	328,8	1.531,7	1.929,8	13,7	44,6	58,3	55,6	284,2	1.531,7	1.871,5	12,5
Septembre	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	12,3	51,4	63,7	49,1	272,2	1.587,2	1.908,5	9,3
Décembre	69,5	343,7	1.644,1	2.057,3	16,3	46,0	62,3	53,2	297,7	1.644,1	1.995,0	15,2
1984 Mars	75,3	345,1	1.611,4	2.031,8	11,1	50,4	61,5	64,2	294,7	1.611,4	1.970,3	17,6
Juin	63,5	342,5	1.676,0	2.082,0	10,4	46,0	56,4	53,1	296,5	1.676,0	2.025,6	12,8
Septembre	60,5	335,4	1.766,2	2.162,1	9,1	46,1	55,2	51,4	289,3	1.766,2	2.106,9	8,0
Décembre	60,8	347,1	1.825,9	2.233,8	11,1	49,9	61,0	49,7	297,2	1.825,9	2.172,8	3,8
1985 Mars	66,4	344,8	1.786,5	2.197,7	16,6	48,7	65,3	49,8	296,1	1.786,5	2.132,4	4,5

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.
Encaisse en or	71,8	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :									
Participation	29,9	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0
Prêts	0,0	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	19,3	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1
Ecus	—	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4
Monnaies étrangères	84,1	101,2	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	35,7	40,1	39,6	35,7	26,7	30,2
Autres	—	—	—	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	0,2	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6
Avance au F.M.I.	9,7	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	6,5	6,5	—	—	—	—	—	—	—
Débiteurs pour change et or à terme ..	0,0	0,0	11,9	19,6	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	45,3	59,7	79,0	80,6	47,1	85,6	84,4	83,2	10,7
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	4,1	7,8	14,2	23,5	10,3	0,1	—	—	—
Banques	0,1	0,1	2,0	0,2	0,1	0,5	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	—	0,1	0,0	2,2
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	0,0	13,7	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	—	0,5	0,4	0,1
Effets publics :									
Effets publics belges	20,6	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes	—	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	0,4	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	2,5	2,4	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,6	0,4	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	0,9	2,2	9,2	18,8	22,3	3,4	9,0	1,6	8,6
Fonds publics	5,5	6,1	6,5	7,2	8,0	8,9	10,1	11,6	12,9
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,4	2,9	3,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	7,7	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0
Comptes transitoires	0,9	1,2	1,5	2,0	2,1	2,9	13,4	14,3	19,1
Total de l'actif	349,7	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.
Billets en circulation	307,2	335,4	359,9	371,8	376,1	382,2	382,2	395,9	398,2
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes régis par une loi spéciale	0,3	0,2	2,9	1,5	1,8	4,1	—	—	—
Banques de Belgique	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,9	0,8	0,7	0,9	0,6	0,8	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	0,6	0,9	1,1	1,4	1,2	1,5	—	—	—
Valeurs à payer	2,1	2,0	3,3	3,8	4,8	4,1	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	—	0,4	0,3	0,4
Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	—	0,9	0,8	0,8
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	—	0,1	0,2	0,3
Banques à l'étranger et institutions in- ternationales, comptes ordinaires .	—	—	—	—	—	—	2,3	2,3	2,1
Valeurs à payer	—	—	—	—	—	—	28,0	16,4	26,9
Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Accords d'aide financière	2,5	2,4	2,0	3,4	4,3	4,5	4,4	4,6	4,3
Autres accords	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	10,2	14,7	19,2	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	0,0	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	—
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	86,3	162,4	163,5	166,6	198,6	197,9
Réserve monétaire :									
Belgique	—	—	0,4	—	—	—	—	—	—
Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer	0,0	0,0	16,2	28,1	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Caisse de Pensions du Personnel	7,7	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0
Comptes transitoires	10,5	14,5	16,5	18,2	40,6	29,1	8,7	9,8	10,7
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,3	1,2	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8
Réserve extraordinaire	2,3	2,7	3,4	4,1	4,9	6,1	7,3	8,1	9,0
Compte d'amortissement des immeu- bles, matériel et mobilier	2,1	2,1	2,0	2,1	2,1	2,1	2,2	2,6	3,0
Bénéfice net à répartir	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0
Total du passif	349,7	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1984 7 mai	1985 6 mai	1984 4 juin	1985 10 juin	1984 9 juillet	1985 8 juillet	1984 6 août	1985 5 août
ACTIF								
Encaisse en or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :								
Participation	23,4	24,0	23,2	23,8	23,9	23,4	23,9	23,2
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	17,7	19,8	18,8	18,9	17,8	18,7	17,8	18,7
Ecus	79,0	182,4	67,6	182,4	70,8	176,0	69,0	175,7
Monnaies étrangères	78,5	38,5	77,9	48,4	76,2	45,2	77,5	29,3
Monnaies étrangères et or à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	30,3	21,0	30,3	21,0	33,1	22,2	33,1	22,2
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	1,3	1,6	1,2	1,3	1,2	1,2	1,0	1,7
Avances au F.M.I.	2,4	1,8	2,4	1,7	2,3	1,7	2,3	1,8
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme	0,0	1,2	0,0	6,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	62,2	11,7	67,1	10,4	72,9	15,9	64,8	11,0
Avances sur nantissement	0,4	0,0	0,5	0,0	0,3	0,0	0,4	0,0
Effets publics ^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes ^b	209,0	174,4	206,1	169,0	205,7	178,3	201,0	186,6
Monnaies divisionnaires et d'appoint	1,0	0,8	0,9	0,7	0,9	0,8	0,9	0,9
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	5,1	3,5	5,4	3,8	4,8	3,7	4,6	3,7
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	12,8	14,1	12,8	14,3	12,8	14,3	12,8	14,3
Immeubles, matériel et mobilier	2,9	3,4	2,9	3,4	2,9	3,4	2,9	3,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel ..	18,5	20,1	18,6	20,1	18,6	20,2	18,5	20,1
Divers	31,5	18,8	32,7	24,2	34,6	27,3	34,7	27,1
	708,7	669,8	701,1	682,2	711,5	685,0	697,9	672,4
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux ¹	21,1	18,8	19,7	18,1	18,1	16,9	17,5	15,5
PASSIF								
Billets en circulation	392,9	394,1	404,2	400,4	407,7	408,1	397,6	396,9
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationa- les, comptes ordinaires	2,7	2,1	2,4	1,6	1,9	1,6	1,8	1,8
Comptes courants divers et valeurs à payer ..	12,2	12,9	12,6	14,3	13,6	14,4	12,1	10,7
Accords internationaux :								
Accords d'aide financière	5,1	3,5	5,4	3,8	4,8	3,7	4,6	3,7
Autres accords	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	35,8	0,0	15,5	0,0	5,9	0,0	2,3	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	193,9	182,4	193,9	182,4	202,6	176,0	202,6	175,7
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	0,0	0,8	0,0	4,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Caisse de Pensions du Personnel	18,5	20,1	18,6	20,1	18,6	20,2	18,5	20,1
Divers	11,2	16,0	12,0	17,7	19,9	23,1	22,0	25,6
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	12,4	13,9	12,4	13,9	12,4	13,9	12,4	13,9
	708,7	669,8	701,1	682,2	711,5	685,0	697,9	672,4
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Education nationale ¹	21,1	18,8	19,7	18,1	18,1	16,9	17,5	15,5
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ²	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)							(%)
1977	1.112	202,7	78,9	305,5	564,3	304,2	564,3	1.738,4	95
1978	1.111	203,0	80,4	324,1	601,0	319,7	601,0	1.845,8	96
1979	1.116	212,2	80,8	348,0	645,9	348,4	645,9	1.988,1	96
1980	1.120	214,7	81,3	374,0	690,1	373,0	690,1	2.127,2	96
1981	1.190	219,0	83,4	399,2	754,6	400,9	754,6	2.309,3	96
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,2	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,0	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1983 1 ^{er} trimestre	1.266	249,5	86,4	442,8	872,8	434,7	872,8	2.623,1	97
2 ^e trimestre	1.265	277,2	89,6	478,2	914,3	432,9	914,3	2.739,7	97
3 ^e trimestre	1.266	270,4	88,6	411,0	784,0	444,0	784,0	2.423,1	94
4 ^e trimestre	1.268	267,8	83,4	456,8	849,5	610,9	849,5	2.766,7	96
1984 1 ^{er} trimestre	1.258	247,7	83,8	478,9	947,3	479,8	947,3	2.853,3	97
2 ^e trimestre	1.254	262,8	89,2	512,9	964,2	503,7	964,2	2.945,0	97
3 ^e trimestre	1.256	241,4	85,7	448,1	846,5	463,2	846,5	2.604,3	97
4 ^e trimestre	1.261	236,2	82,0	468,8	818,8	448,9	818,8	2.555,3	96
1985 1 ^{er} trimestre	1.261	272,9	89,4	504,1	1.029,1	518,9	1.029,1	3.081,2	97
1984 Mai	1.255	276,1	90,5	540,4	1.022,0	570,1	1.022,0	3.154,5	96
Juin	1.254	250,8	92,2	514,9	1.001,3	503,7	1.001,3	3.021,3	97
Juillet	1.255	274,3	87,4	505,1	922,4	523,3	922,4	2.873,2	97
Août	1.255	241,9	86,4	434,5	841,8	451,8	841,8	2.569,9	97
Septembre	1.256	208,0	83,4	404,6	775,2	414,6	775,2	2.369,6	96
Octobre	1.258	256,9	82,4	501,8	891,9	481,3	891,9	2.766,9	97
Novembre	1.260	223,7	84,2	455,5	886,8	460,6	886,8	2.689,7	97
Décembre	1.261	228,0	79,3	448,9	677,8	404,8	677,8	2.209,3	95
1985 Janvier	1.261	320,1	85,3	512,2	1.059,8	526,2	1.059,8	3.158,0	97
Février	1.261	255,7	93,2	525,3	1.062,5	535,1	1.062,5	3.185,4	97
Mars	1.261	242,9	89,8	474,7	965,1	495,5	965,1	2.900,4	97
Avril	1.251	262,0	85,3	511,9	923,0	477,9	923,0	2.835,8	97
Mai	1.251	260,6	95,8	551,0	1.049,2	567,4	1.049,2	3.216,8	96

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3a).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1984 30 avril	1985 30 avril	1984 31 mai	1985 31 mai
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	13,6	14,0	14,2	18,5	16,1	14,7	14,2	14,4
Prêts au jour le jour	49,4	63,2	90,4	146,6	168,4	122,7	146,5	127,8
Banquiers	1.517,9	1.790,2	2.119,0	2.462,2	2.116,1	2.766,4	2.232,5	2.706,2
Maison-mère, succursales et filiales	703,9	795,6	949,9	1.133,1	938,6	1.407,8	1.056,6	1.438,2
Autres valeurs à recevoir à court terme	45,0	41,9	49,4	64,2	55,8	75,1	59,6	73,1
Portefeuille-effets	535,3	663,6	823,5	885,9	874,3	966,2	886,8	922,9
a) Effets publics	281,1	408,4	562,9	569,7	608,7	650,7	625,9	606,7
b) Effets commerciaux ^a	254,2	255,2	260,6	316,2	265,6	315,5	260,9	316,2
Reports et avances sur titres	1,4	1,5	2,1	2,8	2,6	2,9	2,5	2,9
Débiteurs par acceptations	77,0	68,9	69,5	60,8	66,6	63,9	63,5	61,1
Débiteurs divers	1.478,9	1.678,6	1.844,4	2.059,5	1.877,4	2.085,9	1.881,8	2.081,5
Valeurs mobilières	657,4	713,2	914,7	1.122,7	979,8	1.258,1	1.035,4	1.319,7
a) Fonds publics belges	567,2	612,3	735,6	828,8	750,1	920,3	805,8	942,4
b) Autres titres d'emprunt	89,3	99,7	177,2	289,7	227,1	334,0	227,3	373,6
c) Actions et parts de sociétés	0,6	0,9	1,6	2,5	2,3	2,1	2,0	2,0
d) Autres valeurs mobilières	0,3	0,3	0,3	1,7	0,3	1,7	0,3	1,7
Valeurs de la réserve légale	2,5	2,8	3,3	3,7	3,6	3,8	3,6	3,8
Participations	28,6	35,3	43,3	47,2	42,5	49,6	43,3	50,1
a) Filiales	16,0	21,5	28,8	31,9	27,9	33,4	28,7	33,8
b) Autres participations	12,6	13,8	14,5	15,3	14,6	16,2	14,6	16,3
Frais de constitution et de premier établissement	1,4	1,5	1,6	1,9	1,7	2,0	1,7	2,0
Immeubles	23,1	23,5	24,4	24,6	24,7	25,1	24,8	25,3
Participations dans les filiales immobilières	1,6	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	4,1	5,4	6,9	8,4	7,5	8,8	7,8	9,1
Divers	150,3	177,3	193,2	264,6	193,2	248,2	198,7	243,3
Total de l'actif	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	7.370,8	9.103,2	7.661,3	9.083,4
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	114,4	122,3	123,9	83,7	110,3	81,6	118,4	80,1
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	1,5	0,1	0,1	0,5	0,1	0,0	0,1	0,6

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

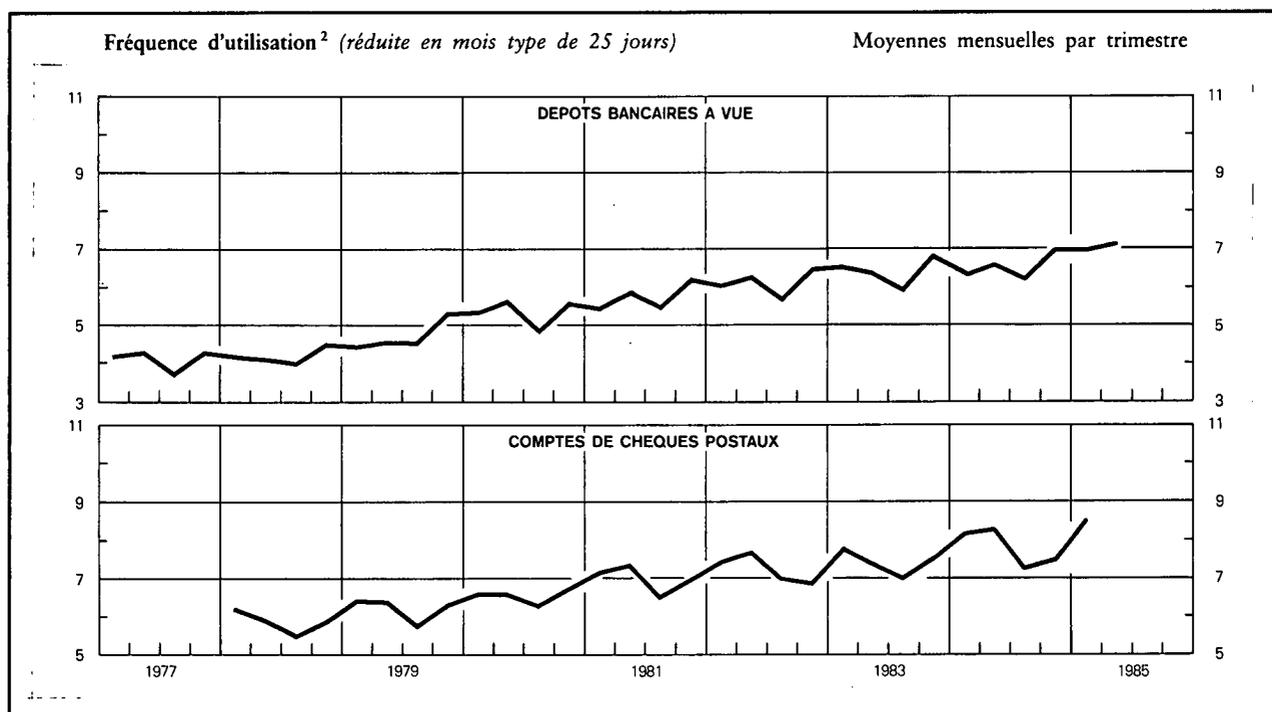
Passif

Rubriques	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1984 30 avril	1985 30 avril	1984 31 mai	1985 31 mai
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	5,6	7,5	7,5	10,9	9,0	22,4	22,9	7,7
a) Créanciers garantis par des privilèges ...	5,1	5,8	7,3	8,4	8,8	10,3	7,0	7,4
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,5	1,7	0,2	2,5	0,2	12,1	15,9	0,3
Emprunts au jour le jour	94,2	130,9	168,1	257,7	256,1	230,9	193,1	312,4
a) Couverts par des sûretés réelles	7,9	10,4	8,1	5,5	8,4	4,5	2,5	4,0
b) Non couverts par des sûretés réelles	86,3	120,5	160,0	252,2	247,7	226,4	190,6	308,4
Banquiers	2.656,9	3.062,7	3.595,4	4.142,7	3.630,6	4.626,3	3.865,7	4.617,4
Maison-mère, succursales et filiales	445,9	526,6	701,7	921,4	705,2	1.078,4	779,9	1.020,0
Acceptations	77,0	68,9	69,5	61,1	66,6	63,9	63,5	61,1
Autres valeurs à payer à court terme	28,2	34,7	39,3	51,5	58,5	98,4	64,9	55,7
Créditeurs pour effets à l'encaissement	4,6	4,8	6,2	8,1	6,5	7,4	6,8	6,7
Dépôts et comptes courants	1.452,1	1.620,8	1.845,5	2.015,9	1.875,9	2.099,4	1.910,3	2.113,2
a) A vue	388,2	422,7	489,6	504,5	484,7	526,3	487,4	543,8
b) A un mois au plus	272,7	347,9	403,1	485,1	443,2	513,2	445,9	498,8
c) A plus d'un mois	376,7	419,9	469,5	505,0	452,7	522,7	474,3	527,1
d) A plus d'un an	8,2	14,0	10,6	10,7	11,1	11,1	10,9	11,7
e) A plus de deux ans	25,0	27,9	44,4	42,7	47,3	43,8	49,9	46,9
f) Carnets de dépôts	380,0	387,1	426,8	466,4	435,4	480,6	440,4	483,1
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,3	1,3	1,5	1,5	1,5	1,7	1,5	1,8
Obligations et bons de caisse	238,4	293,9	352,3	390,8	362,6	411,6	364,4	421,8
Montants à libérer sur titres et participations	1,5	1,6	1,5	1,7	1,5	1,7	1,5	1,6
Divers	170,9	195,4	201,1	259,1	221,2	268,5	217,4	267,2
<i>Total de l'exigible</i>	5.175,3	5.947,8	6.988,1	8.120,9	7.193,7	8.908,9	7.490,4	8.884,8
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	24,1	27,1	40,7	58,2	51,4	61,4	46,0	61,1
<i>Non exigible :</i>								
Capital	51,0	54,7	65,8	68,4	65,9	69,3	66,0	70,9
Fonds indisponible par prime d'émission	2,5	2,4	5,1	5,5	5,1	5,0	5,1	5,0
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	2,5	2,8	3,3	3,7	3,6	3,8	3,6	3,8
Réserve disponible	23,2	26,8	29,5	31,5	31,5	33,6	30,4	33,8
Autres réserves	6,8	9,5	11,3	11,7	11,2	11,7	11,2	14,4
Provisions	6,1	7,4	8,0	8,8	8,4	9,5	8,6	9,6
<i>Total du non exigible</i>	92,1	103,6	123,0	129,6	125,7	132,9	124,9	137,5
<i>Total du passif</i>	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	7.370,8	9.103,2	7.661,3	9.083,4

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1977	936,5	509,0	1.445,5	4,17	4,13	.
1978	1.012,5	530,0	1.542,5	4,21	4,19	5,87
1979	1.150,7	567,4	1.718,1	4,71	4,67	6,25
1980	1.312,1	602,7	1.914,8	5,44	5,37	6,57
1981	1.440,4	652,9	2.093,3	5,82	5,76	7,00
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,25
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1984	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,77
1983 1 ^{er} trimestre	1.751,0	756,3	2.507,3	6,65	6,57	7,79
2 ^e trimestre	1.822,3	752,8	2.575,1	6,40	6,40	7,40
3 ^e trimestre	1.750,7	709,8	2.460,5	6,16	6,00	7,02
4 ^e trimestre	2.055,8	703,2	2.759,0	6,95	6,84	7,49
1984 1 ^{er} trimestre	1.871,2	778,7	2.649,9	6,60	6,36	8,13
2 ^e trimestre	2.017,2	847,4	2.864,6	6,50	6,58	8,25
3 ^e trimestre	1.887,0	713,0	2.600,0	6,28	6,20	7,22
4 ^e trimestre	2.117,7	699,7	2.817,4	7,13	6,95	7,46
1985 1 ^{er} trimestre	2.138,6	867,7	3.006,3	7,03	6,94	8,52
1984 Mai	2.025,9	907,7	2.933,6	6,77	6,77	8,71
Juin	1.985,5	871,8	2.857,3	6,24	6,24	8,24
Juillet	2.035,4	761,6	2.797,0	6,46	6,46	7,57
Août	1.822,5	701,0	2.523,5	6,33	6,09	7,05
Septembre	1.803,1	676,5	2.479,6	6,05	6,05	7,04
Octobre	2.078,2	677,2	2.755,4	7,37	6,82	7,10
Novembre	1.984,6	781,4	2.766,0	6,69	6,69	8,10
Décembre	2.290,3	640,6	2.930,9	7,32	7,32	7,15
1985 Janvier	2.073,2	810,4	2.883,6	7,04	6,77	8,42
Février	2.245,9	984,4	3.230,3	6,72	7,00	9,30
Mars	2.096,7	808,3	2.905,0	7,33	7,05	7,85
Avril	2.252,6			7,35	7,35	
Mai	2.413,0			7,08	7,38	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge : Situation globale des banques. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin d'Information et de Documentation : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241. — Rapports annuels de la Commission bancaire.*

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

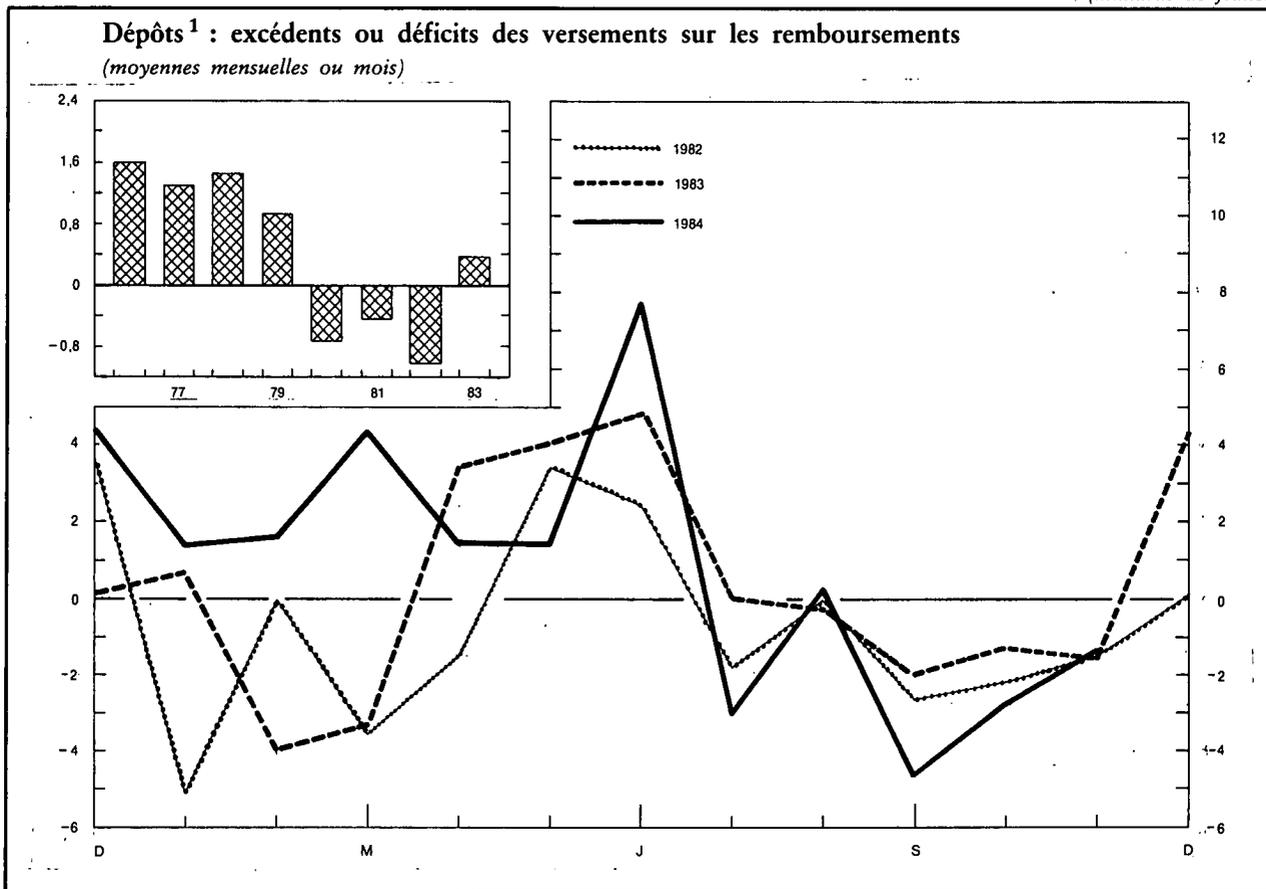
Fin de période	ACTIFS					PASSIFS			
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
				valeur nominale					
1976	14,9	6,0	1,4	0,0	0,0	15,7	0,0	3,6	
1977	17,5	—	2,8	0,0	0,0	7,0	0,0	7,4	2,8
1978	22,3	—	16,0	0,0	0,0	5,2	0,0	13,9	16,0
1979	33,1	—	52,5	0,0	0,0	7,1	0,0	23,2	52,5
1980	29,7	—	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981	25,2	—	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982 Septembre	19,3	—	176,5	0,0	0,0	26,1	0,0	0,0	164,6
Décembre	16,6	—	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983 Mars	18,5	—	206,1	0,0	0,0	22,6	0,0	0,0	197,3
Juin	16,6	—	165,8	0,0	0,0	21,2	0,0	0,0	161,6
Septembre	19,0	—	196,1	0,0	0,0	10,1	0,0	5,6	196,1
Décembre	27,3	—	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4
1984 Janvier	27,3	—	175,9	0,0	0,0	21,7	0,0	5,6	175,9
Février	33,0	—	209,9	0,0	0,0	26,6	15,0	0,0	199,4
Mars	31,3	—	213,9	0,0	0,0	43,1	0,0	0,0	198,7
Avril	29,6	—	231,7	0,0	0,0	52,3	0,0	0,0	202,9
Mai	30,4	—	231,4	0,0	0,0	56,5	0,0	0,0	197,1
Juin	30,4	—	232,7	0,0	0,0	66,3	0,0	0,0	185,9
Juillet	29,3	—	224,5	0,0	0,0	62,3	0,0	0,0	190,6
Août	27,9	—	244,9	0,0	0,0	66,4	0,0	0,0	203,9
Septembre	28,1	—	235,5	0,0	0,0	66,9	0,0	0,0	191,5
Octobre	28,4	—	206,5	0,0	0,0	55,2	0,0	0,0	172,9
Novembre	26,3	—	227,2	0,0	0,0	50,5	0,9	0,0	194,0
Décembre	26,6	—	219,3	0,0	0,0	41,5	5,4	0,0	200,6

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages

Source : CGER.

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts ¹			Solde ⁴	Bons d'épargne ²	Total
	Versements ³	Remboursements	Excédents ou déficits		Montant en circulation	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1976	302,4	283,1	19,3	319,5	49,5	369,0
1977	371,3	355,7	15,6	348,9	65,4	414,3
1978	488,8	471,4	17,4	380,3	78,6	458,9
1979	638,8	627,3	11,5	408,6	95,4	504,0
1980	848,5	857,4	- 8,9	419,1	123,5	542,6
1981	989,9	995,6	- 5,7	433,0	149,0	582,0
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1982 3 ^e trimestre	264,6	269,3	- 4,7	423,4	172,4	595,8
4 ^e trimestre	317,9	321,5	- 3,6	439,8	180,8	620,6
1983 1 ^{er} trimestre ⁵	319,6	326,2	- 6,6	433,2	194,1	627,3
2 ^e trimestre	330,8	318,6	12,2	445,4	202,5	647,9
3 ^e trimestre	285,4	287,7	- 2,3	443,1	207,8	650,9
4 ^e trimestre	346,0	344,1	1,9	465,6	211,5	677,1
1984 1 ^{er} trimestre	379,5	372,2	7,3	472,3	215,7	688,0
2 ^e trimestre	432,6	422,1	10,5	482,8	218,7	701,5
3 ^e trimestre	345,7	353,2	- 7,5	475,3	223,6	698,9
1983 Novembre	107,7	109,3	- 1,6	440,2	208,4	648,6
Décembre	129,8	125,0	4,8	465,6	211,5	677,1
1984 Janvier	120,7	119,3	1,4	466,4	211,9	678,3
Février	123,1	121,5	1,6	468,0	213,8	681,8
Mars	135,7	131,4	4,3	472,3	215,7	688,0
Avril	145,4	144,0	1,4	473,7	216,5	690,2
Mai	148,1	146,7	1,4	475,1	217,8	692,9
Juin	139,1	131,4	7,7	482,8	218,7	701,5
Juillet	114,0	117,1	- 3,1	479,7	220,1	699,8
Août	114,1	113,9	0,2	479,9	221,9	701,8
Septembre	117,6	122,2	- 4,6	475,3	223,6	698,9
Octobre	131,3	134,1	- 2,8	472,5	225,4	697,9
Novembre	119,6	121,0	- 1,4	471,1	227,1	698,2

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

² Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour

l'année 1983, les intérêts capitalisés s'élèvent à 20,6 milliards.

⁵ Depuis 1983, les données mensuelles et trimestrielles ne sont plus revues et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est plus assurée et il faut utiliser avec prudence les chiffres mensuels et trimestriels.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1982 31 décembre	1983 31 décembre
ACTIF		
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	6,0	6,2
Prêts au jour le jour	0,8	0,4
Banquiers	47,9	60,3
Autres valeurs à recevoir à court terme	5,9	4,3
Portefeuille-effets	132,8	134,7
a) effets publics	(119,7)	(121,7)
b) effets commerciaux	(13,1)	(13,0)
Reporte et avances sur titres	0,7	0,7
Débiteurs par acceptation	0,2	0,3
Débiteurs divers	345,1	361,3
Valeurs mobilières	206,0	238,6
a) fonds publics belges	(196,2)	(227,1)
b) autres titres d'emprunts	(9,8)	(11,5)
c) autres valeurs mobilières	(0,0)	(—)
Participations	0,8	1,6
a) filiales	(0,1)	(0,7)
b) autres participations	(0,7)	(0,9)
Immeubles	7,3	8,3
Matériel et mobilier	0,7	0,8
Divers	28,3	36,2
Compte de résultats : perte de l'exercice ²	0,1	0,8
Total de l'actif ...	782,6	854,5
PASSIF		
EXIGIBLE		
Créanciers couverts par des sûretés	0,7	1,0
a) créanciers garantis par des privilèges	(0,7)	(1,0)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(—)	(—)
Banquiers	51,2	56,7
Acceptations	0,2	0,3
Autres valeurs à payer à court terme	0,3	0,9
Dépôts et comptes courants	497,1	521,0
a) à vue et à un mois au plus	(431,9)	(445,3)
b) à plus d'un mois	(65,2)	(75,7)
Obligations et bons de caisse	180,8	211,5
Divers	33,2	44,0
Total de l'exigible ...	763,5	835,4
NON EXIGIBLE		
Fonds de réserve	19,1	19,1
Total du passif ...	782,6	854,5

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

² Pour l'appréciation du résultat il faut tenir compte du manque à gagner provenant des missions sociales de la Caisse d'épargne.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Bilans de la CGER — Entité II¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1982 31 décembre	1983 31 décembre
ACTIF		
Frais d'établissement	0,0	0,0
Immeubles et titres de placement :		
Valeurs mobilières : — Actions et parts	0,1	1,6
— Titres à revenu fixe	32,4	33,1
Part des réassureurs dans les provisions techniques :		
Provisions mathématiques	0,0	0,0
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0
Dépôts auprès des compagnies cédantes	—	0,0
Créances :		
Crédits : — Prêts hypothécaires	19,5	21,1
— Avances sur contrats	0,1	0,2
— Autres prêts : — prêts sociaux	1,6	1,5
— autres	0,1	0,5
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,1	0,1
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances ..	0,0	0,0
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1
— Créances diverses	1,1	1,0
Valeurs disponibles	0,0	0,1
Comptes de régularisation :		
Produits financiers acquis et non échus	1,8	2,0
Total de l'actif ...	56,9	61,3
PASSIF		
Réserves :		
Réserves indisponibles	0,0	0,0
Réserves disponibles	11,7	12,8
Perte reportée	0,0	0,0
Provisions techniques :		
Provisions mathématiques	29,7	31,9
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,1	0,1
Provisions pour prestations à régler	0,1	0,3
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	13,5	13,5
Autres provisions techniques	0,0	—
Provisions pour risques et charges	0,2	0,1
Dépôts des réassureurs	0,0	0,1
Dettes :		
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	0,3	0,5
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,0	0,0
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0
— O.N.P.T.S. : Résultat - Versements obligatoires	0,2	0,3
Compte courant	0,0	0,0
— Autres créditeurs : recherche médicale scientifique	0,1	0,1
autres	1,0	1,6
Comptes de régularisation	0,0	0,0
Total du passif ...	56,9	61,3

¹ L'entité II regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT À L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
ACTIF									
IMMOBILISE	0,2	1,6	1,6	1,8	2,1	1,9	1,6	1,4	1,2
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	16,2	41,4	26,6	13,1	24,0	29,2	47,7	38,3	57,7
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	50,1	59,7	75,7	82,9	98,1	87,9	97,7	91,0	82,3
2. garantis par banques et organismes financiers ..	51,2	52,7	50,3	51,5	50,9	43,9	36,2	24,8	17,1
3. dont le risque est à charge de l'Institution	66,9	66,7	68,0	69,5	71,6	71,6	68,2	64,1	68,0
Crédits commerciaux	6,4	5,7	4,7	7,0	5,1	5,1	9,4	10,8	10,7
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	11,7	9,0	12,9	17,4	22,4	20,5	22,5	22,4	22,8
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour la sidérurgie	—	—	—	10,3	19,8	51,9	55,2	81,5	93,6
Autres ¹	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,7
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	11,4	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,0
2. autres ²	1,6	1,4	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7
Débiteurs divers	2,5	3,4	3,4	5,3	9,2	7,9	11,5	10,1	14,4
Fonds publics et participations	3,0	3,0	3,0	3,0	3,9	4,2	7,4	14,5	7,3
Divers	1,5	0,9	1,9	5,3	5,8	8,9	10,3	11,2	16,8
Total de l'actif ...	223,1	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3
PASSIF									
NON EXIGIBLE	1,6	1,5	1,6	3,5	3,4	3,9	4,7	5,8	6,8
EXIGIBLE :									
Obligations	133,6	163,5	163,4	181,3	208,0	215,9	229,7	229,9	230,8
Bons de caisse	28,3	32,3	32,4	30,4	36,7	47,0	57,4	58,5	68,1
Dépôts et emprunts divers	26,7	26,3	28,3	28,4	38,6	37,9	42,7	40,5	49,0
Effets réescomptés	6,1	5,5	5,7	6,5	5,6	4,6	4,1	3,5	1,2
Créditeurs divers	3,9	4,4	5,4	6,4	7,0	7,4	9,8	10,8	12,8
Provisions pour charge et risques divers	2,3	2,5	2,8	1,2	2,0	3,2	4,4	5,7	7,1
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	11,4	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,1
2. Autres ³	1,2	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8
Divers	8,0	8,9	9,1	9,9	12,0	13,5	15,3	15,9	16,6
Total du passif ...	223,1	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1984 30 avril	1985 30 avril	1984 31 mai	1985 31 mai
Caisse, B.N.B. Chèques Postaux	3,0	2,8	2,5	3,0	2,6	2,6	2,9	3,4
Prêts au jour le jour	1,8	0,8	2,3	5,7	1,7	0,9	3,0	2,3
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	23,3	31,9	36,3	42,5	39,7	48,9	43,0	42,8
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	3,8	5,6	4,6	8,2	4,7	5,9	4,9	6,7
Effets de commerce et factures	7,5	8,2	7,7	6,5	6,8	7,2	6,8	6,8
Débiteurs par acceptations	1,5	0,8	1,4	1,6	1,9	0,6	1,5	0,5
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	59,2	69,2	87,1	99,9	90,2	109,6	91,5	109,2
Portefeuille-titres et participations	274,3	340,7	442,8	518,3	461,5	538,9	461,5	560,1
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(29,2)	(33,8)	(48,3)	(71,2)	(50,8)	(60,4)	(43,1)	(63,8)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(113,8)	(132,0)	(187,1)	(220,6)	(195,9)	(246,7)	(204,3)	(266,9)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(102,1)	(140,9)	(155,9)	(168,0)	(160,5)	(168,5)	(159,7)	(166,6)
c) Obligations de sociétés belges	(19,6)	(20,5)	(23,2)	(24,0)	(23,4)	(24,9)	(23,8)	(24,8)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(5,3)	(5,9)	(12,6)	(12,1)	(11,4)	(12,2)	(11,3)	(12,2)
e) Autres valeurs	(4,3)	(7,6)	(15,7)	(22,4)	(19,5)	(26,2)	(19,3)	(25,8)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	255,7	254,0	262,3	258,9	261,5	257,9	261,2	258,0
Actionnaires ou sociétaires	3,4	3,3	3,1	2,9	3,0	2,8	2,9	2,8
Débiteurs divers	2,9	3,4	5,2	7,4	6,5	7,1	6,6	7,1
Divers	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4
Total du disponible et réalisable	636,8	721,1	855,7	955,3	880,5	982,7	886,2	1.000,1
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles et terrains	6,8	7,5	7,9	8,5	8,1	8,5	8,1	8,5
Leasing immobilier	0,8	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Matériel et mobilier	0,7	0,8	1,2	1,6	1,3	1,7	1,4	1,8
Leasing mobilier	0,5	0,8	1,4	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé	9,0	9,8	11,1	10,7	10,0	10,8	10,2	11,0
Comptes transitoires ¹	18,5	24,0	33,0	38,9	31,1	38,6	34,9	42,0
Total de l'actif	664,3	754,9	899,8	1.004,9	921,6	1.032,1	931,3	1.053,1
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	613,1	696,8	825,7	927,9	851,1	953,9	856,7	972,8
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	602,0	684,4	812,1	913,9	837,0	938,2	842,7	957,8

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1984 30 avril	1985 30 avril	1984 31 mai	1985 31 mai
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	380,3	416,7	475,3	544,9	481,8	550,0	487,2	476,3
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	61,3	85,5	112,6	127,7	117,1	133,7	118,4	135,1
c) de cinq ans ou plus	155,5	174,6	216,8	228,8	220,5	234,9	222,0	239,9
Réserves techniques	0,8	0,8	0,3	0,3	0,3	0,1	0,3	0,1
Fonds de reconstitution	5,2	6,1	6,5	6,4	6,6	6,5	6,6	6,6
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,2	1,4	1,9	2,4	0,9	1,4	1,0	1,6
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,7	0,3	1,6
b) auprès de la B.N.B.	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	1,0	1,2	2,3	2,0	1,7	3,0	1,6	87,6
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réescpteurs	5,0	4,8	5,0	0,0	4,8	0,0	4,2	0,0
Mobilisation d'actifs	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres engagements à un mois maximum	2,1	2,3	2,9	3,3	2,0	2,2	2,1	2,0
Créditeurs divers	1,7	1,8	1,7	2,0	3,2	3,0	2,8	2,9
Provisions pour charges	3,5	4,1	5,3	6,0	5,4	6,0	5,4	5,8
Divers	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	1,8	0,3	1,8
Total de l'exigible	618,5	700,3	831,3	924,2	844,7	943,4	852,3	961,4
Fonds propres :								
a) capital	9,1	9,6	14,1	16,7	14,4	17,6	14,4	17,7
b) réserve légale	0,8	0,8	1,0	1,2	1,0	1,2	1,2	1,3
c) autres réserves	11,5	12,6	13,9	15,6	14,1	15,6	14,4	16,0
Comptes de redressements d'actifs	4,5	5,8	6,6	8,0	6,7	8,0	6,6	8,0
Comptes transitoires ¹	19,9	25,8	32,9	39,2	40,7	46,3	42,4	48,7
Total du passif	664,3	754,9	899,8	1.004,9	921,6	1.032,1	931,3	1.053,1

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »								Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes	
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période			Crédeurs	Débiteurs		
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces et autres recettes	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total							
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2)+(3)+(4)=(5)	(6)	(7)	(6)+(7)=(8)	(1)+(5)-(8)=(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1977	20,2	33,1	8,1	16,5	57,7	3,2	54,3	57,5	20,4	303,0	26,1	9,1	30,3	285,1
1978	20,4	38,6	7,8	16,8	63,2	4,1	57,2	61,3	22,3	331,0	30,8	11,1	31,6	315,3
1979	22,3	42,8	10,2	15,1	68,1	4,4	60,0	64,4	26,0	366,9	35,3	14,4	38,4	361,2
1980	26,0	46,9	12,8	26,1	85,8	1,8	84,1	85,9	25,9	403,4	37,3	21,9	49,0	590,3
1981	25,9	45,0	12,3	22,9	80,2	1,4	81,2	82,6	23,5	461,8	36,7	16,8	62,2	618,1
1982	23,5	40,7	10,0	20,2	70,9	1,9	71,5	73,4	21,0	514,4	32,3	13,9	66,3	645,1
1983	21,0	37,7	8,3	16,7	62,7	1,4	63,2	64,6	19,1	539,9	25,5	14,8	70,2	710,7
1984	19,1	27,4	6,5	20,2	54,1	2,0	54,5	56,5	16,7	567,3	21,2	19,7	83,6	897,3
1982 4 ^e trimestre	22,3	9,8	1,9	5,3	17,0	0,3	18,0	18,3	21,0	514,4	32,3	13,7	62,7	153,7
1983 1 ^{er} trimestre	21,0	11,7	2,0	4,5	18,2	0,4	17,1	17,5	21,7	526,9	26,5	14,4	65,9	195,6
2 ^e trimestre	21,7	8,9	2,3	5,3	16,5	0,4	15,1	15,5	22,7	533,3	29,1	14,5	63,9	164,1
3 ^e trimestre	22,7	8,4	1,9	3,6	13,9	0,2	15,4	15,6	21,0	536,0	23,7	15,9	70,4	180,4
4 ^e trimestre	21,0	8,7	2,1	3,3	14,1	0,4	15,6	16,0	19,1	539,9	25,5	14,5	80,7	170,6
1984 1 ^{er} trimestre	19,1	9,6	1,7	5,7	17,0	0,6	16,5	17,1	19,0	560,5	20,8	17,9	85,8	235,9
2 ^e trimestre	19,0	6,0	1,7	5,2	12,9	0,4	13,4	13,8	18,1	564,3	21,2	18,0	94,1	208,4
3 ^e trimestre	18,1	6,7	1,5	4,7	12,9	0,3	11,9	12,2	18,8	561,7	18,7	20,1	97,0	240,9
4 ^e trimestre	18,8	5,1	1,6	4,6	11,3	0,7	12,7	13,4	16,7	567,3	21,2	22,7	57,7	212,1
1983 Décembre ...	19,2	3,2	0,7	1,4	5,3	0,2	5,2	5,4	19,1	539,9	25,5	17,9	80,4	61,2
1984 Janvier	19,1	3,9	0,7	2,5	7,1	0,1	6,1	6,2	20,0	537,2	23,2	21,6	87,3	84,9
Février	20,0	2,8	0,4	1,9	5,1	0,3	5,8	6,1	19,0	549,5	22,3	16,1	91,3	64,6
Mars	19,0	2,9	0,6	1,3	4,8	0,2	4,6	4,8	19,0	560,5	20,8	16,0	78,7	86,4
Avril	19,0	2,0	0,5	1,9	4,4	0,1	3,8	3,9	19,5	558,3	20,7	16,6	87,9	66,6
Mai	19,5	1,8	0,5	1,2	3,5	0,2	4,1	4,3	18,7	560,8	20,4	17,3	98,1	75,3
Juin	18,7	2,2	0,7	2,1	5,0	0,1	5,5	5,6	18,1	564,3	21,2	20,0	96,2	66,5
Juillet	18,1	2,0	0,5	1,5	4,0	0,1	3,8	3,9	18,2	558,7	20,6	22,2	103,6	103,8
Août	18,2	2,3	0,6	2,2	5,1	0,1	4,4	4,5	18,8	561,3	19,5	18,9	99,2	61,1
Septembre ..	18,8	2,4	0,4	1,0	3,8	0,1	3,7	3,8	18,8	561,7	18,7	19,2	88,2	76,0
Octobre	18,8	1,8	0,5	1,9	4,2	0,2	4,4	4,6	18,4	564,0	18,0	18,1	61,2	71,9
Novembre ..	18,4	1,4	0,8	1,6	3,8	0,3	4,5	4,8	17,4	565,5	20,7	18,9	57,1	63,2
Décembre ...	17,4	1,9	0,3	1,1	3,3	0,2	3,8	4,0	16,7	567,3	21,2	31,1	54,8	77,0

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de contrôle des Assurances

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Sociétés belges									
ACTIF									
Immeubles	16,3	18,1	21,7	23,1	22,8	25,2	28,5	29,9	32,8
Prêts hypothécaires	34,4	38,8	42,4	60,3	70,8	80,7	91,7	101,1	107,2
Prêts sur polices	3,9	4,2	4,8	3,5	6,1	6,8	7,7	8,5	9,3
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assi- milées	28,8	31,4	33,3	48,1	50,9	57,1	62,4	68,3	81,9
Valeurs étrangères	4,1	4,7	5,5	2,6	4,2	5,1	6,4	7,7	10,3
Obligations de sociétés belges	18,9	21,6	27,1	28,7	27,9	32,6	36,1	37,9	44,4
Actions de sociétés belges	6,9	7,4	9,3	10,8	13,3	14,8	14,2	17,2	21,9
Total des valeurs mobilières ...	58,7	65,1	75,2	90,2	96,3	109,6	119,1	131,1	158,5
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,9	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	114,6	128,5	145,9	189,5	209,9	235,0	259,4	286,0	317,4
Sociétés étrangères									
ACTIF									
Immeubles	3,9	4,2	2,8	2,6	2,0	2,8	3,3	3,4	3,7
Prêts hypothécaires	8,6	9,4	8,7	7,7	8,5	9,2	10,2	10,9	11,5
Prêts sur polices	0,7	0,7	0,6	0,4	0,5	0,6	1,0	1,2	1,4
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assi- milées	9,9	10,4	9,2	9,4	10,9	11,0	11,5	12,5	14,5
Valeurs étrangères	0,8	1,0	1,0	0,4	0,6	0,5	0,7	1,0	1,4
Obligations de sociétés belges	2,7	2,8	2,5	2,2	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1
Actions de sociétés belges	1,3	1,6	1,4	0,9	1,1	1,1	1,0	1,1	2,0
Total des valeurs mobilières ...	14,7	15,8	14,1	12,9	14,6	14,6	15,2	16,7	20,0
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	28,0	30,2	25,8	23,6	26,0	28,7	31,4	34,4	37,9

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux — Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER.

— Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de la Commission bancaire et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²						Détenus par les entreprises et particuliers ³	Total général
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵			Actifs à plus d'un an ⁵	Total		
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁶	Auprès des secteurs nationaux non financiers	Total				
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1977	- 0,5	+ 4,0	+ 0,2	+ 4,2	- 0,4	+ 3,3	* + 481,4	* + 484,7
1978	+ 3,8	+ 7,7	- 0,1	+ 7,6	+ 0,2	+ 11,6	* + 472,9	* + 484,5
1979	+ 6,5	+ 5,9	+ 0,2	+ 6,1	+ 2,6	+ 15,2	* + 484,7	* + 499,9
1980	- 4,2	- 5,7	+ 0,5	- 5,2	+ 1,0	- 8,4	* + 489,9	* + 481,5
1981	- 5,5	- 2,2	+ 0,1	- 2,1	+ 1,0	- 6,6	* + 585,7	* + 579,1
1982	+ 5,4	- 3,5	0,0	- 3,5	+ 5,1	+ 7,0	* + 569,4	* + 576,4
1983	+ 6,1	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,6	- 1,2	+ 5,5	* + 678,5	* + 684,0
1984	+ 10,7	+ 15,4	+ 5,2	+ 20,6	+ 3,5	+ 34,8	* + 572,6	* + 607,4
1983 1 ^{er} trimestre ...	+ 1,8	+ 16,3	+ 1,0	+ 17,3	- 0,2	+ 18,9	* + 144,7	* + 163,6
2 ^e trimestre ...	+ 13,7	- 2,8	+ 0,1	- 2,7	- 0,9	+ 10,1	* + 227,9	* + 238,0
3 ^e trimestre ...	- 14,2	- 9,8	- 0,2	- 10,0	- 0,7	- 24,9	* + 109,7	* + 84,8
4 ^e trimestre ...	+ 4,8	- 3,3	- 0,7	- 4,0	+ 0,6	+ 1,4	* + 196,2	* + 197,6
1984 1 ^{er} trimestre ...	- 2,5	+ 24,5	+ 5,7	+ 30,2	+ 1,9	+ 29,6	* + 182,7	* + 212,3
2 ^e trimestre ...	+ 15,8	+ 4,2	- 4,8	- 0,6	+ 1,2	+ 16,4	* + 250,8	* + 267,2
3 ^e trimestre ...	- 9,2	- 8,8	+ 5,8	- 3,0	- 0,1	- 12,3	* + 82,9	* + 70,6
4 ^e trimestre ...	+ 6,6	- 4,5	- 1,5	- 6,0	+ 0,5	+ 1,1	* + 56,2	* + 57,3
1985 1 ^{er} trimestre ...	- 11,9	+ 21,5	- 0,3	+ 21,2	+ 0,8	+ 10,1	* + 245,5	* + 255,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Voir tableau XV-2.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ^{2, 3}	Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5, 6}	Actifs à plus d'un an ^{5, 7}	Total	A un an au plus ⁵ (Dépôts) ⁸	A plus d'un an ⁵ (Valeurs mobilières) ⁹	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9) = (4) + (7) + (8)
1977	+ 72,8	+ 114,7	* + 224,3	* + 411,8	+ 18,3	+ 16,7	+ 35,0	* + 34,6	* + 481,4
1978	+ 48,3	+ 176,5	* + 171,3	* + 396,1	0,0	+ 20,2	+ 20,2	* + 56,6	* + 472,9
1979	+ 25,8	+ 152,3	* + 207,8	* + 385,9	+ 16,5	+ 11,3	+ 27,8	* + 71,0	* + 484,7
1980	+ 4,2	+ 111,8	* + 261,1	* + 377,1	+ 46,4	+ 20,8	+ 67,2	* + 45,6	* + 489,9
1981	+ 32,9	+ 108,1	* + 207,6	* + 348,6	+ 115,3	+ 41,9	+ 157,2	* + 79,9	* + 585,7
1982	+ 38,9	+ 138,4	* + 298,6	* + 475,9	+ 30,7	+ 47,6	+ 78,3	* + 15,2	* + 569,4
1983	+ 67,6	+ 150,4	* + 349,5	* + 567,5	- 13,8	+ 63,7	+ 49,9	* + 61,1	* + 678,5
1984	- 17,1	+ 229,7	* + 214,9	* + 427,5	- 9,4	+ 103,8	+ 94,4	* + 50,7 ¹⁰	* + 572,6
1983 1 ^{er} trimestre	- 16,2	+ 7,1	* + 140,4	* + 131,3	- 3,9	+ 11,8	+ 7,9	* + 5,5	* + 144,7
2 ^e trimestre	+ 72,9	+ 8,3	* + 95,6	* + 176,8	- 10,2	+ 12,9	+ 2,7	* + 48,4	* + 227,9
3 ^e trimestre	- 1,7	+ 42,1	* + 50,2	* + 90,6	- 7,4	+ 18,7	+ 11,3	* + 7,8	* + 109,7
4 ^e trimestre	+ 12,6	+ 92,9	* + 63,3	* + 168,8	+ 7,7	+ 20,3	+ 28,0	* - 0,6	* + 196,2
1984 1 ^{er} trimestre	- 28,3	+ 97,6	* + 44,1	* + 113,4	+ 23,5	+ 33,1	+ 56,6	* + 12,7	* + 182,7
2 ^e trimestre	+ 66,0	+ 19,4	* + 51,4	* + 136,8	- 11,6	+ 28,2	+ 16,6	* + 97,4	* + 250,8
3 ^e trimestre	- 49,4	+ 74,4	* + 50,6	* + 75,6	- 3,2	+ 14,8	+ 11,6	* - 4,3 ¹¹	* + 82,9
4 ^e trimestre	- 5,4	+ 38,3	* + 68,8	* + 101,7	- 18,1	+ 27,7	+ 9,6	* - 55,1 ¹¹	* + 56,2
1985 1 ^{er} trimestre	+ 12,1	+ 116,3	* + 146,3	* + 274,7	+ 7,2	+ 19,9	+ 27,1	* - 56,3 ¹¹	* + 245,5

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁹ Voir tableau XV-4, colonne (7).

¹⁰ Pour les six derniers mois de 1984, non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger, nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

¹¹ Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger, nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

La série des Autres actifs [colonne (8)] a été revue de manière à éliminer de son contenu des écarts statistiques qui ne peuvent, avec certitude, être identifiés comme actifs financiers.

XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges							En monnaies étrangères ³			Total général	
	Au près des intermédiaires financiers nationaux ^{4 5}					Au près des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	Au près des intermédiaires financiers nationaux ^{4 6}	A l'étranger	Total		
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total							dont : Au près de organismes principalement monétaires ⁷
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)	
1977	+ 102,9	- 1,5	+ 5,3	+ 1,1	+ 107,8	+ 38,1	+ 6,9	+ 114,7	+ 5,7	+ 12,6	+ 18,3	+ 133,0
1978	+ 105,9	+ 34,8	+ 14,5	+ 1,3	+ 156,5	+ 65,1	+ 20,0	+ 176,5	- 3,8	+ 3,8	0,0	+ 176,5
1979	+ 72,6	+ 38,4	- 4,0	+ 0,5	+ 107,5	+ 59,2	+ 44,8	+ 152,3	+ 8,4	+ 8,1	+ 16,5	+ 168,8
1980	+ 1,9	+ 51,2	- 10,9	- 0,6	+ 41,6	+ 33,3	+ 70,2	+ 111,8	+ 12,9	+ 33,5	+ 46,4	+ 158,2
1981	+ 45,9	+ 11,9	- 4,9	+ 1,7	+ 54,6	+ 33,4	+ 53,5	+ 108,1	+ 41,1	+ 74,2	+ 115,3	+ 223,4
1982	+ 21,3	+ 71,7	- 3,6	+ 2,0	+ 91,4	+ 56,0	+ 47,0	+ 138,4	+ 6,1	+ 24,6	+ 30,7	+ 169,1
1983	+ 111,6	+ 35,3	+ 11,2	+ 1,3	+ 159,4	+ 76,1	- 9,0	+ 150,4	- 8,6	- 5,2	- 13,8	+ 136,6
1984	+ 112,0	+ 59,2	+ 5,9	0,0	+ 177,1	+ 72,6	+ 52,6	+ 229,7	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+ 220,3
1983 1 ^{er} trimestre .	- 12,8	+ 33,6	+ 2,1	- 0,4	+ 22,5	+ 9,7	- 15,4	+ 7,1	- 5,5	+ 1,6	- 3,9	+ 3,2
2 ^e trimestre .	+ 24,0	- 22,9	+ 2,2	+ 1,8	+ 5,1	- 3,6	+ 3,2	+ 8,3	- 4,2	- 6,0	- 10,2	- 1,9
3 ^e trimestre .	+ 19,8	+ 20,1	+ 3,1	+ 0,7	+ 43,7	+ 34,6	- 1,6	+ 42,1	- 0,8	- 6,6	- 7,4	+ 34,7
4 ^e trimestre .	+ 80,6	+ 4,5	+ 3,8	- 0,8	+ 88,1	+ 35,4	+ 4,8	+ 92,9	+ 1,9	+ 5,8	+ 7,7	+ 100,6
1984 1 ^{er} trimestre .	+ 19,1	+ 60,3	+ 3,5	+ 1,3	+ 84,2	+ 35,7	+ 13,4	+ 97,6	+ 23,3	+ 0,2	+ 23,5	+ 121,1
2 ^e trimestre .	+ 25,5	- 18,5	+ 1,4	+ 3,4	+ 11,8	- 3,0	+ 7,6	+ 19,4	- 5,3	- 6,3	- 11,6	+ 7,8
3 ^e trimestre .	+ 3,7	+ 50,2	+ 0,3	- 0,5	+ 53,7	+ 41,0	+ 20,7	+ 74,4	- 3,1	- 0,1	- 3,2	+ 71,2
4 ^e trimestre .	+ 63,7	- 32,8	+ 0,7	- 4,2	+ 27,4	- 1,1	+ 10,9	+ 38,3	- 10,3	- 7,8	- 18,1	+ 20,2
1985 1 ^{er} trimestre .	+ 27,5	+ 62,4	+ 1,9	+ 4,8	+ 96,6	+ 44,7	+ 19,7	+ 116,3	+ 7,4	- 0,2	+ 7,2	+ 123,5

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

⁷ Colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS² AUPRES DES INTERMEDIAIRES
FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(1) à (4)	(6)	(7)	(8)=(5)+(7)
1976	784,6	306,3	74,3	3,6	1.168,8	478,5	31,4	1.200,2
1977	887,5	304,8	79,6	4,7	1.276,6	516,6	35,8	1.312,4
1978	993,4	339,6	94,1	6,0	1.433,1	581,7	29,7	1.462,8
1979	1.066,0	378,0	90,1	6,5	1.540,6	640,9	37,7	1.578,3
1980	1.067,9	429,2	79,2	5,9	1.582,2	674,2	54,0	1.636,2
1981	1.113,8	441,1	74,3	7,6	1.636,8	707,6	103,8	1.740,6
1982 Décembre	1.135,1	512,8	70,7	9,6	1.728,2	763,6	125,9	1.854,1
1983 Mars	1.122,3	546,4	72,8	9,2	1.750,7	773,3	121,7	1.872,4
Juin	1.146,3	523,5	75,0	11,0	1.755,8	769,7	121,9	1.877,7
Septembre	1.166,1	543,6	78,1	11,7	1.799,5	804,3	125,0	1.924,5
Décembre	1.246,7	548,1	81,9	10,9	1.887,6	839,7	129,7	2.017,3
1984 Mars	1.265,8	608,4	85,4	12,2	1.971,8	875,4	149,9	2.121,7
Juin	1.291,3	589,9	86,8	15,6	1.983,6	872,4	147,3	2.130,9
Septembre	1.295,0	640,1	87,1	15,1	2.037,3	913,4	148,8	2.186,1
Décembre	1.358,7	607,3	87,8	10,9	2.064,7	912,3	139,2	2.203,9
1985 Mars	1.386,2	669,7	89,7	15,7	2.161,3	957,0	145,6	2.306,9

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS A PLUS D'UN AN²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges				En monnaies étrangères ^{3 4}			Total général (8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Actions ⁵ (2)	Divers ⁶ (3)	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Obligations (5)	Actions ⁷ (6)	Total (7) = (5) + (6)	
1977	* + 207,2	+ 10,0	+ 7,1	* + 224,3	+ 17,7	- 1,0	+ 16,7	* + 241,0
1978	* + 160,1	+ 10,3	+ 0,9	* + 171,3	+ 18,6	+ 1,6	+ 20,2	* + 191,5
1979	* + 203,1	+ 3,8	+ 0,9	* + 207,8	+ 15,2	- 3,9	+ 11,3	* + 219,1
1980	* + 258,3	+ 1,8	+ 1,0	* + 261,1	+ 27,7	- 6,9	+ 20,8	* + 281,9
1981	* + 204,0	+ 1,2	+ 2,4	* + 207,6	+ 46,4	- 4,5	+ 41,9	* + 249,5
1982	* + 279,7	+ 20,1	- 1,2	* + 298,6	+ 56,2	- 8,6	+ 47,6	* + 346,2
1983	* + 285,9	+ 50,7	+ 12,9	* + 349,5	+ 63,3	+ 0,4	+ 63,7	* + 413,2
1984	* + 193,8	+ 18,8	+ 2,3	* + 214,9	+ 107,5	- 3,7	+ 103,8	* + 318,7
1983 1 ^{er} trimestre ...	* + 133,5	+ 2,8	+ 4,1	* + 140,4	+ 10,5	+ 1,3	+ 11,8	* + 152,2
2 ^e trimestre ...	* + 78,4	+ 11,5	+ 5,7	* + 95,6	+ 14,2	- 1,3	+ 12,9	* + 108,5
3 ^e trimestre ...	* + 44,0	+ 4,7	+ 1,5	* + 50,2	+ 18,7	0,0	+ 18,7	* + 68,9
4 ^e trimestre ...	* + 30,0	+ 31,7	+ 1,6	* + 63,3	+ 19,9	+ 0,4	+ 20,3	* + 83,6
1984 1 ^{er} trimestre ...	* + 40,9	+ 2,5	+ 0,7	* + 44,1	+ 33,3	- 0,2	+ 33,1	* + 77,2
2 ^e trimestre ...	* + 47,0	+ 4,9	- 0,5	* + 51,4	+ 28,2	0,0	+ 28,2	* + 79,6
3 ^e trimestre ...	* + 49,8	- 0,6	+ 1,4	* + 50,6	+ 16,3	- 1,5	+ 14,8	* + 65,4
4 ^e trimestre ...	* + 56,1	+ 12,0	+ 0,7	* + 68,8	+ 29,7	- 2,0	+ 27,7	* + 96,5
1985 1 ^{er} trimestre ...	* + 146,8	+ 1,1	- 1,6	* + 146,3	+ 25,2	- 5,3	+ 19,9	* + 166,2

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L.; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁵ Emissions publiques uniquement.

⁶ Comprend principalement les dépôts à plus d'un an formés auprès d'intermédiaires financiers nationaux.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus (10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	Actifs à plus d'un an (11) = (4) + (6) + (8) + (9)	Total général (12) = (10) + (11)
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)			
1977	+ 26,9	+ 4,5	+ 77,3	+ 32,1	+ 52,1	+ 85,5	+ 25,5	+ 18,1	- 0,3	+ 186,3	+ 135,4	+ 321,7
1978	+ 21,0	+ 6,1	+ 74,5	+ 18,7	+ 63,5	+ 35,8	+ 35,9	+ 11,4	+ 3,3	+ 201,0	+ 69,2	+ 270,2
1979	+ 8,6	+ 0,2	+ 72,5	+ 25,7	+ 33,9	+ 71,1	+ 26,6	+ 20,7	+ 5,2	+ 141,8	+ 122,7	+ 264,5
1980	+ 4,5	+ 2,2	+ 43,1	+ 44,8	+ 11,2	+ 100,9	- 2,4	+ 39,6	+ 6,0	+ 58,6	+ 191,3	+ 249,9
1981	+ 3,8	+ 5,0	+ 85,9	+ 42,0	+ 12,3	+ 89,6	+ 21,6	+ 31,2	+ 4,5	+ 128,6	+ 167,3	+ 295,9
1982	- 1,3	+ 1,0	+ 89,1	+ 56,9	+ 33,8	+ 144,6	+ 13,7	+ 44,5	+ 5,1	+ 136,3	+ 251,1	+ 387,4
1983	+ 12,2	- 1,3	+ 120,1	+ 61,4	+ 49,0	+ 107,1	+ 38,5	+ 71,4 ⁴	* - 27,2 ⁴	+ 218,5	* + 212,7	* + 431,2
1984	- 5,0	- 11,3	+ 67,8	+ 36,9	+ 67,9	+ 72,4	+ 45,2	+ 27,7	* + 0,5	+ 164,6	* + 137,5	* + 302,1
1983 1 ^{er} trimestre	- 8,0	- 2,5	+ 2,9	+ 23,8	+ 11,3	+ 41,7	- 2,9	+ 16,7	* + 2,3	+ 0,8	* + 84,5	* + 85,3
2 ^e trimestre	+ 26,3	+ 3,7	+ 26,7	+ 23,6	+ 5,2	+ 40,2	+ 11,9	+ 11,4	* + 1,9	+ 73,8	* + 77,1	* + 150,9
3 ^e trimestre	- 4,0	+ 9,8	+ 21,8	+ 9,1	+ 11,7	+ 13,5	+ 2,0	+ 8,8	* + 1,2	+ 41,3	* + 32,6	* + 73,9
4 ^e trimestre	- 2,1	- 12,3	+ 68,7	+ 4,9	+ 20,8	+ 11,7	+ 27,5	+ 34,5 ⁴	* - 32,6 ⁴	+ 102,6	* + 18,5	* + 121,1
1984 1 ^{er} trimestre	- 10,0	- 3,0	+ 33,0	+ 10,3	+ 50,1	+ 16,4	+ 9,1	+ 6,2	* + 0,1	+ 79,2	* + 33,0	* + 112,2
2 ^e trimestre	+ 19,5	+ 13,7	+ 18,0	+ 6,0	+ 5,7	+ 11,7	+ 15,5	+ 3,6	* 0,0	+ 72,4	* + 21,3	* + 93,7
3 ^e trimestre	- 13,3	- 11,9	+ 17,2	+ 7,4	+ 8,2	+ 17,3	+ 1,2	+ 8,0	* 0,0	+ 1,4	* + 32,7	* + 34,1
4 ^e trimestre	- 1,2	- 10,1	- 0,4	+ 13,2	+ 3,9	+ 27,0	+ 19,4	+ 9,9	* + 0,4	+ 11,6	* + 50,5	* + 62,1
1985 1 ^{er} trimestre	- 8,6	+ 18,6	+ 44,9	+ 13,0	+ 54,7	+ 16,1	+ 6,4	+ 8,8	* + 3,9	+ 116,0	* + 41,8	* + 157,8

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1976	295,6	90,5	753,8	102,7	488,1	400,5	241,3	106,1	19,2	1.869,3	628,5	2.497,8
1977	322,5	95,0	829,8	134,8	540,2	486,0	266,8	124,2	18,9	2.054,3	763,9	2.818,2
1978	343,5	101,1	902,0	153,5	603,7	521,8	302,7	135,6	22,2	2.253,0	833,1	3.086,1
1979	352,1	101,3	974,1	179,2	637,6	592,9	329,3	156,3	27,4	2.394,4	955,8	3.350,2
1980	356,6	103,5	1.020,6	224,0	648,8	693,8	326,9	195,9	33,4	2.456,4	1.147,1	3.603,5
1981	360,4	108,5	1.115,2	266,0	661,1	783,4	348,5	227,1	37,9	2.593,7	1.314,4	3.908,1
1982 Décembre	359,1	109,5	1.220,3	322,9	694,9	928,0	362,2	271,6	43,0	2.746,0	1.565,5	4.311,5
1983 Mars	351,1	107,0	1.224,5	346,7	706,2	969,7	359,3	288,3	* 45,3	2.748,1	*1.650,0	*4.398,1
Juin	377,4	110,7	1.255,6	370,3	711,4	1.009,9	371,2	299,7	* 47,2	2.826,3	*1.727,1	*4.553,4
Septembre	373,4	120,5	1.281,3	379,4	723,1	1.023,4	373,2	308,5	* 48,4	2.871,5	*1.759,7	*4.631,2
Décembre	371,3	108,2	1.352,8	384,3	743,9	1.035,1	400,7	343,0 ³	* 15,8 ³	2.976,9	*1.778,2	*4.755,1
1984 Mars	361,3	105,2	1.382,7	394,6	794,0	1.051,5	409,8	349,2	* 15,9	3.053,0	*1.811,2	*4.864,2
Juin	380,8	118,9	1.403,4	400,6	799,7	1.063,2	425,3	352,8	* 15,9	3.128,1	*1.832,5	*4.960,6
Septembre	367,5	107,0	1.425,2	408,0	807,9	1.080,5	426,5	360,8	* 15,9	3.134,1	*1.865,2	*4.999,3
Décembre	366,3	96,9	1.425,5	421,2	811,8	1.107,5	445,9	370,7	* 16,3	3.146,4	*1.915,7	*5.062,1
1985 Mars	357,7	115,5	1.469,4	434,2	866,5	1.123,6	452,3	379,5	* 20,2	3.261,4	*1.957,5	*5.218,9

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

³ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

Référence bibliographique : Bulletin de la B.N.B. : LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977 : « Stock monétaire et autres actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers et par les pouvoirs publics ».

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
		(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)			(9) = (5) + (8)	(10)
1. Etat (dette directe uniquement)	1977	167,8	54,5	113,3	—	113,3	4,1	11,9	- 7,8	105,5	42,5
	1978	185,0	71,9	113,1	—	113,1	0,1	1,6	- 1,5	111,6	43,4
	1979	196,0	106,6	89,4	—	89,4	0,0	1,3	- 1,3	88,1	43,9
	1980	154,8	105,6	49,2	—	49,2	4,4	1,2	3,2	52,4	152,1
	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,9
	1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,7
	1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	54,7	1,2	53,5	250,6	116,9
	* 1984	293,0	149,8	143,2	—	143,2	94,8	2,7	92,1	235,3	45,5
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1977	29,0	7,9	21,1	—	21,1	24,3	1,4	22,9	44,0	1,0
	1978	38,3	7,7	30,6	—	30,6	9,0	4,0	5,0	35,6	0,8
	1979	49,8	13,2	36,6	—	36,6	18,5	6,4	12,1	48,7	5,0
	1980	31,0	13,1	17,9	—	17,9	4,9	7,5	- 2,6	15,3	3,3
	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	7,4	7,8	- 0,4	14,0	4,0
	1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	41,3	7,7	33,6	44,2	- 3,5
	1983	125,9	76,3	49,6	—	49,6	46,1	6,0	40,1	89,7	0,0
	* 1984	61,1	51,4	9,7	—	9,7	51,0	7,0	44,0	53,7	0,0
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1977	39,5	3,7	35,8	62,5	98,3	17,4	4,7	12,7	111,0	1,6
	1978	2,0	2,1	- 0,1	18,3	18,2	15,3	5,9	9,4	27,6	2,8
	1979	10,0	6,6	3,4	23,5	26,9	13,6	5,2	8,4	35,3	0,3
	1980	15,0	12,3	2,7	46,7	49,4	7,7	9,0	- 1,3	48,1	- 0,9
	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,9	20,3	14,5	10,9	3,6	23,9	- 0,8
	1982	35,0	3,8	31,2	43,3	74,5	36,4	16,8	19,6	94,1	- 0,9
	1983	16,0	4,1	11,9	35,4	47,3	17,8	4,5	13,3	60,6	3,1
	* 1984	0,0	4,0	- 4,0	38,0	34,0	11,1	6,1	5,0	39,0	1,3
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1977	28,0	9,0	19,0	37,0	56,0	0,0	1,1	- 1,1	54,9	2,2
	1978	34,0	17,2	16,8	21,9	38,7	0,7	0,3	0,4	39,1	8,1
	1979	22,0	9,7	12,3	40,1	52,4	1,2	0,6	0,6	53,0	- 0,6
	1980	23,0	13,1	9,9	55,4	65,3	0,0	0,6	- 0,6	64,7	- 7,8
	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,5	- 0,5	71,6	- 2,1
	1983	0,0	7,0	- 7,0	56,2	49,2	0,4	0,1	0,3	49,5	3,8
	* 1984	40,0	18,7	21,3	43,4	64,7	5,0	0,2	4,8	69,5	1,7
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1977	6,0	7,6	- 1,6	—	- 1,6	18,3	2,6	15,7	14,1	0,0
	1978	23,0	6,8	16,2	—	16,2	10,3	2,5	7,8	24,0	0,0
	1979	0,0	6,3	- 6,3	—	- 6,3	7,3	2,6	4,7	- 1,6	0,0
	1980	0,0	8,7	- 8,7	—	- 8,7	7,3	4,3	3,0	- 5,7	0,0
	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	0,0
	1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	0,0
	1983	25,0	10,5	14,5	—	14,5	14,8	11,4	3,4	17,9	0,0
	* 1984	15,0	25,1	- 10,1	—	- 10,1	16,1	7,6	8,5	- 1,6	0,0
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1977	270,3	82,7	187,6	99,5	287,1	64,1	21,7	42,4	329,5	
	1978	282,3	105,7	176,6	40,2	216,8	35,4	14,3	21,1	237,9	
	1979	277,8	142,4	135,4	63,6	199,0	40,6	16,1	24,5	223,5	
	1980	223,8	152,8	71,0	102,1	173,1	24,3	22,6	1,7	174,8	
	1981	242,6	205,3	37,3	71,6	108,9	29,2	23,2	6,0	114,9	
	1982	286,2	170,6	115,6	101,0	216,6	100,6	41,6	59,0	275,6	
	1983	489,4	223,3	266,1	91,6	357,7	133,8	23,2	110,6	468,3	
	* 1984	409,1	249,0	160,1	81,4	241,5	178,0	23,6	154,4	395,9	

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1982	Janvier ..	20	Etat belge 1982-89	14,25	99,50	7 ans	55,0	—	14,37
	Mars	11	Fonds des Routes 1982-89	14,25	99,75	7 ans	38,0	—	14,31
	Avril	29	S.N.C.I. 1982-89	14,25	99,75	7 ans	15,0	—	14,31
	Juin	7	Etat belge 1982-90	14,00	98,75	8 ans	17,3	—	14,27
	Juin	7	Etat belge 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	99,50	4 ou 8 ans	35,7	13,92	14,06
	Septembre	3	Crédit Communal de Belgique 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	100,00	4 ou 8 ans	25,0	13,75	13,96
	Octobre .	4	Etat belge 1982-91	13,75	100,00	8 ans 6 mois	25,7	—	13,79
	Octobre .	4	Etat belge 1982-87-91	13,50 — 13,75 ⁴	100,00	4 a. 6 m. ou 8 a. 6 m.	42,3	13,56	13,63
	Novembre	15	S.N.L. 1982-90	13,50	100,00	7 ans 6 mois	20,0	—	13,54
	Décembre	13	R.T.T. 1982-90	13,25	100,50	8 ans	12,0	—	13,15
							286,0		
1983	Janvier ..	10	Fonds des Routes 1983-91	13,00	100,00	8 ans	53,0	—	13,00
	Février ..	24	Etat belge 1983-91	12,75	100,00	8 ans	112,0	—	12,75
	Avril	25	S.N.L. 1983-91	12,50	100,50	8 ans	16,0	—	12,40
	Mai	30	Etat belge 1983-90-94	12,00 — 11,50 ⁴	100,00	7 ou 11 ans	140,0	12,00	11,88
	Septembre	1	Fonds des Routes 1983-91	11,50	100,50	7 ans 6 mois	72,8	—	11,43
	Octobre .	17	R.T.T. 1983-90	11,25	100,00	7 ans	25,0	—	11,25
	Novembre	23	Etat belge 1983-92	11,25	100,00	8 ans 6 mois	70,5	—	11,28
							489,3		
1984	Janvier ..	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10
	Septembre	5	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1984-91	12,00	100,25	7 ans	40,0	—	11,95
	Octobre .	8	Etat belge 1984-93	11,75	99,75	8 ans 3 mois	97,0	—	11,76
	Novembre	20	R.T.T. 1984-92	11,75	100,25	8 ans	15,0	—	11,70
							389,0		
1985	Janvier ..	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55
	Avril	29	Etat belge 1985-93, 2 ^{ème} serie	11,50	100,00	8 ans	153,5	—	11,50
	Avril	29	Etat belge 1985-89-94	11,00 — 11,25 ⁴	99,75	4 ou 9 ans	36,0	11,08	11,15
	Juin	17	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1985-93	11,00	100,75	8 ans	30,0	—	10,86

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Taux variables.

XVI - 3. — DETTE DU TRESOR

XVI - 3a. — Situation officielle de la dette publique

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes								Dettes indirectes			Dettes totales ¹	
	en francs belges					en monnaies étrangères			Total de la dette directe ¹	en francs belges	en monnaies étrangères		Total de la dette indirecte
	consolidée	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ¹	à moyen et court terme	totale ¹					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	(10)	(11)		(12) = (10) + (11)	(13) = (9) + (12)
1976	752,5	13,0	116,6	76,8	958,9	2,9	0,0	2,9	961,8	95,9	0,8	96,7	1.058,5 ²
1977	864,6	6,3	156,0	79,9	1.106,8	2,5	0,0	2,5	1.109,3	118,5	0,8	119,3	1.228,6 ²
1978	976,6	5,9	195,6	83,7	1.261,8	2,1	12,2	14,3	1.276,1	150,2	0,6	150,8	1.426,9
1979	1.064,9	5,8	242,1	80,9	1.393,7	12,1	44,6	56,7	1.450,4	188,0	0,6	188,6	1.639,0
1980	1.117,3	5,7	390,7	84,4	1.598,1	82,2	69,2	151,4	1.749,5	205,1	2,2	207,3	1.956,8
1981	1.127,5	5,7	608,6	87,4	1.829,2	179,4	204,8	384,2	2.213,4	221,6	4,1	225,7	2.439,1
1982	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	325,3	4,8	330,1	3.085,0
1983 Mars	1.266,5	3,5	879,1	90,8	2.239,9	344,6	389,5	734,1	2.974,0	351,0	5,0	356,0	3.330,0
Juin	1.368,0	30,5	949,2	91,7	2.439,4	373,7	386,1	759,8	3.199,2	346,2	5,0	351,2	3.550,4
Septembre ..	1.345,0	35,5	972,1	100,5	2.453,1	406,9	375,8	782,7	3.235,8	411,6	5,2	416,8	3.652,6
Décembre ..	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	407,3	5,2	412,5	3.716,0
1984 Mars	1.435,3	35,5	1.086,1	81,5	2.638,4	499,0	395,4	894,4	3.532,8	383,0	5,2	388,2	3.921,0
Juin	1.484,5	113,1	1.062,8	92,1	2.752,5	547,4	413,2	960,6	3.713,1	418,1	5,1	423,3	4.136,4
Juillet	1.481,4	113,1	1.101,0	91,2	2.786,7	576,3	394,9	971,2	3.757,9	415,9	5,0	420,9	4.178,8
Août	1.475,8	113,1	1.127,7	93,5	2.810,1	583,6	394,1	977,7	3.787,8	413,8	5,4	419,2	4.207,0
Septembre ..	1.476,9	113,1	1.183,7	83,9	2.857,6	617,8	387,3	1.005,1	3.862,7	412,3	5,4	417,7	4.280,4
Octobre	1.572,0	113,1	1.071,6	88,3	2.845,0	632,7	384,3	1.017,0	3.862,0	410,6	5,4	416,0	4.278,0
Novembre ..	1.568,1	113,1	1.122,4	82,0	2.885,6	630,8	378,9	1.009,7	3.895,3	419,5	5,4	424,9	4.320,2
Décembre ..	1.561,9	111,5	1.094,2	69,9	2.837,5	634,1	378,9	1.013,0	3.850,5	409,1	5,3	414,4	4.264,9
1985 Janvier	1.752,0	171,9	982,9	97,3	3.004,1	635,8	378,9	1.014,7	4.018,8	404,3	5,3	409,6	4.428,4
Février	1.748,0	172,0	1.085,7	89,1	3.094,8	688,3	372,2	1.060,5	4.155,3	402,9	5,7	408,6	4.563,9
Mars	1.768,5	172,0	1.119,7	89,8	3.150,0	650,8	366,8	1.017,6	4.167,6	466,6	5,6	472,2	4.639,8
Avril	1.762,4	172,0	1.143,8	108,9	3.187,1	655,4	364,8	1.020,2	4.207,3	446,8	5,7	452,5	4.659,8
Mai	1.905,3	156,0	1.133,6	89,0	3.283,9	661,0	364,8	1.025,8	4.309,7	445,4	5,6	451,0	4.760,7
Juin	1.905,3	156,1	1.221,4	95,7	3.378,5	650,8	368,9	1.019,7	4.398,2	441,1	5,6	446,7	4.844,9

¹ Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

² Non compris la dette reprise de la République du Zaïre qui s'élève à 0,2 milliard en 1976 et 0,1 milliard en 1977.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds ²
		Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ¹	Différences de change	Divers	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (2) à (4)	(6) = (1) - (5)	
1977	+ 170,0	+ 2,6	0,0	0,0	+ 2,6	+ 167,4
1978	+ 198,2	+ 15,4	- 0,1	0,0	+ 15,3	+ 182,9
1979	+ 212,1	+ 0,3	0,0	0,0	+ 0,3	+ 211,8
1980	+ 317,8	+ 17,2	+ 3,9	0,0	+ 21,1	+ 296,7
1981	+ 482,3	+ 7,0	+ 20,7	0,0	+ 27,7	+ 454,6
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,1	+ 95,5 ³	+ 137,1 ³	+ 508,8
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1 ³	+ 106,6 ³	+ 524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	0,0	+ 44,8	+ 504,1
1984 6 premiers mois	+ 420,4	- 0,4	+ 2,3	0,0	+ 1,9	+ 418,5
1985 6 premiers mois	+ 580,0	+ 1,4	- 6,1	+ 114,3 ⁴	+ 109,6	+ 470,4

¹ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par le B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

² Cette colonne correspond (avec signe inversé) à la colonne (3) du tableau XI-3: besoins nets de financement du Trésor.

³ Y compris la dette consolidée indirecte en francs belges reprise des Intercommunales Autoroutières par le Fonds des Routes en vertu de la loi du 2 juillet 1981.

⁴ Y compris les dettes des secteurs nationaux reprises par l'Etat en vertu de l'article 12 de la loi du 5 mars 1984 et les amortissements de la dette des sociétés nationales du logement (S.N.L. et S.N.T.) en vertu de l'article 2 de la loi du 5 mars 1984.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1976	788,7	88,0	—	139,0	458,9	1.474,6
1977	923,8	86,5	—	157,8	593,7	1.761,8
1978	1.068,1	102,8	—	174,3	633,4	1.978,6
1979	1.195,1	96,5	—	186,1	699,9	2.177,6
1980	1.261,6	87,9	—	197,1	804,1	2.350,7
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982	1.440,2	94,3	—	89,4	1.052,5	2.676,4
1983 *	1.717,9	108,8	—	55,9	1.151,4	3.034,0
Titres non accessibles à tout placeur						
1976	72,5	37,2	11,2	32,1	81,0	234,0
1977	65,4	52,9	15,3	49,1	93,7	276,4
1978	64,5	60,7	19,8	49,3	103,2	297,5
1979	63,4	65,4	31,7	49,9	111,6	322,0
1980	66,4	68,4	29,0	49,6	110,3	323,7
1981	68,0	69,6	26,1	52,1	113,8	329,6
1982	72,5	77,4	42,5	62,7	133,3	388,4
1983 *	127,5	80,9	55,2	89,0	146,6	499,2
Total						
1976	861,2	125,2	11,2	171,1	539,9	1.708,6
1977	989,2	139,4	15,3	206,9	687,4	2.038,2
1978	1.132,6	163,5	19,8	223,6	736,6	2.276,1
1979	1.258,5	161,9	31,7	236,0	811,5	2.499,6
1980	1.328,0	156,3	29,0	246,7	914,4	2.674,4
1981	1.354,6	160,3	26,1	238,9	1.009,4	2.789,3
1982	1.512,7	171,7	42,5	152,1	1.185,8	3.064,8
1983 *	1.845,4	189,7	55,2	144,9	1.298,0	3.533,2

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Son considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1976	691,9	8,2	5,9	15,4	347,3	14,9	203,1	136,3	51,6	1.474,6
1977	834,5	7,9	7,0	14,7	418,5	17,5	239,9	153,2	68,6	1.761,8
1978	940,0	9,6	7,8	14,1	464,2	22,3	272,3	162,6	85,7	1.978,6
1979	1.072,2	11,9	8,5	16,3	485,8	33,1	288,8	169,2	91,8	2.177,6
1980	1.217,8	12,0	8,9	17,8	501,5	29,7	299,6	172,8	90,6	2.350,7
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982	1.449,4!	14,0	11,7!	21,3	537,5	16,6	338,9	196,1!	90,9	2.676,4
1983	1.595,0 *	15,1	11,9	20,2	617,4	27,3	402,0	198,5	146,6	3.034,0
Titres non accessibles à tout placeur										
1976	10,6	0,3	0,2	3,1	91,6	—	82,9	29,7	15,6	234,0
1977	11,1	0,3	0,2	2,7	110,6	—	91,3	29,4	30,8	276,4
1978	12,7	0,3	0,2	2,2	111,2	—	104,3	29,1	37,5	297,5
1979	13,0	0,2	0,2	2,0	122,8	—	110,3	31,4	42,1	322,0
1980	16,9	0,3	0,1	1,1	123,1	—	105,8	32,4	44,0	323,7
1981	18,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	329,6
1982	27,8	0,3	0,1	1,0	143,3	—	136,1	33,2	46,6	388,4
1983	47,9 *	0,3	0,1	1,0	174,6	—	171,4	37,5	66,4	499,2
Total										
1976	702,5	8,5	6,1	18,5	438,9	14,9	286,0	166,0	67,2	1.708,6
1977	845,6	8,2	7,2	17,4	529,1	17,5	331,2	182,6	99,4	2.038,2
1978	952,7	9,9	8,0	16,3	575,4	22,3	376,6	191,7	123,2	2.276,1
1979	1.085,2	12,1	8,7	18,3	608,6	33,1	399,1	200,6	133,9	2.499,6
1980	1.234,7	12,3	9,0	18,9	624,6	29,7	405,4	205,2	134,6	2.674,4
1981	1.348,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.789,3
1982	1.477,2!	14,3	11,8!	22,3	680,8	16,6	475,0	229,3!	137,5	3.064,8
1983	1.642,9 *	15,4	12,0	21,2	792,0	27,3	573,4	236,0	213,0	3.533,2

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

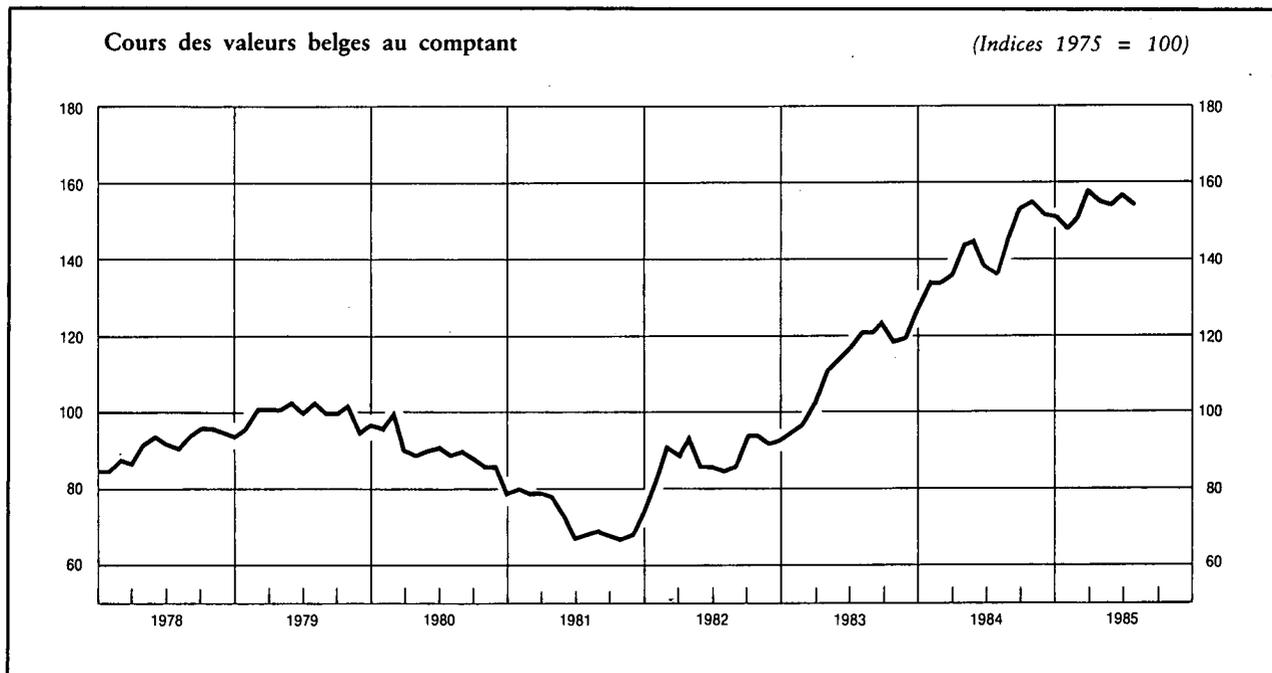
² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1,2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles		
	(millions de francs)	(Indices 1975 = 100)		(%)		(millions de francs)	(Indice 1975 = 100)
1977	89	89	85	5,9	5,4	77	92
1978	93	92	87	6,0	5,8	73	96
1979	128	99	95	5,9	5,4	94	112
1980	106	89	93	7,3	6,2	156	142
1981	107	73	75	8,7	7,3	139	193
1982	204	89	89	6,6	5,4	156	202
1983	308	114	113	5,6	4,3	254	288
1984	367	144	144	4,8	3,5	272	349
1983 2 ^e trimestre	339	114	113	5,5	4,3	274	279
1983 3 ^e trimestre	281	121	121	5,3	4,1	235	307
1983 4 ^e trimestre	382	122	121	5,5	4,1	227	314
1984 1 ^{er} trimestre	387	135	134	4,9	3,5	311	343
1984 2 ^e trimestre	377	143	144	4,9	3,5	219	339
1984 3 ^e trimestre	324	145	146	4,8	3,4	278	344
1984 4 ^e trimestre	378	153	153	4,6	3,3	279	368
1985 1 ^{er} trimestre	343	153	152	4,6	3,4	352	394
1985 2 ^e trimestre	357	155	153	4,7	3,6	237	409
1984 Juillet	193	136	135	5,1	3,8	199	322
1984 Août	336	146	147	4,7	3,3	286	351
1984 Septembre	444	153	155	4,6	3,2	348	360
1984 Octobre	361	155	157	4,5	3,2	312	368
1984 Novembre	369	152	152	4,6	3,4	255	369
1984 Décembre	403	151	150	4,6	3,4	269	367
1985 Janvier	260	148	147	4,8	3,5	334	374
1985 Février	359	151	151	4,5	3,3	407	401
1985 Mars	410	158	157	4,5	3,4	315	409
1985 Avril	256	155	154	4,5	3,4	200	405
1985 Mai	392	154	153	4,5	3,4	248	409
1985 Juin	423	157	152	5,0	4,1	262	414
1985 Juillet		154	150	5,0	4,1		404

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Source : Kredietbank. Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net annoncé ou payé.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
Banques⁴									
1969	52	14,5	8,8	2,4	0,0	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	0,0	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	0,0	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	0,0	2,3	0,1	40,4	2,2
1974	47	19,7	17,5	4,1	0,0	2,5	0,1	47,1	2,6
1975	50	20,8	18,8	3,7	1,2	2,0	0,1	56,8	3,0
1976	47	21,7	20,2	4,3	0,0	2,3	0,1	72,6	3,9
Sociétés financières et immobilières⁵									
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,2	3,8
1974	2.220	70,2	44,7	10,0	1,0	6,6	0,4	74,2	4,4
1975	2.304	80,1	49,4	11,1	1,0	7,5	0,3	91,9	5,5
1976	2.491	87,8	53,3	11,0	5,1	7,3	0,2	107,4	7,1
Industries des fabrications métalliques									
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3
1974	1.512	47,8	36,4	10,0	2,4	3,9	0,2	5,9	0,4
1975	1.562	51,1	39,4	8,9	5,1	3,5	0,2	5,9	0,4
1976	1.589	54,4	39,8	9,2	4,2	3,0	0,1	5,9	0,4
Métallurgie du fer									
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	0,0	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	0,0	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2
1974	85	28,3	19,4	4,1	0,1	2,1	0,1	1,5	0,1
1975	81	28,7	22,4	5,0	0,0	2,5	0,1	1,3	0,1
1976	87	28,9	26,0	0,4	8,4	0,3	0,0	1,1	0,1

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p.134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie textile									
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	0,0
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	0,0
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	0,0
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	0,0
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	0,0
1974	938	15,2	14,7	2,1	0,7	0,5	0,1	0,3	0,0
1975	940	15,6	15,5	1,8	1,8	0,6	0,1	0,3	0,0
1976	928	15,9	16,2	1,2	2,3	0,3	0,0	0,8	0,0
Industrie alimentaire									
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1974	716	21,9	16,3	3,5	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1975	729	23,5	18,4	2,8	1,2	1,2	0,1	1,3	0,1
1976	723	25,5	18,7	3,8	1,9	1,1	0,0	1,6	0,1
Industrie chimique									
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	0,0
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	0,0
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
1974	662	55,9	38,5	10,4	0,5	5,4	0,1	5,4	0,4
1975	711	57,5	43,6	14,7	1,4	7,4	0,1	7,7	0,4
1976	722	59,9	50,8	8,0	4,9	4,9	0,1	7,8	0,6
Electricité									
1969	17	27,2	5,3	2,6	0,0	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	0,0	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	0,0	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	0,0	3,3	0,1	29,0	1,5
1973	17	36,6	8,4	3,8	0,0	3,6	0,1	34,2	2,1
1974	17	39,7	9,1	4,9	0,0	4,5	0,1	43,0	2,6
1975	17	42,5	10,1	5,4	0,0	5,0	0,1	51,7	3,4
1976	17	42,5	10,5	5,7	0,0	5,0	0,1	60,3	4,2

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p. 134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie du charbon									
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
1973	21	4,6	0,6	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
1974	22	4,4	0,5	0,1	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
1975	16	4,0	0,0	0,3	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1976	14	4,0	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique^{6 7}									
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,4	18,2
B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁷									
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
C. — Total général^{6 7}									
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,3	18,7

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁷ Après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7
1973	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	28,9	9,7
1974	18.177	440,5	282,8	78,5	11,7	36,4	11,3
1975 3 premiers mois	2.160	52,5	40,2	10,2	2,9	5,4	2,8
6 premiers mois	15.957	409,9	271,0	73,0	17,1	35,8	5,8
9 premiers mois	17.680	442,9	294,6	77,6	21,8	37,3	8,3
12 mois	19.170	470,2	320,0	83,9	23,1	39,9	13,2
1976 1 ^{er} mois	195	5,0	3,6	0,8	1,0	0,3	0,9
2 premiers mois	535	20,0	13,8	3,8	2,1	0,9	2,0
3 premiers mois	2.135	55,9	39,4	9,2	3,6	4,0	3,2
4 premiers mois	5.371	126,1	90,3	19,8	9,7	8,7	4,6
5 premiers mois	11.765	318,9	208,7	40,2	30,6	19,3	6,2
6 premiers mois	16.689	439,3	299,3	56,9	41,2	28,4	7,8
7 premiers mois	17.604	459,1	310,9	59,1	43,6	29,3	9,2
8 premiers mois	17.932	462,9	314,3	59,9	44,0	29,6	10,0
9 premiers mois	18.464	469,0	320,5	61,3	44,9	30,0	11,2
10 premiers mois	19.011	477,7	330,0	62,3	46,1	30,4	12,8
11 premiers mois	19.482	486,1	340,2	63,8	46,9	31,0	13,8
12 mois	20.043	498,3	348,8	65,8	47,4	32,2	16,9

Notes : voir XVII-3c.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS¹ (suite)

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
		<i>(milliards de francs)</i>					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2
1973	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4
1974	193	45,8	33,1	7,9	1,2	4,7	0,3
1975 3 premiers mois	18	1,0	0,4	0,0	0,2	0,0	0,1
6 premiers mois	142	37,9	30,5	10,7	0,5	5,0	0,2
9 premiers mois	161	40,0	32,6	10,8	0,6	5,1	0,3
12 mois	188	45,3	34,6	11,1	0,8	5,5	0,3
1976 1 ^{er} mois	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2 premiers mois	4	0,8	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2
3 premiers mois	13	1,0	0,4	0,1	0,0	0,0	0,2
4 premiers mois	24	1,2	0,6	0,1	0,0	0,0	0,2
5 premiers mois	71	22,5	16,9	4,8	0,3	3,3	0,3
6 premiers mois	132	37,6	35,0	6,2	0,5	4,4	0,4
7 premiers mois	146	39,5	36,2	6,3	0,5	4,5	0,5
8 premiers mois	149	39,9	36,7	6,3	0,5	4,6	0,5
9 premiers mois	151	40,0	36,8	6,3	0,5	4,6	0,5
10 premiers mois	162	41,1	37,2	6,4	0,6	4,6	0,5
11 premiers mois	170	43,6	38,1	6,4	0,7	4,6	0,5
12 mois	174	44,0	38,2	6,5	0,7	4,7	0,5

Notes : voir XVII-3c.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS¹ (suite)

C. — Total général⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
<i>(milliards de francs)</i>							
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1
1974	18.370	486,3	315,9	86,4	12,9	41,1	11,6
1975 3 premiers mois	2.178	53,5	40,6	10,2	3,1	5,4	2,9
6 premiers mois	16.099	447,8	301,5	83,7	17,6	40,8	6,0
9 premiers mois	17.841	482,9	327,2	88,4	22,4	42,4	8,6
12 mois	19.358	515,5	354,6	95,0	23,9	45,4	13,5
1976 1 ^{er} mois	195	5,0	3,6	0,8	1,0	0,3	0,9
2 premiers mois	539	20,8	14,0	3,8	2,1	0,9	2,2
3 premiers mois	2.148	56,9	39,8	9,3	3,6	4,0	3,4
4 premiers mois	5.395	127,2	90,9	19,9	9,7	8,7	4,8
5 premiers mois	11.836	341,2	225,6	45,0	30,9	22,6	6,5
6 premiers mois	16.821	476,7	334,3	63,1	41,7	32,8	8,2
7 premiers mois	17.750	498,3	347,1	65,4	44,1	33,3	9,7
8 premiers mois	18.081	502,5	351,0	66,2	44,5	34,2	10,5
9 premiers mois	18.615	508,8	357,3	67,6	45,4	34,6	11,7
10 premiers mois	19.173	518,6	367,2	68,7	46,7	35,0	13,3
11 premiers mois	19.653	529,5	378,3	70,2	47,6	35,6	14,3
12 mois	20.217	542,1	387,0	72,3	48,1	36,9	17,4

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre

date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Total des émissions nettes	Actions et obligations Total des émissions nettes	Actions et obligations Total des émissions nettes (I.N.S.)
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes			
			émissions brutes	amortissements	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1971	26,8	15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	28,9	43,2
1972	40,8	20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	43,3	45,5
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	* 21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	* 53,0	* 58,1
1976	* 50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,1
1977	* 91,9	* 54,5	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 77,6	* 73,6
1978	* 64,4	41,2	9,9	7,7	2,2	12,5	14,7	55,9	51,9
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1971	4,4	2,6	0,2	1,6	- 1,4	0,0	- 1,4	1,2	1,2
1972	0,5	0,1	2,9	0,1	2,8	0,0	2,8	2,9	2,9
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	* 0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	* 1,8	* 1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978	* .	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
C. — Total général									
1971	31,2	17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	30,1	44,4
1972	41,3	20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	46,2	48,4
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	* 21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	* 54,8	* 59,9
1976	* 50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,5
1977	* 91,9	* 54,5	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	77,3	73,3
1978	* 64,4	41,2	9,9	8,0	1,9	12,5	14,4	55,6	51,6

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIETES¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	Emissions nominales	Emissions ² nettes	Emissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1977	91,9	50,5	13,2	63,7
1978	64,4	37,2	6,6	43,8
1979 ³	66,7	30,4	33,6	64,0
1980	87,1	39,7	13,0	52,7
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	330,4	239,2	27,4	266,6
1982 3 ^e trimestre	22,0	12,5	1,7	14,2
4 ^e trimestre	68,6	52,4	2,3	54,7
1983 1 ^{er} trimestre	28,7	22,0	16,0	38,0
2 ^e trimestre	41,3	30,9	5,0	35,9
3 ^e trimestre	50,9	30,9	1,3	32,2
4 ^e trimestre	209,5	155,4	5,0	160,4
1984 1 ^{er} trimestre	16,4	10,3	1,5	11,8
2 ^e trimestre	27,1	17,6	3,1	20,7
3 ^e trimestre	20,9	8,3	0,0	8,3
1983 Septembre	20,0	14,0	0,0	14,0
Octobre	17,8	10,2	5,0	15,2
Novembre	33,6	35,9	0,0	35,9
Décembre	158,1	109,4	0,0	109,4
1984 Janvier	2,2	2,7	0,0	2,7
Février	6,0	2,1	1,5	3,6
Mars	8,2	5,4	0,0	5,4
Avril	5,8	2,9	0,0	2,9
Mai	14,5	10,2	1,2	11,4
Juin	6,8	4,6	1,9	6,5
Juillet	6,3	3,5	0,0	3,5
Août	8,5	1,4	0,0	1,4
Septembre	6,1	3,3	0,0	3,3

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴ (12)
	B.N.B. (1)	Organismes publics (2)	Banques (3)	Total ³ (4) = (1) à (3)	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER (7)	Caisses d'épargne privées (8)	Divers (9)	Total (10) = (5) à (9)		
					les crédits professionnels (5)	le crédit à l'habitation (6)						
1976	1,7	0,4	614,5	616,6	313,6	129,0	230,3	218,3	1,8	893,0	1.509,6	68,3
1977 ⁵	1,6	0,3	725,7	727,6	340,3	153,9	258,8	244,6	1,6	999,2	1.726,8	84,1
1978 ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	370,9	181,3	293,5	282,2	2,2	1.130,1	1.933,8	101,4
1979 ⁵	1,0	0,5	941,0	942,5	407,2	208,8	326,0	314,5	2,8	1.259,3	2.201,8	101,4
1980	0,9	0,5	1.020,6	1.022,0	439,8	244,4	345,4	328,5	2,2	1.360,3	2.382,3	101,0
1981	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	458,2	273,4	349,5	336,0	1,9	1.419,0	2.507,0	105,3
1982	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	467,9	300,5	349,7	344,9	1,6	1.464,6	2.571,9	111,9
1983	0,6	0,3	1.158,7	1.159,6	459,3	323,5	360,1	368,2	2,4	1.513,5	2.673,1	122,0
1984	0,3	0,3	1.188,8	1.189,4	429,3	345,7	371,5	374,6	1,9	1.523,0	2.712,4	122,4
1983 Mars	0,7	0,5	1.089,6	1.090,8	468,7	309,1	351,0	344,5	1,6	1.474,9	2.565,7	107,0
Juin	0,2	0,5	1.088,6	1.089,3	477,1	314,4	348,5	346,8	1,5	1.488,3	2.577,6	108,4
Septembre	0,2	0,3	1.103,0	1.103,5	469,7	319,6	349,3	345,8	1,6	1.486,0	2.589,5	106,5
Décembre	0,6	0,3	1.158,7	1.159,6	459,3	323,5	360,1	368,2	2,4	1.513,5	2.673,1	122,0
1984 Mars	0,7	0,3	1.118,1	1.119,1	442,2	328,2	371,0	370,2	2,6	1.514,2	2.633,3	120,5
Juin	0,4	0,3	1.148,3	1.149,0	440,8	335,3	368,1	371,6	2,2	1.518,0	2.667,0	117,8
Septembre	0,2	0,3	1.144,7	1.145,2	436,1	340,9	367,1	369,7	2,0	1.515,8	2.661,0	117,6
Décembre	0,3	0,3	1.188,8	1.189,4	429,3	345,7	371,5	374,6	1,9	1.523,0	2.712,4	122,4
1985 Mars ⁵	0,2	0,3	1.171,7	1.172,2	424,6	349,8	367,5	376,3	1,9	1.520,1	2.692,3	120,9

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	milliards de francs ¹
1977	16,2
1978	19,9
1979	21,5
1980	17,3
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1983 2 ^e trimestre	11,8
3 ^e trimestre	12,5
4 ^e trimestre	12,8
1984 1 ^{er} trimestre	13,5
2 ^e trimestre	15,5
3 ^e trimestre	14,2
4 ^e trimestre	13,3
1985 1 ^{er} trimestre	12,7
2 ^e trimestre	14,2

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. L^{re} année, tome 1, n^o 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n^o 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1981	1982	1983	1984	1981	1982	1983	1984
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	29,8	31,4	35,6	41,3	24,3	26,2	29,2	33,3
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	11,3	12,5	13,2	13,6	6,1	6,8	7,8	7,7
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	158,4	174,3	200,7	216,7	80,7	89,7	97,3	100,3
Textile, habillement et cuir	84,0	83,4	89,8	100,5	51,0	47,1	47,9	54,0
Industrie chimique ⁴	227,9	240,5	252,6	264,5	95,1	91,6	85,8	89,4
Métallurgie de base	182,1	186,9	158,6	134,2	129,5	123,3	101,1	69,5
Fabrications métalliques	352,7	349,5	362,4	392,6	191,7	174,5	173,4	169,7
Produits minéraux non métalliques et bois	95,9	96,6	102,7	103,3	56,6	56,1	60,4	60,1
Papier, carton et imprimerie	40,3	41,4	42,6	49,3	25,7	25,1	25,7	28,7
Pétrole	64,3	77,4	81,2	87,6	18,6	17,6	17,8	19,3
Diamant et orfèvrerie	60,2	65,0	70,1	69,2	42,7	45,3	49,9	46,8
Autres	2,0	1,9	1,9	3,3	1,3	1,2	1,2	1,5
Construction et affaires immobilières de génie civil	113,6	109,5	108,2	105,8	76,3	70,2	69,3	65,4
Production et distribution d'énergie et d'eau	107,6	122,8	115,1	125,5	41,0	53,6	45,0	43,2
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	50,6	61,4	72,1	88,5	30,0	35,3	45,2	52,5
Commerce de détail	74,4	74,7	81,8	87,7	45,7	46,7	52,3	54,6
Transports, entrepôts et communications	133,4	150,5	158,0	167,1	88,1	106,1	105,4	114,7
Services financiers ⁵	136,1	128,4	149,3	181,4	53,7	44,8	55,6	60,7
Autres services aux entreprises ⁶	45,4	48,2	48,3	67,6	27,9	27,7	29,6	35,7
Autres services aux particuliers ⁷	145,3	153,4	174,5	171,0	124,6	129,8	148,9	143,7
Total	2.115,3	2.209,7	2.318,7	2.470,7	1.210,6	1.218,7	1.248,8	1.250,8

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endossant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur : ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers : contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux

XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1981	1982	1983	1984	1981	1982	1983	1984
Communauté Economique Européenne ...	419,4	477,0	511,8	601,6	248,5	271,2	263,4	274,1
Royaume-Uni	75,1	97,7	127,7	210,3	27,8	36,5	29,3	74,3
République Fédérale d'Allemagne	201,0	181,3	137,8	132,9	132,6	105,1	78,1	46,0
France	47,0	73,0	90,5	95,7	24,4	42,1	60,6	65,7
Pays-Bas	33,1	42,6	48,4	52,8	13,4	18,4	18,7	20,3
Italie	30,5	43,1	55,3	65,9	25,1	35,8	41,9	45,1
Luxembourg	9,9	10,1	19,5	19,7	6,8	6,8	8,5	7,2
Danemark	14,9	17,5	18,7	12,3	11,2	15,5	14,4	6,7
Irlande	3,0	6,1	8,0	6,5	3,0	5,5	6,9	4,0
Grèce	4,9	5,6	5,9	5,5	4,2	5,5	5,0	4,8
Autre pays d'Europe	134,9	155,4	187,7	216,2	95,0	118,3	137,9	149,2
dont : Espagne	52,3	58,7	81,7	95,3	49,9	55,9	73,7	83,4
Suisse	32,8	38,3	40,4	50,6	9,3	12,4	11,1	13,3
Norvège	7,1	6,2	6,1	6,3	5,5	4,9	3,0	3,6
Suède	14,9	18,2	21,3	15,7	10,5	13,8	15,7	7,5
Etats-Unis et Canada	84,9	97,7	133,7	240,8	28,3	31,9	34,1	71,7
Pays exportateurs de pétrole	83,9	92,8	84,0	85,6	61,8	71,0	71,2	74,3
Autres pays de l'Hémisphère occidental ..	191,4	244,5	273,2	301,8	149,0	191,0	231,4	237,8
dont : Brésil	53,1	55,0	59,6	64,1	48,2	51,0	54,7	61,5
Mexique	59,6	64,6	78,4	79,5	49,0	59,4	72,7	76,9
Autres pays d'Afrique	40,7	50,0	58,9	65,4	32,8	37,7	41,8	50,0
dont : Afrique du Sud	3,3	6,6	6,1	6,3	2,2	3,1	4,3	4,8
République du Zaïre	9,1	8,7	8,5	13,2	8,8	8,7	6,3	11,2
Australie et Nouvelle Zélande	27,3	38,6	54,0	87,0	12,5	23,5	34,7	60,9
Autres pays d'Asie	41,2	58,5	78,9	137,2	26,6	35,1	43,5	59,2
dont : Japon	8,1	9,2	29,9	68,9	7,3	8,3	10,4	15,5
Total	1.023,7	1.214,5	1.382,2	1.735,6	654,5	779,7	858,0	977,2

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels

s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ³ (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1977	7,0	1,0	3,6	4,8	1,1	4,4	1,3	11,6
1978	6,9	0,8	3,8	5,1	0,1	4,7	1,6	11,5
1979	8,2	0,1	3,4	5,2	0,2	4,7	1,6	11,7
1980	7,0	0,1	3,9	5,1	0,0	4,4	1,5	11,0
1981	7,0	0,0	4,2	5,4	0,1	4,0	1,7	11,2
1982	7,4	0,0	4,0	5,9	0,0	3,8	1,7	11,4
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1984	7,3	0,0	3,3	5,8	0,1	3,1	1,6	10,6
1983 2 ^e trimestre	7,2	0,0	4,1	5,7	0,0	4,1	1,5	11,3
3 ^e trimestre	8,0	0,0	3,9	5,6	0,1	4,7	1,5	11,9
4 ^e trimestre	7,8	0,0	3,8	5,8	0,1	4,2	1,5	11,6
1984 1 ^{er} trimestre	7,8	0,0	3,4	5,5	0,3	3,7	1,7	11,2
2 ^e trimestre	7,4	0,0	3,2	6,1	0,0	2,8	1,7	10,6
3 ^e trimestre	6,9	0,0	3,1	5,8	0,0	2,9	1,3	10,0
4 ^e trimestre	7,0	0,0	3,4	5,8	0,2	2,9	1,5	10,4
1985 1 ^{er} trimestre	7,2	0,0	3,4	5,5	0,5	3,4	1,2	10,6
2 ^e trimestre	7,1	0,0	2,8	5,8	0,5	2,2	1,4	9,9
1984 Juillet	6,2	0,0	3,1	5,7	0,0	2,2	1,4	9,3
Août	5,9	0,0	2,5	5,8	0,0	1,3	1,3	8,4
Septembre	8,6	0,0	3,8	5,9	0,0	5,3	1,2	12,4
Octobre	6,9	0,0	3,4	5,1	0,0	3,5	1,7	10,3
Novembre	6,2	0,0	3,4	6,3	0,1	1,9	1,3	9,6
Décembre	8,0	0,0	3,3	5,9	0,6	3,4	1,4	11,3
1985 Janvier	6,9	0,0	3,0	5,2	0,4	3,3	1,0	9,9
Février	7,4	0,0	3,6	5,9	0,8	3,3	1,0	11,0
Mars	7,2	0,0	3,6	5,4	0,1	3,7	1,6	10,8
Avril	6,6	0,0	2,4	4,5	0,7	2,5	1,3	9,0
Mai	6,8	0,1	3,3	6,2	0,3	2,1	1,6	10,2
Juin	7,7	0,0	2,7	6,5	0,6	2,0	1,3	10,4
Juillet	8,5	0,0	2,6	4,5	1,2	4,0	1,4	11,1

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période ; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les caisses d'épargne privées, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1977	200,9	4,9	38,0	32,2	276,0
1978	208,2	6,5	41,5	45,4	301,6
1979	218,9	5,4	43,1	61,7	329,1
1980	245,2	6,1	49,2	53,9	354,4
1981	240,7	6,3	51,3	61,8	360,1
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1984	260,9	7,6	46,8	54,0	369,3
1983 1 ^{er} trimestre	244,3	6,6	46,8	73,6	371,3
2 ^e trimestre	257,3	5,1	45,9	64,3	372,6
3 ^e trimestre	276,0	7,6	46,9	28,6	359,1
4 ^e trimestre	252,6	9,9	48,5	50,5	361,5
1984 1 ^{er} trimestre	242,4	8,4	47,8	80,4	379,0
2 ^e trimestre	250,0	7,8	46,2	70,2	374,2
3 ^e trimestre	258,8	5,3	46,5	50,7	361,3
4 ^e trimestre	292,6	8,9	46,7	14,5	362,7
1985 1 ^{er} trimestre	298,7	7,1	46,7	13,9	366,4

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

VIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Caisses d'épargne privées			Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Caisses d'épargne privées
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (3) = (1) - (2)	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (6) = (4) - (5)	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (9) = (7) - (8)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1977 Décembre ...	64,1	50,9	13,2	9,5	2,3	7,2	3,8	0,4	3,4	31,9	29,6	12,7
1978 Décembre ...	72,2	63,9	8,3	10,8	4,3	6,5	4,5	0,5	4,0	34,9	33,1	14,6
1979 Décembre ...	80,2	72,6	7,6	12,2	5,0	7,2	5,5	2,7	2,8	34,8	33,2	14,6
1980 Décembre ...	88,6	50,4	38,2	13,5	2,7	10,8	6,2	2,3	3,9	138,8	44,2	14,1
1981 Décembre ...	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Décembre ...	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Mars	105,0	63,4	41,6	14,4	3,4	11,0	8,2	2,3	5,9	163,7	49,4	16,7
Juin	105,9	37,7	68,2	14,8	2,7	12,1	8,2	2,2	6,0	168,6	49,9	16,8
Septembre ..	106,3	41,4	64,9	14,9	1,9	13,0	8,3	0,4	7,9	170,8	50,0	16,8
Décembre ...	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Mars	109,5	89,7	19,8	15,4	5,3	10,1	8,6	4,9	3,7	177,3	51,3	17,9
Juin	111,3	71,1	40,2	15,5	4,0	11,5	9,0	2,6	6,4	181,5	52,0	18,5
Juillet	111,2	60,8	50,4	15,5	4,0	11,5	9,1	2,7	6,4	181,5	52,0	18,5
Août	111,2	39,6	71,6	15,5	3,2	12,3	9,1	1,9	7,2	181,3	52,0	18,7
Septembre ..	113,4	26,1	87,3	18,6	2,7	15,9	9,6	0,8	8,8	185,4	55,3	19,4
Octobre	113,4	18,4	95,0	18,6	1,4	17,2	9,6	0,6	9,0	185,4	55,1	19,4
Novembre ..	112,6	15,2	97,4	18,6	0,6	18,0	9,6	0,0	9,6	185,4	55,1	19,4
Décembre ...	114,5	13,5	101,0	19,0	0,0	19,0	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
1985 Janvier	114,6	15,4	99,2	19,0	0,1	18,9	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
Février	114,6	17,0	97,6	19,0	0,1	18,9	9,9	0,0	9,9	190,6	57,3	20,0
Mars	116,7	17,2	99,5	19,3	0,1	19,2	10,0	0,0	10,0	195,7	58,9	20,5
Avril	116,7	14,4	102,3	19,3	0,0	19,3	10,0	0,0	10,0	195,8	58,9	20,5
Mai	116,7	12,9	103,8	19,3	0,0	19,3	10,0	0,0	10,0	195,8	58,9	20,5
Juin	118,8	12,8	106,0	19,7	0,0	19,7	10,2	0,0	10,2	201,7	60,4	21,0
Juillet	118,8	12,9	105,9	19,7	0,0	19,7	10,2	0,0	10,2	201,7	60,4	21,0

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil

précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires		Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers		Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
	données mensuelles			données trimestrielles		à court terme	à long terme
	2 novembre 1977	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6	

² Jusque fin février 1980, les quotas d'avances étaient établis sur base des moyens d'action recensés pour la détermination des plafonds de réescompte tels que ceux-ci étaient calculés avant que n'intervienne, en novembre 1977, la réforme du système des plafonds de réescompte.

Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie (pour la définition de cette partie du plafond : Voir *Bulletin de la Banque Nationale*

de Belgique, LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte »).

En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de documentation* : XXVIII^e année, vol. 1, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLII^e année, tome II, n^o 3 septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque

Nationale de Belgique ». — XLIX^e année, tome I, n^o 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances ». — L^e année, tome I, n^o 3, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, n^o 3, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». LI^e année, tome I, n^o 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ». — LI^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1976 : « Mesures de politique monétaire ». — LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

1b. — TAUX SPECIAUX DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

1c. — TAUX MOYEN PONDERE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE³

Dates des changements	Escompte ¹	Avances en compte courant et prêts ²
1977 14 décembre	9,00	9,00
1978 5 janvier ..	8,50	8,50
19 janvier ..	7,50	7,50
2 février ...	6,50	6,50
16 mars	6,00	6,00
30 mars	5,50	5,50
27 juillet ...	6,00	6,00
12 octobre ..	6,00	8,50
1979 18 janvier ..	6,00	8,00
1 ^{er} février ..	6,00	7,50
8 mars	6,00	7,00
3 mai	7,00	7,00
31 mai	8,00	8,00
14 juin	9,00	9,00
29 juin	9,00	11,00
4 octobre ..	10,00	12,00
13 décembre	10,50	12,50
1980 28 février ...	12,00	13,50
20 mars	14,00	15,00
5 juin	14,00	14,50
26 juin	13,00	13,00
31 juillet ...	12,00	12,00
1981 5 mars	12,00	13,00
26 mars	13,00	15,00
31 mars	16,00	18,00
16 avril	15,00	17,00
30 avril	14,00	16,00
28 mai	13,00	15,00
11 décembre	15,00	17,00
1982 7 janvier ..	14,00	15,00
4 mars	13,00	13,50
8 avril	14,00	15,00
29 juillet ...	13,50	14,50
19 août	13,00	14,00
9 septembre	12,50	13,50
21 octobre ..	12,00	13,00
12 novembre	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre	10,00	11,00
1984 16 février ...	11,00	12,00
1985 9 mai	9,75	10,25
20 mai	9,50	10,00
3 juin	9,25	9,75
9 juillet ...	9,50	10,00
1 ^{er} août ...	10,00	10,50

Dates des changements	Escompte d'effets imputés sur le sous-plafond de réescompte B	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1979	12,50	13,50
1980 28 février ...	13,50	14,50
14 mars	13,50	18,00
20 mars	15,00	18,00
29 avril	15,00	17,00
21 mai	15,00	16,50
30 mai	15,00	16,00
5 juin	14,50	15,50
26 juin	—	14,00
31 juillet ...	—	13,00
1981 5 mars	—	14,00
25 mars	—	16,00
31 mars	—	20,00
16 avril	—	19,00
30 avril	—	18,00
28 mai	—	17,00
12 juin	—	16,00
11 décembre	—	18,00
30 décembre	—	17,50
1982 7 janvier ..	—	16,00
4 mars	—	15,00
8 avril	—	15,50
29 juillet ...	—	15,00
19 août	—	14,50
3 septembre	—	14,00
9 septembre	—	13,50
21 octobre ..	—	13,00
12 novembre	—	12,50
1983 9 mars	—	15,00
24 mars	—	12,00
14 avril	—	11,00
5 mai	—	10,50
23 juin	—	10,00
24 novembre	—	11,00
1984 16 février ...	—	12,00
1985 9 mai	—	10,25
20 mai	—	10,00
3 juin	—	9,75
9 juillet ...	—	10,00
1 ^{er} août ...	—	10,50

Fin de période	Taux
1976	9,06
1977	7,73
1978	6,89
1979	11,53
1980	12,00
1981	13,91
1982	11,35
1983	9,49
1984	9,20
1983 1 ^{er} trimestre	11,16
2 ^e trimestre	8,99
3 ^e trimestre	8,92
4 ^e trimestre	9,49
1984 1 ^{er} trimestre	10,38
2 ^e trimestre	10,67
3 ^e trimestre	9,61
4 ^e trimestre	9,20
1985 1 ^{er} trimestre	8,74
2 ^e trimestre	8,91
1984 Juin	10,67
Juillet	10,68
Août	10,46
Septembre ..	9,61
Octobre	9,93
Novembre ..	8,59
Décembre ...	9,20
1985 Janvier	10,16
Février	8,68
Mars	8,74
Avril	8,70
Mai	8,69
Juin	8,91
Juillet	8,88

¹ Du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979 et du 29 juin 1979 au 25 juin 1980 pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A.

² Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 % ; autres

effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

³ Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Périodes ¹	Taux pratiqués à l'achat de papier bancaire ²			Périodes ¹	Taux de négociation d'effets non bancales ³ à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1977 Octobre 12	5,55	—	5,55	1977 Novembre 15	6,50	6,75	6,75
1978	5,90	8,50	5,90	Novembre 30	5,40	5,70	5,90
1979	10,40	12,50	10,25	1978	9,50	9,50	9,50
1980	11,80	—	11,40	1979	13,20	13,75	13,75
1981	14,90	—	—	1980	11,55	12,00	12,20
				1981	15,20	15,45	—
				1982	11,65	11,75	11,85
				1983 Mars	11,35	11,80	11,75
				Juin	8,90	—	—
1982	10,15	11,40	11,00	Septembre	—	8,45	—
1983 Juin	7,65	8,90	8,75	Décembre	9,80	—	—
Septembre	7,65	8,90	8,75	1984 Mars	—	11,25	—
Décembre	8,65	9,90	9,75	Juin	10,90	—	—
1984 Mars	10,15	10,90	10,50	Juillet	10,80	—	—
Juin	10,40	10,90	10,50	Août	—	—	—
Juillet	10,40	10,90	10,50	Septembre	10,40	—	—
Août	10,40	10,90	10,50	Octobre	10,45	10,50	10,50
Septembre	10,40	10,90	10,50	Novembre	—	10,30	10,30
Octobre	10,40	10,90	10,50	Décembre	10,15	—	—
Novembre	10,40	10,90	10,50	1985 Janvier	10,20	10,30	10,30
Décembre	9,90	10,90	10,50	Février	—	10,35	—
1985 Janvier	9,90	10,90	10,50	Mars	—	—	—
Février	9,90	10,90	10,50	Avril	—	—	—
Mars	9,90	10,90	10,50	Mai	8,55	—	—
Avril	9,40	10,90	10,50	Juin	—	—	—
Mai	8,40	9,40	9,00	Juillet	—	8,65	8,65
Juin	8,15	9,15	8,75				
Juillet	—	9,40	8,75				

¹ Lorsqu'aucune date précise n'accompagne la mention de la période, il s'agit du dernier taux de la période; lorsqu'une date précise accompagne la mention de la période, il s'agit de la date à laquelle le taux atteint un maximum ou un minimum au cours de cette période.

² Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

³ Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancales mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

XIX 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1977	5,58	1983 2 ^e trimestre	7,91	1984 Juillet	10,03
1978	5,17	3 ^e trimestre	6,86	Août	10,62
1979	7,96	4 ^e trimestre	7,46	Septembre	8,68
1980	11,11	1984 1 ^{er} trimestre	8,74	Octobre	9,43
1981	11,41	2 ^e trimestre	9,87	Novembre	10,07
1982	11,41	3 ^e trimestre	9,72	Décembre	9,12
1983	8,07	4 ^e trimestre	9,52	1985 Janvier	9,22
1984	9,45	1985 1 ^{er} trimestre	9,11	Février	8,99
		2 ^e trimestre	8,73	Mars	9,13
				Avril	9,45
				Mai	8,84
				Juin	8,00
				Juillet	6,97

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du

protocole dressé en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ³		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1976	10,00	10,00	10,00	10,50	9,96	1976 14 décembre ...	10,75	6	10,50
1977	8,75	9,00	9,25	9,50	7,55	1977 13 décembre ...	7,75	6	6
1978	9,50	9,50	9,25	9,25	7,32	1978 12 décembre ...	6	6	6
1979	14,20	14,30	14,40	14,45	10,07	1979 11 décembre ...	14,10	13,75	6
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	14,18	1980 9 décembre ...	6	6	6
1981	16,25	16,00	16,00	16,00	15,49	1981 8 décembre ...	14,75	14,75	14,75
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19	1982 14 décembre ...	12,35	12,35	6
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02	1983 8 mars	6	6	6
1984	10,75	10,75	10,75	10,70	11,68	14 juin	9,75	6	6
1983 1 ^{er} trimestre ...	12,00	12,00	12,00	12,25	12,58	13 septembre ..	9,50	6	6
2 ^e trimestre ...	9,25	9,25	9,25	9,50	10,54	13 décembre ...	11,00	6	6
3 ^e trimestre ...	9,00	9,25	9,25	9,25	9,25	1984 13 mars	12,25	12,35	6
4 ^e trimestre ...	10,50	10,75	10,85	11,00	10,02	12 juin	12,10	12,10	6
1984 1 ^{er} trimestre ...	12,25	12,25	12,25	12,35	12,05	10 juillet	12,00	12,00	6
2 ^e trimestre ...	11,75	11,75	11,75	11,90	11,96	14 août	11,75	11,75	6
3 ^e trimestre ...	11,00	11,00	11,00	11,00	11,70	11 septembre ..	11,10	11,10	6
4 ^e trimestre ...	10,75	10,75	10,75	10,70	10,80	9 octobre	11,10	6	6
1985 1 ^{er} trimestre ...	10,45	10,45	10,46	10,70	10,70	13 novembre ...	10,75	10,75	6
2 ^e trimestre ...	8,75	8,90	8,90	8,90	9,79	11 décembre ...	10,75	6	6
1984 Juillet	11,75	11,75	11,75	11,90	11,90	1985 8 janvier	10,75	10,75	6
Août	11,45	11,45	11,45	11,45	11,66	12 février	6	6	6
Septembre	11,00	11,00	11,00	11,00	11,25	12 mars	6	6	6
Octobre	11,00	11,00	11,00	11,00	11,00	9 avril	10,50	10,50	6
Novembre	10,75	10,75	10,75	10,75	10,83	14 mai	9,65	6	6
Décembre	10,75	10,75	10,75	10,70	10,73	11 juin	9,10	6	6
1985 Janvier	10,70	10,70	10,70	10,70	10,70	9 juillet	9,10	6	6
Février	10,70	10,70	10,70	10,70	10,70				
Mars	10,45	10,45	10,45	6	6				
Avril	9,25	9,50	9,50	9,75	10,23				
Mai	8,75	9,00	9,00	9,25	9,40				
Juin	8,75	8,90	8,90	8,90	8,97				
Juillet	9,25	9,25	9,50	8,90	8,90				

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3253).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions financières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitation. Les taux indiqués étaient également valables

pour les certificats de trésorerie B, qui ont été créés lors de la même réforme et remboursés définitivement le 18 juillet 1977.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1977	0,50	2,75	3,75	5,00	5,75	6,75
1978 13 avril	0,50	2,50	3,25	4,50	5,25	6,25
1979 16 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,25
22 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,75
19 mars	0,50	2,75	3,50	4,75	5,75	6,75
16 juin	0,50	3,25	4,00	5,25	6,25	7,25
16 juillet	0,50	4,25	4,75	5,75	6,50	7,25
10 septembre	0,50	4,50	5,00	6,00	6,75	7,75
29 novembre	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00
1985 24 avril	0,50	5,75	6,50	7,00	7,25	9,00
1 ^{er} juin	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	9,00
9 juillet	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	9,00

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1975	4,25	1,25	3,25	1,25
1977 16 septembre	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % l'an a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979.

En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 %, était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹**

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1977	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
1978	9,01	8,73	8,76	9,04	9,85	8,86
1979	8,60	8,60	8,80	8,96	9,58	8,72
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	11,93	10,86
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	—	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	—	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	—	11,94
1984	11,18	11,22	11,89	11,95	—	11,46
1985	11,06	11,27	11,56	11,52	—	11,34
1983 Avril	11,57	11,72	12,49	12,19	—	11,81
Juillet	10,58	11,02	11,55	11,32	—	10,90
Octobre	10,46	10,79	11,39	11,11	—	10,78
1984 Janvier	11,18	11,22	11,89	11,95	—	11,46
Avril	11,58	11,75	12,20	12,16	—	11,86
Juillet	11,44	11,74	12,13	12,07	—	11,77
Août	11,38	11,72	12,05	11,95	—	11,72
Septembre	11,30	11,58	11,82	11,81	—	11,59
Octobre	11,35	11,52	11,85	11,80	—	11,61
Novembre	11,13	11,39	11,74	11,68	—	11,45
Décembre	10,88	11,17	11,47	11,42	—	11,22
1985 Janvier	11,06	11,27	11,56	11,52	—	11,34
Février	11,23	11,30	11,56	11,65	—	11,41
Mars	11,17	11,28	11,58	11,57	—	11,35
Avril	11,03	11,24	11,50	11,53	—	11,26
Mai	11,03	11,11	11,49	11,46	—	11,22
Juin	10,55	10,66	10,78	10,86	—	10,67
Juillet	10,11	10,18	10,34	10,43	—	10,23
Août	10,19	10,14	10,50	10,48	—	10,30

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à

recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

**XIX - 8. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS PAR LES INSTITUTIONS
PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			3 ans			5 ans			10 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1975	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier	7,00	100,00	7,00	8,25	100,00	8,25	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00
20 avril	7,25	100,00	7,25	8,75	100,00	8,75	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00
1977 22 juin	7,00	100,00	7,00	8,50	100,00	8,50	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75
12 août	7,00	100,00	7,00	8,25	100,00	8,25	9,00	100,00	9,00	9,50	100,00	9,50
19 septembre ..	6,75	100,00	6,75	7,75	100,00	7,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00
1978 13 avril	6,25	100,00	6,25	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50
1979 22 janvier	6,75	100,00	6,75	7,75	100,00	7,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00
16 juin	7,25	100,00	7,25	8,25	100,00	8,25	9,00	100,00	9,00	9,25	99,00	9,41
10 septembre ..	7,75	100,00	7,75	8,75	100,00	8,75	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00
29 novembre ...	8,00	100,00	8,00	9,25	100,00	9,25	10,00	100,00	10,00	10,50	97,75	10,88
1980 28 janvier	8,00	100,00	8,00	9,50	100,00	9,50	10,25	100,00	10,25	11,00	100,00	11,00
14 mars	9,00	100,00	9,00	11,00	100,00	11,00	11,75	100,00	11,75	11,75	100,00	11,75
28 avril	9,00	100,00	9,00	12,25	100,00	12,25	12,50	100,00	12,50	12,50	100,00	12,50
1981 26 janvier	9,00	100,00	9,00	12,50	100,00	12,50	13,00	100,00	13,00	13,00	100,00	13,00
1 ^{er} octobre ...	9,00	100,00	9,00	13,00	100,00	13,00	13,75	100,00	13,75	13,75	100,00	13,75
1982 23 septembre ..	9,00	100,00	9,00	12,75	100,00	12,75	13,50	100,00	13,50	13,50	100,00	13,50
15 novembre ...	9,00	100,00	9,00	12,50	100,00	12,50	13,25	100,00	13,25	13,25	100,00	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	100,00	9,00	12,00	100,00	12,00	12,75	100,00	12,75	13,00	100,00	13,00
14 février	9,00	100,00	9,00	11,50	100,00	11,50	12,25	100,00	12,25	12,50	100,00	12,50
25 avril	9,00	100,00	9,00	11,00	100,00	11,00	11,75	100,00	11,75	12,00	100,00	12,00
1 ^{er} juin	9,00	100,00	9,00	10,50	100,00	10,50	11,25	100,00	11,25	11,25	100,00	11,25
22 août	8,50	100,00	8,50	10,00	100,00	10,00	10,75	100,00	10,75	10,75	100,00	10,75
1984 15 février	9,00	100,00	9,00	10,75	100,00	10,75	11,50	100,00	11,50	11,50	100,00	11,50
22 décembre ...	9,00	100,00	9,00	10,50	100,00	10,50	11,25	100,00	11,25	11,25	100,00	11,25
1985 28 mai	9,00	100,00	9,00	10,25	100,00	10,25	10,75	100,00	10,75	10,75	100,00	10,75
1 ^{er} juillet	9,00	100,00	9,00	10,00	100,00	10,00	10,50	100,00	10,50	10,50	100,00	10,50

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XXXI^e année, tome I, n^o 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. » ; XXXVII^e année, tome I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge.

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE¹

(pour cent par an)

Mois des changements	République Fédérale d'Allemagne ²		Etats-Unis ³		France		Italie ⁴		Pays-Bas ⁵		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 30-6-1984		4,50		9,00		9,50		18,50		5,00		12,36		4,00
1984 Juillet											5	12,76		
Juillet											12	13,26		
Juillet											19	13,24		
Juillet											26	12,98		
Août											2	12,65		
Août											9	12,44		
Août											16	12,43		
Août											23	12,39		
Août											30	12,38		
Septembre ...							4	19,50			6	12,39		
Septembre ...											13	12,38		
Septembre ...											20	12,28		
Septembre ...											27	12,27		
Octobre											4	12,25		
Octobre											11	12,23		
Octobre											18	12,11		
Octobre											25	11,71		
Novembre ...											1	11,67		
Novembre ...											8	11,45		
Novembre ...											15	11,20		
Novembre ...			21	8,50							22	10,78		
Novembre ...											29	10,75		
Décembre ...											6	10,71		
Décembre ...											13	10,56		
Décembre ...											20	10,16		
Décembre ...			24	8,00							27	10,09		
1985 Janvier							4	18,50			3	9,96		
Janvier											10	9,74		
Janvier											17	9,72		
Janvier											24	9,66		
Janvier											31	9,75		
Février										1	5,50 ⁶	7	10,31	
Février											14	10,48		
Février											21	10,95		
Février											28	11,52		
Mars											7	11,81		
Mars											14	11,69		
Mars											21	11,18		
Mars											28	10,65		
Avril											4	10,59		
Avril											11	10,32		
Avril											18	9,75		
Avril											25	10,02		
Mai											2	10,07		
Mai											9	9,93		
Mai			20	7,50							16	9,70		
Mai											23	9,59		
Mai											30	9,76		
Juin											6	9,47		
Juin											13	9,79		
Juin											20	9,57		
Juin											27	9,58		
Juillet											4	9,58		
Juillet											11	9,45		
Juillet											18	9,30		
Juillet											25	9,31		

¹ Définitions des taux d'escompte officiels : voir « *International Financial Statistics* » (F.M.I.)

² Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au réescompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

³ Federal Reserve Bank of New-York.

⁴ Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 % de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

⁵ La Nederlandsche Bank applique une commission spéciale pour les banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée excède une limite imposée.

⁶ Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 6,00 %.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 7 juin	1985 6 juin	1984 5 juillet	1985 4 juillet
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	354,2	320,5	331,9	381,6	392,3	432,8	397,4	422,5
Or	226,9	194,6	247,0	259,0	259,0	256,9	258,1	246,4
Disponibilités à vue à l'étranger	42,8	36,2	13,6	27,4	38,2	84,6	44,7	84,8
Ecus	70,5	76,5	58,2	80,1	79,8	72,8	79,4	73,1
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	14,0	13,2	13,1	15,1	15,3	18,5	15,2	18,2
Créances sur le Trésor	18,9	4,9	5,8	11,9	14,7	26,6	14,7	27,0
Monnaies divisionnaires	0,2	0,5	0,6	0,8	1,0	1,1	1,0	1,1
Comptes courants postaux	0,3	0,7	0,8	0,3	0,2	0,2	0,2	0,4
Concours au Trésor Public ²	15,5	0,0	0,0	5,8	8,2	19,5	8,2	19,5
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M. ³	2,9	3,7	4,4	5,0	5,3	5,8	5,3	6,0
Créances provenant d'opérations de refinancement	121,4	153,2	286,8	253,7	194,5	153,7	205,1	169,0
Effets escomptés ⁴	59,8	72,8	86,0	86,1	89,9	86,6	90,6	85,9
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁴	35,0	49,8	167,8	119,3	78,0	43,9	91,1	58,0
Avances sur titres	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Effets en cours de recouvrement	26,5	30,5	32,8	48,0	26,3	22,9	23,1	24,8
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM ..	65,8	56,3	66,1	77,6	76,7	74,5	76,7	71,5
Divers	5,7	7,4	6,8	7,5	7,9	8,7	7,9	9,4
Total ..	566,0	542,3	697,4	732,3	686,1	696,3	701,8	699,4
PASSIF								
Billets en circulation	144,0	163,3	180,6	195,8	191,9	200,2	196,8	205,9
Comptes créditeurs extérieurs	8,2	9,0	10,3	12,6	13,2	13,3	12,9	13,1
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	3,1	1,8	2,3	3,1	3,7	3,1	3,4	3,0
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	5,1	7,2	8,0	9,5	9,5	10,2	9,5	10,1
Compte courant du Trésor public	33,3	31,7	81,6	46,8	7,5	8,1	12,0	11,3
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	42,6	36,2	67,2	77,3	80,0	89,2	88,5	95,7
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	38,8	23,2	32,2	21,0	12,3	16,8	22,3	31,6
Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	0,0	4,7	18,4	27,6	30,0	40,2	33,2	40,9
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	3,8	8,3	16,6	28,7	35,7	32,2	33,0	23,2
Ecus à livrer au FECOM	60,0	58,5	53,6	79,5	75,3	72,9	74,9	73,1
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	263,8	223,4	289,0	303,9	303,9	301,3	302,8	288,2
Capital et fonds de réserve	1,8	1,9	2,2	2,6	2,8	3,0	2,8	3,0
Divers	12,3	18,3	12,9	13,8	11,5	8,3	11,1	9,1
Total ..	566,0	542,3	697,4	732,3	686,1	696,3	701,8	699,4
¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.								
Concours au Fonds Monétaire	4,9	6,0	6,5	11,4	11,4	12,3	11,5	11,8
Acquisition de droits de tirage spéciaux	4,3	7,2	6,6	3,7	3,9	6,2	3,7	6,4
Autres opérations	4,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
² Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.								
Montant maximum des concours au Trésor public	25,5	3,2	0,0	5,8	8,2	19,5	8,2	19,5
dont : non rémunérés	15,5	—	—	—	—	—	—	—
³ Loi du 27 décembre 1974.								
⁴ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :								
Effets publics	11,9	2,2	33,4	56,7	24,8	30,2	38,2	12,4
Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons à moyen terme	0,5	0,0	10,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits à moyen terme	61,3	75,0	87,1	87,4	91,8	87,5	92,6	87,8
— Prêts spéciaux à la construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Crédits à l'exportation	59,8	72,8	86,0	86,1	89,9	86,6	90,6	85,9
— Autres crédits	1,5	2,2	1,1	1,3	1,9	0,9	2,0	1,9
Crédits à court terme	21,1	45,4	123,1	61,3	51,3	12,8	50,9	43,7
— Crédits à l'exportation	7,0	13,9	21,5	6,4	18,3	4,5	18,0	16,0
— Autres crédits	14,1	31,5	101,6	54,9	33,0	8,3	32,9	27,7

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £)¹

	1981 February 28	1982 February 28	1983 February 28	1984 February 29	1984 June 6	1985 June 5	1984 July 4	1985 July 10
ISSUE DEPARTMENT								
Notes Issued :								
In Circulation	10.3	10.8	11.0	11.5	11.8	12.2	12.0	12.3
In Banking Department	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	10.3	10.8	11.0	11.5	11.8	12.2	12.0	12.3
Government Debt	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other Government Securities	6.7	4.2	3.3	2.0	3.2	1.4	3.6	2.7
Other Securities	3.6	6.6	7.7	9.5	8.6	10.8	8.4	9.6
Total ...	10.3	10.8	11.0	11.5	11.8	12.2	12.0	12.3
BANKING DEPARTMENT								
Capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Public Deposits	0.2	0.2	0.6	0.2	0.1	4.5	0.1	4.9
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bankers' Deposits	0.5	0.6	0.7	0.8	0.7	0.8	0.7	0.9
Reserves and Other Accounts	1.5	1.9	2.2	1.5	1.6	1.7	1.5	1.5
Total ...	2.2	2.7	3.5	2.5	2.4	7.0	2.3	7.3
Government Securities	0.9	0.3	0.3	0.4	0.4	0.5	0.4	0.4
Advances and Other Accounts	1.0	1.2	1.4	0.5	0.6	0.8	0.7	0.6
Premises, Equipment and Other Securities	0.3	1.2	1.8	1.6	1.4	5.7	1.2	6.3
Notes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coin	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	2.2	2.7	3.5	2.5	2.4	7.0	2.3	7.3

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹

(billions of \$)²

	1980 December 31	1981 December 31	1982 December 31	1983 December 31	1984 May 9	1985 May 8	1984 June 6	1985 June 5
ASSETS								
Gold certificate account	11.2	11.2	11.2	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1
Special Drawing Rights certificate account	2.5	3.3	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6
Coin	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.4	0.5
Loans and securities	133.2	142.1	151.0	162.2	168.3	178.8	165.7	177.2
<i>Loans</i>	1.8	1.6	0.7	0.9	2.7	0.4	4.4	3.6
<i>Acceptances</i>	0.8	0.2	1.5	0.4	0.4	0.0	0.0	0.0
<i>Federal agency obligations</i>	9.3	9.4	9.5	8.9	8.7	8.6	8.5	8.4
<i>U.S. Government securities</i>	121.3	130.9	139.3	152.0	156.5	169.8	152.8	165.2
Cash items in process of collection	15.5	10.6	13.0	11.6	7.6	7.0	8.1	7.5
Other assets	8.7	9.2	9.9	8.7	9.7	13.2	8.3	12.0
Total assets ...	171.5	176.8	190.1	198.6	201.8	215.2	198.2	212.9
LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS								
Federal Reserve notes	124.2	131.9	142.0	157.1	157.1	167.0	159.1	169.6
Deposits	31.6	30.7	34.3	26.1	32.0	35.7	26.1	30.4
<i>Depository institutions</i>	27.5	25.2	26.5	21.4	27.1	27.4	22.0	27.8
<i>U.S. Treasury-general account</i>	3.1	4.3	5.0	3.7	4.0	7.5	3.5	2.0
<i>Foreign-official accounts</i>	0.4	0.5	0.3	0.2	0.3	0.3	0.2	0.2
<i>Other</i>	0.6	0.7	2.5	0.8	0.6	0.5	0.4	0.4
Deferred availability cash items	11.0	8.9	8.8	10.0	7.0	6.2	7.3	6.8
Other liabilities	2.3	2.7	2.3	2.5	2.4	2.5	2.4	2.3
Capital accounts	2.4	2.6	2.7	2.9	3.3	3.8	3.3	3.8
Total liabilities and capital accounts.....	171.5	176.8	190.1	198.6	201.8	215.2	198.2	212.9

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks

² 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(bilioni di lire)¹

	1982 dicembre	1983 dicembre	1983 ottobre	1984 ottobre	1983 novembre	1984 novembre
ATTIVO						
Oro	23,5	31,5	30,3	30,6	30,3	30,6
Crediti in oro (FECOM)	8,1	10,9	10,9	10,5	10,8	10,5
Cassa	2,4	2,4	1,0	0,8	2,2	2,7
Risconti e anticipazioni :						
risconto di portafoglio : ordinario	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4
ammassi	1,7	1,7	1,7	1,8	1,7	1,8
anticipazioni : in conto corrente	1,4	1,4	2,1	1,3	1,3	0,4
a scadenza fissa	0,0	0,0	1,9	2,1	0,0	0,0
di cui al D.M. Tesoro 27 settembre 1974	0,5	3,3	3,3	2,1	3,3	2,1
prorogati pagamenti presso le Stanze di compensazione	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effetti all'incasso presso corrispondenti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Attività verso l'estero in valuta : ECU	8,2	13,1	13,1	13,3	13,1	13,3
altre attività	3,0	1,8	1,2	1,2	1,1	1,1
Crediti in dollari (FECOM)	1,4	2,2	2,2	2,8	2,2	2,8
Ufficio Italiano Cambi :						
conto corrente ordinario (saldo debitore)	10,8	18,3	16,9	21,8	18,3	24,3
conti speciali	2,3	3,5	2,4	3,6	2,3	3,5
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	—	8,0	8,0	0,0	8,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo debitore)	31,9	23,3	22,9	34,3	24,1	38,4
Crediti diversi verso lo Stato	0,6	0,8	0,7	1,0	0,7	0,6
Titoli di proprietà :						
titoli di stato o garantiti dallo Stato	35,7	38,2	34,8	39,7	34,9	37,8
altri titoli, azioni e partecipazioni	0,5	0,6	0,5	0,9	0,5	0,9
Fondo di dotazione UIC	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Immobili	0,0	1,6	0,0	1,6	0,0	1,6
Altri conti e partite varie	1,2	1,4	1,2	8,0	1,9	1,4
Ratei e risconti	1,4	1,4	0,1	0,3	0,1	0,1
Spese dell'esercizio	0,0	0,0	3,6	4,6	3,7	4,9
Totale attivo	135,3	166,2	159,6	183,2	161,3	179,7
PASSIVO						
Circolazione	34,3	38,4	34,0	36,7	34,4	37,9
Vaglia cambiari	0,4	0,4	0,2	0,3	0,3	0,5
Altri debiti a vista	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi in conto corrente liberi	0,3	0,4	0,3	0,9	0,3	1,4
Depositi in conto corrente vincolati a tempo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi per servizi di cassa	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Conti speciali di cui alla legge (17.8.1974 n. 386)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi costituiti per obblighi di legge	46,6	54,8	54,7	62,7	55,1	63,5
Depositi in valuta estera per conto UIC	0,4	0,1	0,3	0,0	0,3	0,0
Conti dell'estero in lire per conto UIC	1,9	3,4	2,1	3,6	2,0	3,4
Passività verso l'estero	0,1	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1
Debiti in ECU (FECOM)	9,6	13,1	13,1	13,3	13,1	13,3
Ufficio Italiano Cambi - c/c ordinario (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Debiti diversi verso lo Stato	1,1	1,1	0,4	0,3	0,3	0,3
Accantonamenti diversi	38,6	50,3	47,3	48,6	47,3	48,6
Fondi ammortamento diversi	0,1	0,4	0,1	0,4	0,1	0,4
Partite varie	0,4	0,7	2,5	9,3	3,4	3,0
Ratei e risconti	0,8	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1
Capitale sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondo di riserva ordinario	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4
Fondo di riserva straordinario	0,3	0,3	0,3	1,7	0,3	1,7
Utile netto da ripartire	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Rendite dell'esercizio	0,0	1,3	3,7	4,8	3,9	5,1
Totale passivo e patrimonio	135,3	166,2	159,6	183,2	161,3	179,7
Depositanti di titoli e altri valori	252,6	334,6	330,4	418,4	326,0	416,5

¹ 1 bilione = 1.000.000.000.000.

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1981 31. Dez.	1982 31. Dez.	1983 31. Dez.	1984 31. Dez.	1984 7. Juni	1985 7. Juni	1984 7. Juli	1985 7. Juli
AKTIVA								
Währungsreserven	100,1	84,4	81,5	81,6	87,7	77,9	87,0	78,8
Gold	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungs- fonds und Sonderziehungsrechte	9,2	12,2	14,6	16,1	14,8	15,7	14,8	15,6
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rah- men des Europäischen Währungssystems ...	39,9	19,6	15,4	14,3	18,8	11,8	18,6	11,7
Devisen und Sorten	37,3	38,9	37,8	37,5	40,4	36,7	39,9	37,8
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	3,6	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Kredite an inländische Kreditinstitute	68,1	74,8	85,5	96,3	72,2	100,6	78,0	102,0
Inlandswechsel	44,8	46,7	46,6	47,8	47,4	49,1	48,2	48,2
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknahmeverein- barung angekaufte Inlandswechsel und Wert- papiere	11,9	9,1	16,2	25,7	10,1	35,2	8,2	37,9
Auslandswechsel	5,4	7,0	9,4	14,8	9,9	15,7	11,1	15,8
Lombardforderungen	6,0	12,0	13,3	8,0	4,8	0,6	10,5	0,1
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	13,4	10,1	9,6	11,1	11,9	12,9	10,4	9,8
Kassenkredite (Buchkredite)	4,7	1,4	0,9	2,4	3,2	4,2	1,7	1,1
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanwei- sungen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,3
Wertpapiere	3,7	5,4	7,8	4,3	6,6	3,8	6,3	3,7
Deutsche Scheidemünzen	0,9	1,1	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9
Postgiroguthaben	0,3	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,3
Sonstige Aktiva	6,2	7,8	9,0	11,3	5,4	4,8	4,2	4,9
Ingesamt ...	196,3	186,3	197,1	208,2	187,4	203,8	189,5	203,2
PASSIVA								
Banknotenumlauf	83,8	88,6	96,1	100,6	96,1	99,6	98,7	101,8
Einlagen von Kreditinstituten	50,6	51,9	52,7	54,3	48,7	50,5	48,0	48,4
auf Girokonten	50,6	51,9	52,7	54,3	48,7	50,5	48,0	48,4
sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von öffentlichen Haushalten	0,8	1,3	2,1	1,0	1,4	1,1	2,7	2,2
Bund	0,3	0,7	1,5	0,4	0,1	0,1	0,1	0,2
Lastenausgleichsfonds und E.R.P.-Sondervermö- gen	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Länder	0,4	0,3	0,6	0,5	1,3	1,0	2,5	2,2
Anderer öffentliche Einleger	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1
Einlagen von anderen inländischen Einlegern ...	2,1	3,5	3,2	2,8	3,0	2,3	2,7	3,0
Bundesbahn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bundespost (einschl. Postgiro- und Postspar- kassenämter)	1,5	2,9	2,6	2,1	2,5	1,8	2,2	2,5
Sonstige Einleger	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	4,9	4,6	6,3	6,5	6,5	6,1	6,7	6,1
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft ...	8,9	12,0	9,8	11,4	10,0	13,5	10,2	13,6
Einlagen ausländischer Einleger	8,8	9,5	9,8	11,4	10,0	13,4	10,1	13,6
Sonstige	0,1	2,5	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	—	—	—	—	—
Gegenposten im Zusammenhang mit der Bewer- tung des in den Europäischen Fonds für wäh- rungspolitische Zusammenarbeit vorläufig einge- brachten Gold- und Dollarreserven	23,4	—	—	—	—	—	—	—
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonderziehungs- rechte	3,2	3,2	3,5	3,7	3,4	3,7	3,4	3,7
Sonstige Passiva	18,6	21,2	23,4	27,9	18,3	27,0	17,1	24,4
Ingesamt ...	196,3	186,3	197,1	208,2	187,4	203,8	189,5	203,2

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1981 31 décembre	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1984 31 décembre	1984 8 juin	1985 10 juin	1984 10 juillet	1985 10 juillet
ACTIF								
Encaisse-or	11,9	11,9	12,1	12,1	11,9	11,9	11,9	11,9
Devises	25,5	31,9	32,7	38,9	30,6	36,6	30,4	37,5
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	2,8	2,1	2,5	2,4	0,2	0,2	0,2	0,2
bons du Trésor de la Confédération	0,3	0,1	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances sur nantissement	2,5	1,6	2,4	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres :								
pouvant servir de couverture	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
autres	1,0	1,2	1,5	1,7	1,6	1,7	1,6	1,7
Correspondants en Suisse	0,4	0,3	0,3	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres postes de l'actif	0,2	0,2	0,1	0,0	0,4	0,3	0,4	0,3
Total	44,6	49,4	51,9	58,7	44,8	50,9	44,6	51,8
PASSIF								
Fonds propres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	23,3	24,5	24,7	26,5	23,3	23,6	23,3	23,5
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	12,5	14,0	14,2	14,2	6,7	6,7	6,5	7,8
autres engagements à vue	2,5	1,7	1,0	1,2	1,9	2,3	1,8	2,0
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
les engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements à terme :								
rescriptions de stérilisation	0,0	—	—	—	—	—	—	—
bons émis par la Banque	0,5	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes du passif	5,7	8,9	11,9	16,7	12,8	18,2	12,9	18,4
Total	44,6	49,4	51,9	58,7	44,8	50,9	44,6	51,8

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or¹ [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

	1983 31 décembre	1984 31 décembre	1984 31 mai	1985 31 mai	1984 30 juin	1985 30 juin
ACTIF						
Or	5,1	5,1	5,0	5,0	5,0	5,1
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	0,7	0,5	0,8	0,4	0,7	0,3
Dépôts à terme et avances	14,7	14,0	14,2	15,6	14,1	15,9
Or :						
à 3 mois au maximum	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies						
à 3 mois au maximum	12,4	12,3	11,9	13,6	11,7	14,1
à plus de 3 mois	2,3	1,7	2,3	1,9	2,4	1,8
Titres à terme	2,1	3,1	2,2	2,4	2,5	2,6
à 3 mois au maximum	1,3	1,9	1,2	1,4	1,6	1,7
à plus de 3 mois	0,8	1,2	1,0	1,0	0,9	0,9
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Total de l'actif</i>	22,6	22,7	22,2	23,4	22,3	23,9
PASSIF						
Capital¹ :						
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves	0,7	0,8	0,7	0,8	0,8	0,8
Fonds de réserve légale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve générale	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Fonds spéciale de réserve de dividendes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve libre	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3
Dépôts (or)	4,4	4,4	4,4	4,4	4,3	4,4
Banques centrales :						
à vue	4,2	4,3	4,2	4,3	4,2	4,3
à 3 mois au maximum	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres déposants :						
à vue	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts (monnaies)	16,8	16,8	16,4	17,4	16,5	17,9
Banques centrales :						
à vue	0,6	0,3	0,9	0,4	0,4	0,4
à 3 mois au maximum	14,4	15,4	13,9	15,2	14,4	16,1
à plus de 3 mois	1,1	1,0	1,5	1,5	1,5	1,2
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à 3 mois au maximum	0,6	0,1	0,1	0,3	0,2	0,2
à plus de 3 mois	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5
<i>Total du passif</i>	22,6	22,7	22,2	23,4	22,3	23,9
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Capital émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

¹ Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Bibliografische referenties : *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Banque de France* : « Compte rendu ». — *Bank of England* : « Report and accounts ». — *Board of Governors of the Federal Reserve system* : « Annual report ». — *De Nederlandsche Bank* : « Verslag over het boekjaar ». — *Banca d'Italia* : « Relazione Annuale ». — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* : « Rapports ». — *Banque des règlements internationaux* : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

JUIN 1985

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. *Généralités ;*
2. *Réglementation économique et financière ;*
3. *Réglementation fiscale ;*
4. *Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;*
 - 4.1. *Communautés européennes ;*
 - 4.2. *Etat belge ;*
 - 4.3. *Communautés et Régions ;*
 - 4.4. *Pouvoirs locaux ;*
5. *Réglementation sociale ;*
 - 5.1. *Travail ;*
 - 5.2. *Sécurité et aide sociales ;*
6. *Relations économiques et financières extérieures ;*
7. *Divers.*

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

COUR D'ARBITRAGE.

Effets des arrêts d'annulation.

Loi du 10 mai 1985 relative aux effets des arrêts d'annulation rendus par la Cour d'arbitrage, *Moniteur* du 12 juin 1985, p. 8878.

Les décisions rendues par les juridictions et passées en force de chose jugée peuvent être rétractées ou tout ou en partie par la juridiction qui les a prononcées, dans la mesure où elles sont fondées sur une disposition d'une loi ou d'un décret, qui a ensuite été annulée par la Cour d'arbitrage, ou d'un règlement pris en exécution d'une telle loi ou d'un tel décret.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

AGRICULTURE.

Lutte contre les organismes nuisibles.

Arrêté royal du 13 mai 1985 modifiant l'arrêté royal du 16 octobre 1981 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux, *Moniteur* du 6 juin 1985, p. 8621.

Taux de conversion. Montants compensatoires monétaires.

Règlement (CEE) n° 1676/85 du Conseil, du 11 juin 1985, relatif à la valeur de l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune, *Journal officiel* n° L 164 du 24 juin 1985, p. 1.

Règlement (CEE) n° 1677/85 du Conseil, du 11 juin 1985, relatif aux montants compensatoires monétaires dans le secteur agricole, *Journal officiel* n° L 164 du 24 juin 1985, p. 6.

Règlement (CEE) n° 1678/85 du Conseil, du 11 juin 1985, fixant les taux de conversion à appliquer dans le secteur agricole, *Journal officiel* n° L 164 du 24 juin 1985, p. 11.

CHEQUE.

Vol et perte de chèques postaux.

Arrêté ministériel du 17 mai 1985 modifiant l'arrêté ministériel du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, *Moniteur* du 1^{er} juin 1985, p. 8322.

Cet arrêté modifie les dispositions concernant l'indemnisation qui peut être accordée par la Régie des Postes en cas d'emploi abusif par un tiers de chèques postaux volés ou perdus.

COOPERATION ENTRE LES COMMUNAUTES.

Communauté française - Communauté germanophone.

Décret du Conseil de la Communauté française du 29 avril 1985 portant assentiment à la convention du 21 juin 1984 entre la Communauté française et la Communauté germanophone, *Moniteur* du 22 juin 1985, p. 9467.

EXPERTS COMPTABLES.

Institut des Experts comptables.

Arrêté royal du 14 juin 1985 relatif à l'Institut des Experts comptables, *Moniteur* du 22 juin 1985, p. 9436.

HOPITAUX ET INSTITUTIONS MEDICALES.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 7 décembre 1983 fixant la procédure à suivre en vue d'obtenir une autorisation pour la mise en service et l'exploitation d'hôpitaux ou de services hospitaliers, *Moniteur* du 25 juin 1985, p. 9585.

Décret du Conseil de la Communauté française du 29 avril 1985 instituant un Fonds de constructions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française, *Moniteur* du 22 juin 1985, p. 9477.

LOGEMENT.

Région bruxelloise.

Arrêté royal du 1^{er} mars 1985 concernant la liquidation de remises de loyer accordées aux familles nombreuses pour 1982 et 1983, par des sociétés situées en Région bruxelloise, *Moniteur* du 4 juin 1985, p. 8402.

Arrêté royal du 23 mai 1985 modifiant l'arrêté royal du 23 juin 1983 instituant pour la Région bruxelloise, une prime unique pour la construction ou l'acquisition d'un logement, ainsi qu'une assurance contre la perte de revenus, *Moniteur* du 22 juin 1985, p. 9461.

Région flamande.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 13 février 1985 fixant la quote-part de ses emprunts que le Fonds flamand du Logement des Familles nombreuses doit affecter par priorité en 1985 à la lutte contre la taudisation et à l'amélioration et l'adaptation de logements fonctionnellement inadaptés, *Moniteur* du 28 juin 1985, p. 9766.

Région wallonne.

Arrêté ministériel du 26 mars 1985 portant approbation de modifications au règlement des prêts à consentir par la Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, au moyen des capitaux du Fonds B2, annexé à l'arrêté ministériel du 23 février 1980, *Moniteur* du 21 juin 1985, p. 9383.

ORGANISMES FINANCIERS.

Caisse des Dépôts et Consignations.

Arrêté ministériel du 18 juin 1985 modifiant l'arrêté ministériel du 18 janvier 1985 portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1985 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements, confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations, *Moniteur* du 28 juin 1985, p. 9763.

Le taux des intérêts à bonifier en 1985 aux consignations, aux dépôts volontaires et aux cautionnements de toutes catégories confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations est fixé à 6,50 p.c.

PECHE.

Voir rubrique 6 : Accords de coopération : CEE-Seychelles.

PRIX.

Blocage.

Arrêté ministériel du 29 mai 1985 modifiant l'arrêté ministériel du 22 février 1982 bloquant les prix, *Moniteur* du 5 juin 1985, p. 8550.

Produits laitiers.

Arrêté ministériel du 6 juin 1985 déterminant les prix maxima de certains produits laitiers, *Moniteur* du 11 juin 1985, p. 8830.

Tarifs téléphoniques.

Arrêté royal du 14 juin 1985 modifiant l'arrêté royal du 26 février 1982 fixant un tarif téléphonique social, *Moniteur* du 28 juin 1985, p. 9747.

Arrêté ministériel du 25 juin 1985 modifiant l'arrêté ministériel du 26 février 1982 en exécution des articles 6 et 8 de l'arrêté royal du 26 février 1982 fixant un tarif téléphonique social, *Moniteur* du 28 juin 1985, p. 9748.

Viandes bovines et porcines.

Arrêté ministériel du 19 juin 1985 modifiant l'arrêté ministériel du 27 mars 1975 déterminant le prix de vente au consommateur des viandes bovines et porcines, *Moniteur* du 26 juin 1985, p. 9619.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT.

Observation de la terre.

Voir rubrique 6 : Accords de coopération : Belgique-France.

SANTE PUBLIQUE ET ENVIRONNEMENT.

Commercé de substances dangereuses.

Arrêté royal du 14 février 1985 modifiant l'arrêté royal du 24 mai 1982 réglementant la mise sur le marché de substances pouvant être dangereuses pour l'homme ou son environnement, *Moniteur* du 5 juin 1985, p. 8543.

Arrêté royal du 11 avril 1985 modifiant l'arrêté royal du 19 mars 1981 réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations dangereuses en vue de leur mise sur le marché ou de leur emploi, *Moniteur* du 25 juin 1985, p. 9553.

TRANSPORT.

Transport aérien.

Arrêté royal du 6 mai 1985 modifiant l'arrêté royal du 17 janvier 1977 fixant les redevances à percevoir par la Régie des Voies aériennes, *Moniteur* du 6 juin 1985, p. 8613.

Transport routier.

Arrêté royal du 14 mai 1985 modifiant l'arrêté royal du 9 septembre 1967 portant le règlement général relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles, *Moniteur* du 26 juin 1985, p. 9644.

Arrêté ministériel du 14 mai 1985 modifiant l'arrêté ministériel du 11 septembre 1967 pris en exécution de l'arrêté royal du 9 septembre 1967, portant le règlement général relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles, *Moniteur* du 25 juin 1985, p. 9556.

3. — REGLEMENTATION FISCALE.

IMPOTS INDIRECTS.

Droit d'apport.

Directive 85/303/CEE du Conseil, du 10 juin 1985, modifiant la directive 69/335/CEE concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, *Journal officiel* n° L 156 du 15 juin 1985, p. 23.

Les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux ont été harmonisés sur le plan communautaire par la directive 69/335/CEE. La directive 73/80/CEE a fixé les taux communs de ces impôts.

Dorénavant, les Etats membres auront la possibilité d'exonérer ou de soumettre au droit d'apport tout ou partie des opérations entrant dans le champ d'application de ce droit, étant entendu que le taux de taxation appliqué doit être unique à l'intérieur d'un même Etat membre.

Les opérations actuellement assujetties au taux réduit du droit d'apport sont obligatoirement exonérées.

En Grèce, il n'existe pas de droit d'apport. La directive prévoit la faculté d'y introduire un tel droit ainsi que celle d'en exonérer certaines opérations.

Tabacs.

Arrêté ministériel du 30 mai 1985 relatif au régime fiscal des tabacs fabriqués, *Moniteur* du 1^{er} juin 1985, p. 8293.

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Conventions tendant à éviter la double imposition. Belgique - Sri Lanka.

Loi du 20 décembre 1981 portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République socialiste de Sri Lanka, tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole, signés à Colombo le 3 février 1983, *Moniteur* du 22 juin 1985, p. 9422.

Impôt des sociétés.

Arrêté royal du 21 mai 1985 déterminant le modèle de formule de déclaration en matière d'impôt des sociétés pour l'exercice d'imposition 1985, *Moniteur* du 4 juin 1985, p. 8381.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.2. ETAT BELGE.

DEPENSES DE L'ETAT.

Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail.

Loi du 6 mai 1985 ajustant le budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'année budgétaire 1984, *Moniteur* du 8 juin 1985, p. 8734.

DETTES DE L'ETAT.

Emprunts publics.

Arrêté ministériel du 13 juin 1985 concernant les tirages de l'emprunt à lots 1938, *Moniteur* du 18 juin 1985, p. 9135.

GARANTIE DE L'ETAT.

Emprunts du Fonds d'aide au redressement financier des communes.

Arrêté royal du 5 juin 1985 relatif à l'emprunt 11 p.c. 1985-1993, à contracter sous la garantie de l'Etat, par le Fonds d'aide au redressement financier des communes, *Moniteur* du 7 juin 1985, p. 8672.

Extrait

Article 1^{er}. — Le Fonds d'aide au redressement financier des communes est autorisé à émettre aux conditions déterminées ci-après, un emprunt dénommé « Emprunt 11 p.c. 1985-1993 », dont le capital nominal est limité à trente milliards de francs.

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur de 5.000 francs, 10.000 francs, 25.000 francs, 50.000 francs, 100.000 francs et 500.000 francs.

Les coupures de 5.000 francs ne sont toutefois délivrées qu'à titre d'appoint.

Les obligations portent intérêt au taux de 11 p.c. l'an à partir du 28 juin 1985. Elles sont munies de sept coupons d'intérêt pour les échéances du 28 juin des années 1986 à 1992, l'intérêt de la dernière année étant payable sur présentation de l'obligation.

Les obligations peuvent être converties par les porteurs en inscriptions nominatives.

Arrêté ministériel du 12 juin 1985 fixant le prix d'émission de l'emprunt 11 p.c. 1985-1993 du Fonds d'aide au redressement financier des communes, *Moniteur* du 14 juin 1985, p. 9021.

Extrait

Article 1^{er}. — Le prix d'émission des obligations de l'emprunt 11 p.c. 1985-1993 du Fonds d'aide au redressement financier des communes est fixé à 100,75 p.c. de leur valeur nominale.

4.3. COMMUNAUTES ET REGIONS.

COMMUNAUTE FRANÇAISE.

Allocations et prêts d'études.

Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1985 réglant le fonctionnement du Conseil d'appel du Service des allocations et prêts d'études, *Moniteur* du 28 juin 1985, p. 9767.

COMMUNAUTE GERMANOPHONE.

Budget des dépenses.

Décret du Conseil de la Communauté germanophone du 7 mars 1985 contenant le budget des dépenses de la Communauté germanophone pour l'année budgétaire 1985, *Moniteur* du 4 juin 1985, p. 8447.

REGION FLAMANDE.

Fonds des Communes.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 17 avril 1985 modifiant l'arrêté de l'Exécutif flamand du 19 janvier 1983 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des Communes revenant aux communes de la Région flamande, *Moniteur* du 22 juin 1985, p. 9463.

Fonds flamand du Logement des Familles nombreuses.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 13 février 1985 autorisant la société coopérative « Fonds flamand du Logement des Familles nombreuses » à contracter, sous la garantie de la Région, un emprunt d'un montant effectif de 2.765 millions de francs, *Moniteur* du 28 juin 1985, p. 9765.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1. TRAVAIL.

COMMISSIONS PARITAIRES.

Commission paritaire pour les institutions publiques de crédit.

Arrêté royal du 6 juin 1985 instituant la Commission paritaire pour les établissements publics de crédit et fixant sa compétence et le nombre de ses membres, *Moniteur* du 28 juin 1985, p. 9744.

Pour les institutions mentionnées ci-après et leurs travailleurs en général, il est institué une commission paritaire, dénommée « Commission paritaire pour les établissements publics de crédit » : la Caisse générale d'épargne et de retraite, la Commission bancaire, le Crédit communal de Belgique, l'Institut de réescompte et de garantie, la Banque nationale de Belgique, la Société nationale d'investissement et la Société nationale de crédit à l'industrie. Cette commission paritaire est composée de 34 membres effectifs et de 34 membres suppléants.

CONTRATS DE TRAVAIL.

Etudiants.

Arrêté royal du 19 juin 1985 déterminant les conditions dans lesquelles les mineurs de quinze ans et plus peuvent conclure des contrats d'occupation d'étudiants, *Moniteur* du 28 juin 1985, p. 9746.

EMPLOI.

Agrément et octroi de subventions aux bureaux de placement.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 30 janvier 1985 fixant les modalités d'agrément et d'octroi de subventions aux bureaux de placement gratuit, *Moniteur* du 8 juin 1985, p. 8759.

FERMETURE D'ENTREPRISES.

Missions du Fonds de fermeture.

Loi du 12 avril 1985 chargeant le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises du paiement d'une indemnité de transition, *Moniteur* du 19 juin 1985, p. 9214.

FONCTION PUBLIQUE.

Statut des agents de l'Etat.

Arrêté royal du 24 mai 1985 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, *Moniteur* du 19 juin 1985, p. 9249.

INTERRUPTION DE LA CARRIERE PROFESSIONNELLE.

Attestation d'ayant droit à une allocation d'interruption.

Arrêté ministériel du 3 mai 1985 déterminant le modèle de l'attestation d'ayant droit à une allocation d'interruption, *Moniteur* du 1^{er} juin 1985, p. 8325.

MODERATION SALARIALE.

Petites et moyennes entreprises.

Arrêté ministériel du 10 avril 1985 modifiant l'arrêté ministériel du 2 février 1984 portant exécution de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un Fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi et l'arrêté royal n° 185 du 30 décembre 1982 organisant pour les petites et moyennes entreprises, un régime spécifique d'utilisation de la modération salariale pour l'emploi, *Moniteur* du 19 juin 1985, p. 9255.

Arrêté royal du 29 mai 1985 portant exécution de l'article 4 de l'arrêté royal n° 185 du 30 décembre 1982 organisant, pour les petites et moyennes entreprises, un régime spécifique d'utilisation de la modération salariale pour l'emploi, *Moniteur* du 19 juin 1985, p. 9251.

STAGE DES JEUNES.

Conditions.

Arrêté royal du 6 mai 1985 modifiant l'arrêté royal du 16 janvier 1984 fixant pour les entreprises les mesures d'exécution de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes, *Moniteur* du 13 juin 1985, p. 8960.

Arrêté royal du 23 mai 1985 modifiant l'arrêté royal du 16 janvier 1984 fixant pour l'administration les mesures d'exécution de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes, *Moniteur* du 13 juin 1985, p. 8958.

5.2. SECURITE ET AIDE SOCIALES.

5.2.1. GENERALITES.

COTISATIONS SOCIALES.

Perception.

Arrêté royal du 5 juin 1985 portant exécution de l'article 4 de l'arrêté royal n° 286 du 31 mars 1984 portant des mesures en vue d'améliorer la perception des cotisations de sécurité sociale et de solidarité dues par des personnes morales de droit public, *Moniteur* du 18 juin 1985, p. 9162.

ORGANISMES SPECIALISES.

Fonds de pensions.

Arrêté royal du 14 mai 1985 concernant l'application aux institutions privées de prévoyance, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, *Moniteur* du 7 juin 1985, p. 8674.

Arrêté royal du 15 mai 1985 relatif aux activités des institutions privées de prévoyance, *Moniteur* du 7 juin 1985, p. 8683.

5.2.2. REGIMES PARTICULIERS. PRESTATIONS.

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Modèles d'accord.

Arrêté royal du 3 juin 1985 établissant les modèles d'accord en matière d'accidents du travail, *Moniteur* du 8 juin 1985, p. 8750.

ASSURANCE MALADIE-INVALIDITE

Soins de santé.

Arrêté royal du 25 juin 1985 modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1982 portant fixation de l'intervention personnelle des bénéficiaires ou de l'intervention de l'assurance-soins de santé dans les honoraires pour certaines prestations, *Moniteur* du 29 juin 1985, p. 9816.

CHOMAGE.

Droit aux allocations de chômage.

Loi du 11 mars 1977 instaurant un délai de prescription pour les dettes envers les organismes de paiement des allocations de chômage, *Moniteur* du 20 juin 1985, p. 9294.

Arrêté royal du 10 mai 1985 complétant l'article 170 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, *Moniteur* du 12 juin 1985, p. 8903.

Arrêté royal du 30 mai 1985 modifiant l'article 153bis, alinéa 1^{er}, 2^o, et l'article 155, alinéa 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, *Moniteur* du 18 juin 1985, p. 9138.

Arrêté royal du 4 juin 1985 modifiant l'article 143 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, *Moniteur* du 18 juin 1985, p. 9139.

Arrêté royal du 4 juin 1985 modifiant l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 27 décembre 1984 modifiant les articles 118, alinéa 3, 121, § 3 et 160, §§ 2, 3, 3bis et 5 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, *Moniteur* du 18 juin 1985, p. 9141.

Arrêté ministériel du 7 juin 1985 complétant l'article 76 de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage, *Moniteur* du 22 juin 1985, p. 9446.

Arrêté royal du 11 juin 1985 complétant l'article 131 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, *Moniteur* du 22 juin 1985, p. 9444.

Arrêté ministériel du 18 juin 1985 modifiant l'article 63 de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage, *Moniteur* du 26 juin 1985, p. 9622. — Erratum, *Moniteur* du 16 juillet 1985, p. 10460.

PENSIONS.

Secteur public.

Décret du Conseil flamand du 2 mai 1985 relatif au régime de pensions des membres du personnel de certains organismes régionaux, *Moniteur* du 22 juin 1985, p. 9465.

Décret du Conseil flamand du 2 mai 1985 relatif au régime de pensions des membres du personnel de certains organismes communautaires, *Moniteur* du 22 juin 1985, p. 9466.

Arrêté royal du 10 juin 1985 portant mise en vigueur et exécution de l'article 17, § 2, de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, *Moniteur* du 15 juin 1985, p. 9077.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

ACCORDS DE COOPERATION.

Belgique - France.

Loi du 17 septembre 1981 portant approbation de l'accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française concernant l'exécution en commun d'un programme d'observation de la terre, et Annexes, signés à Paris le 20 juin 1979, *Moniteur* du 7 juin 1985, p. 8661.

CEE - Seychelles.

Règlement (CEE) n° 1554/85 du Conseil, du 4 juin 1985, relatif à la conclusion de l'accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la république des Seychelles concernant la pêche au large des Seychelles, *Journal officiel* n° L 149 du 8 juin 1985, p. 1.

Extrait

Article 1^{er}. — L'accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la république des Seychelles concernant la pêche au large des Seychelles est approuvé au nom de la Communauté. Le texte de l'accord est joint au présent règlement.

IMPORTATIONS. EXPORTATIONS. TRANSIT.

Ouvrages en métaux précieux.

Arrêté royal du 11 juin 1985 modifiant l'arrêté du Régent du 13 juillet 1948 portant modalités d'exécution de l'arrêté royal n° 80 du 28 novembre 1939, confirmé par la loi du 16 juin 1947 et modifié par l'arrêté-loi du 28 février 1947, complétant et modifiant la loi du 5 juin 1868 relative à la liberté du travail des matières d'or et d'argent et instituant la garantie obligatoire du titre de certains ouvrages en métaux précieux, *Moniteur* du 29 juin 1985, p. 9809.

Produits sidérurgiques.

Arrêté ministériel du 6 mai 1985 modifiant l'arrêté ministériel du 23 novembre 1978 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises, *Moniteur* du 4 juin 1985, p. 8399.

TRANSPORTS INTERNATIONAUX.

Conteneurs.

Arrêté royal du 29 avril 1985 donnant effet aux amendements aux Annexes I et II de la Convention internationale sur la sécurité des conteneurs, faites à Genève le 2 décembre 1972, *Moniteur* du 19 juin 1985, p. 9228.

7. — DIVERS

HEURE D'ETE.

Arrêté royal du 9 mai 1985 établissant une heure d'été en 1986, 1987 et 1988, *Moniteur* du 13 juin 1985, p. 8960.

RAPPORTS ANNUELS.

Fonds des Rentes.

Le rapport annuel 1984 du Fonds des Rentes est paru en supplément au Moniteur du 13 juin 1985.

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX QUESTIONS
ECONOMIQUES ET FINANCIERES
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

333.451.6 - 334.151.27 - 334.151.22
333.451.5 - 333.451.6 - 334.151.27
334.151.22

339.325.1

ABRAHAM, F.

Efficiency, predictability and news on the foreign exchange markets: floating exchange rates versus adjustable E.M.S rates.

(In : *WELTWIRTSCHAFTLICHES ARCHIV*, Kiel, 1, 1985 01/03, p. 18-31.)

DE 29

ALEXANDRE, R.

Fabrimétal Anvers-Limbourg a étudié l'érosion du pouvoir d'achat des cadres.

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE*, Bruxelles, 4, 1985 04, p. 22-24.)

BE 69

333.110. - 333.825. - 333.431.0
333.432.1 - 333.846.0 - 336.401.
336.61 - 331.31

336.207. - 338.43

ABRAHAM, J.-P.

Les contraintes monétaires d'une petite économie ouverte.

(Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques et Sociales de Namur, série Documents et Points de Vue, 16.)

Namur, Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, 1984, 33 p.

ANDRE, M.

Avantages accordés aux entreprises installées dans les zones d'emploi. (II)

(In : *REVUE BELGE DES SCIENCES COMMERCIALES*, Bruxelles, 3, 1985 03, p. 64-65.)

BE 140

329. - 331.224. - 321.94

331.156. - 331.162.21 - 333.111.42
335.64 - 333.481. - 331.157.

ABS, R.

Le Parti Ouvrier Belge est né !

(In : *CMB-INFORM*, Bruxelles, 97, 1985 04/05, p. 9-92.)

BE 37F

ANSIAUX, H.

L'or belge : de l'été quarante à l'opération Gutt.

(In : *REVUE GENERALE*, Bruxelles, 4, 1985 04, p. 3-15.)

BE 196

336.201. - 342.526. - 336.61

339.112.10

AFSCHRIFT, T. & MALHERBE, P.

La loi du 27 décembre 1984 portant des dispositions fiscales.

(In : *JOURNAL DES TRIBUNAUX*, Bruxelles, 5337, 1985 11 05, p. 293-303.)

BE 599

ANTWERPSCHE HYPOTHEEKKAS.

Waarde der onroerende goederen. Jubileumnummer vijfentwintig. Maart 1985.

Antwerpen, An-Hyp, 1985, 84 p.

332.221.

ARTUS, P.

L'indexation des salaires : une optique de stabilisation macro-économique.

(In : *REVUE ECONOMIQUE, Paris, 2, 1985 03, p. 291-320.*)

FR 57

333.101. - 333.103. - 333.425. - 333.426.

333.427. - 333.426. - 333.154.

333.151. - 382.242.0 - 333.731.

BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS.

Payment systems in eleven developed countries - 1985.

Basle, B.I.S., 1985, 330 p.

333.611.

AUDREY, D.

Le second marché à la Bourse de Bruxelles.

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE, Bruxelles, 4, 1985 04, p. 25-27.*)

BE 69

347.720.0

BRAECKMANS, H.

De nieuwe vennootschapswet van 5 december 1984.

(In : *RECHTSKUNDIG WEEKBLAD, Antwerpen, 36, 1985 04 05, p. 2450-2467.*)

BE 655

332.87 - 331.224.

BALTHAZAR, H.

Les origines du syndicat des métallurgistes de Gand (I).

(In : *CMB-INFORM, Bruxelles, 97, 1985 04/05, p. 121-129.*)

BE 37F

347.720.0

BRAECKMANS, H.

De nieuwe vennootschapswet van 5 december 1984 (slot).

(In : *RECHTSKUNDIG WEEKBLAD, Antwerpen, 37, 1985 11 05, p. 2514-2538.*)

BE 655

333.830.

BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS.

Nominal and real interest rates : determinants and influences.

Basle, B.I.S., 1985, 391 p.

347.720.0

BRAECKMANS, H.

Aspecten van overgangsrecht in de nieuwe vennootschapswet van 5 december 1984.

(In : *RECHTSKUNDIG WEEKBLAD, Antwerpen, 40, 1985 01 06, p. 2722-2750.*)

BE 655

BUBLOT, G. & THONON, A.

Etudes sur les capitaux dans l'agriculture belge. 8.
Les limites de l'endettement des agriculteurs.

(In : *REVUE DE L'AGRICULTURE, Bruxelles, 2, 1985*
03/04, p. 191-202.)

BE 132

BULLETIN...

La nouvelle loi sur les loyers : la liberté est plus
ou moins sauvegardée, mais le calcul est compli-
qué.

(In : *BULLETIN DU CEPI, Bruxelles, 1, 1985 01/03,*
p. 26-29.)

BE 27BF

336.300. - 336.301. - 336.53

331.30 - 331.061.

BULLETIN...

La dette débudgétisée.

(In : *BULLETIN DE LA BANQUE NATIONALE DE BEL-*
GIQUE, Bruxelles, 1/3, 1985 03, p. 3-17.)

BE 16F

BULLETIN...

L' économie belge en 1984 et en 1985.

(In : *BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE, Bru-*
xelles, 253, 1985 04, p. 1-8.)

BE 27CF

333.151.

333.109. - 333.130.0 - 333.101.
333.131.32 - 333.109. - 333.130.0
333.101. - 333.131.32

BULLETIN...

Chapitre V « Services » de la partie statistique du
Bulletin : nouveaux tableaux relatifs à l'activité des
Chambres de compensation.

(In : *BULLETIN DE LA BANQUE NATIONALE DE BEL-*
GIQUE, Bruxelles, 1/3, 1985 03, p. 19-21.)

BE 16F

BULLETIN...

Les banques face à l'évolution des besoins du
marché corporate (I).

(In : *BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE, Bru-*
xelles, 253, 1985 04, p. 9-13.)

BE 27CF

339.312.4 - 333.633.7

350.2

BULLETIN...

Le financement des investissements publics par le
leasing immobilier.

(In : *BULLETIN DU CEPI, Bruxelles, 1, 1985 01/03,*
p. 20-25.)

BE 27BF

BULLETIN...

L'emploi dans le secteur public : une comparaison
internationale.

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK,*
Bruxelles, 18, 1985 03 05, p. 1-6.)

BE 33

333.101. - 333.102. - 333.106.
333.131.32

307.64 - 306.119.

BULLETIN...

Le secteur bancaire, sujet de controverse.

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK*,
Bruxelles, 20, 1985 17 05, p. 1-8.)

BE 33

BULLETIN...

L'indice des prix à la production des produits
industriels.

(In : *BULLETIN DU STATEC, Luxembourg, 1, 1985*
03, p. 23-31.)

LU 2B

336.214.

330.3 - 331.061.

BULLETIN...

L'impôt des sociétés : réforme souhaitable ?

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK*,
Bruxelles, 21, 1985 24 05, p. 1-6.)

BE 33

BUREAU DU PLAN.

Maribel : Model for analysis and rapid investiga-
tion of the Belgian economy - 1984.

Bruxelles, Bureau du Plan, 1984, XIII + 326 p.

382.240. - 382.241. - 382.242.0
307.34

331.12 - 338.751.1 - 331.19

BULLETIN...

La balance des paiements de l'UEBL : retour à
l'équilibre.

(In : *BULLETIN FINANCIER - BBL, Bruxelles, 6, 1985*
10 05, p. 1-6.)

BE 34A

BUSSIÈRE, E.

La sidérurgie belge durant l'entre-deux-guerres : le
cas d'Ougrée-Marihaye (1919-1939).

(In : *REVUE BELGE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE -*
BELGISCH TIJDSCHRIFT VOOR NIEUWSTE GESCHIE-
DENIS, Gand/Gent, 3-4, 1984, p. 303-377.)

BE 135

306.16

382.43

BULLETIN...

La réforme des indices de l'activité.

(In : *BULLETIN DU STATEC, Luxembourg, 1, 1985*
03, p. 3-22.)

LU 2B

CEULEMANS, F.

Export trading : plaats en rol van de exporthan-
delsfirma's in het exportgebeuren.

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT,*
Antwerpen, 2, 1985 04, p. 163-175.)

BE 64B

CMB...

P.O.B. : 100 ans de lutte.

(In : CMB-INFORM, Bruxelles, 97, 1985 04/05, p. 1-132.)

BE 37F

DALEM, A.

La crise de la construction et l'insuffisance des mesures gouvernementales.

(In : BULLETIN DU CEPI, Bruxelles, 1, 1985 01/03, p. 5-10.)

BE 27BF

347.70

332.811. - 332.810.

COIPEL, M. & POULLET, Y.

Le rôle de la pratique dans la formation du droit commercial et économique.

*(Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques et Sociales de Namur, série Recherche, 58)**Namur, Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, 1984, 35 p.*

DEELTIJDSE...

Deeltijdse arbeid ; herverdeling van de beschikbare arbeid.

*Brussel, C.E.D.-Samsom, 1983, versch. p.*050. - 382.254. - 338.341.1
339.115. - 333.109. - 336.311.2

336.52

COMMITTEE ON BANKING, FINANCE AND URBAN AFFAIRS.

International bank lending. (Hearings before the Subcommittee on Financial Institutions Supervision, Regulation and Insurance, H.R., 98th Congress, 1st session, April 20 and 21, 1983.)

Washington, U.S. Government Printing Office, 1983, IV + 457 p.

DEFRAITEUR, R.

Règles de taxation et de dotation communales : aspects normatifs et empiriques.

(In : BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTERE DES FINANCES, Bruxelles, 4, 1985 04, p. 97-105.)

BE 99

050. - 339.115. - 338.341.1
338.340. - 382.256. - 336.311.2
333.432.8 - 382.254.

380.22 - 380.23

COMMITTEE ON BANKING, HOUSING, AND URBAN AFFAIRS.

International debt. (Hearings before the Subcommittee on International Finance and Monetary Policy, U.S. Senate, 98th Congress, 1st session, February 14, 15 and 17, 1983.)

Washington, U.S. Government Printing Office, 1983, VI + 446 p.

de HAAN, H. & FERKRANUS, W.-J.

Macro-economische ontwikkelingen in de concurrentieverhouding in het OESO-gebied.

(In : MAANDSCHRIFT ECONOMIE, Deventer, 2, 1985 03/04, p. 132-148.)

NL 5

385.1 - 385.01

336.030. - 342.526. - 336.205.

DE KOKER, H.

Où vont les transports en commun ?

(In : *PROGRES, Bruxelles, 95, 1985 03/04, p. 1-3.*)

BE 126A

DELOOF, E.

Nieuwe vormen van overheidsheffingen.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTERE DES FINANCES, Bruxelles, 4, 1985 04, p. 5-47.*)

BE 99

347.728.6

339.112.12 - 336.835. - 333.733.

DELAHAYE, A.

La scission d'une société : situation actuelle et perspectives d'avenir.

(In : *REVUE PRATIQUE DES SOCIETES, Bruxelles, 1985 04/06, p. 141-161.*)

BE 679

de MEESTER, J.-Cl.

L'opportunité d'une déductibilité élargie des intérêts hypothécaires.

(Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques et Sociales de Namur, série Documents et Points de Vue, 14.)

Namur, Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, 1983, 19 p.

657.6

334.151.25

DE LEMBRE, E.

Software-ontwikkeling en boekhoudkundige verwerking.

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT, Antwerpen, 2, 1985 04, p. 127-139.*)

BE 64B

DENIZET, J.

Le mythe de l'Ecu.

(In : *L'EXPANSION, Paris, 261, 23 05 1985, p. 39-42.*)

FR 33B

331.185.

334.151.25 - 333.453.

DELMAR, G.

Les Chemins de Fer belge ont 150 ans.

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE, Bruxelles, 4, 1985 04, p. 56-61.*)

BE 69

DE PEUTER, H.

L'Ecu en Allemagne Fédérale.

(In : *REVUE DU MARCHE COMMUN, Paris, 286, 1985 04, p. 208-213.*)

FR 58

DE SCHRIJVER, L.

Nieuwe technologieën en sociale verhoudingen.

(In : *RECHTSKUNDIG WEEKBLAD, Antwerpen, 38, 1985 18 05, p. 2594-2615.*)

BE 655

ENGELS, J.

Y a-t-il un avenir pour les provinces ?

(In : *PROGRES, Bruxelles, 95, 1985 03/04, p. 4-5.*)

BE 126A

332.811.

380.23 - 338.70

DE SMET, W.

Hoe gewoon is de gewone werkweek ? Tien Hansenne-experimenten doorgelicht.

(In : *FABRIMETAL - MAANDSCHRIFT, Brussel, 4, 1985 04, p. 18-21.*)

BE 69A

EUROPEAN MANAGEMENT FORUM.

Rapport sur la compétitivité industrielle internationale.

Paris, Economica, 1984, 227 p.

338.76 - 338.43

334.151.25 - 333.662.

DE VliegHERE, W.

Evolution régionale de l'industrie de la construction en Belgique.

(In : *APERCU ECONOMIQUE TRIMESTRIEL-MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES, Bruxelles, 1, 1985 01/03, p. 51-77.*)

BE 98EF

EVANS, R.

The Ecu bond market tries to grow up.

(In : *EUROMONEY, London, 1985 05, p. 45-48.*)

GB 20A

334.151.8

339.325.1 - 332.26

DOSSIER...

La Communauté et la politique des transports.

(In : *LE DOSSIER DE L'EUROPE, Bruxelles, 10, 05 1985, p. 1-12.*)

EEC 20F

FABRIMETAL ANVERS-LIMBOURG.

Evolution du pouvoir d'achat en Belgique.

Bruxelles, Institut de l'Entreprise, 1985, div. p.

332.811.

334.151.25 - 334.151.27

FABRIMETAL...

Les nouvelles formes d'organisation du temps de travail. Une enquête du « Hoger Instituut voor de Arbeid » (KUL)

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE, Bruxelles, 4, 1985 04, p. 18-21.*)

BE 69

GAMBARO, M.

L'Ecu nel sistema monetario europeo : una moneta per l'Europa.

Milano, Peat Marwick, Mitchell & Co., 1984, 83 p.

347.720.0 - 347.725. - 347.724.

657.45 - 657.5 - 658.40

FISCHER, C.

Le nouveau droit des sociétés. Lois des 5 décembre 1984 et 21 février 1985.

Bruxelles, Echo de la Bourse, 1985, 175 p.

GATZ, M.

Prévisions d'états financiers; méthodes d'analyse financière externe des entreprises belges.

Bruxelles, DAFSA-Belgique, 1985, 208 p.

311.0

332.601. - 338.43 - 332.620.
332.691.

FONDATION ROI BAUDOUIIN/KONING
BOUDEWIJNSTICHTING.

Population et prospective - Demographie en toekomstverkenning. (Agora Démographie, Bruxelles, 26/10/83-14/03/84 - Agora Demografie, Brussel.)

Bruxelles/Brussel, Fondation Roi Baudouin/Koning Boudewijnstichting, 1984, 320 p.

GEENS, A.

Werk voor iedereen in Vlaanderen; een strategie voor volledige tewerkstelling.

Antwerpen, Soethoudt & Co., 1985, 139 p.

333.846.0 - 333.820. - 333.825.

339.312.5 - 339.312.2

GALBIS, V.

Monetary and related policies in ministates.

(In : *SAVINGS AND DEVELOPMENT, Milan, 4, 1984 10/12, p. 291-348.*)

IT 24

GERARD, M. & VANDEN BERGHE, C.

Econometric analysis of sectoral investment in Belgium (1956-82).

(In : *RECHERCHES ECONOMIQUES DE LOUVAIN, Louvain-la-Neuve, 1-2, 1984 01/06, p. 89-118.*)

BE 34

GLEJSER, H. et al.

Behaviour under uncertainty : how 94 Belgian individuals and firms prepay their income tax over a sixteen quarter period.

(Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques et Sociales de Namur, série Recherche, 55.)

Namur, Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, 1984, 17 p.

HINTERLAND...

De haven van Antwerpen in 1984.

(In : HINTERLAND - DRIEMAANDELIJKS TIJDSCHRIFT, Antwerpen, 125N, 1985, p. 5-9.)

BE 74AN

334.151.25

338.040.

GUIMBRETIERE, P.

Les caractéristiques de l'Ecu.

(In : EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE EUROPEENNE, Luxembourg, 5, 1985 05, p. 20-24.)

LU 4

INSTITUT DE L'ENTREPRISE.

L'image de l'entreprise.

Bruxelles, I.D.E., 1985, 79 p.

336.52

338.047. - 321.2 - 368.01
368.02 - 368.04

HAEX, F.

Voorstellen voor gemeentelijk beheer in crisis.

(In : BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTERE DES FINANCES, Bruxelles, 4, 1985 04, p. 164-173.)

BE 99

INSTITUT DE L'ENTREPRISE/INSTITUUT VAN DE ONDERNEMING.

Van Ommeslaghe, B. : Assurances publiques et privées : aspects économiques et sociaux. De Grauwe, P. : De publieke en de private sector ; grenzen en mogelijkheden. (Exposés prononcés à la 24e Journée nationale de l'Assurance le 18 octobre 1984.)

Bruxelles/Brussel, I.D.E./I.V.O., 1985, 16/11 p.

339.324.

338.043.

HERMITE, D.

Le consumérisme dévoyé ; situation comparée des consommateurs en Europe et aux Etats-Unis.

(Série « Dossiers », 3.)

Paris, Edit. de l'Institut Economique de Paris, 1985, 300 p.

INSTITUT SUPERIEUR DE COMMERCE ST.-LOUIS.

Management de l'innovation technologique. (N° spécial, février 1985.)

Bruxelles, Institut Supérieur de Commerce St.-Louis, 1985, 96 p.

333.111.0 - 333.111.40 - 333.111.42
333.111.6 - 333.432.1 - 333.110.
333.825. - 333.80

338.046.2

INSTITUT UNIVERSITAIRE INTERNATIO-
NAL LUXEMBOURG.

Le rôle actuel et futur de la Banque Nationale de
Belgique dans le cadre de l'Union Economique
Belgo-Luxembourgeoise (In : LA QUESTION MO-
NÉTAIRE AU LUXEMBOURG.)

*Luxembourg, Edit. d'Letzeburger Land, 1985,
233-248 p.*

LATTEUR, J.-P.

Le livre blanc des PME.

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE, Bruxelles, 4, 1985 04, p. 28-30.*)

BE 69

336.401. - 336.451.

347.720.1 - 333.138.2

JUNCKER, J.C.

La politique budgétaire du Gouvernement.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - GRAND-
DUCHE DE LUXEMBOURG, Luxembourg, 8, 1984 12,
p. 14-25.*)

LU 1

LAUREYSSENS, J.M.

Growth of the multidivisional corporation : the
Genstar case.

(In : *BUSINESS HISTORY REVIEW, Cambridge
(Mass), 4, 1982 10/12, p. 519-544.*)

US 9

347.720.0 - 347.725. - 347.724.

331.061.

KREDIETBANK.

La nouvelle loi sur les sociétés ; adaptation aux 2e
et 4e directives de la C.E.

Bruxelles, Kredietbank, 1985, 39 p.

LEJEUNE, G. & VUCHELEN, J.

De economische consistentie van de voorspellingen
van de Belgische overheid.

(Cemspaper, 180.)

*Brussel, Centrum voor Ekonometrie en Management
Science, 1985, 22 p.*

339.325.1

336.212.0 - 336.212.4

LAMBRECHT, L.

De aftakeling van onze koopkracht.

(In : *FABRIMETAL - MAANDSCHRIFT, Brussel, 4,
1985 04, p. 22-24.*)

BE 69A

LEROY, P.

Frais déductibles - impôts des personnes physiques.
Règles d'application pour l'exercice d'imposition
1985 (revenus de 1984).

Bruxelles, C.E.D.-Samsom, 1984, 137 p.

LEYDER, C.

Pour une programmation hospitalière mieux adaptée aux besoins. Méthodologie d'analyse et application au cas belge.

(Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques et Sociales de Namur, série Recherche, 59.)

Namur, Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, 1984, 40 p.

MERSCH, M.

Note sur la liquidation des sociétés commerciales.

(In : REVUE DE DROIT COMMERCIAL BELGE - TIJDSCHRIFT VOOR BELGISCH HANDELSRECHT, Gand/Gent, 5, 1985 05, p. 339-354.)

BE 668

338.76

347.720.1 - 331.01

LUYCKX, L.

La deuxième Table ronde de la construction.

(In : BULLETIN DU CEPI, Bruxelles, 1, 1985 01-03, p. 11-19.)

BE 27BF

MICHALET, C.-A.

Les multinationales face à la crise.

(Les Dossiers de l'Institut de Recherche et d'Information sur les Multinationales, 4.)

Paris, Presses Universitaires de France, 1985, 81 p.

339.311.1 - 339.311.3

339.231.

MANDY, P.

L'évolution de l'épargne belge - Problème sans solution ?

(In : EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE EUROPEENNE, Luxembourg, 5, 1985 05, p. 10-14.)

LU 4

MINISTERE DE L'AGRICULTURE.

La rentabilité de l'exploitation agricole en 1983-1984.

(Cahiers de l'I.E.A., 248.)

Bruxelles, Institut Economique Agricole, 1985, 69 p.

332.86 - 658.334. - 474.

336.53 - 336.52

MAROY, C.

Institutions de formation et crise. Indices et enjeux de la restructuration actuelle des champs de formation en Belgique francophone.

(Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques et Sociales de Namur, série Recherche, 63.)

Namur, Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, 1984, 33 p.

MOESEN, W.

De allocatieve taakverdeling tussen de centrale en lokale overheid.

(In : BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTERE DES FINANCES, Bruxelles, 4, 1985 04, p. 52-76.)

BE 99

MOESEN, W.

Les « finances communales » : actes du colloque tenu par l'Institut belge de Finances publiques à Bruxelles le 5 octobre 1983.

(In : BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTERE DES FINANCES, Bruxelles, 4, 1985 04, p. 49-206.)

BE 99

ONDERNEMEN...

Twee jaar arbeidsexperimenten Hansenne.

(In : ONDERNEMEN, Brussel, 4, 1985 04, p. 185-187.)

BE 48

334.151.25 - 333.453.

338.046.2 - 321.92

MOIS...

L'Ecu : une monnaie s'impose.

(In : SOCIETE DE BANQUE SUISSE - LE MOIS ECONOMIQUE ET FINANCIER, Bâle, 5, 1985 05, p. 16-20.)

CH 11

ONDERNEMEN...

Naar 'n Vlaams KMO- en middenstandsbeleid ?

(In : ONDERNEMEN, Brussel, 5, 1985 05, p. 220-238.)

BE 48

321.68 - 342.55 - 338.43

354. - 336.50 - 336.01

336.61 - 333.110.

368.40

MONETAIRE...

De monetaire unie in federale staten. (Internationaal colloquium gehouden te Brussel op 21 & 22 maart 1985.)

Brussel, Vlaamse Executieve, 1985, versch. p.

PEETERS, J.

Modes alternatifs de financement de la sécurité sociale et leurs incidences sur l'emploi. Indications empiriques.

(In : REVUE BELGE DE SECURITE SOCIALE, Bruxelles, 11-12, 1984 11/12, p. 795-831.)

BE 141

339.21 - 361.

338.750. - 339.312.0 - 332.630.

ONDERNEMEN...

Nieuwe armoede in onze welvaartstaat.

(In : ONDERNEMEN, Brussel, 4, 1985 04, p. 174-184.)

BE 48

PIERRET, P.

La relation entre l'investissement et l'emploi dans l'industrie manufacturière belge : estimation d'un modèle « à crus » (1969-1981).

(Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques et Sociales de Namur, série Recherche, 57.)

Namur, Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, 1984, 17 p.

331.100. - 334.150.0 - 334.151.25
334.151.27 - 334.151.7

338.43

PIQUET MARCHAL, M.-O.

Histoire économique de l'Europe des dix : de la
Seconde Guerre mondiale à aujourd'hui.

Paris, Librairies Techniques, 1985, 574 p.

QUELS...

Quels devenirs pour Bruxelles et sa région ? (Actes
du Colloque organisé les 5, 6 & 9 décembre 1983
par l'Institut de Sociologie de l'U.L.B., le Centre
Européen pour Bruxelles, le Centre d'Etudes et de
Recherches Urbaines.)

*Bruxelles, Edit. de l'Université de Bruxelles, 1984,
244 p.*

336.204. - 336.201. - 330.3
336.212.4

336.212.4

POLLEFLIET, E.

Quelques simulations concernant la diminution de
la pression fiscale.

*(In : APERCU ECONOMIQUE TRIMESTRIEL-MINISTE-
RE DES AFFAIRES ECONOMIQUES, Bruxelles, 1, 1985
01/03, p. 79-100.)*

BE 98EF

SALIEN, V.

Charges déductibles du revenu imposable globale-
ment à l'I.P.P. pour l'exercice 1985 (revenus de
1984).

*(In : REVUE GENERALE DE FISCALITE, Bruxelles,
4bis, 1985 04, p. 1-23.)*

BE 158FB

338.733.

336.401. - 336.451.

PONCELET, A.-M. et al.

Perspectives d'utilisation du charbon en Belgique.
(Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques
et Sociales de Namur, série Documents et Points
de Vue, 15.)

*Namur, Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix,
1984, 16 p.*

SANTER, J.

La présentation du projet de budget de l'Etat pour
l'exercice 1985.

*(In : BULLETIN DE DOCUMENTATION - GRAND-
DUCHE DE LUXEMBOURG, Luxembourg, 8, 1984 12,
p. 8-14.)*

LU 1

336.201. - 336.61

334.151.27

PROGRES...

Quelques réflexions sur la fiscalité d'aujourd'hui et
de demain.

(In : PROGRES, Bruxelles, 95, 1985 03/04, p. 6-10.)

BE 126A

SCHMIDT, H.

Vorschläge fuer eine Weiterentwicklung des Euro-
päischen Währungssystems.

*(In : EUROPA ARCHIV, Bonn, 8, 1985 25 04,
p. 223-232.)*

DE 4

SERVICE...

Parts de marché et structure des exportations belges 1960-1983.

(In : *SERVICE DE CONJONCTURE - IRES*, Louvain-la-Neuve, , 1985 05, p. 1-23.)

BE 87

SLOMP, H.

Tien jaar loonbeleid in België.

(In : *ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN*, Rotterdam, 3506, 1985 22 05, p. 501-502.)

NL 10

331.31 - 336.61 - 332.630.

329.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE.

Communication du Gouvernement faite au Parlement, le 15 mars 1985 par le Premier Ministre, M.W. Martens.

Bruxelles, Moniteur Belge, 1985, 32 p.

SOCIALISME...

Cent ans de socialisme.

(In : *SOCIALISME*, Bruxelles, 188, 1985 03/04, p. 103-146.)

BE 155C

338.755.6

333.432.1 - 337.552.

SHEPHERD, G.

Industrial restructuring : the european textile industry.

(In : *REVUE D'ECONOMIE INDUSTRIELLE*, Paris, 31, 1985 01/03, p. 68-78.)

FR 52A

SOLDATOS, P.

L'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise au lendemain de sa reconduction.

(In : *STUDIA DIPLOMATICA*, Bruxelles, 5, 1984 09/10, p. 591-635.)

BE 50

331.156. - 331.157. - 341.244.
341.246. - 382.252. - 333.432.1
333.451.5 - 333.454.1

333.113. - 321.2 - 338.40

SIMONIS, R.

Les règlements internationaux de 1939 à nos jours : troisième partie : la période de juillet 1950 à fin 1958.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIË-WEZEN*, Bruxelles/Brussel, 4-5, 1985 05, p. 9-98.)

BE 134

STATE...

State investment companies in Western Europe; picking winners or backing losers ?

New York, St. Martin's Press, 1983, XXIV + 293 p.

STEINHERR, A.

Investment or employment subsidies for rapid employment creation in the European Economic Community.

(In : *RECHERCHES ECONOMIQUES DE LOUVAIN, Louvain-la-Neuve, 1-2, 1984 01/06, p. 153-188.*)

BE 34

VAJDA, P.

L' Ecu et le marché financier.

(In : *BANQUE, Paris, 450, 1985 05, p. 461-466.*)

FR 6

332.811.

331.161.4 - 336.52

TRAVAIL...

Le travail à temps partiel.

Bruxelles, Promotion des Droits Sociaux, 1985, 63 p.

VAN AUDENHOVE, M.

Histoire des finances communales; 5e partie : l'après-guerre : 1944-1948.

(In : *CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE - BULLETIN TRIMESTRIEL, Bruxelles, 152, 1985 04, p. 1-80.*)

BE 61AF

336.53 - 336.50 - 336.208.

336.020. - 336.10 - 352.

342.55 - 336.201.

331.161.4 - 336.52

TULKENS, H.

Analyse économique de la concurrence entre juridictions fiscalement souveraines.

(In : *BULLETIN DE L'I.R.E.S., Louvain-la-Neuve, 97, 1985 04, p. 1-23.*)

BE 33Z

VAN AUDENHOVE, M.

Les causes historiques de l'actuel délabrement des finances communales.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTERE DES FINANCES, Bruxelles, 4, 1985 04, p. 144-158.*)

BE 99

338.046.2 - 321.92 - 338.43

347.720.0 - 347.720.2

UNIVERSITAIRE INSTELLING ANTWERPEN.

Referatenboek : Vlaamse K.M.O.- en Middenstandsconferentie, 22 maart 1985.

Antwerpen, Universitaire Instelling Antwerpen, 1985, versch. blz.

VAN BRUYSTEGEM, B.

De vennootschappenwet 1984 na de tweede en de vierde richtlijn. Een verkenning van de aanpassingswet van 5 december 1984.

Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1984, XVIII + 205 p.

VAN DEN BULCKE, D.

Intragroepshandel van multinationale ondernemingen : empirische gegevens en handelspolitieke gevolgen.

(In : *MAANDSCHRIFT ECONOMIE*, Deventer, 2, 1985 03/04, p. 113-131.)

NL 5

VAN RYN, J.

L'entreprise d'une personne à responsabilité limitée (e.p.r.l.)

(In : *JOURNAL DES TRIBUNAUX*, Bruxelles, 5336, 1985 04 05, p. 277-280.)

BE 599

658.2 - 333.633.7

334.151.27 - 334.151.20

VAN DEN DRIESSCHE, J.F.

Une opération avantageuse pour les sociétés : le « sale and lease back ».

(In : *REVUE GENERALE DE FISCALITE*, Bruxelles, 4, 1985 04, p. 87-92.)

BE 158FB

van YPERSELE, J. & KOEUNE, J.-C.

Le système monétaire européen ; origines, fonctionnement et perspectives.

(Collection Perspectives européennes.)

Luxembourg, Office des Publications Officielles des Communautés Européennes, 1985, 154 p.

336.301.

347.724.

VAN DER HAEGHEN, M.

Arrêter l'hémorragie de la dette publique.

(In : *PROGRES*, Bruxelles, 95, 1985 03/04, p. 12-15.)

BE 126A

VIE...

E.P.R.L. : c'est pour demain.

(In : *LA VIE AU BUREAU*, Bruxelles, 4, 1985 04, p. 9-13.)

BE 183A

331.162.22 - 333.101. - 338.43
331.156. - 331.157.

336.61 - 336.201.

VAN DER WEE, H. & VAN DER WEE-
VERBREYT, M.

Les hommes font l'histoire ; la Kredietbank et l'essor économique de la Flandre 1935-1985.

Bruxelles, Kredietbank, 1985, 56 p.

WET...

Wet van 27 december 1984 houdende fiscale bepalingen ; artikelsgewijze coördinatie van wetteksten, advies van de Raad van State, Parlementaire documenten en handelingen.

Antwerpen, Kluwer rechtswetenschappen, 1985, VI + 299 p.

PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL

Prenant cours avant le numéro de juillet 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 500,—.
Prenant cours à partir du numéro de juillet 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays européens : FB 650,—. Autres pays : voie normale : FB 650,— voie aérienne : FB 1.450,—

PRIX DU NUMERO SEPRE

Jusqu'au numéro de juin 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 50,—.
A partir du numéro de juillet 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays européens : FB 65,—. Autres pays : voie normale : FB 65,— voie aérienne : FB 145,—

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer
- Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire
recevoir l'édition française ou néerlandaise.
